

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°385

AVRIL 2017

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
des Ministères français des Affaires étrangères  
et de la Culture*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Maquette et mise en page : Şerefettin  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **RÉFÉRENDUM TURC : ERDOĞAN L'EMPORTE DE JUSTESSE PAR LA CENSURE, L'INTIMIDATION... ET DES FRAUDES MASSIVES**
- **TURQUIE : L'OSCE DÉNONCE LES CONDITIONS DU RÉFÉRENDUM, LE CONGRÈS AMÉRICAIN PUBLIE UN RAPPORT ACCUSANT LE PAYS DE CRIMES DE GUERRE CONTRE LES KURDES**
- **SYRIE : FRAPPES TURQUES AU ROJAVA ; VERS UNE COLLISION TURCO-AMÉRICAIN ?**
- **KURDISTAN : POSSIBLE RÉACTIVATION DU PARLEMENT EN VUE D'UN RÉFÉRENDUM D'AUTODÉTERMINATION**
- **IRAN : LIBÉRATION DU CINÉASTE KURDE KEYWAN KARIMI, CONDAMNATION DE L'ÉCRIVAIN ALI BEDIRKHANI**

---

## **RÉFÉRENDUM TURC : ERDOĞAN L'EMPORTE DE JUSTESSE PAR LA CENSURE, L'INTIMIDATION... ET DES FRAUDES MASSIVES**

**L**e référendum constitutionnel du 16 avril a éclipsé les autres nouvelles de Turquie ce mois-ci, notamment la poursuite de la grève de la faim de 200 prisonniers politiques de 20 prisons différentes, dont 37 femmes, qui continuaient le 10 à ne prendre aucune nourriture. Les 13 premiers d'entre eux à avoir commencé, le 15 février, avaient cessé de s'alimenter depuis 55 jours. Une partie des prisonniers, dont le co-président du HDP, S. Demirtaş, a cependant suspendu le mouvement en début de mois après avoir obtenu des promesses d'amélioration des conditions de détention.

Aussi oubliées, incarcérations, condamnations et purges ont pourtant continué: le 11, la co-présidente et députée HDP Figen Yuksekdağ a été privée de son mandat et condamnée à l'inéligibilité et à un an de prison. Le 19, la députée HDP Burcu Celik a été incarcérée à Muş et le tribunal a ordonné son maintien en détention. Le 21, la députée HDP Nursel Aydoğan, emprisonnée en attente de son procès depuis le 4 novembre dernier, risquant jusqu'à 103 ans de prison, a rappelé au tribunal par vidéo depuis sa prison de Silivri que la Cour constitutionnelle avait décidé en 2013 que les députés ne peuvent

être emprisonnés dans l'attente de leur procès... Celui-ci a dû prononcer sa libération sous contrôle judiciaire ; de même pour la députée HDP d'Adana, Meral Danis Bestas, maintenue en prison depuis décembre. Par contre, Ayşe Celik, l'habitante de Diyarbakir qui avait début 2016 témoigné en direct par téléphone lors d'un programme télévisé des conséquences sur les civils des opérations militaires turques, a été condamnée le 26 à un an et trois mois de prison pour «légitimation des méthodes violentes du PKK». Le producteur de l'émission, d'abord inquiété, a été acquitté. Pour les purges, un décret du 19 a suspendu 9.000

policiers et 1.000 autres ont été incarcérés pour «liens gülenistes», interdisant aussi programmes télévisés et publicités pour des agences de rencontres, «contraires à la religion et à la culture turques». Puis le 29, un autre décret limogeait 3.900 fonctionnaires civils et militaires, gardiens de prison, universitaires, employés des Affaires religieuses, et 1.200 militaires dont 600 officiers, qualifiés de «danger pour la sécurité nationale». Concernant la censure, la Turquie a franchi un nouveau cap le 29 en bloquant l'accès à l'encyclopédie en ligne Wikipédia, accusée de «participation à la campagne internationale de dénigrement anti-turc» et de «propagande terroriste»: la Turquie réclame le retrait de trois pages en anglais qui mettent le pays «sur un pied d'égalité avec des groupes terroristes», l'ouverture d'un bureau dans le pays et le respect des décisions légales prises en Turquie. Wikipédia n'est guère que l'un des 111.000 sites interdits ou fermés en Turquie depuis mai 2016...

Quant au référendum constitutionnel, M. Erdoğan a dû recourir à des moyens extrêmes pour pouvoir crier victoire: avec 51,37% contre 48,63% pour le «Non», la victoire du «Oui» a été qualifiée de a minima par la chaîne d'information française France Info, et le parti «pro-kurde» HDP a immédiatement contesté ces chiffres en accusant le gouvernement de fraude. D'abord, la consultation s'est tenue dans des conditions totalement antidémocratiques, les partisans du «Non» étant assimilés à des terroristes et constamment intimidés, et pour certains emprisonnés bien avant le début de la campagne: ainsi le HDP a abordé celle-ci avec près de 5.000 de ses cadres emprisonnés, dont 85 maires et 13 parlementaires, et n'a disposé de quasiment aucun accès aux médias – contrairement à l'AKP qui a largement bénéficié

des moyens de l'Etat... Ziya Pir, député HDP de Diyarbakir, a témoigné que la police arrachait systématiquement les affiches appelant au «Non» ; Mithat Sancar, vice-président du HDP, a déclaré que certains électeurs s'étaient plaints que le secret du vote n'avait pas été respecté, et que de nombreux membres du HDP s'étaient vu refuser d'être scrutateurs dans les bureaux de vote... Mais surtout, la Haute commission électorale (YSK) a décidé au dernier moment de considérer comme valides des bulletins n'ayant pas reçu le tampon d'un bureau de vote, en réalité une fraude massive, d'autant plus qu'ils ont ensuite été tamponnés afin que nul ne puisse les distinguer des bulletins légitimes... «Que l'annonce officielle soit «Oui» ou «Non», a déclaré le porte-parole du HDP, Osman Baydemir, «nous contesterons 2/3 des bulletins de vote. Nos données indiquent une manipulation portant sur 3-4% des bulletins – c'est-à-dire trois millions, [un chiffre] suffisant pour renverser l'issue du vote».

Des milliers de partisans du «Non» sont descendus dans la rue à Istanbul et dans d'autres villes, et HDP comme CHP (Kémalistes) ont annoncé ne pas reconnaître les résultats et vouloir déposer chacun un recours en annulation. Bien que le président des associations du barreau turc ait qualifié la décision du YSK d'accepter des bulletins non contrôlés de «violation de la loi électorale», celui-ci a rejeté les recours... Le Vice-président du CHP, Bülent Tezcan, a déclaré envisager un appel auprès de la Cour constitutionnelle turque voire de la Cour européenne des droits de l'homme. L'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe a publié un rapport mettant en cause les conditions de déroulement du référendum (résumé dans l'article suivant), que le Conseil de l'Europe a qualifiées d'«inéquitables».

Le président turc a rétorqué en sommant les observateurs européens de «rester à leur place». Les changements constitutionnels adoptés lui permettent de dissoudre le parlement à sa guise, déclarer unilatéralement l'état d'urgence, nommer la moitié des principaux juges, tous les hauts fonctionnaires, les chefs de police, les vice-chanceliers militaires et universitaires... Kati Piri, la députée européenne chargée des relations du Parlement européen avec Ankara, a déclaré le 26 que la mise en place de ces changements fermerait à la Turquie toute possibilité d'adhésion à l'Union européenne – une position similaire à celle du Commissaire chargé des demandes d'adhésion, Johannes Hahn, qui avait deux jours plus tôt demandé aux ministres des Affaires étrangères d'envisager lors du sommet de Malte la fin des discussions... Piri a suggéré de faire plutôt avancer l'Union douanière, afin de conserver un moyen de pression pour préserver la démocratie en Turquie.

La campagne du référendum n'a pas arrêté violences et affrontements entre armée turque et PKK. Le 5, les avions turcs ont bombardé les monts Qandil au Kurdistan d'Irak, et en particulier un cimetière de combattants. Le lendemain, le gouverneur de la province de Hakkari a annoncé que l'aviation turque avait bombardé une zone montagneuse de la province près de Cukurca, tuant 8 combattants du PKK qui avaient attaqué un poste militaire turc, blessant un soldat. Ce même jour, le journal pro-gouvernemental Yeni Safak a promis une prochaine opération terrestre intitulée «Bouclier du Tigre» contre le PKK au Sindjar, lancée depuis la base de Bashiqa pour couper les communications entre Sindjar et Qandil d'une part et le nord d'autre part, ainsi qu'entre le PKK et le PYD en Syrie (Rojava). En réponse, Agid Jivyan, le commandant du HPG (Hêzên

Parastina Gel, Forces de protection du peuple) au Sindjar, a déclaré que le PKK était prêt à répondre à toute attaque turque, et le 10, Cemil Bayik, un dirigeant du PKK, a appelé de nouveau dans une interview à Al-Monitor la communauté internationale à servir de médiateur pour «imposer à la Turquie des négociations pacifiques sur la question kurde», ajoutant que le PKK «était toujours prêt pour la paix», mais que «si le gouvernement [turc] refuse une solution pacifique, et que les puissances internationales demeurent silencieuses, alors nous n'aurons pas d'autre choix que de continuer la résistance». La dernière opération terrestre turque en Irak avait tourné court après injonction des États-Unis...

Le 11 au matin, une explosion au QG de la police anti-émeutes à Diyarbakir a fait 3 morts et au moins 4 blessés. Le Ministère de

l'intérieur l'a d'abord attribuée à un accident durant des travaux, mais le PKK a revendiqué un attentat avec plus de 2 tonnes d'explosifs placés dans un tunnel creusé sous le bâtiment, une version ensuite confirmée par le ministre de l'Intérieur Suleyman Soyly. 177 personnes ont été placées en garde à vue. La nuit suivante, des avions turcs ont bombardé la région de Zakho, au Kurdistan d'Irak, visant des bases du PKK, et le 14, l'armée turque a annoncé avoir détruit la nuit précédente 7 abris et plusieurs dépôts d'armes. Le 21 au matin, 2 soldats turcs ont été tués et 2 autres blessés près de Şırnak, à la frontière irakienne dans un accrochage avec le PKK, qui suivait une semaine de combats au cours desquels selon l'agence Anatolie, 45 combattants kurdes avaient été tués... L'après-midi, l'armée de l'air et l'artillerie turques ont bombardé la région d'Amêdî au Kurdistan irakien,

blessant une civile. Tôt le 23, 2 soldats turcs ont été blessés dans le district d'Uludere, près de Şırnak et sont morts à l'hôpital. Tard le 22, 1 autre soldat a été tué et 2 autres blessés près de Kulp (Diyarbakir). Nouveaux bombardements aériens, pour le 3e jour, dans la région d'Amêdî. Puis le 26, après avoir frappé le Rojava et la région irakienne du Sindjar (voir les articles sur ces deux pays), la Turquie a bombardé la région du Zab pour la deuxième journée consécutive, annonçant avoir tué 6 combattants du PKK, avant d'annoncer le 29 avoir tué 14 autres combattants au Kurdistan d'Irak.

Le 28, le Premier ministre de la Région du Kurdistan d'Irak, Nechirvan Barzani, a rencontré à Istanbul le président turc durant 45 mn ; le journal pro-gouvernemental Yeni Safak a rapporté que les discussions auraient porté sur la lutte contre le PKK.

## TURQUIE :

### L'OSCE DÉNONCE LES CONDITIONS DU RÉFÉRENDUM, LE CONGRÈS AMÉRICAIN PUBLIE UN RAPPORT ACCUSANT LE PAYS DE CRIMES DE GUERRE CONTRE LES KURDES

L'authoritarisme croissant de M. Erdoğan à l'intérieur et ses orientations troubles et dominées par son obsession anti-kurde à l'extérieur, accroissent décidément l'isolement international de la Turquie. Un rapport de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) <https://www.osce.org/odihr/elections/turkey/311721?download=true> dénonce les conditions du référendum du 16 avril ; un rapport soumis lors d'une audition à la Chambre des représentants du Congrès américain (<http://docs.house.gov/meetings/FA/F A14/20170405/105842/HHRG-115-F A14-Wstate-PhillipsD-20170405.pdf>), après une analyse sans concessions de la politique de la Turquie, recommande de réévaluer son appartenance à l'OTAN...

Les observateurs de l'OSCE présents pour le référendum constitutionnel ont rendu sur ses conditions de déroulement un rapport sans concessions qui a mis en rage le gouvernement et le président turcs. Le texte rappelle que l'OSCE avait demandé à la Turquie d'autoriser la présence d'observateurs suite à des entretiens avec des représentants de l'opposition en raison du contenu des changements constitutionnels proposés, du contexte délétère (imposition de l'état d'urgence, fermetures de médias d'opposition, emprisonnement de journalistes), et aussi parce qu'«un certain nombre de recommandations précédentes relatives au cadre juridique [n'avaient] pas été prises en compte, comme [...] certaines restrictions aux droits actifs et passifs de vote, [l'absence d']une loi régle-

mentant le financement des campagnes, le manque de possibilité de contester les décisions de la Commission électorale et l'absence de dispositions pour l'observation internationale et citoyenne des élections».

Le rapport remarque que le contenu du référendum ne respectait pas ce qui est considéré internationalement comme une «bonne pratique»: les votants devaient approuver ou rejeter en une seule réponse les 18 amendements proposés, qui modifiaient 72 articles de la constitution, sans pouvoir faire des choix différents pour chaque problème posé. Par ailleurs, les amendements concernés ne figuraient pas sur les bulletins. Concernant la libre participation à la consultation, le rapport remarque que la loi limitait la par-

ticipation à la campagne aux seuls partis approuvés par le Bureau du Procureur général de la Cour suprême, qui devaient être représentés dans au moins la moitié des provinces du pays et un tiers des districts de ces provinces et avoir tenu un congrès au moins six mois auparavant... 19 partis politiques qui avaient participé aux élections législatives de novembre 2015 se sont vus refuser la participation au référendum (dont 2 après appel d'un premier refus) et sur 92 partis enregistrés, seuls 10 ont été acceptés. La Haute commission électorale avait aussi interdit la participation des organisations de la société civile et professionnelles: l'une d'elles n'a pu participer, n'ayant pas réussi à se faire enregistrer comme parti politique...

Les observateurs de l'OSCE témoignent également des conditions défavorables au camp du «Non»: limitations des libertés fondamentales, couverture médiatique clairement favorable au parti au pouvoir et au président. La campagne du «Oui» a reçu 76% du temps d'antenne à la télévision et 77,5% de l'espace dans la presse, principalement de tonalité positive, alors que la campagne du «Non» n'a reçu que 23,5 % du temps d'antenne et de l'espace total, surtout neutre. Le Premier ministre et le Président ont utilisé des cérémonies d'inauguration liées à leurs fonctions pour faire campagne pour le «Oui». L'absence de loi limitant les dépenses de campagne a aussi nui à l'égalité de représentation des opinions. Les votants n'ont ainsi pu avoir accès à des informations impartiales sur les aspects clés de la réforme sur laquelle ils devaient se prononcer. Enfin, la campagne du «Non» a été entravée: l'affiche du HDP et une chanson en kurde ont été interdites comme «violant les principes de l'intégrité de l'État et l'[usage du] turc comme langue officielle», et la police est parfois intervenue violemment pour interrompre des

meetings pour le «Non». Enfin, lors du vote, dans les «zones de sécurité» mises en place au Kurdistan (Batman, Bingol, Hakkari, Kars, Mardin et Tunceli), la police contrôlait les papiers d'identité des votants afin d'identifier les personnes recherchées. L'OSCE note aussi que l'accès des observateurs européens aux bureaux de vote leur a parfois été refusé ou restreint.

Le rapport met en doute l'indépendance de l'administration référendaire en relevant que, sur les 11 membres de la Haute commission électorale, élus par et parmi les juges de la Cour de cassation et du conseil d'État, 8 l'ont été après 2016, alors que la magistrature avait déjà subi plusieurs purges. Trois des juges remplacés ont d'ailleurs été mis en détention provisoire. Enfin, depuis la proclamation de l'état d'urgence, de nombreux fonctionnaires à tous les niveaux de l'administration électorale ont été remplacés par décret: 143 présidents de Bureaux électoraux de districts démis, 67 placés en détention provisoire, 9 présidents de Bureaux provinciaux démis, 2 mis en détention provisoire, plus de 500 membres de Conseils électoraux à tous les niveaux ont également placés en détention... Par ailleurs, alors que le pouvoir judiciaire avait la responsabilité principale de l'administration du référendum et de l'arbitrage des différends, le récent licenciement de 3.979 juges et procureurs, soit près d'un tiers de la magistrature, dont cinq du corps de contrôle judiciaire et de nombreux juges de la Haute cour, a eu une incidence sur l'indépendance de la magistrature durant le référendum. En avril, 45 magistrats supplémentaires ont été démis et, le 4 avril, trois juges et un procureur ont été suspendus et mis en examen pour leur décision de libérer 21 journalistes détenus à la suite du coup d'État. Beaucoup d'organisations ont limité leurs

activités d'observation du scrutin par peur de répercussions. Après le coup d'État de juillet, 1.583 organisations ont été dissoutes, dont certaines actives dans le champ de l'observation des consultations. Au total, 73 observateurs étrangers seulement ont pu s'enregistrer pour observer le référendum. L'OSCE note aussi que sur les 218 décisions adoptées par la Haute commission, seulement 38 ont été publiées, et que celle-ci, contactée à propos du déplacement de certains bureaux de votes par des partis politiques, a refusé d'exprimer une opinion. Elle a aussi décidé que certaines modifications juridiques régissant l'organisation des élections, faites par décrets suite à l'état d'urgence, seraient d'application immédiate, alors que l'article 67 de la constitution prévoit un délai d'un an pour l'entrée en vigueur d'un changement de ce type... Enfin, la décision de la Haute commission de modifier au dernier moment les critères de validité des bulletins apparaît à l'OSCE comme «en contradiction avec la loi [stipulant...] explicitement que ces bulletins de vote devaient être considérés comme invalides». Notant qu'«il n'y a pas de possibilité de faire appel de cette décision», le texte rappelle que le HDP a annoncé avoir détecté des anomalies dans 668 protocoles.

Tous ces éléments démontrent amplement le caractère de déni de démocratie de la consultation référendaire du 16 avril.

Second document ayant provoqué la colère du gouvernement turc, le rapport de David L. Phillips, directeur du programme sur la construction de la paix et des droits de l'Institut d'Études des Droits de l'Homme de l'Université de Columbia. Présenté le 5 avril à une audition devant la Commission des affaires étrangères de la Chambre des Représentants américaine, il met

en accusation le gouvernement turc pour sa corruption (celle notamment de la famille du président Erdoğan), sa politique intérieure (non-respect des droits de l'homme, notamment vis-à-vis des Kurdes) et sa politique extérieure (relations troubles avec Daech). Il recommande une enquête sur les opérations militaires menées dans les provinces kurdes, qu'il caractérise comme «crimes de guerre», ainsi que la réévaluation de l'appartenance de la Turquie à l'OTAN en raison de ses liens avec Daech.

Concernant la corruption, le texte accuse le pouvoir mono-parti de l'AKP d'avoir permis le développement d'une «culture de la corruption» touchant les plus hauts niveaux du gouvernement ainsi que la famille Erdoğan elle-même. Il rappelle qu'après une enquête ayant mené en décembre 2013 à l'arrestation de 52 personnes et obligé 5 ministres AKP à démissionner et la diffusion sur Internet d'une conversation où Erdoğan demandait à son fils Bilal de «se débarrasser de l'argent qu'il avait chez lui», tous les juges et les policiers impliqués dans l'opération ont été démis et les preuves détruites... Puis le rapport aborde le dernier scandale menaçant le gouvernement turc: l'implication d'un trafiquant turco-iranien protégé par Erdoğan, Reza Zarrab, dans des transferts d'argent illégaux pour l'Iran sous sanctions américaines faits à travers des sociétés-écrans chinoises et surtout la banque turque Halkbank. L'arrestation de Zarrab le 19 mars à l'aéroport de Miami, a été suivie

le 27 mars à New York par celle du vice-président de Halkbank pour les opérations internationales, Mehmet Hakan Attila. Phillips recommande de poursuivre l'enquête sur Zarrab et de tenir son procès en août 2017 comme prévu.

Concernant les abus des droits de l'homme, le rapport accuse la Turquie de bafouer systématiquement la liberté d'expression et de réunion en utilisant notamment la Loi anti-terroriste n° 1991 pour réduire les opposants au silence. Il rappelle que l'article 216 du Code pénal turc, qui impose une peine de prison de 3 ans et punit «l'incitation à la haine ou la violence sur la base de l'ethnicité, la classe ou la religion», est essentiellement utilisé contre les Kurdes, et que l'article 299, qui permet les poursuites pour «insulte au Président», a été utilisé pas moins de 1.845 fois entre août 2014 et mars 2016... Concernant le contrôle d'Internet, il mentionne la loi n° 5651 de février 2015, qui autorise la Direction des télécommunications à bloquer des sites web sans demander l'autorisation d'un juge, celle d'avril 2015 modifiant les pouvoirs des services de renseignement adoptée, qui autorise le MIT à accéder aux données personnelles d'un individu sans mandat d'un tribunal. Sur le plan juridique, Phillips recommande de refuser toute politisation du dossier d'extradition de l'imam Gülen, d'examiner si les preuves apportées par la Turquie justifient celle-ci et s'il aurait un procès équitable en Turquie...

Concernant les opérations mili-

taires dans les provinces kurdes du pays, Phillips recommande la constitution d'une Commission d'enquête et d'un dossier sur les crimes de guerre commis par la Turquie, estimant que «le risque qu'Interpol gèle les avoirs et restreigne les déplacements à l'étranger d'Erdoğan, ses soutiens et sa famille pourrait avoir une influence positive sur le comportement de la Turquie».

Reprenant des éléments de l'enquête de l'auteur sur la coopération entre Turquie et «Organisation de l'État Islamique» (jointe en annexe), le rapport recommande que la coalition anti-Daech s'affranchisse de l'usage exclusif de la base turque d'Incirlik – qui permet les pressions de la Turquie – en utilisant d'autres bases à Chypre ou en Jordanie. Rappelant que «l'OTAN est davantage qu'une alliance [militaire] pour la sécurité [de ses membres, mais aussi] [...] une coalition de pays partageant des valeurs communes», il remarque que la Turquie «ne serait pas acceptée dans l'OTAN si l'alliance était créée aujourd'hui», et recommande de mettre en place un Comité d'évaluation pouvant décider de l'expulsion d'un pays si celui-ci ne respecte pas plusieurs années de suite des critères de démocratie et de droits de l'homme, comité qui pourrait ainsi réévaluer la qualité de membre de l'OTAN de la Turquie. Enfin, il recommande la tenue de nouvelles auditions [à la Chambre des représentants] pour examiner la manière dont a été mené le référendum, notamment le comptage des votes.

## SYRIE :

### FRAPPES TURQUES AU ROJAVA ; VERS UNE COLLISION TURCO-AMÉRICAINE ?

**L**e mois d'avril a été marqué par un changement majeur de politique américaine à l'égard du régime de Bachar el-Assad.

Après qu'une frappe aérienne utilisant des armes chimiques ait fait le 4 à Khan Sheikhoun, une ville au sud d'Idlib tenue par les rebelles, 58 morts selon l'OSDH, dont 11

enfants de moins de 8 ans (un nombre de victimes révisé ensuite à plus de 70), des navires de guerre américains ont le 6 au matin lancé depuis la Méditerranée orientale

59 missiles Tomahawk vers la base aérienne de Shayrat, près de Homs, d'où étaient selon les experts américains partis les avions syriens responsables de l'attaque. L'armée syrienne avait nié toute responsabilité, et la Russie déclaré le 5 que le gaz avait été libéré lorsqu'un entrepôt rebelle avait été touché par le bombardement. Les officiels américains ont déclaré avoir informé préalablement les Russes et ne pas avoir frappé les parties de la base où ceux-ci se trouvaient, mais n'ont pas demandé leur accord. Selon le Pentagone, les missiles ont drastiquement réduit la capacité du régime à utiliser ses armes chimiques. Le 13, la Russie, utilisant son veto pour la huitième fois depuis le début de la guerre civile il y a six ans, a bloqué au Conseil de sécurité une motion déposée par les Occidentaux condamnant l'attaque chimique attribuée au régime. Le 14, le Président syrien a déclaré que celle-ci était une pure invention, un complot des Occidentaux, son gouvernement ayant transféré toutes ses armes chimiques hors du pays en 2013. Le 26, cependant, les services de renseignement français ont rendu public un rapport concluant à la responsabilité du régime dans les attaques au gaz.

C'est dans ce contexte que les Forces démocratiques syriennes (FDS, alliance militaire kurdo-arabe dominée par les YPG, milices affiliées au parti kurde PYD) ont annoncé le 13 entamer la quatrième phase de leur offensive contre Daech à Raqqa, visant à libérer des djihadistes l'ensemble de la région nord de Raqqa et la vallée de Djalab. Le 15 au matin, malgré les mines et les snipers de Daech, les FDS sont entrées dans la ville de Tabqa, à une trentaine de kilomètres à l'ouest de Raqqa, tuant au moins dix djihadistes et capturant la moitié du quartier d'Alexandria dans le sud de la ville tandis que les combats se

poursuivaient. 27 djihadistes ont aussi été tués dans les combats pour le village d'al-Mushayrifah, adjacent à la ville. Puis le 18, elles ont annoncé à Ain Issa, à environ 50 km de Raqqa, la création d'un «Conseil civil» composé d'habitants de la ville et de la province, qui administrera celles-ci après leur reprise à Daech.

En fin de mois, les tensions entre le Rojava et la Turquie sont brusquement remontées suite à plusieurs frappes aériennes menées par l'aviation turque dans la nuit du 24 au 25 avril. La première a visé le centre de commandement des YPG sur le mont Karaçok, près la ville-frontière d'al-Malikiyah, ainsi que le centre de presse, où se trouvaient des journalistes kurdes, et la station de radio. Les YPG ont annoncé le lendemain un bilan de 18 morts, des combattants et des responsables médias – plus tard réévalué par l'OSDH à 28 morts. Un second bombardement a visé pour la première fois la région du Sindjar, du côté irakien de la frontière, frappant les combattants yézidis des YBŞ, affiliés au PKK. Un QG des pechmergas du GRK a aussi été touché et 4 pechmergas tués et 9 autres blessés. Le co-président du PYD, Salih Muslim, a dans une interview télévisée demandé que la coalition anti-Daech ne demeure pas silencieuse après cette attaque, à laquelle le PYD s'attendait, et qu'il a caractérisée comme un soutien aux djihadistes Daech, rappelant que les FDS ont été frappés par les Turcs tandis qu'ils combattent les djihadistes au sein de la coalition dirigée par les États-Unis. La Turquie a déclaré avoir informé les États-Unis et la Russie, mais l'administration américaine a réagi violemment à ces frappes en accusant la Turquie de ne pas s'être coordonnée avec la coalition anti-Daech – le lendemain, le porte-parole de la coalition anti-Daech, le colonel américain John Dorrian, a déclaré que la Turquie avait informé les

USA des frappes moins d'une heure avant de les lancer, ajoutant que les informations transmises au centre d'opérations aériennes de la coalition décrivaient une superficie importante et n'étaient pas assez précises quant au calendrier et à l'emplacement des frappes pour assurer la sécurité des forces américaines, qui se trouvaient à 10 kilomètres. Un autre responsable américain, souhaitant conserver l'anonymat, a déclaré que le délai avait été d'environ 20 minutes, «certainement pas la coordination que vous attendez d'un partenaire et d'un allié dans la lutte contre [l'Etat islamique]». La Russie a de son côté exprimé son inquiétude pour des frappes «inadmissibles», accomplies «sur le territoire d'un autre pays souverain sans consultation avec son gouvernement légitime», tandis que Damas qualifiait les frappes turques d'«agression du régime d'Erdoğan contre le territoire syrien».

Le 26, des combats ont éclaté à la frontière entre Rojava et Turquie dans la région de Hasakeh. Selon l'OSDH, ils ont débuté quand les YPG ont ouvert le feu sur un véhicule blindé turc qui avait franchi la frontière. Des manifestations appelant à l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne ont eu lieu le même jour à Qamishlo et dans d'autres villes du Rojava, bientôt suivis de nouveaux combats face à Şanlıurfa. Le 29, les YPG ont déclaré qu'ils se retireraient de l'opération sur Raqqa si les États-Unis ne prenaient pas des mesures pour protéger leurs combattants. Ce même jour, des véhicules blindés américains se sont interposés entre YPG et armée turque à la frontière syro-turque dans la région de Derbasiyah, où venaient précisément de s'affronter leurs deux alliés.

Le 30, le président turc a menacé de nouvelles frappes contre les YPG en Syrie et le PKK en Irak, déclarant que le soutien américain

à ces groupes «devait prendre fin». Il est permis de se demander, alors que la politique américaine semble évoluer vers un plus grand engagement en Syrie, quelle sera la

réaction de Washington à ces frappes visant son allié principal contre Daech sur le terrain: les frappes turques pourraient se révéler plutôt contre-productives.

Quoi qu'il en soit, toujours le 30, les FDS ont poursuivi leur avance dans Tabqa en libérant des djihadistes six nouveaux quartiers de la ville.

## POSSIBLE RÉACTIVATION DU PARLEMENT EN VUE D'UN RÉFÉRENDUM D'AUTODÉTERMINATION

**P**eu médiatisée, la bataille contre Daech se poursuit dans Mossoul-Ouest, progressant apparemment très lentement et au prix de lourdes pertes. Les djihadistes, affaiblis en Irak comme en Syrie, sont cependant loin d'avoir abandonné la partie: le 1er avril, un avion militaire irakien a tué 150 à 250 d'entre eux à Baaj, près de la frontière syrienne – suggérant qu'ils transitent encore entre Syrie et Irak – et le 6, Daech a pour la première fois abattu un hélicoptère irakien au-dessus du quartier Al-Ghabat de Mossoul-Est, tuant ses deux pilotes. Le 9, une nouvelle fosse commune contenant 200 corps de Yézidis, principalement femmes et enfants, a été découverte au Sindjar, la dixième, avec un total de 1.646 corps... Le 15, ce sont des avions syriens qui ont frappé Daech près de la frontière irakienne grâce à un échange d'informations avec ce pays. Daech a conservé la capacité de lancer des attaques terroristes comme celle du 5 à Tikrit, qui a fait 31 morts, dont 14 policiers: les djihadistes ont pénétré en ville déguisés en policiers et attaqué un point de contrôle et le domicile d'un officier avant d'être abattus ou de se faire sauter. Les Kurdes, non présents dans Mossoul, demeurent vigilants: le 11, les Asayish (Sécurité) de Sulaimaniyeh et de Halabja ont arrêté 60 personnes, et recherchent aussi les djihadistes infiltrés parmi les déplacés: le 28, la Sécurité de Kirkouk a arrêté 63 déplacés suspects. Un millier de déplacés arrivent toujours quotidiennement au Kurdistan, pour un nombre total atteignant maintenant 164.000, ins-

tallés dans des camps près d'Erbil et de Dohouk...

Chacun commence à se préoccuper des nombreuses questions de l'après-Daech: relations entre communautés, sort des minorités, chrétienne et yézidie, gouvernance des régions sunnites dont Mossoul, mais aussi devenir des territoires disputés entre Bagdad et Erbil. Ces questions sont aussi quelque peu présentes dans les relations intra-kurdes: le 15, le groupe UPK du parlement irakien a préparé un projet visant à autoriser le stationnement permanent à Kirkouk de la «Force noire» de ce parti – qui avait occupé les locaux de la Northern Oil Company le mois dernier. L'UPK, force dominante à Kirkouk, est en concurrence avec le PDK pour le contrôle de la province et de ses ressources pétrolières, et où les décisions le mois dernier du gouverneur et du Conseil provincial de faire flotter le drapeau kurde près du drapeau irakien sur les bâtiments officiels (dans une séance boycottée par les représentants turkmènes et arabes) continuent à susciter des réactions. Le 1er avril, le parlement irakien s'y est opposé dans une session (boycottée cette fois par les députés kurdes). Le porte-parole du Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) a répondu que seule la Cour Suprême pouvait décider en la matière, et le président du Conseil provincial de Kirkouk, Rebwar Talabani, a déclaré que le drapeau kurde ne serait pas retiré, la Cour fédérale ayant rendu un avis contraire. Le 3, le bloc Brayati, majoritaire au Conseil provincial, a relancé le débat en demandant la remise au vote d'une propo-

sition de 2008 demandant le rattachement de la province à la Région du Kurdistan! Le lendemain, le Conseil provincial a rejeté la décision du parlement irakien et a adopté par 26 voix sur 41, dans une session boycottée par les représentants arabes et turkmènes, la tenue d'un référendum sur le rattachement de la province à la Région du Kurdistan. Le président du Conseil a ensuite demandé au gouvernement irakien de prendre les mesures nécessaires pour organiser le référendum, et un membre du Conseil, Ahmed Askari, a déclaré que si Bagdad ne le faisait pas, la province se tournerait vers le GRK et l'ONU pour l'organiser. L'Article 140 de la Constitution irakienne de 2005 prévoit en effet que Kirkouk et les autres territoires disputés entre Bagdad et Erbil peuvent décider de leur devenir par référendum. Mais il y a désaccord sur le corps électoral: Arabes et Turkmènes accusent les Kurdes d'avoir kurdififié la province depuis 2004 et veulent utiliser une liste de résidents dont les Kurdes considèrent qu'elle reflète la politique d'arabisation de Saddam Hussein...

Les prises de position sur la question du drapeau kurde à Kirkouk ont dépassé les frontières irakiennes: le Premier ministre turc Binali Yıldırım a exprimé son soutien au vote du Parlement irakien s'y opposant ; le 3, l'Iran a averti que cette décision risquait d'«accroître les tensions» et le lendemain, le président turc a menacé d'une «mise en danger des relations de la Région du Kurdistan avec Ankara» sans un retrait «aussi rapide que possible». Le 6, le gouver-

neur de Kirkouk a demandé au ministre irakien des Affaires étrangères de répondre aux «ingérences» du président turc, rappelant que la décision de hisser le drapeau kurde avait été prise en l'honneur des pechmergas tombés en défendant la ville, à la demande de leurs familles. Le 10, une centaine de députés irakiens ont signé une pétition demandant la destitution du gouverneur de Kirkouk, une demande ayant peu de chances d'aboutir, la Constitution limitant cette possibilité aux cas de corruption. Par ailleurs, une délégation kurde revenant de Bagdad a annoncé le 6 un accord sur la manière d'appliquer l'article 150 de la Constitution pour organiser un recensement à Kirkouk une fois Daech évincé. L'avenir dira s'il sera concrètement appliqué où s'il rejoindra la liste des accords restés lettre morte...

En attendant, si les différentes forces politiques kurdes semblent toutes d'accord pour organiser avant fin 2017 un référendum d'autodétermination de la Région fédérale du Kurdistan, qui pourrait aussi englober les territoires disputés, elles diffèrent sur la manière de l'organiser, et poursuivent leurs discussions à ce propos. Le 2, UPK et PDK ont décidé la création d'un «Comité commun» comprenant toutes les mouvances politiques du Kurdistan qui déciderait du mécanisme de préparation et du moment du référendum. Une délégation commune PDK-UPK a rencontré le lendemain l'Union islamique du Kurdistan (UIK, Yekgirtû) puis le Parti communiste du Kurdistan, et après cette rencontre, un représentant du PDK, Roj Nouri Shaways, a déclaré en conférence de presse que le référendum pourrait se tenir sans réactiver le parlement. Le 26 mars dernier, le porte-parole de la Haute commission électorale avait déclaré que la tenue du référendum nécessiterait la réactivation du parlement kurde pour qu'une loi prévoyant le référendum y soit votée. Le 4, le

mouvement Gorran (Changement) a appelé à la réactivation du Parlement, déclarant que le référendum n'était «pas un problème à résoudre lors des réunions de partis politiques», mais que «le parlement du Kurdistan, le plus haut corps juridique et légitime [... devait] prendre les mesures nécessaires pour conduire un référendum dans les provinces du Kurdistan, y compris celle de Kirkouk [...]», avant d'annoncer le 14 qu'il n'enverrait pas de représentant au comité interpartis comme demandé par la présidence de la Région. La Ligue islamique (Yekgirtû) et le Groupe islamique (Komal) semblaient sur une position proche. L'UPK, au gouvernement avec le PDK mais allié à Gorran, a progressivement évolué: le 17, le secrétaire du bureau politique, Mala Bakhtyar, a déclaré que pour tenir le référendum prévu à l'automne, il faudrait d'abord réactiver le parlement, et l'UPK a réitéré cette position le 22 dans une déclaration commune avec Gorran, où il était ajouté que le référendum devait aussi se tenir dans les zones disputées, considérées comme «zones du Kurdistan hors de l'administration de la région fédérée». Isolé sur sa position d'un comité d'organisation indépendant du parlement, le PDK a finalement négocié: le 23, les bureaux politiques du PDK et de l'UPK se sont rencontrés pour discuter du référendum et de la manière de réactiver le parlement pour «servir le processus référendaire et l'indépendance ainsi que l'unité nationale». Là encore, les réactions ont dépassé les frontières de l'Irak: non seulement Bagdad, mais aussi l'Iran et la Turquie ont qualifié le référendum d'erreur, ou d'inopportun en raison de la situation régionale tendue. Le 13, un des dirigeants de l'UPK, Saadi Ahmed Pira, a déclaré que les «messages menaçants» de l'Iran et de Turquie – ainsi que ceux du Gouvernement central – sur Kirkouk et le référendum avaient conforté la décision commune de l'UPK et du PDK de tenir celui-ci.

Parallèlement, les tensions PDK-PKK liées aux affrontements du Sindjar le mois dernier entre pechmergas «Roj» syriens (soutenus par le PDK) et YBŞ (affiliés au PKK) se sont peu détendues. Le 4 Şilan Eminoglu, représente à Erbil du parti «pro-kurde» de Turquie HDP, a déclaré que six de ses membres, arrêtés alors qu'ils se rendaient à une manifestation du Mouvement pour une Société libre du Kurdistan (Tavgarî Azadî) condamnant la tension au Sindjar étaient toujours détenus. Mais c'est en fin de mois, dans la nuit du 24 au 25, qu'elles ont réémergé d'une manière inattendue, avec le bombardement turc sur les YBŞ au Sindjar où une base des pechmergas du GRK a aussi été frappée et 4 pechmergas tués et 9 autres blessés. Le ministère des Pechmergas a déclaré que ce raid «inacceptable» avait provoqué d'importantes destructions, et demandé au PKK de quitter cette zone. Cinq partis kurdes irakiens, l'UPK, Gorran, et les partis islamistes, ont demandé à la communauté internationale de réagir, et la représentation de l'UPK à Ankara a envoyé au ministère turc des Affaires étrangères une lettre de protestation. Le lendemain, le PDK, tout en répétant son rejet des frappes turques sur le Kurdistan irakien, a déclaré que la présence du PKK au Sindjar était la principale raison pour l'instabilité de la région et a réitéré sa demande du départ de ses combattants. Le président turc a répondu que les frappes avaient été coordonnées avec Massoud Barzani, exprimant des regrets pour la mort des pechmergas, mais le responsable de la sécurité Masrouf Barzani l'a implicitement contredit dans une interview au New York Times en déclarant que le GRK avait demandé des explications à la Turquie suite à cette frappe, qui avait été «une surprise». Le 27, le parlement irakien a confié une enquête sur ce bombardement à sa commission «Défense et sécurité».

## IRAN : LIBÉRATION DU CINÉASTE KURDE KEYWAN KARIMI, CONdamnATION DE L'ÉCRIVAIN ALI BEDIRKHANI

Le cinéaste kurde iranien indépendant Keywan Karimi, originaire de Baneh, a été libéré de prison mercredi 19 avril. Il avait passé six mois derrière les barreaux de la prison d'Evin à Téhéran pour avoir réalisé un film accusé par le régime iranien d'avoir «insulté les valeurs sacrées». Condamné à six ans d'emprisonnement en 2015, il avait vu sa peine réduite de 5 ans (ces 5 ans avaient été formellement «suspendus») après une série de protestations venues de l'étranger auxquelles des réalisateurs iraniens comme Jafar Panahi et Mohsen Makhmalbaf avaient également participé. Puis en novembre 2016, il avait été condamné à 223 coups de fouet et un an en prison pour son film *Writing on the city* («Ecrire sur la ville»), un documentaire produit en France qui présente les graffitis politiques protestant sur les murs de Téhéran contre la répression en cours dans le pays depuis la révolution islamique. Selon PEN International, Karimi, emprisonné depuis le 23 novembre 2016, a été victime de plusieurs hémorragies pulmonaires, au point que les médecins de la prison d'Evin ont conseillé son transfert vers une installation [spécialisée], transfert refusé par les autorités pénitentiaires. En décembre dernier, les

cinéastes français et le producteur de Karimi pour *Ecrire sur la ville* avaient demandé à la France et aux autres pays européens de faire pression sur l'Iran pour obtenir sa libération. Parmi les films réalisés par Karimi, *L'aventure du couple marié*, un court-métrage de 2013 en noir et blanc projeté dans quelque 40 festivals et qui a remporté plusieurs prix, et son premier long-métrage, *Drum* (Tambour), aussi en noir et blanc, sélectionné au Festival de Venise 2016, qui raconte l'histoire d'un avocat à Téhéran dont la vie est bouleversée par un colis arrivé par la poste. Karimi avait déjà passé 15 jours en isolement cellulaire en 2013 pour «insulte aux valeurs religieuses», mais avait poursuivi son travail cinématographique. Le Festival et Forum international du film sur les droits de l'homme (FIFDH) de 2017 lui a consacré le programme de sa 15e session.

Si Karimi a été libéré, on a appris le 12 avril d'une source locale en contact avec le Réseau des droits de l'homme du Kurdistan (KHRN) que l'écrivain kurde Ali Bedirkhani, également connu sous le nom de Şiwan, avait été condamné en appel le 29 mars à trois ans de prison par le tribunal de la Cour révolutionnaire

d'Ouroumieh pour «activités contraires à la sécurité nationale», suite à des aveux qui lui ont été extorqués sous la torture durant deux mois. Bedirkhani, qui descendrait de la famille Bedir Khan, possède la double nationalité iranienne et irakienne, ses parents ayant immigré en Iran depuis l'Irak il y a trente ans. Parmi ses livres, *La Turquie, la démocratie et les Kurdes*, *Dialogue des pensées*, ou encore *Aimez le réfugié. Histoires et légendes kurdes*. Encore étudiant lorsqu'il a été arrêté, il est à présent interdit d'études.

Dans le champ politique, les différents partis kurdes d'Iran ont déclaré d'un commun accord que les prochaines élections en Iran, prévues le 19 mai, étaient non démocratiques et non libres et ont appelé les Kurdes à les boycotter. Le 30, le parti kurde Komala a annoncé reprendre la lutte armée contre l'Iran après une interruption de 25 ans. C'est le troisième parti kurde d'Iran à prendre cette décision depuis 2015. Le Komala a passé en 2012 une alliance avec le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran, qui a aussi repris la lutte armée. Le troisième parti kurde à mener une lutte armée au Kurdistan d'Iran est le PJAK, un parti frère du PKK et du PYD.

Le Monde  
MARDI 4 AVRIL 2017

# Le non des Kurdes à l'hyperprésidence d'Erdogan

A Diyarbakir, le ressentiment à l'encontre de l'Etat pourrait faire la différence lors du référendum du 16 avril

## REPORTAGE

DIYARBAKIR (TURQUIE) -  
envoyée spéciale

**M**ahmut le tailleur a son échoppe dans le quartier historique de Sur, à Diyarbakir, la « capitale » du sud de la Turquie, à majorité kurde. A l'hiver 2015-2016, quand les affrontements y ont éclaté entre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit en Turquie) et les forces turques, il a bien cru que sa machine à coudre et ses rouleaux de tissu allaient partir en fumée. Quand les combats ont cessé, il y a huit mois, le quartier a retrouvé sa tranquillité et Mahmut son échoppe.

Mais il a dû faire une croix sur sa maison, détruite partiellement par le déluge de feu qui s'est abattu autour de la vieille mosquée de Kursunlu, de l'autre côté de la rue. « Ma maison était grande, 100 mètres carrés, avec une cour intérieure et un pampre de vigne. Une partie a été détruite par les combats, le reste a été emporté par les pelleteuses qui préparent la reconstruction. Nous n'avons pas été autorisés à y aller pour tenter de récupérer les objets restés sous les décombres », dit-il avec amertume.

Relogé loin de son quartier d'origine, dans un appartement au loyer payé par le gouvernement, il en veut à l'AKP, le parti islamo-conservateur au pouvoir, de lui proposer une compensation insuffisante (90 000 livres turques, soit 23 000 euros). Sur n'est plus pour lui. Les appartements offerts à la vente après la reconstruction « ne seront pas à portée de ma bourse, à moins de m'endetter ». Voilà pourquoi il votera contre l'élargissement des pouvoirs du président, Recep Tayyip Erdogan, lors du référendum constitutionnel du 16 avril.

D'après les instituts de sondage, de 62 % à 69 % des Kurdes voteront comme Mahmut. Le Parti démocratique des peuples (HDP,



prokurde), dont l'influence est grande dans le Sud-Est, a appelé ses adeptes à dire non au projet d'hyperprésidence de M. Erdogan. Mais les Kurdes s'y opposent avant tout car leur moral est au plus bas.

La guérilla urbaine lancée par le PKK dans les localités de Cizre, Sirnak, Nusaybin, Silopi, Idil, et dans le quartier historique de Sur, à Diyarbakir, a apporté morts, destructions et exode. Les purges de l'après-putsch du 15 juillet ont renforcé le sentiment d'injustice. Soupçonnés de collusion avec le PKK, des milliers d'enseignants ont été mis à pied, des centaines d'associations ont été fermées, treize députés du HDP ont été incarcérés, dont le coprésident du parti, Selahattin Demirtas, qui risque cent quarante-deux ans de prison.

Alors que le résultat du référendum du 16 avril apparaît incertain, le vote kurde pourrait faire la différence. Recep Tayyip Erdogan compte sur lui car il sait qu'il ne peut guère compter sur le Parti d'action nationaliste (MHP), avec lequel une alliance a été conclue en vue du oui: la direction vote pour, la base contre.

Aussi est-il venu faire campagne, samedi 1<sup>er</sup> avril, à Diyarbakir. « Nous sommes les gardiens de la paix, des libertés. Nous sommes les garants de votre stabilité », s'est-il égosillé face à quelques milliers de personnes agitant des drapeaux turcs, à quelques centaines de mètres du quartier de Sur.

Evoquant les souffrances vécues par la population lors des coups d'Etat, il n'a pu s'empêcher de parler de lui. « Mon mandat de maire m'a été retiré de force et j'ai été emprisonné », a-t-il ainsi souligné, faisant allusion à son mandat à la tête d'Istanbul, interrompu en 1999 par sa condamnation à quatre mois de prison pour avoir récité un poème à la gloire de l'islam politique. Pas sûr que l'argument ait porté, surtout auprès d'une population qui a vu 85 maires de villes kurdes limogés et emprisonnés ces derniers mois.

### Processus de paix enterré

Habituellement, l'AKP dispose d'un solide contingent d'électeurs chez les Kurdes. Mais cette fois-ci, trois facteurs compliquent la donne. En premier lieu, l'alliance conclue avec les nationalistes du MHP, résolument antikurdes, inquiète. « Avec la reprise de la guerre, les gens sont de nouveau sur leur garde. Ils ont peur, ils voient bien comment l'Etat est pétri de nationalisme turc », explique Sabri, un enseignant qui souhaite rester anonyme. Ensuite, les dix-huit amendements constitutionnels proposés par référendum n'ont rien à voir avec la question kurde. Enfin, le processus de paix, amorcé en 2008 et stoppé par les affrontements en 2015, semble avoir été enterré.

L'espoir de voir la question kurde réglée démocratiquement s'est évanoui. Sabri fulmine: « Ce vote repose sur une seule question: êtes-vous contents ou pas contents de l'AKP? Les changements de fond ne sont pas abordés. Beaucoup, c'est sûr, voteront non par vengeance, parce qu'ils ont perdu leur boulot, leur maison, mais d'autres iront par obligation, sans conviction. Notre mécontentement est dirigé vers l'Etat plus que vers l'AKP ».

« Il y a du ressentiment, confirme Vahap Coskun, professeur à l'université de Dicle à Diyarbakir. Ici, deux partis ont la main: l'AKP et le HDP. A l'heure qu'il est, les électeurs kurdes ne sont ni pour l'un ni pour

**« Beaucoup voteront non par vengeance, parce qu'ils ont perdu leur boulot, leur maison »**

SABRI  
enseignant kurde

l'autre. Ils ont pris leurs distances à l'égard du PKK, critiqué pour avoir porté la guerre dans les villes. Le HDP aussi a été critiqué car sa position n'était pas claire. Lors des affrontements, le parti a appelé à manifester, il n'a pas été suivi. Pour autant, la population n'a pas rejoint le camp de l'AKP et de l'Etat. »

La reconstruction du quartier de Sur partiellement détruit ne prend pas la tournure espérée. « Plusieurs projets de restauration sont à l'œuvre, réalisés par le ministère du logement et de l'environnement. Les maisons détruites ou abîmées seront remplacées. L'architecture originale sera conservée, un quartier pilote verra le jour », assure Muhammed Akar, le représentant de l'AKP pour Diyarbakir.

Mahmut y voit avant tout « une opération immobilière juteuse ». Depuis son échoppe, on entend, sans les voir car des bâches ont été tendues, les engins de chantier en action pour la création du « quartier pilote ». Selon un rapport diffusé le 10 mars par le Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, les promoteurs n'y sont pas allés de main-morte. S'appuyant sur des images satellitaires, le rapport affirme que le nettoyage s'est intensifié en août 2016, bien après la fin des affrontements, quand trois hectares d'habitations ont été rasés au centre de Sur, vieux de 2 000 ans. ●

MARIE JÉGO

# Vote kurde Erdogan sur la corde raide

REPORTAGE

En meeting samedi à Diyarbakir, dans le Sud-Est, le président turc a exhorté les citoyens kurdes à «ne pas le mettre dans l'embarras» et à voter «oui» lors du référendum du 16 avril, qui vise à renforcer ses pouvoirs. Pointé du doigt pour sa politique répressive, il peine à convaincre.



Lors du discours de Recep Tayyip Erdogan à Diyarbakir, samedi.

PHOTO MURAD SEZER. REUTERS

Par  
**QUENTIN RAVERDY**  
Envoyé spécial à Diyarbakir

Ces derniers jours à Diyarbakir, impossible d'échapper à son regard. Sur chaque avenue de la principale ville des régions kurdes de Turquie est placardé, tantôt souriant, tantôt solennel, le portrait du président de la République. Et pour cause : samedi, Recep Tayyip Erdogan était de passage dans cette métropole de près de 2 millions d'habitants, officiellement pour inaugurer le chantier de la plus vaste mosquée du sud-est du pays.

Depuis plusieurs jours pourtant, le bruit courait que l'homme fort de Turquie pourrait manquer son rendez-vous avec les Kurdes. «Un problème à la gorge apparemment... Ce n'est pas plus mal, il parle trop celui-là», ricane un garagiste de Diyarbakir, en scrutant le dispositif policier cadencé son quartier. Il faut dire que le président Erdogan, en dépit de la neutralité induite par sa fonction, s'est lancé à corps perdu dans un vaste marathon à tra-

verser le pays pour appeler les électeurs à voter oui au référendum du 16 avril. C'est la dernière ligne droite : plus que deux petites semaines pour tenter de convaincre près de 56 millions de personnes d'adopter un régime présidentiel, marquant un renforcement sensible des prérogatives du chef de l'Etat. Le Parlement turc a approuvé fin janvier ce projet de réforme constitutionnelle. Le Parti de la justice et du développement (AKP) d'Erdogan a eu besoin des voix de la formation de droite ultranationaliste, le MHP, afin d'obtenir la majorité requise pour faire adopter le texte.

## LES PLAIES DE LA GUERRE

Face à des sondages de mauvais augure – certains donneraient même le non en tête –, l'exécutif turc et les élus de l'AKP ont fait des millions de citoyens kurdes, environ 20% de la population, l'une de leurs priorités. Un électoralat qui, dans les régions à majorité kurde du Sud-Est, est partagé actuellement entre la formation islamo-conservatrice d'Erdogan et le Parti démocratique des peuples (HDP), troisième

force politique du pays et farouche partisan du non au référendum. Des citoyens kurdes qui, au soir du 16 avril, pourraient sérieusement peser dans la balance.

Le président Erdogan le sait : à Diyarbakir ce samedi, il n'est pas vraiment en terrain conquis. La province a voté aux législatives de novembre 2015 à plus de 70% pour les élus du parti de gauche, HDP. Ils ne sont donc que quelques milliers de sympathisants conservateurs – hommes d'un côté, femmes de l'autre – à se rassembler en milieu d'après-midi devant les bureaux du gouverneur, cernés par les forces spéciales. En attendant le tribun, des mères de famille venues de tout le Sud-Est (l'une des régions les moins développées du pays, avec un chômage frôlant les 25%) griffonnent à la hâte des «lettres de doléances» à donner aux cadres de l'AKP. «Lis le papier en vitesse et jette-le ensuite», chuchote un agent de sécurité à l'un de ses collègues en charge de la collecte des précieuses requêtes.

Pour son meeting en faveur du oui, Recep Tayyip Erdogan n'est pas venu seul. Avant lui, sur l'estrade, s'enchaîne une ribambelle de figures du gouvernement, toutes porteuses de promesses économiques et sécuritaires. Plus de 170 millions d'euros ont été récemment investis dans le développement de Diyarbakir, clame-

t-on au micro. Et plusieurs milliards, fait-on miroiter, pour inciter les investisseurs à s'installer ou pour développer les domaines du logement, des transports, de l'énergie dans la zone. Des mots qui font mouche dans une région qui panse encore les plaies de la guerre urbaine qui l'a frappée à partir de l'été 2015, brisant le cessez-le-feu entre Ankara et les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Près de 600 membres des forces de sécurité, des milliers de membres du PKK et plusieurs centaines de civils ont perdu la vie durant les longs et sanglants couvre-feux imposés sur une dizaine de villes de la région. Plus de 350 000 personnes ont été forcées à l'exode.

## «NOUS ARRACHER LE CŒUR»

Diyarbakir porte encore les stigmates de ces violences. Le quartier historique de Sur, au cœur de la métropole, a lui aussi été le théâtre de longs mois de guerre. Des milliers d'habitants et de petits commerçants ont tout perdu et certains ne survivent désormais que grâce aux aides des autorités. Alors, quand vient l'heure de prendre la parole, devant une foule transportée de ferveur ce 1<sup>er</sup> avril, Erdogan choisit méticuleusement ses mots pour déclarer son amour à la ville millénaire. «Diyarbakir est notre cœur, celui de la Turquie. Quiconque veut nous arracher cet endroit veut nous arracher le cœur», lance le «Reis», s'essayant même à quelques mots en langue kurde. Le public exulte. «Ni le PKK ni personne d'autre ne vous fera de mal à présent», promet le Président d'une voix martiale. Emmittoufflé dans un grand caban noir, l'homme balaie la scène de gauche à droite, ne quittant jamais



des yeux ses partisans. Il interrompait quelques secondes son discours. «Aidez donc cette jeune fille», ordonne-t-il à ses gardes du corps, en voyant une adolescente flageoler, fatiguée par des heures d'attente. Le chef de l'Etat inonde la foule de chiffres et de sommes vertigineuses, promet des maisons aux uns, du gaz naturel aux autres. «Diyarbakir est actuellement la 65<sup>e</sup> ville de Turquie en termes d'économie. Mon objectif est de l'amener dans les 20 premières. Elle sera comme Istanbul», jure ce Stanbouliote d'origine. A une condition, semble-t-il: «Ne me mettez pas dans l'embarras, votez oui le 16 avril.»

### L'ÉTAT D'URGENCE

L'intérêt certain pour le vote kurde de la part du pouvoir ne surprend guère Imam Tasçier, député HDP de Diyarbakir: «Au début, le gouvernement a fait alliance avec les ultranationalistes pour le changement constitutionnel. Mais maintenant, le pouvoir a compris que la campagne de ses alliés du MHP ne marchait pas, que les électeurs n'adhéraient pas.» Une alliance avec

l'extrême droite turque (opposée à toute négociation sur la question kurde) a d'ailleurs beaucoup déstabilisé les conservateurs kurdes. Et Imam Tasçier de reprendre: «Les élus de terrain de l'AKP ont alerté le gouvernement, en lui disant que rien n'était dit dans cette campagne concernant les habitants du Sud-Est et que le vote kurde allait leur échapper. Cela explique ce changement d'attitude.» Autour de lui, quelques dizaines de personnes s'activent pour l'inauguration du premier bureau de campagne HDP de Diyarbakir. Une pièce sombre, dénudée, tout en longueur. Seuls des drapeaux aux couleurs kurdes, flanqués du «na» («non», en kurde) donnent un peu de vie au lieu. «Nous, pour cette campagne, on fait avec les moyens du bord, explique l'un des coordinateurs du HDP. C'est très compliqué. Beaucoup de nos réunions publiques ont été interdites à cause de l'état d'urgence depuis le putsch manqué de juillet.» Les récentes fermetures de centaines de médias et d'associations kurdes et la mise à pied de milliers de fonctionnaires dans la région, suspectés de liens avec le PKK, ont fini de terroriser les gens dans le si-

lence. Et autour du HDP, l'engouement n'est plus le même. Nombre d'électeurs reprochant au parti de ne pas avoir su prévenir le retour des armes dans la région. Aujourd'hui, la formation de gauche est dos au mur. Treize de ses 59 parlementaires sont actuellement en prison, accusés de soutenir le PKK.

Sa branche locale, le DBP, ne s'en sort guère mieux: 83 de ses 103 mairies ont été placées sous la tutelle directe de l'Etat. Seule la venue de plusieurs dizaines de milliers de personnes dans la ville, le 21 mars, pour le Newroz (le nouvel an kurde), à l'appel du HDP, fera mentir les plumes des médias conservateurs qui donnaient le parti pour mort.

### INDÉCIS ET ABSTENTIONNISTES

Mais malgré une campagne référendaire à deux vitesses, la mécanique électorale bien huilée de l'AKP ne semble pas prendre dans les régions à majorité kurde. Dans un récent sondage (Samer), 57% de la population du Sud-Est voterait non au référendum et seulement 25% se prononceraient en faveur du changement constitutionnel. Les indé-

cis et abstentionnistes, eux, seraient légions. «Ici, c'est la première fois dans son histoire électorale que l'AKP n'a pas un récit pour convaincre ses électeurs, analyse Vahap Coskun, professeur de droit à l'université Dicle de Diyarbakir.

Les 18 points de la réforme ne dépendent aucunement aux problèmes des Kurdes, à leur situation économique, culturelle ou à leurs conditions de vie.»

«Pour [cette population], cela signifie du développement régional, de la confiance dans le pays, un renforcement du pouvoir du président Erdogan qui guidera la Turquie», récite quant à lui Aydin Azizoglu, vice-président du parti islam-conservateur de la métropole. Et même davantage, à l'écouter. Plusieurs élus kurdes de l'AKP se sont laissés aller durant cette campagne à un peu d'optimisme, annonçant à mots couverts la relance du processus de paix, enterré depuis l'été 2015. La mine patibulaire, le regard fuyant, Aydin Azizoglu concède: «Si le oui l'emporte, Erdogan aura plus de pouvoir, il n'aura plus d'obstacle. J'ai bon espoir que quelque chose de positif verra après ce vote du 16 avril.»

AFP

## Erdogan appelle les Kurdes Irakiens à ôter leur drapeau à Kirkouk

Istanbul, 4 avril 2017 (AFP)

LE PRÉSIDENT TURC Recep Tayyip Erdogan a appelé mardi les dirigeants kurdes irakiens à ôter le drapeau kurde hissé sur des bâtiments gouvernementaux à Kirkouk, faute de quoi ils mettraient en péril les relations avec Ankara.

"Que les propriétaires de ce drapeau sachent qu'ils font du séparatisme (...) Je m'adresse au gouvernement régional du Kurdistan irakien: revenez sans attendre sur cette erreur", a déclaré M. Erdogan dans un discours télévisé.

"Abaissez ces drapeaux, poursuivez votre chemin avec le seul drapeau national irakien. Sinon, excusez-moi, mais vous serez contraints de faire marche arrière", a-t-il ajouté.

Affirmant que la Turquie "n'accepte absolument pas les affirmations fallacieuses selon lesquelles Kirkouk est kurde", il a lancé une ferme mise en garde

aux dirigeants kurdes irakiens: "En ce moment, nos relations se portent bien, ne brouillez pas ces relations".

Le conseil provincial de Kirkouk a approuvé mardi dernier à la majorité le placement du drapeau kurde sur les bâtiments gouvernementaux dans la ville, grâce aux 25 voix des conseillers kurdes, les 16 conseillers arabes et turkmènes n'ayant pas participé au scrutin.

Le gouvernement turc a condamné dès le lendemain cette décision "unilatérale".

La province de Kirkouk, riche en pétrole, fait l'objet d'une dispute ancienne entre le gouvernement fédéral de Bagdad et les autorités (KRG) de la région autonome du Kurdistan, dont elle est voisine.

Le gouvernement turc et le dirigeant kurde irakien Massoud Barzani entretiennent de bonnes relations, mais Ankara s'oppose au passage de Kirkouk sous pavillon kurde, au motif que de nombreux Turkmènes, ethniquement proches des Turcs, vivent dans cette province.

Les peshmergas contrôlent la ville de Kirkouk depuis que les forces de Bagdad se sont précipitamment retirées en 2014 devant l'avancée du groupe Etat islamique (EI).

Le Kurdistan s'est constitué en région autonome aux termes de la Constitution irakienne de 2005, et son dirigeant Massoud Barzani milite pour l'organisation

REUTERS

## Huit combattants kurdes du PKK tués par l'armée de l'air turque

06 avril 2017 Reuters

DES FRAPPES aériennes menées par des F-16 turcs ont fait huit morts dans les rangs des combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) mercredi dans le sud-est de la Turquie, ont

annoncé les autorités locales.

Des combattants du PKK ont ouvert le feu sur des militaires turcs à un avant-poste militaire dans le secteur de Çukurca, un secteur de la province de Hakkari près de l'Irak, ce qui a déclenché un accrochage entre les deux parties, inidque le communiqué du gouverneur de la province d'Hakkari.

L'armée turque a ensuite envoyé un drone dans le secteur qui a permis de localiser les membres du PKK, puis les F-16 ont mené les frappes, poursuit le communiqué. Un militaire turc a été hospitalisé après avoir été blessé dans les heurts qui ont précédé les frappes.

Depuis la fin, en juillet 2015, d'un cessez-le-feu qui avait duré deux ans, le Sud-Est kurde de la Turquie est en proie à des combats particulièrement violents. ●

# Iraqi Kurds push forward with plans for independence referendum in 2017

**Kurds have unsuccessfully sought statehood since the fall of the Ottoman Empire.**

By Tareq Haddad / April 2, 2017 <http://www.ibtimes.co.uk>

**K**urdish officials have pressed forward with their proposals to hold a referendum on independence from Iraq in 2017.

Politicians from the two main parties of the Kurdistan Regional Government (KRG) – the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) – held a high-level meeting on Sunday (2 April) to discuss the initiative and launch an independence taskforce.

In a joint statement released after the meeting, the KDP and the PUK declared that sovereignty and self-determination is the "natural right of the nation of Kurdistan to decide on its political and administrative path in a referendum and an entity of an independent state".

"The two sides, through a joint high committee, [are tasked to] discuss this issue with the political and national parties of Kurdistan to form a joint committee in order to set the timing and mechanism to hold a referendum," the statement continued, as reported by Kurdish news agency Rudaw.

Further to the aspirations of independence, Kurdish President Masoud Barzani met with United Nations Secretary-General Antonio Guterres in Erbil on Saturday to discuss the referendum.

According to Iraqi media, a Kurdish official present at the meeting said Guterres was supportive of the initiative and that the UN and the US would back its legitimacy. A UN press release after the meeting made no



*United Nations Secretary General Antonio Guterres shakes hands with Iraq's Kurdistan region's President Masoud Barzani during his visit at Erbil International Airport, Iraq March 30, 2017. Reuters*

mention of Kurdish independence but confirmed that Guterres said "international solidarity is vital" to improving the lives of Kurdish communities.

Though Kurdish nationalism has been a political ambition since the late 19th century, Kurds have yet been unsuccessful in establish their own state.

Following the fall of the Ottoman Empire and the end of World War One, Kurds were split among Iraq, Turkey and Syria and were made a minority in each country.

Iraqi Kurds pursued greater autonomy since the 1970s, but were faced with severe oppression and genocide by Saddam Hussein's Baath Party.

It was not until the 2003 US invasion of Iraq that Iraqi Kurdistan became an autonomous region and the KRG has slowly sought to strengthen its foothold in having its own internationally recognised state. ●



April 5, 2017

## US delegation meets Kurdish leaders in Erbil

Mewan Dolamari Mewan Dolamari Wednesday, 5 April 2017

**ERBIL, Kurdistan Region (Kurdistan24)** – A US delegation on Tuesday met with the Kurdish leadership in the capital of the Kurdistan Region and discussed the battle against the Islamic State (IS).

The US delegates included the US President Donald Trump's son-in-law Jared Kushner along with some US military officials and diplomats headed by General Joseph Dunford, the Chairman of the Joint Chiefs of Staff.

The Kurdish delegation consisted of the President of the Kurdistan Region Masoud Barzani, Prime Minister Nechirvan Barzani, Deputy Prime Minister Qubad Talabani, and Kurdistan Region Security Council (KRSC) Chancellor Masrour Barzani among other Kurdistan Regional Government (KRG) officials.

In the meeting, both sides discussed the latest developments regarding the military operation to liberate Mosul from IS, according to a statement from the Kurdistan Region Presidency.

"General Dunford made reference to the great role that has been played by the Peshmerga forces during the ongoing war against [IS] terrorists," the statement read.

"He conveyed his condolences to the families and loved ones of those who have paid the ultimate price," the report added.

President Barzani praised the support of the US to the Kurdistan Region and Peshmerga forces in the fight against the extremist group. He also expressed Kurds' appreciation to the government and people of the US.



**The meeting between the US delegation and the Kurdistan Region leadership in Erbil, April, 4, 2017. (Photo: KRP)**

"Productive meeting [with] high-level delegation led by Gen. Joseph Dunford to discuss progress in anti-[IS] campaign and plans for the day after," the KRSC Chancellor wrote on Twitter.

On Monday, Dunford visited Baghdad and discussed the Mosul operation with the Prime Minister of Iraq Haider al-Abadi.

Dunford invited Kushner and Thomas P. Bossert, a presidential assistant for homeland security and counterterrorism, to meet with Iraqi and Kurdish leaders.

The US officials also visited American forces in the country to receive updates on the battle against IS.

Capt. Greg Hicks, a spokesperson for Dunford, said Kushner was "traveling on behalf of the president to express [Trump's] support and commitment to the government of Iraq and US personnel currently engaged in the campaign." ♦

# Even bold investors tiptoe toward deals in Iran

LONDON

BY STANLEY REED

In recent weeks, Total, the French energy giant, has been sending small sums in euros from banks in Europe to Tehran.

It was the corporate equivalent of setting up a direct deposit. Total wanted to test the banking system and learn how difficult it would be to make day-to-day transactions in Iran.

As it considers investing in Iran, the company is moving cautiously. It has assigned a full-time compliance officer to the country to ensure that it doesn't run afoul of any rules: It can't allow any Americans to work on its projects there, and it has to be careful to avoid sanctioned Iranians.

Like many international oil players, Total has been lured by the promise of a large and lucrative market with vast energy reserves. But the changing geopolitical landscape has made companies wary of the sanctions and restrictions tied to working there.

Those risks have been amplified by President Trump, whose administration has said it is "putting Iran on notice." The tough talk from Washington has given early movers like Total pause, raising concerns about whether long-awaited opportunities will materialize or whether the Trump administration will take a harder line and tighten rules on doing business with Tehran.

Some major global companies have made the leap anyway. Boeing and Airbus have reached agreements to sell a combined 180 aircraft to Iran. The French automaker PSA has committed 300 million euros, or \$320 million, to make Citroëns in the country, and hotel groups like Accor and Rotana have struck tourism deals.

Energy companies, in particular, have been eyeing Iran.

The country has the world's largest natural gas reserves and the second-largest trove of oil in the Persian Gulf, according to the BP Statistical Review of World Energy. And after Iran reached a deal with world powers nearly two years ago to lift sanctions tied to its nuclear program, the hope was that international investment would follow.

But along with being at odds with the United States, Iran has a reputation as a difficult and opaque place to do business. Banking restrictions are still in place. Corruption is widespread. And political opposition to letting foreigners invest in Iran's natural resources is strong.

American companies are still effectively barred by Washington from making investments in Iran's energy sector. And with oil prices still less than half their level in 2014, European companies like BP, which traces its origins to the discovery of oil in Iran, have also hung back.

That has presented an opportunity for Total.

"We are a little bolder than others," Patrick Pouyanné, the company's chief executive, said in a recent interview. "It is part of our strength."

After nuclear sanctions were lifted last year, Mr. Pouyanné seized on the opportunity, meeting with President Hassan Rouhani of Iran. By November 2016, Total reached the outlines of what — if consummated — will represent the first deal by a major Western energy company since the lifting of those sanctions, one with a \$2 billion initial investment.

Whether Total manages to complete the deal is important, not just to the company and others interested in investing, but also to Tehran. Iran is holding an election in May, and Mr. Rouhani's government wants financial and technical help to keep ramping up oil production, a key export earner and source of influence in the OPEC oil producers' group, as well as in the Middle East generally.

"Part and parcel of the nuclear deal was that Iran could be rehabilitated economically," said Sanam Vakil, an Iran analyst at Chatham House, a London-based research organization. Failing to wrap up such deals "would be bad news for Rouhani."

Total's investment would be for a slice of the world's largest natural gas field, shared between Iran and Qatar in the Persian Gulf. The company already knows the field, which Tehran calls South Pars, from its work in the country before sanctions were imposed. And Mr. Pouyanné reckons that drilling the wells and building the production platforms necessary will not be difficult — having worked with both Iran and Qatar, he does not see anything coming up that Total is not prepared for.

Still, Mr. Pouyanné, a burly former rugby player, is tiptoeing into Iran, highlighting the risks the country presents.

Mr. Pouyanné has assigned a full-time compliance officer to Iranian matters, a highly unusual step in an industry where such staff members typically cover multiple countries or issues, and one that indicates how complex and risky, but also how important, working with Iran is.

Companies like Total must be careful they are not doing business with Iranian companies related to sanctioned organi-



zations like the Islamic Revolutionary Guards Corps, the powerful Iranian military unit responsible for protecting the government at home and furthering its interests abroad. That, however, is easier said than done: The Revolutionary Guards have a range of front companies, and retains investments in Iran's ports and in other key sectors of the economy.

There are even risks related to whom you hire. "Not a single U.S. person has the right to work on Iran, so you have to be careful of that," Mr. Pouyanné said.

The banking system is also tough to navigate. The United States prohibits the use of the dollar banking system for transactions with Iran.

While a company the size of Total can cope more easily by tapping other sources, it makes business more complex.

Total is in partnership with China's state-owned energy giant C.N.P.C., which may give it access to funding from Chinese banks.

It is also trying to find European lenders willing to be a day-to-day banker in Iran. Wary of running into trouble with the American authorities, larger banks are for now staying away.

"We have identified some, I would say, medium-sized banks who are ready to work with Iran," Mr. Pouyanné said. To test the system, Total has put several token transactions through the banking system, hoping to identify difficulties in getting money into and out of Iran.

"There are some constraints, but we can do it," he said.

The risks and challenges are even more pronounced for smaller companies.

Banking restrictions mean they lack access to loans and credit and cannot use international credit and debit cards. Staff members are instead asked to carry large amounts of cash, a risky proposition.

Large discrepancies between official and unofficial exchange rates are also an issue.

Converting money at an official exchange office can mean accepting a rate that is 20 percent worse than that available on the black market.

Further risks lurk beneath the surface. Accountants in Iran, for example, can be co-opted or intimidated into not doing proper due diligence, fearing retribution from powerful state-backed companies.

# Kurds Hold Key to Regional Balance of Power: Ret.US General

By Ernie Audino - - Tuesday, April 4, 2017  
<http://www.washingtontimes.com>

The Turkish referendum on April 16 has the potential to effect the greatest consolidation of constitutional presidential powers in the history of the modern Republic of Turkey. Naturally, Turkish President Recep Tayyip Erdogan expects a big win. His challenge is that Turkey's real problem — an ascendant Iran — will still be there on the day after. He needs the Kurds to help him. Here's a good reason why.

His European friends are fed up with him, and he has few others.

Mr. Erdogan's support for anti-democratic trends, including the repression of his own Kurdish citizens, is objectionable to Turkey's NATO allies and clouds Turkey's long-term need, which is a matter of unavoidable geography. Should Mr. Erdogan fall asleep at the switch, he will wake to Iranian neighbors moving in against the Turkish (and NATO) southern border. As a result, Iran, the dominant power in the Gulf, stands to dramatically improve its ability to constrain Turkey and project Iranian combat power into the Mediterranean.

Turning this around is possible, but it requires appreciation for some practical realities.

First, all major actors in the region need Kurdistan. She is the terrestrial common denominator in the region. Gaining control of Kurdish soil in Syria and Iraq is essential to Tehran, in particular, as it provides a seamless link from Iran through Iraq, into Syria along the southern border of Turkey, to the city of Afrin west of Aleppo, and nearly to the Russian naval base at Tartus on the Syrian shoreline.

The ayatollahs have a special lust for the Kurdish soil to the west of Mosul in Iraq, which is why they have invested a sizable proxy force to seize it. These are the 15,000 Iraqi Shia militiamen — armed and influenced by Iran — who now occupy terrain near the town of Tal Afar, located between Mosul and the Syrian border. Tehran's ability to consolidate combat power

there sets the foundation for an Iranian land-bridge into northern Syria.

Of course, disrupting these Iranian ambitions is in the long-term interest of the United States, as well as Turkey, which is why they too need Kurdistan. She possesses the last remaining geographic position open for the introduction of combat power in quantities capable of counterbalancing Iran.

Second, a Kurdish-based solution can be acceptable to Ankara.

Ankara's brutal passion to crush the internal threat posed to it by the guerillas of the Kurdistan Workers Party (PKK) is well known, and to a Western audience, Turkey seems spring-loaded toward distrust of any foreign-policy option that enables Kurdish interests anywhere in the region. Nowhere is this truer than in the case of the military units of the de facto Kurdish government in northern Syria — the Kurdish People's Protection Units (YPG), which provide the main effort in the U.S.-led operation to seize Raqqa, capital of the Islamic State. Ankara refuses to help with this fight because it considers the YPG a branch of the PKK.

In the face of this, a silver bullet is required — a course of action purposed to develop a persistent counterforce, beginning in Kurdistan, but one that is also acceptable to Ankara. It can begin with three elements.

—Establish a U.S.-led safe zone over Rojava, the Kurdish-populated region in northern Syria. This is necessary to help retain terrain seized from the Islamic State, but it also checks Iranian (and allied Russian) influence in Syria. Ankara demanded a Turkish-controlled version last year, but will provide support to one led by the United States if the ground force that complements it is not primarily of the YPG.

—Raise an indigenous ground force in the Kurdish north of Syria that is capable of deterring regional threats but not threatening Turkey. So long as the YPG remains unacceptable to Ankara, a suitable force must incorporate other Kurds, such as those of the Kurdistan National Council (KNC). The KNC is the



umbrella group of Syrian Kurds not aligned to the YPG or its political leadership in the Democratic Union Party (PYD). The KNC has the support of both Ankara and Erbil, and with their help raised the Rojava Peshmerga as an armed alternative to the YPG. Composed of Kurds displaced from Syria, they have been operating against the Islamic State in Iraq for the past two years.

They have only 6,000 fighters, but Erbil and Ankara have expressed intent to add 4,000 more. The KNC says they have another 20,000 waiting. The real challenge comes from the YPG, who are opposed to the return of the Rojava Peshmerga to Syria. Three previous agreements to do so ran aground. A fourth will be needed, and that will likely require heavy pressure from Washington, combined with the carrots inherent in a U.S.-led safe zone.

—Construct a permanent U.S. base in the Kurdish Region of Iraq. Make it similar to U.S. bases in Germany during the Cold War. Exploit the 7,300-foot runway the Coalition Forces currently use at Bashur Airfield at Harir or the 15,700-foot runway at Erbil International Airport. The Kurdistan Regional Government (KRG) has long encouraged such a base. Ankara will welcome it too, as the U.S. presence will greatly complicate Tehran's ability to throttle the KRG, Ankara's primary source of Middle Eastern crude oil.

Of course, few things are easy in the Middle East, but that doesn't make the necessary any less necessary. Nor will passage of the Turkish referendum make the difficult any easier. Iran will still be there on the day after. ♦

• Retired U.S. Army Brigadier General Ernie Audino is a senior military fellow at the London Center for Policy Research. He is also the only U.S. general to have served a year as a combat adviser embedded in a Kurdish peshmerga brigade in Iraq.

REUTERS

## Turkish warplanes strike Kurdish militants, eight killed - governor

April 6, 2017 REUTERS / by Daren Butler

**TURKISH F-16 WARPLANES** launched air strikes on Kurdish militants in southeast Turkey on Wednesday, killing eight of the Kurdistan Workers Party (PKK) fighters, a provincial governor's office said.

PKK militants had opened fire on Turkish soldiers at a military outpost near the Iraqi border in the mountainous Cukurca area, triggering a clash between the two sides, the Hakkari governor's office said in a statement.

It said the Turkish military had sent a drone to the area which located the militants, before the F-16 jets carried out their strikes. One Turkish soldier was wounded in the clash and taken to hospital for treatment.

More than 40,000 people have been killed in the PKK's insurgency, launched against the Turkish state in 1984. Turkey, the United States and European Union have designated the PKK a terrorist group.

Since the collapse of a two-year ceasefire in July 2015 the mainly Kurdish southeast has suffered some of the worst violence since the conflict began. ●

# L'économie turque, entre défiance et résilience

Le pays commence à payer le prix de l'insécurité et du climat politique. Premier secteur touché : le tourisme

**U**n coup d'Etat manqué, une vague d'attentats, une dérive autoritaire du président Recep Tayyip Erdogan et... quasiment 3 % de croissance en 2016 ! Alors que la Turquie se prépare fébrilement au référendum du dimanche 16 avril sur la réforme constitutionnelle visant à étendre les pouvoirs présidentiels, l'économie semble à peu près résister.

Soutenu par la dépense publique et la consommation des ménages – un moteur traditionnel de la croissance –, le produit intérieur brut (PIB) a augmenté de 2,9 % l'an dernier. « Une performance solide après tout ce qui s'est passé », insiste Seltem Iyigun, économiste basée à Istanbul pour l'assureur-crédit Coface. Les bons connaisseurs du pays y voient la marque d'une population jeune et résiliente, habituée aux crises. Déjà en 2015, la croissance s'était maintenue à 4 % malgré une série d'attaques terroristes, des tensions avec la Russie et la guerre en Syrie, aux portes du pays.

## Attentisme des investisseurs

La glissade de la livre turque a profité aux exportations, qui bénéficient aussi de la reprise en Europe, leur principal marché. L'exécutif est également à la manœuvre avec une politique de relance pour soutenir les ménages et financer des grands travaux. « Le gouvernement essaie à tout prix de maintenir l'économie à flot pour éviter une montée du mécontentement », explique Sylvain Bellefontaine, économiste chez BNP Paribas.

La croissance reste, malgré tout, en dessous de son potentiel. Et surtout très éloignée des années les plus fastes, quand, au début de la décennie, l'activité galopait à 9 %. La Turquie bénéficiait alors des faveurs des investisseurs étrangers, attirés par ses nombreux atouts : un marché de 75 millions d'habitants, une situation géographique stratégique, des institutions modernisées et un climat des affaires assaini sous la houlette d'un président réputé

**« Les réformes ont été mises sous l'éteignoir alors que le pays en a besoin pour régénérer son tissu industriel »**

**SYLVAIN BELLEFONTAINE**  
économiste chez BNP Paribas

pour son pragmatisme. « Ces taux de croissance n'étaient pas tenables, estime Deniz Ünal, économiste au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii). Ils étaient aussi le résultat d'un pays qui vivait à crédit, et un atterrissage était inévitable. »

Si l'économie ne s'est pas effondrée, elle commence à payer le prix de l'insécurité et d'un climat politique délétère. Premier touché : le tourisme. La désaffection des visiteurs étrangers – les Russes, en premier lieu, qui ont littéralement déserté les côtes turques

l'été dernier – a entraîné une chute des recettes du secteur de près de 30 % en 2016. Un coup dur car cette industrie représente 4 % du PIB, de nombreux emplois et une source de recettes en devises étrangères.

« Les incertitudes politiques et géopolitiques créent un attentisme chez les investisseurs », note M<sup>me</sup> Iyigun. Les grandes purges qui ont suivi le putsch avorté de juillet 2016, touchant l'opposition mais aussi les médias et les milieux d'affaires, ont contribué à la défiance. La livre turque a durement accusé le coup de cette instabilité chronique, perdant un cinquième de sa valeur face au dollar depuis l'été 2016. Cette dépréciation permet des gains de compétitivité mais elle inquiète l'élite économique d'un pays qui souffre d'un déficit courant élevé. Des années d'argent facile ont poussé les grandes entreprises à emprunter à marche forcée, souvent en dollars. L'endettement en devises étrangères des sociétés turques non financières est massif (quelque 25 % du

PIB), les rendant très vulnérables aux variations du taux de change.

« Le pays ne va pas si bien, la croissance est de piètre qualité et structurellement volatile », juge M. Bellefontaine. Au troisième trimestre 2016, le PIB s'était contracté avant de rebondir fortement. La dépendance de la croissance à la consommation privée, dans une Turquie où les malls (centres commerciaux) poussent comme des champignons, n'est guère rassurante. Surtout quand l'inflation dépasse les 11 % et grignote le pouvoir d'achat. Plus globalement, « les réformes ont été mises sous l'éteignoir depuis 2012 alors que le pays en a besoin pour régénérer son tissu industriel et stimuler son potentiel de croissance à moyen terme », ajoute M. Bellefontaine.

Les milieux économiques se perdent à présent en conjectures sur les conséquences du référendum. « Cyniquement, les marchés achèteront un "oui", plutôt que l'incertitude plus forte associée au "non" », prédit M. Bellefontaine. « Mais si cette première issue est de nature à réduire la volatilité financière à court terme, elle n'est sans doute pas favorable sur le moyen et long terme. » « On peut espérer retrouver une ligne économique plus claire, dit M<sup>me</sup> Ünal. Mais il sera difficile de restaurer une confiance qui s'est effondrée en même temps que la transparence des institutions. » ■

MARIE DE VERGÈS

## Un fonds souverain au secours des grands travaux d'Erdogan

**POUR FINANCER** les grands projets qui font la popularité du président Recep Tayyip Erdogan, le gouvernement turc a transféré l'équivalent de plusieurs milliards d'euros d'actifs publics dans un fonds souverain. Créé en août 2016 avec un capital initial de 50 millions de livres turques (12,8 millions d'euros), il devrait grossir rapidement pour atteindre l'équivalent de 185 milliards d'euros, a prévenu, en février, le ministère de l'économie. Le fonds recèle les participations de l'Etat dans la plupart des entreprises phares du pays – la banque Ziraat, Halkbank, le distributeur de gaz naturel Botas, Turkish Airlines, Türk Telekom (7 %), les PTT turcs, le port Alsancak à Izmir et d'autres.

Contrairement à la Norvège ou à la Chine, la Turquie n'a pas d'excédent budgétaire, mais son gouvernement compte protéger « les projets fous » du

chef de l'Etat, au moment où la croissance du produit intérieur brut ralentit (+ 1,8 % en rythme annuel, au troisième trimestre 2016, soit sa première baisse en sept ans) et où l'économie souffre de la baisse de la monnaie.

### « Turquie, sois fière de ta puissance »

Le fonds permettra au gouvernement d'emprunter sur les marchés sans aggraver le déficit budgétaire. Les actifs transférés serviront de collatéral au financement des grands projets d'infrastructure devenus la marque de fabrique des islamo-conservateurs de l'AKP, le parti au pouvoir.

Le président Erdogan tient tout particulièrement à ses chantiers pharaoniques d'Istanbul – dont il fut maire de 1994 à 1998 –, qui sont destinés à faciliter le passage d'une rive à l'autre du Bosphore et à désengorger la circula-

tion trop dense dans cette ville de 15 millions d'habitants.

Après l'inauguration en 2013 de Marmaray, un tunnel ferroviaire de 14 km, dont 1,4 km sous le Bosphore, les Stambouliotes ont vu l'ouverture, le 20 décembre 2016, du tunnel Eurasia, situé à 110 mètres de profondeur sous la mer de Marmara, qui sera intégré aux lignes de métro et aux voies routières.

Le 26 août 2016, le chef d'Etat a coupé le ruban du troisième et nouveau pont érigé sur le Bosphore, Yavuz-Sultan-Selim. « *Turquie, sois fière de ta puissance* », disait la publicité sur les chaînes de télé-

vision. « *Pourquoi ne nous supportent-ils pas? Pourquoi sont-ils jaloux de nous? Justement à cause de tout cela* », a clamé M. Erdogan, dans une allusion aux partenaires occidentaux de la Turquie, voués aux gémonies depuis le putsch raté du 15 juillet 2016.

S'ils renforcent la légitimité du numéro un turc, les mégaprojets et leur mode de financement sont critiqués par bien des analystes pour leur manque de transparence. Le plus souvent, ces chantiers sont le fruit d'un partenariat public-privé par lequel l'Etat se porte garant à 80 % des sommes engagées par les

sociétés privées. Des économistes assurent que les revenus garantis aux entreprises concernées ont été surévalués.

Opérationnel depuis août 2016, le troisième pont sur le Bosphore sera rentable à condition de voir passer 135 000 véhicules par jour. Le péage a été fixé à 12 livres turques. Mais, selon le ministère des transports, le passage ne dépasse pas 110 000 véhicules, d'où un manque à gagner de 300 000 livres turques par jour, que l'Etat devra compenser. ■

MARIE JÉGO

(ISTANBUL, CORRESPONDANTE)

## Irak : la province de Kirkouk vote pour un référendum destiné à décider de son avenir

www.news.cn  
新华网  
NEWS  
www.xinhuanet.com

BAGDAD, 4 avril 2017 (Xinhua)  
french.xinhuanet.com

Le conseil régional de la province ethniquement mixte de Kirkouk (nord de l'Irak) a donné mardi son feu vert à un projet de loi organisant un référendum sur l'avenir de la province, avec le choix entre intégrer la région semi-autonome du Kurdistan irakien ou rester au sein de l'Irak.

La décision du conseil, à dominante kurde, a été adoptée par 26 de ses 41 membres, les élus arabes et turkmènes s'étant abstenus.

"La décision d'organiser un référendum pour que Kirkouk intègre le Kurdistan a été approuvée par une majorité des membres du conseil", a déclaré à Xinhua Almas Fadhil, l'une des élues.

Mme Fadhil a réclamé l'application de l'article 140 de la Constitution irakienne adoptée en 2005 qui stipule qu'un référendum doit être organisé dans les régions disputées entre Bagdad et la région kurde afin de permettre aux habitants de faire le choix entre le Kurdistan irakien ou l'Irak.

Cet article fixe plusieurs étapes pour résoudre le litige concernant la province de Kirkouk et d'autres régions disputées, y compris la tenue d'un référendum.

Les désaccords entre Bagdad et le gouvernement du Kurdistan irakien restent significatifs depuis des années, les Kurdes considérant que la province de Kirkouk, riche en pétrole, et des portions des provinces de Ninive, de Diyala et de



Salah ad-Dine doivent être intégrées à leur région semi-autonome, ce que refusent tant les communautés arabes et turkmènes locales que les autorités de Bagdad. ■

Le Monde.fr 12 avril 2017

## Des séparatistes kurdes revendiquent l'attentat près d'un poste de police à Diyarbakir

Le Monde.fr avec AFP et Reuters le 12.04.2017

La branche armée du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a revendiqué mercredi 12 avril l'attentat qui a fait trois morts mardi à Diyarbakir (sud-est de la Turquie), dans l'enceinte d'un quartier général de la police. L'explosion, qui a frappé cette « capitale » du sud-est, à majorité kurde, de la Turquie, initialement présentée comme accidentelle, avait ensuite été qualifiée d'« attentat terroriste » par Süleyman Soyly, le ministre de l'intérieur turc.

La branche armée du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a affirmé avoir agi en représailles aux « pressions » exercées selon elle contre les Kurdes par le gouvernement turc, qualifié de « fasciste »,

dans un communiqué publié par l'agence de presse Firat, proche de la mouvance séparatiste kurde.

Le ministre de l'intérieur a expliqué, sans donner plus de détails, que la détonation avait été provoquée par des explosifs placés en sous-sol, dans un tunnel. Les autorités ont annoncé l'interpellation de 177 personnes dans le cadre de l'enquête sur cette explosion.

Le gouvernorat de Diyarbakir fait ainsi état de trois morts – deux civils et un policier – et de quatre blessés, encore hospitalisés, a-t-il précisé dans un communiqué publié mercredi. Plus tôt, M. Soyly a fait savoir que l'un des civils tués était un technicien, qui a été enseveli sous les décombres.

L'explosion a eu lieu dans le quartier de Baglar, dans le centre de Diyarbakir, où une voiture pié-



L'explosion a eu lieu mardi dans le centre-ville de la « capitale » du sud-est à majorité kurde de la Turquie.

gée avait explosé et fait des dizaines de blessés en novembre. La cause de l'explosion est inconnue. De source proche de la police, on fait

savoir qu'elle semble s'être produite dans un garage de réparation de véhicules et qu'elle a provoqué l'effondrement d'une partie du toit. ■



Sur l'avenue al-Jamhuriya, où passe la ligne de front, un cadavre gît sur le trottoir. Les hommes de la police fédérale affirment qu'il s'agit d'un djihadiste.

## DANS LE CHAOS DE MOSSOUL

DE NOS ENVOYÉS SPÉCIAUX À MOSSOUL, JEAN-MARC CONIN (TEXTE) ET ÉRIC BOUVET (PHOTOS)

**A** l'ombre des huit étages de la tour de la poste centrale, Mahmoud Youssef, 67 ans, marche dans la rue jonchée de débris de toutes sortes : tessons de verre, étuis de cartouches, morceaux d'obus de mortier, ferraille, gravats. De nationalité égyptienne, ce réceptionniste d'une entreprise de Mossoul habite tout près du haut édifice de béton partiellement recouvert de travertin. Il est un des rares à être resté dans le quartier tout au long des combats. En cette fin de mars, la police fédérale irakienne, installée dans le bâtiment de la poste, semble cette fois tenir fermement les pâtés de maisons alentour. Il lui a fallu un bon mois pour s'en assurer la maîtrise. Deux contre-offensives des combattants de l'Etat islamique avaient contraint les hommes en treillis bleu marine à battre en retraite précipitamment. Les grands yeux clairs de Mahmoud Youssef semblent perdus. Debout au milieu d'un carrefour, il pointe du doigt le croisement suivant : « *La maison à la façade grise, c'est la mienne.* » La modeste demeure d'un étage est grêlée d'impacts de tirs d'armes automatiques. Les vitres sont brisées, des fils électriques pendouillent et oscillent au gré du vent. Hagard, les mains tremblantes, le pas chancelant, il se met à pleurer quand il évoque la journée du 28 février. « *Cela tirait un peu partout dans le quartier,* dit-il. *Ma femme est sortie pour prendre des nouvelles d'une amie qui habitait tout près. Elle a été fauchée par un tir d'artillerie, tuée sur le coup.* »

Depuis qu'elle est morte, Mahmoud Youssef a pris la décision de rester dans leur maison située dans l'ouest de Mossoul, à moins d'un kilomètre de la mosquée al-Nouri, celle-là même où Abou Bakr al-Baghdadi avait proclamé la création du califat peu après la conquête de la ville par l'Etat islamique en juin 2014. A quoi bon quitter le centre-ville pour gagner un camp de réfugiés ? Mahmoud n'a plus vraiment goûté à la vie. D'ailleurs, il survit plutôt qu'il ne vit. Les quelques provisions accumulées dans le garde-manger suffisent à le nourrir tandis que les hommes de la police fédérale lui donnent des bouteilles d'eau. Le soir, une petite lampe à accumulation lui tient compagnie. Quand nous parlons, un policier s'approche et nous avertit de nous écarter du croisement. Un tireur isolé de Daech pourrait nous prendre pour cible, mieux vaut se mettre à l'abri.

Dans une rue perpendiculaire, c'est toute une famille qui a investi une maison d'un étage à la façade jaune pâle. Accompagné d'un de ses frères, le jeune père Ahmed Mattar Abbas sort sur le pas de sa porte pour aller aux devants des visiteurs. « *Nous sommes quinze ici,* assure-t-il. *Cinq femmes, quatre hommes et six enfants.* » En tout, quatre foyers. Ahmed porte son dernier dans les bras tandis que trois garçonnets lui tournent autour en riant. « *Nous habitons le quartier d'Abou Saïf, proche de l'aéroport,* raconte-t-il. *Quand les forces irakiennes ont approché, les hommes de Daech nous ont fait déguerpir pour les suivre dans leur repli vers le centre. Nous avons trouvé cette maison abandonnée par ses habitants.* » Pendant que nous discutons sur le trottoir, des rafales d'armes automatiques claquent à une centaine de mètres. Des policiers perchés sur un véhicule blindé installé sur une place vide autrefois occupée par une mosquée rasée par les

djihadistes nous font signe de nous disperser. « Ne restez pas là ! Quand les guetteurs de Daech repèrent un groupe dans la rue, ils se mettent à tirer au mortier dans sa direction. »

**Dans Mossoul-Ouest, dernier réduit des quelque deux mille combattants de l'Etat islamique** encore dans la ville, les progrès des forces de Bagdad sont devenus lents. Plusieurs raisons expliquent leurs difficultés. D'abord, le site. Les policiers se trouvent à présent aux confins de la vieille cité ceinte par des restes de remparts. Ses venelles étroites et tortueuses empêchent l'utilisation de véhicules blindés tels que les Humvees américains, beaucoup trop larges pour y pénétrer. C'est donc à pied qu'il faut progresser, en rasant les murs et en s'exposant aux francs-tireurs de Daech. Dans cette lutte sans merci, les djihadistes au pavillon noir lancent aussi des kamikazes au volant de véhicules bourrés d'explosifs. Pour se protéger de ces attentats-suicides, dès que les policiers ont repris un pâté de maison, ils barrant les rues avec des monticules de terre et des carcasses de voitures. Cela prend du temps. Autre facteur de lenteur, la présence de civils que les fous d'Allah ont regroupés avec eux dans le centre de Mossoul-Ouest pour s'en servir comme boucliers humains. Les policiers doivent à la fois veiller à ne pas détruire des immeubles occupés par ces habitants « otages » et à ne pas les prendre pour des ennemis quand ceux-ci tentent d'échapper à leurs geôliers pour gagner les secteurs reconquis par les forces de l'ordre.

En matière de victimes civiles, le 17 mars a constitué un tournant. Ce jour-là, à la demande des officiers irakiens au sol, un avion de la coalition internationale dirigée par les Etats-Unis a bombardé un immeuble du quartier d'al-Jadida sur lequel se trouvaient des combattants de Daech. La frappe a complètement détruit l'édifice où vivaient des dizaines de familles. Le bilan est lourd : plus de 100 morts, voire 200 selon certaines sources. Les forces américaines, qui ont reconnu qu'ils agissaient d'un bombardement de la coalition, ont lancé une enquête dont on attendait encore les conclusions trois semaines plus tard. Depuis cette tragédie, l'aviation occidentale continue, certes, à sillonner le ciel au-dessus de Mossoul - on perçoit le sifflement des chasseurs toute la journée -, mais elle n'effectue plus de frappe sur la ville. Sans ce précieux soutien, les hommes de la police fédérale ne peuvent plus s'appuyer que sur leurs hélicoptères qui tirent des roquettes et mitraillent des objectifs au sol, et sur divers types d'artillerie - canons, orgues de Staline et batteries → → de mortiers - déployés à l'aéroport et aux abords de la ville. Un arsenal moins précis et moins puissant que les missiles des chasseurs bombardiers.

A la tête de l'unité n° 5 de la 4<sup>e</sup> brigade de la police fédérale irakienne, le colonel Kheirallah veut convaincre que l'offensive est conçue pour épargner la vie des civils. Jovial, énergique, le visage hâlé, barré par une fine moustache, l'officier dirige l'assaut depuis une villa proche de la gare. « Regardez par vous-même, implore-t-il, nous prenons soin de la population ! Nous leur donnons à manger, nous évacuons les blessés. Et surtout, nous ne tirons pas n'importe où. » En première ligne, ses hommes combattent à environ 800 mètres de la mosquée al-Nouri. Leur poste le plus avancé se trouve face à la gare au début de l'avenue al-Jamhuriya, une artère qui relie Mossoul-Ouest et Est en franchissant le Tigre. A l'angle avec l'avenue Raas al-Jaada, deux policiers ont placé un présentoir de magasins en travers du trottoir. Les canons de leurs fusils-mitrailleurs reposent sur le haut du meuble tandis qu'ils se protègent derrière ce bouclier improvisé. Quand un de leurs camarades avance sur al-Jamhuriya, ils déclenchent un feu nourri pour le couvrir. En longeant le



**À MOSSOUL-OUEST, LES FRAPPES ONT DÉVASTÉ DES RUES ENTières**

mur dans le sillage des policiers, on découvre un cadavre sur le trottoir. L'homme porte un manteau marron, sa tête est recouverte d'un foulard rayé rouge. « Un combattant de Daech que nous avons abattu », dit un des hommes.

**Le colonel Kheirallah nous invite à entrer** dans la maison d'angle en grimpant un escalier abrupt. On parvient à un appartement encore occupé par ses habitants repliés dans la cuisine. On passe dans une chambre au sol jonché de gravats dont le mur est ouvert. A coups de masse, les policiers de l'Unité 5 ont cassé les briques pour gagner la maison voisine. On découvre un atelier de textile avec ses machines alignées, des bobineuses couvertes de poussière. Sur le sol, un monticule de sacs contenant des pièces inachevées. Les policiers s'en servent comme matelas pour coucher par terre. Au bout de la visite, une pièce sombre percée de deux meurtrières qui s'ouvrent sur l'avenue al-Jamhuriya. Deux tireurs équipés de fusils-mitrailleurs visent les fenêtres d'un immeuble en face. Quatre ou cinq combattants de Daech y sont embusqués et ripostent avec parcimonie - la police pense que les djihadistes aux abois économisent leurs munitions.

Confiant, le colonel Kheirallah ne doute pas que la police fédérale viendra à bout de Daech et libérera intégralement Mossoul. Quand on lui demande combien de temps cela prendra, l'officier répond en fonction des consignes reçues après le carnage d'al-Jadida. « S'il n'y avait pas autant de civils à épargner, j'aurais besoin d'une semaine. En réalité, il nous faudra un bon mois. »

Déclenchée le 16 octobre 2016, l'opération baptisée « Ninive, nous voilà » (Ninive est le nom de la cité assyrienne dont les ruines se trouvent à Mossoul, sur la rive gauche du Tigre) a déjà duré près de six mois. En termes militaires, c'est peu pour reprendre une ville de plus de 600 000 habitants. Mais pour ces derniers, l'épreuve meurtrière n'en finit pas et l'avenir ne semble pas plus rose.

On ne sait dans quel état Mossoul sortira des derniers combats. Mais d'ores et déjà, la partie occidentale de la ville ressemble à un champ de ruines. La coalition internationale a multiplié les bombardements aériens comme rarement. Les dégâts sont considérables. On ne compte plus les édifices anéantis par les frappes aériennes. Usines, bâtiments administratifs, immeubles, équipements collectifs ne sont plus que des carcasses de béton effondrées comme des châteaux de cartes. Il faudra les raser et les reconstruire entièrement. De profonds cratères coupent les artères principales. Sans

oublier nombre des maisons incendiées ou gravement endommagées. Beaucoup ont essuyé des tirs de roquettes qui ont percé les murs ou des salves d'artillerie ou de mortier tout aussi destructrices. Dans les quartiers du centre de Mossoul-Ouest déjà libérés, il n'est pas une rue qui ne comporte trois ou quatre maisons rendues inhabitables.

Mais il y a pire. Les habitants de Mossoul, sunnites pour l'essentiel - les chrétiens ont fui en juin 2014 quand Daech a investi la ville - redoutent la loi des vainqueurs, chiïtes dans leur quasi-intégralité. Lorsqu'on visite des familles restées en ville, la police impose la présence d'un officier de presse pour assister à l'entretien. Sous sa surveillance, personne n'ose livrer sa pensée. Quand on demande « êtes-vous sunnite ou chiïte ? », la réponse tombe invariablement : « Irakien ! » Une sorte de joker pour éviter les ennuis ou, plus simplement, pour ne pas se signaler aux nouvelles autorités. Près de la mosquée al-Sawaf, un homme nous aborde dans la rue en nous faisant de grands signes. Il nous montre sa maison

Daech ne constitue pas une fin en soi. Ce qui surviendra ensuite pourrait précipiter de nouvelles violences voire une guerre régionale. Le gouvernement de Bagdad dirigé par le chiïte Haïder al-Abadi a imposé que la ville soit reprise par les forces du ministère de l'Intérieur. Or celles-ci sont entièrement noyautées par des miliciens chiïtes, dont les habitants de Mossoul ont une peur bleue. Il ne faut pas oublier que, sous Saddam Hussein, la ville était considérée comme un bastion des forces d'élite de l'armée, des agents de la police secrète et des fonctionnaires du parti Baas. Bref, une concentration de sinistres serviteurs d'un régime oppresseur des chiïtes irakiens, qui pourraient prendre leur revanche. D'autant que le ministre de l'Intérieur irakien nommé à la fin du mois de janvier dernier, Kassim al-Araji, vient de la redoutée milice chiïte Badr et qu'il a été formé par les gardiens de la Révolution iraniens, les célèbres pasdaran. Le spectre de l'Iran hante les sunnites de Mossoul. C'est le cas d'Oum Momine, une ancienne institutrice du quartier de Jedida rencontrée aux urgences de l'hôpital d'Erbil où elle



Des réfugiés dorment sur l'herbe à côté des ruines d'une école militaire dynamitée par Daech.

détruite et brandit les photos de ses quatre enfants et sa femme tués dans un bombardement. Très vite, l'officier nous intime de nous presser et de quitter le quartier...

**Signe du manque de confiance dans les vainqueurs,** Mossoul-Est, la partie de la ville libérée en janvier, ne voit pas sa population revenir. Elle a pourtant beaucoup moins subi de destructions mais ceux qui l'ont quittée ne prennent pas le chemin du retour. Etabli en lisière de la grande route qui relie Erbil à Mossoul, le camp de réfugiés de Khazer, situé en territoire autonome kurde, abrite 36 000 personnes « déplacées », originaires de la partie orientale de la ville. Depuis que la police en a chassé les djihadistes en janvier, seules 360 personnes, soit 84 familles, ont quitté les tentes pour regagner leur domicile. Rozgan Obed, directeur du camp, explique que Mossoul n'a plus ni électricité ni eau et que la sécurité y est encore précaire. Pour ajouter dans le même souffle : « La raison principale, c'est qu'ils ont peur de revenir dans une ville tenue par des miliciens chiïtes. » →

→ A observer la situation sur le terrain, il est clair que l'avenir de l'Irak se joue à Mossoul. Arracher la ville aux griffes de

a accompagné son frère grièvement blessé dans un bombardement. Après avoir hurlé contre les « Américains qui ont tué 150 personnes dans un immeuble pour éliminer un combattant de Daech », elle affirme : « Ce sont les Etats-Unis et l'Irak qui nous détruisent, nous, les sunnites d'Irak. »

**En exil à Erbil** sous la protection du gouvernement autonome kurde, Athil al-Noujaifi broie du noir. Cet ancien gouverneur de la province de Ninive (capitale Mossoul), à la tête d'une coalition politique modérée, ne cache pas son pessimisme. « Mossoul n'est pas administrée, affirme-t-il. Les milices chiïtes n'assurent aucune sécurité dans la partie orientale. Les maisons sont pillées et les rares habitants se font attaquer. »

Cet inlassable défenseur d'un Irak fédéral où chiïtes, sunnites et Kurdes administreraient, chacun de leur côté, une partie du territoire, voit son rêve s'éloigner à mesure que la bataille de Mossoul avance. Il avait même constitué une milice sunnite, les Gardes de Ninive, forte de 3 000 hommes originaires de Mossoul, pour participer à la libération. « Bagdad a refusé de les associer aux combats », souligne-t-il. Pis, la constitution de cette force paramilitaire entraînée par des officiers turcs a valu à Athil al-Noujaifi un mandat d'arrêt de la justice irakienne pour intelligence avec une puissance étrangère. « Pour intelligence avec l'Irak, personne n'est inquiété », ironise-t-il. L'ancien gouverneur en est persuadé : la bataille de Mossoul débouchera sur un conflit entre sunnites et chiïtes, prolongement des tensions entre l'Irak et la Turquie. Quatorze ans après la guerre de George W. Bush, l'Irak ne connaît toujours pas le mot paix.

■ JEAN-MARC GONIN

## L'AVENIR DE L'IRAK SE JOUERA APRÈS CETTE BATAILLE

# Operation Euphrates Shield: A post

As Turkey closes the chapter on Operation Euphrates Shield, its military intervention in northern Syria, it's important to look at what it did and did not accomplish.



Author Cengiz Çandar  
April 5, 2017  
www.al-monitor.com

A day before the long-awaited March 30 visit of new US Secretary of State Rex Tillerson to Ankara, Turkish Prime Minister Binali Yıldırım dramatically announced that Operation Euphrates Shield, Turkey's military intervention in northern Syria, had "successfully" come to a close. A precursory postmortem of the vaunted military campaign raises a number of questions, including what caused its termination and why it was not reported immediately? The answers lead one to wonder what comes next.

Foreign Minister Mevlut Cavusoglu had said after al-Bab's capture in late February from the Islamic State (IS) that the operation would continue on to its next target, Manbij, and after that to Raqqa. Not only Cavusoglu, but the ultimate decision-maker on Turkey's Syria policy, President Recep Tayyip Erdogan, also repeatedly stated Turkey's intention of removing the Kurdish Syrian Democratic Forces (SDF) and People's Protection Units (YPG) from Manbij and replacing the SDF as Washington's main ally in the campaign to capture Raqqa.

Those objectives have not been achieved. One might therefore logically conclude that Operation Euphrates Shield ended rather unsuccessfully. Of additional note, it took the Turkish military and its Free Syrian Army allies more than three months and a relatively high number of casualties to capture al-Bab, the southernmost point of Syrian territory that Turkey controls, some 18 miles south of the Turkish border.

The big question is why did it take Ankara a month after al-Bab's capture to declare the "successful" end of Operation Euphrates Shield? The answer is because capturing al-Bab was not Turkey's real or ultimate aim. The actual goal was to push the Kurdish military presence west of the Euphrates and end US military cooperation with the Kurds.

As March progressed, however, it became clear that that wasn't going to happen. The Americans moved their special operations forces from south of the Sajuk River to north of Manbij to deter their NATO ally, Turkey, from taking military action against the SDF, which the United States considers its main ally in confronting IS west and east of the Euphrates.

Even more bewildering to Ankara, Russia provided the Kurds a protective umbrella in Afrin, the northwestern-most Kurdish area of self-rule in Syria. Russian military personnel, ostensibly deployed to Afrin to monitor the cease-fire agreement reached at Astana, Kazakhstan, wore the YPG's insignia. Thus Russia sent an unequivocal signal to Ankara that Turkey's partnership with Moscow in Syria has its limits, and one such limit was Erdogan's efforts to push the Kurds from the picture.

The United States had sent Ankara the same message in March. Erdogan had hoped that the administration of US President Donald Trump would differ from its predecessor, but Tillerson's visit to Ankara could not salvage the troubled relationship. The Americans still had no enthusiasm for replacing the SDF with Turkish troops for future Raqqa operations. In statements surrounding Tillerson's visit, Turkish officials could not conceal their disappointment.

The worst-case scenario for Ankara has been the possibility of US-Russian coordination in Syria, which would not leave much, if any, room for the role Turkey wants to play. From Afrin to Manbij and Raqqa, that seems to be exactly what is happening. Turkey's anti-American partnership in Syria is not paying dividends.

After Turkey downed a Russian fighter plane in November 2015 and



Turkish military vehicles drive in the Syrian rebel-held town of al-Rai, Syria, Jan. 4, 2017. (photo by REUTERS/Khalil Ashawi)

relations between Ankara and Moscow soured, Russia blocked Turkey from Syria. The rapprochement achieved after Erdogan apologized to Russia allowed Turkey to regain access to Syria, but its room to maneuver was limited by restrictions Russia placed on the area west of the Euphrates. East of the Euphrates, Turkey was limited by Washington.

The snubs by Washington and Moscow, apart from political reasons, have military explanations as well. Contrary to what the Turkish public has been told, Turkey's operation in Syria was a poor military performance. The Kurds' success in capturing Manbij had prompted Ankara to launch Operation Euphrates Shield with the goal of preventing two Kurdish cantons controlled by the Kurdish Democratic Union Party from ultimately connecting with Afrin. The main objective of the operation had never been to oust IS from its positions, but to remove the perceived Kurdish threat to Erdogan's nationalist Turkey.

Another make-believe military success was the taking of Dabiq, a city only 6 miles south of the Turkish border, from IS. That was in October, two months after the start of Operation Euphrates Shield. IS put up no real resistance in either Dabiq or Jarablus. The resistance came in al-Bab, and victory there took three months, with Russian air support. With such a poor record, there was no compelling reason from a military perspective for Moscow or Washington to replace the Syrian Kurds on the ground with the Turks from the north.

Turkey's control of 770 square miles of Syrian territory, sandwiched between Russian-protected Afrin and US-protected Manbij, could become a problem. How long will Ankara maintain a military presence there? What if the Syrian regime, whose legitimacy is already suspect in Ankara's eyes, asks Turkey to leave or to hand the area over to it? A potentially bigger question is, if Moscow and Washington act in tandem and ask Ankara to withdraw its military from Syria, will Turkey comply or will it defy them and come to be regarded as an occupation force?

This last question raises additional issues. Could Turkey endure as an occupation force in Syria? Is there a danger of a standoff between the Syrian army and the Turkish Armed Forces? Is there any chance Turkey could turn its international isolation from a weakness into a position of strength in Syria?

These are questions to be explored in Middle Eastern geopolitics, but they do not preclude writing Turkey's postmortem in Syria following the announcement of Operation Euphrates Shield's conclusion. ♦

*Cengiz Candar is a columnist for Al-Monitor's Turkey Pulse. A journalist since 1976, he is the author of seven books in the Turkish language, mainly on Middle East issues, including the best-seller Mesopotamia Express: A Journey in History. Currently, he is a Distinguished Visiting Scholar at the Stockholm University Institute of Turkish Studies (SUITS). On Twitter: @cengizcandar*



10 April 2017

# Over 10,000 PKK Fighters Neutralized in Turkey Since July 2015

sputniknews.com 10.04.2017

**ANKARA (Sputnik)** — Turkish security forces have neutralized 10,091 members of the Kurdistan Workers' Party (PKK), of which 7,071 have been killed, Minister of National Defense Fikri Isik said Monday.

**"Since July 23, 2015, to date, the Turkish security forces neutralized 10,091 PKK terrorists, of which 7,071 were eliminated, 1,020 were wounded, 963 were detained, 1,037 laid down their weapons and surrendered to the authorities," Isik said as quoted by Anadolu news agency.**



© AP Photo/ Cagdas Erdogan

Tensions between Ankara and the Kurds, the largest ethnic minority in the country, escalated in July 2015, when a ceasefire between Ankara and the PKK collapsed because of a series of terror attacks allegedly committed by PKK members. The PKK, a militant group fighting for Kurdish independence from Turkey, is designated as a terrorist organization by Ankara.●

REUTERS

# Turkey's Erdogan courts nationalists, Kurds alike with hard line on PKK

April 7, 2017 By Daren Butler | DIYARBAKIR, Turkey /reuters

**IN RALLIES from the Kurdish southeast to the northern Black Sea coast, Turkish President Tayyip Erdogan has seemed to attempt the impossible: win over both nationalists and Kurds with threats to make spring a "black winter" for Kurdish militants.**

In campaign speeches ahead of an April 16 referendum on increasing his powers, Erdogan has signaled that army operations to crush Kurdistan Workers Party (PKK) militants could intensify and spread into Syria and Iraq in the months ahead.

"With God's permission, it will be spring for Turkey and the Turkish people and a black winter for terrorists," Erdogan told supporters on Monday in Trabzon, a heavily nationalist town on the Black Sea coast.

Such fighting talk plays well with nationalists who abhor the idea of renewed peace talks with the PKK, which first took up arms more than three decades ago and is considered a terrorist group by Turkey, the United States and European Union.

But it is a message he has also taken to the largely Kurdish southeast, courting those conservative Kurds who blame the militants for an upsurge in violence that the United Nations says has killed 2,000 people and displaced half a million since a ceasefire collapsed in July 2015.

"Could there be peace with those who walk around with weapons in their hands?" Erdogan said, addressing a crowd of several thousand waving Turkish flags amid tight security in the region's largest city Diyarbakir last Saturday.

"Nobody can divide our land. Those who try will find our armed forces, our police, our village guards up against them."

On the surface, life appears to have returned to normal in parts of Diyarbakir. But heavily armed security forces man checkpoints in some areas, and disillusionment and anger at both the state and the PKK run deep.

Bombed-out buildings and heaps of rubble are contained within the Roman-era walls of its ancient Sur district, devastated last year by tanks and artillery when security forces fought PKK militants who dug trenches and laid explosives.

"There is great pessimism across the region," said Yavuz Celik, 32, a local shopkeeper.

"There's always pressure. We're even scared of gathering in small groups ... During the peace process it was very different. We were even able to dance together in the street here."

**POLITICIANS JAILED**

Opinion polls suggest a tight race in the referendum, although the latest research this week suggests momentum is swinging in Erdogan's favor, putting support for the constitutional changes at around 53 percent.

Erdogan risked a nationalist backlash when he launched peace talks with the PKK in 2012, a move praised by European allies and seen as a step toward unlocking the economic potential of Turkey's southeast bordering Syria, Iran and Iraq.

There has been heavy fighting since the ceasefire broke down almost two years ago and Erdogan's pitch for support in the referendum has run into opposition from the pro-Kurdish opposition.

The pro-Kurdish HDP, the second largest opposition group in parliament, played a key role as a mediator in the peace process. But its leaders and thousands of its members, who oppose any greater powers for Erdogan in the referendum, have been jailed over the past year for alleged militant links.

HDP co-leader Selahattin Demirtas, who has called for a "no" vote in the referendum, issued a defiant statement from jail this week, calling on people to resist what he called the "tyranny" of a government creating "an atmosphere of fear".

"The closure of political channels unfortunately empowers those in the Kurdish movement who believe armed means are legitimate," said Diba Nigar Goksel, Turkey director for the International Crisis Group think tank.

"There is no durable military solution to Turkey's PKK conflict," she said. "Peace talks between Ankara and the PKK are the only way forward for a durable solution."

## SYRIA AND IRAQ

Nationalists in Turkey have been incensed by the growing sway of Kurdish militia fighters in Syria and the presence of PKK leaders in northern Iraq, an issue which Erdogan suggested he would address in future military operations.

Turkey's conflict with the PKK has been fueled in recent years by events across the border in Syria, where the Kurdish YPG militia has enjoyed U.S. support in the fight against Islamic State, and in Iraq, where Ankara fears the militants are exploiting a security vacuum.

Erdogan described Turkey's "Euphrates Shield" operation, an incursion into northern Syria to push back Islamic State and try to prevent YPG gains, as just a first phase and spoke of a "roadmap" for more operations both there and in Iraq.

"It is not an operation which only has a Syrian dimension. This matter has an Iraqi dimension too," he said in a television interview on Tuesday evening. ●

# En Syrie, une attaque chimique tue des dizaines de civils

Un raid aérien a fait, mardi, au moins 58 morts et quelque 170 blessés, dont de nombreux enfants saisis de convulsions dans la cité rebelle de Khan Cheikhoun.

DELPHINE MINOUI  @DelphineMinoui  
CORRESPONDANTE À ISTANBUL

**MOYEN-ORIENT** L'horreur, dans ses pires apparats, a encore frappé la Syrie. Il est environ 6 heures du matin, ce mardi 4 avril, quand le village de Khan Cheikhoun, dans la province rebelle d'Idlib, au nord-ouest du pays, se réveille au bruit de bombardements aériens. Dans leur sillage, les avions répandent un manteau toxique qui asphyxie jusqu'à la mort les plus endormis. À la va-vite, les survivants contaminés sont évacués dans différents centres médicaux pour être soignés. Selon un premier bilan, donné par l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), au moins 58 personnes, dont 11 enfants, ont été tuées par ce qui ressemble fortement à une attaque au gaz. Mais l'horreur est sans fin : quelques heures plus tard, les frappes reprennent de plus bel. Cette fois-ci, elles touchent l'un des hôpitaux où ont été transférés les blessés ainsi que le centre des Casques blancs, les volontaires de la Défense civile.

Montré du doigt, Damas nie en bloc. L'armée syrienne a « démenti catégoriquement avoir utilisé toute substance chimique ou toxique à Khan Cheikhoun aujourd'hui (mardi) » et assuré qu'elle « n'en avait jamais utilisé, à aucun mo-



Des victimes de l'attaque chimique perpétrée, mardi, à Khan Cheikhoun, en Syrie. AP

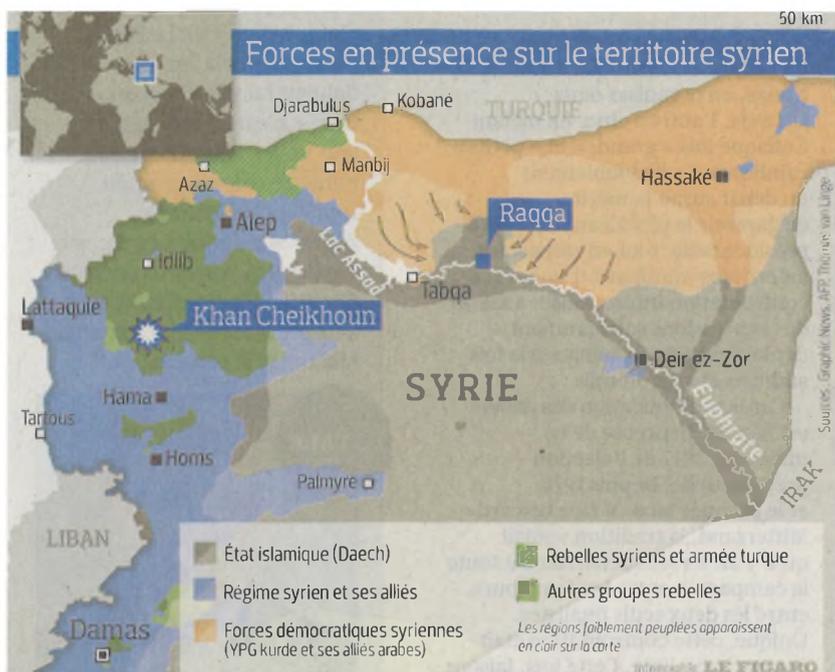
ment, à aucun endroit et (qu'elle) ne le fera pas dans l'avenir », dans un communiqué publié par l'agence officielle Sana. Abonnés à la guerre de l'information qui dure depuis six ans, les pro-Assad s'évertuent eux aussi à crier au mensonge. L'armée russe, qui bataille en Syrie

aux côtés des forces du régime, a pour sa part annoncé n'avoir mené aucun raid aérien dans la zone de Khan Cheikhoun. Les images relayées sur les réseaux sociaux n'ont pourtant pas été fabriquées. À la limite de l'insoutenable, elles montrent des corps d'enfants éteints, enveloppés dans leur pyjama ou modestement vêtus d'un caleçon, le visage aussi pâle qu'une coquille d'œuf.

## Terrible défilé d'images

Sur une vidéo filmée à Idlib et publiée sur YouTube, le docteur Shajul Islam affirme, catégorique : « Ceci n'est pas une attaque au chlore (...). Nous soupçonnons fortement une attaque au gaz sarin. » Penché sur un patient, il constate un rétrécissement des paupières, qui constitue l'un des symptômes d'une intoxication à ce gaz particulièrement nocif. D'autres sources médicales font état d'évanouissements, de vomissements et de présence de mousse dans la bouche des victimes. De son côté, l'OSDH confirme que les personnes sont décédées à cause des effets du gaz, notamment par suffocation, mais n'est pas encore en mesure de préciser la nature de ce gaz.

Les témoignages recueillis auprès de sources fiables confirment également



l'ampleur de la tragédie. « Quand je suis entré à Khan Cheikhoun, deux heures plus tard, je pouvais encore sentir l'odeur du gaz dans l'air. C'était le chaos et la panique », confie en toussotant le journaliste syrien Hadi Abdullah, contacté via l'application WhatsApp. Ses yeux piquent et son nez coule depuis qu'il a inhalé le gaz. Avec son cameraman, Hadi Abdullah a tout filmé dans le moindre détail : les cratères creusés par les bombes, les secours tentant de ranimer les victimes, la bouche remplie d'écume blanche, et même les pigeons endormis à jamais par le gaz. Réagissant au terrible défilé d'images, la Coalition nationale, qui représente l'opposition syrienne, accuse le « régime du criminel Bachar » d'avoir mené ce raid avec des « obus contenant du gaz chimique » et appelle le Conseil de sécurité de l'ONU à « convoquer une réunion urgente après ce crime et d'ouvrir une enquête immédiate ». Mohamed Sabra, le négociateur en chef de l'opposition, affirme, lui, que l'attaque « remet en cause » le fragile processus de paix en cours de négociation entre le régime et les rebelles.

Pour les anti-Assad, il est urgent que ce genre de crime soit sanctionné. S'il reste impuni, c'est la porte ouverte à d'autres dérapages. C'est surtout fermer une fois de plus les yeux sur la violation par Damas de la résolution 2118 relative à l'utilisation d'armes chimiques. Depuis le début du conflit syrien, deux produits ont été identifiés dans plusieurs attaques orchestrées principalement à l'initiative - présumée ou démontrée - du régime : le chlore et le gaz sarin. Celui-ci avait notamment été utilisé le 21 août 2013 dans différents quartiers de l'est de Damas. Le massacre, qui aurait fait entre 300 et 1400 morts selon les différents rapports, avait alors suscité l'émoi de Washington qui s'était dit prêt à attaquer, avant de se renoncer à l'offensive. Dans la foulée, un accord avait été trouvé avec le régime syrien pour la destruction de son arsenal chimique. Mais malgré la mise en place de ce programme, sous contrôle de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), les attaques au gaz n'ont jamais cessé, comme le rappelle le bombardement de mardi. « Nous implorons les gouvernements étrangers de faire pression sur le régime syrien », supplie le docteur Shajul Islam. ■



Un homme porte le corps d'un enfant mort après l'attaque au gaz toxique, à Khan Cheikhoun, dans la province d'Idlib. AMMAR ABDULLAH/REUTERS

## Les forces françaises anticipent de longs et durs combats

ALAIN BARLUET @abarluet

VOUS avez aimé Mossoul ? Vous adorez Raqqa... Si l'humour était de mise, il décrirait la façon dont, côté français - et plus généralement au sein de la coalition anti-Daech -, on anticipe les combats pour la reprise de la « capitale » de l'EI en Syrie. La partie s'annonce longue, au moins aussi difficile qu'à Mossoul, sinon davantage, dans un environnement politico-militaire plus complexe et avec un rapport de forces moins favorable.

Autour de la dernière grande ville stratégique tenue par Daech, les forces aériennes françaises - l'armée de l'air, avec des Rafale (1) et un Awacs, la marine nationale avec un Atlantique 2 - poursuivent depuis six mois des opérations de préparation, comme ce fut le cas aux abords de Mossoul, il y a un an. C'est la phase 1, qui permet de dresser précisément une carte des forces ennemies et de la population sur le terrain, grâce au renseignement humain, aux images (obtenues grâce aux nacelles RecoNG fixées sous les chasseurs) et aux écoutes. Il s'agit de localiser - pour les détruire - les lignes de défense, les postes de commandement de Daech, ses fabriques d'engins explosifs improvisés et tous les sites qui lui procurent des financements par des trafics illicites.

### La situation est plus compliquée qu'à Mossoul

Le rôle des drones est important : la France n'en dispose pas au Levant et doit compter, à cet égard, sur les Anglo-Saxons. Cette première phase qui est en cours depuis plusieurs mois autour de Raqqa comprend également ce que les militaires appellent le formatage (*shaping*) : la « mise en forme » du terrain pour faciliter l'avance des troupes amies, dont les Forces démocratiques syriennes (FDS) à dominante kurde. Les avions français frappent régulièrement « dans la profondeur » des sites « à haute valeur ajoutée », préalablement identifiés, coupent des routes stratégiques, détruisent des têtes de puits de pétrole

illicites ou une fabrique de véhicules explosifs...

Dans l'environnement de Raqqa, au sol comme dans les airs, la situation est plus compliquée qu'à Mossoul. En cause, la multiplicité des acteurs (Daech, FDS, Armée syrienne libre, forces syriennes pro-Bachar, mais aussi russes, iraniennes, turques...). Cette imbrication implique, pour chaque mission, une prise en compte politique et, pour l'armée de l'air, des efforts de déconfliction, pour éviter l'aviation turque, russe et parfois syrienne...

Autre difficulté : à Raqqa, Daech bénéficie, davantage qu'à Mossoul, de canaux d'irrigations et autres défenses naturelles qui, minés, pourraient retarder l'avance de la coalition. Ces obstacles sont la cible des frappes actuelles, comme d'autres protections en dur installées par les djihadistes. Si la partie s'annonce difficile, c'est aussi que le rapport des forces sera moins favorable qu'à Mossoul où les forces irakiennes et kurdes étaient, en octobre dernier, dix fois plus nombreuses que celle de Daech - un ratio jugé nécessaire pour le combat urbain. À Raqqa, si Daech aligne plusieurs milliers de combattants, les effectifs prêtés aux FDS (30 000 hommes) apparaissent surévalués. On ignore, à ce stade, si les canons Caesar, actuellement déployés à Mossoul, seront utilisés pour Raqqa, une décision qui incombe au chef de l'État. C'est à Mossoul que s'effectuent encore quatre missions aériennes françaises sur cinq. Mais la bascule des efforts sur Raqqa, qui montent actuellement en puissance, peut s'effectuer rapidement, sur simple décision des alliés, explique-t-on. Le 24 mars, Jean-Yves Le Drian annonçait que la bataille débiterait « dans les jours qui viennent ». Si les FDS appuyées par l'aviation se rapprochent, l'entrée dans la ville à proprement parler n'interviendra sans doute pas avant plusieurs semaines. Le « nettoyage » de la cité si symbolique pour Daech - les djihadistes y ont façonné leur mode de vie - pourrait prendre des mois. ■

(1) Fabriqués par le groupe Dassault, propriétaire du Figaro.

# Les enjeux de la difficile bataille de Raqqa contre Daech

GEORGES MALBRUNOT  @Malbrunot

APRÈS Alep, c'est la prochaine bataille de la guerre en Syrie. Une bataille pour le contrôle des régions à l'est du pays, vaste zone désertique le long de l'Euphrate qui coule vers l'Irak voisin. Cette lutte contre un ennemi commun - les djihadistes de Daech - attire de nombreux protagonistes. Soldats américains aux côtés des combattants kurdes, conseillers russes et miliciens iraniens épaulant l'armée syrienne lancée dans une course-poursuite vers Raqqa, alors que la Turquie, même écartée de ces grandes manœuvres, n'a pas dit son dernier mot. Cette bataille entérinera le partage de la Syrie en zones d'influences: le nord-est au profit des Kurdes; la province d'Idleb au nord-ouest, dominée par les djihadistes de l'ancienne branche locale d'al-Qaida; enfin la «Syrie utile» autour des grandes villes et du littoral entre les mains du régime.

## ▶ Les Américains avancent avec les Kurdes

Avec l'hélicoptère de 400 marines début mars dans le nord de la Syrie, qui s'ajoutent aux 500 autres déjà sur place, le Pentagone a clairement affiché son intention. Les États-Unis veulent mettre la main sur Raqqa. Ils disposent de deux alliés: les combattants kurdes et des renforts arabes issus des tribus. La coalition qui les regroupe - les Forces démocratiques syriennes (FDS) - compte environ 50 000 hommes, dont environ 60 % de Kurdes. Mais le Pentagone cherche à élargir la composante arabe. L'appui des tribus arabes est en effet indispensable pour réussir à tenir Raqqa, ville en majorité arabe de 200 000 habitants. Pour cela, les Américains ont recruté parmi le clan d'Ahmed Jarba, ancien responsable de l'opposition syrienne. Il y aurait désormais plus de 25 000 Arabes prêts à mener la bataille de Raqqa. Leurs positions les plus avancées ne sont plus qu'à 10 km au nord de la «capitale» syrienne de Daech. Ces derniers jours, appuyées par l'aviation de la coalition internationale, les FDS se sont rapprochées de Tabqa, l'un des principaux verrous sur le chemin de Raqqa. Qui mènera les combats au sol? Les Kurdes plus aguerris, comme pour la reprise l'été dernier de la ville de Manbij, près d'Alep? Ou plus vraisemblablement les supplétifs arabes? Qui tiendra la ville, après le départ des djihadistes? Les Kurdes préparent activement une formule type

Manbij, dirigée par un conseil, dominé par les Arabes, mais dont les finances restent aux mains des Kurdes, via un budget alimenté par le trésor de guerre du Parti des travailleurs kurdes (PKK) depuis son repaire de Qandil en Irak. Le PKK y appliquerait son système de fichage des populations, qui gouverne tout le système d'assistance. Est-ce tenable à Raqqa? Peu probable, la formule risque d'être rejetée par les Arabes sunnites.

## ▶ Daech se replie sur l'Euphrate

Trois mille djihadistes seraient encore à Raqqa, selon une note des services de renseignements français. Daech en aurait également disposé 2 000 dans les villes environnantes encore tenues par l'État islamique (EI). Mais certains djihadistes - dont les leaders et des combattants français - ont déjà quitté Raqqa pour s'abriter plus à l'est vers al-Mayadeen et Abou Kamal, le poste frontière avec l'Irak, voire au-delà à al-Qaim où le numéro deux de l'EI, Ayad Al-Jumayli, aurait été tué récemment par l'aviation irakienne. Dans la «capitale» syrienne de Daech, les djihadistes sont nerveux. «Ils ont abandonné la plupart des barrages et construit des tunnels autour de la ville», a confié à l'AFP Ahmad, un habitant qui vient de fuir Raqqa. En prévision de la bataille, Daech a replié certaines de ses forces du sud de la Syrie, notamment ses positions à Lahjat près de la frontière jordanienne. Les djihadistes remontent autour de Palmyre, puis vers Deir ez-Zor et la vallée de l'Euphrate. Et comme à Raqqa, leur fuite a déclenché une course contre la montre entre rebelles et régime syrien pour occuper le vide laissé derrière eux. Au sud, c'est une formation tribale (l'Armée des tribus libres), proches des Jordaniens et des Américains, qui a supplanté Daech.

## ▶ Damas et Moscou ont-ils renoncé à Raqqa?

En reprenant mi-mars l'aéroport militaire de Tabqa à 50 km de Raqqa, Kurdes et Américains ont grillé la politesse aux forces du régime qui avançaient vers le fief de l'EI à partir des villes, à l'est d'Alep, qu'elles venaient de reconquérir. Désormais, les loyalistes sont obligés de rester sur la rive sud-ouest de l'Euphrate. «Damas et les Russes n'ont pas pour autant renoncé à Raqqa», prévient un expert. Ces dernières semaines, pour faire le lien entre Alep et l'Euphrate, Damas a repris à

Daech la ville de Der Hatéf sur la route de Raqqa. Et maintenant, les forces de Assad visent l'aéroport de Moukabel Jarah un peu plus à l'est. Dans leur progression vers Raqqa, les loyalistes ont été perturbés par l'offensive soudaine des rebelles, plus au sud autour de Hama. L'attaque a mobilisé des troupes pour contrer cette avancée des insurgés, venus de la province d'Idleb, à l'ouest de la Syrie, où 50 000 opposants à Assad sont regroupés, parmi lesquels les djihadistes liés à l'ex-branche locale d'al-Qaida. Contrairement à ce qu'on pensait généralement après la chute des rebelles d'Alep, fin décembre, l'objectif de l'alliance russo-syrienne reste l'Est syrien, ainsi que l'éradication des dernières poches de résistance près de Damas. Mais autour de Raqqa, Syriens et Russes auront du mal à s'opposer à l'avancée des FDS, appuyées par l'aviation américaine. «Et à Raqqa, je ne vois pas de signe de coopération russo-américaine», anticipe l'expert. Chaque camp essaie de grignoter du terrain et fait semblant de lutter ensemble contre Daech. Au-delà de Raqqa, Russes et Syriens concentrent en fait leur attention plus à l'est vers Deir ez-Zor, ville stratégique qui fait le lien avec l'Irak.

## ▶ Les Turcs ont-ils dit leur dernier mot?

Même si Ankara a annoncé la fin de son opération militaire dans le nord de la Syrie, la Turquie continue d'y contrôler une portion de territoire, notamment les villes d'Azaz et de Jرابلس, le long de sa frontière, ainsi qu'al-Bab. En contrôlant la frontière avec la Syrie, Ankara dispose d'une capacité de nuisance pour empêcher les Kurdes de faire la jonction entre leurs cantons. «Comment approvisionner toutes ces régions de l'est libérées de Daech?», s'interroge un diplomate. Les Turcs ne laisseront pas les Kurdes disposer d'une ouverture vers la Turquie pour les réfugiés. Comment faire alors? Ankara semble avoir fait une croix sur le processus de négociation - y compris celui d'Astana où des rebelles qui lui sont proches avaient entamé en janvier des pourparlers avec la Russie et l'Iran pour un cessez-le-feu. Faute de participer à la bataille de Raqqa, la Turquie doit se concentrer sur Idleb. Début mars, l'interdiction russo-américaine d'aller au-delà d'al-Bab a bel et bien sonné le glas des ambitions turques sur Raqqa. ■

# Un référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien pourrait être organisé en 2017

4 avr. 2017

francais.rt.com

Les principales formations politiques de la région autonome kurde irakienne ont réitéré leur volonté d'organiser un référendum sur l'indépendance du Kurdistan. Bagdad et Ankara s'opposent toutefois vigoureusement à l'existence d'un Etat kurde.

Réunis le 2 avril en présence du président du gouvernement régional kurde irakien, Massoud Barzani, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) ont signé un communiqué commun au ton incisif : «La nation du Kurdistan a le droit naturel de décider de son [propre] avenir politique et administratif dans le cadre d'un référendum et d'un Etat indépendant».

Un comité sera mis en place pour engager des discussions avec les autres partis de la région kurde irakienne «pour fixer le calendrier et les modalités pratiques du référendum», est-il également écrit dans le communiqué. Toutefois, le porte-parole du KDP, Mahmoud Mohammed, a d'ores et déjà précisé au média kurde Rudaw que le référendum serait organisé cette année et que des négociations seraient entamées au préalable avec Bagdad et les pays voisins.

En Irak, le gouvernement régional du Kurdistan est une entité politique, fédérale et autonome située dans le nord du pays, reconnue par la Constitution irakienne de 2005. Néanmoins, le degré d'autonomie accordé au Kurdistan irakien ne semble pas suffisant pour de nombreux acteurs de premier plan. En



Une échoppe vendant des drapeaux du Kurdistan irakien et des portraits du président du gouvernement régional, Massoud Barzani



Zones de peuplement kurde, à cheval sur la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran Source: RT

octobre dernier, le Premier ministre du gouvernement régional, Nechervan Idris Barzani, avait par exemple affirmé que les Kurdes insisteraient pour obtenir l'autodétermination dès que la ville de Mossoul serait libérée des djihadistes de l'Etat islamique.

## BAGDAD ET ANKARA S'OPPOSENT À UNE PARTITION DE L'IRAK

Au cours d'une interview exclusive accordée à Rudaw le 29 mars, le Premier ministre irakien, Haider al-Abadi, a affirmé que l'indépendance du Kurdistan n'était «pas dans l'intérêt de la nation kurde».

«Je ne suis pas [en faveur] de la séparation de la région du Kurdistan du reste de l'Irak, malgré mon attachement aux droits des nations à l'autodétermination. Nous sommes dans le même pays et dans le même bateau, c'est pourquoi il est nécessaire pour chacun d'entre nous de vivre ensemble et de s'aider

mutuellement», a-t-il déclaré.

De son côté, Ibrahim Kalin, porte-parole du président turc Recep Tayyip Erdogan, a répété la semaine dernière qu'Ankara était opposé à toute perspective d'indépendance kurde. «Nous pensons que ce [référendum] serait un faux pas», avait-t-il explicité.

Le responsable turc avait également ajouté : «Nous ne trouvons pas qu'il soit juste de mettre ce sujet à l'ordre du jour au moment où l'Irak traverse une période compliquée et où il existe des risques sécuritaires régionaux concernant notre lutte contre le PKK [le Parti des Travailleurs du Kurdistan, présent en Turquie et en Syrie] et Daesh». ■

AFP

## Les Etats-Unis ont aménagé une piste pour avions cargo en Syrie

Washington, 4 avril 2017 (AFP)

LES ETATS-UNIS ont aménagé une piste d'atterrissage dans le nord de la Syrie en zone kurde pour qu'elle puisse accueillir des avions cargo militaire C-17, a-t-on appris mardi de source militaire américaine.

La piste près de Kobane a été utilisée pour la première fois par un C-17 "en décembre", a indiqué le colonel John Thomas, un porte-parole du commandement des forces américaines au Moyen-Orient (Centcom), confirmant des informations publiées par le quotidien d'information militaire Stars and Stripes.

La possibilité d'accueillir des avions cargo augmente considérablement la capacité des Etats-Unis à acheminer des armements et équipements en Syrie, alors que se prépare l'offensive contre le capitale de facto du groupe Etat islamique, Raqa.

Les avions C-17 ont une capacité jusqu'à trois fois supérieure aux avions C-130 qui pouvaient jusqu'alors utiliser la piste.

"Ils peuvent transporter tous les petits véhicules blindés (...) qui sont maintenant autorisés à opérer en Syrie", a déclaré le porte-parole.

La base près de Kobane est "un centre logistique très important" pour l'assaut sur Raqa, a déclaré John Thomas.

Les Etats-Unis ont renforcé ces dernières semaines leur présence militaire en Syrie.

Ils ont récemment déployé environ 400 hommes supplémentaires, en plus des 500 soldats des forces spéciales qui conseillaient et assistaient les forces syriennes locales se battant contre l'EI.

Ces 400 hommes comprennent notamment des militaires d'une unité d'artillerie des Marines, déployée avec ses canons de 155 mm près de Raqa.

Washington envisage de déployer des troupes supplémentaires pour aider les troupes locales qui mèneront l'assaut sur Raqa

Mais les Etats-Unis et la coalition doivent encore décider la composition de ces dernières.

La Turquie, allié crucial des Etats-Unis, s'oppose à ce que cet assaut soit mené par l'alliance arabo-kurde des Forces démocratiques syriennes (FDS). Elle estime que les milices kurdes YPG qui composent le fer de lance de cette force forment un groupe terroriste. ●

# More than 200 people from Germany fighting with Kurdish forces against 'IS'

Germans have been supporting Kurdish militias on the ground in their fight against IS. The opposition politician who requested the official numbers has blasted the government for how it has treated these fighters.

Author Chase Winter 10.04.2017 <http://www.dw.com>

More than 200 people have traveled from Germany to fight alongside Kurdish militias battling the so-called "Islamic State" in Iraq and Syria since 2013, Germany's interior ministry said on Monday.

Sixty-nine of the 204 fighters are German nationals, the ministry said in a written response to a query from Left Party parliamentarian Ulla Jelpke.

The official data does not cover those who traveled from Germany to join the peshmerga, the armed forces of Iraq's autonomous Kurdish region.

The German government warns against travel to Iraq and Syria, but does not generally prosecute those fighting with Kurdish militias against IS or consider them a security threat, "as opposed to those who return from areas under the control of the Islamists in Syria/Iraq," the ministry said.

Of those who went to fight alongside Kurdish militias 102 have returned, including 43 German citizens. Many of those who fight alongside Kurdish militias are nationals of Turkey.

## LEFT PARTY POLITICIAN PRAISES FIGHTERS

In a number of cases, those who returned were briefly monitored by security services on suspicion of ties to a terror organization. Left Party politician Jelpke blasted attempts to criminalize the volunteer fighters.

"When young people from Germany in full knowledge of the danger take it upon themselves to participate in the fight against the 'Islamic State' in Syria, then I have the greatest respect for that decision," Jelpke said in a statement.

Among the volunteer fighters, three German nationals have been killed. One was killed in November last year in a Turkish airstrike on the northern



Syrian town of Manbij after Kurdish forces liberated it from IS.

Jelpke criticized the German government for failing to investigate the death or bringing up the issue with the Turkish government.

Hundreds of foreign fighters from the United States and Europe have joined the ranks of various Kurdish militias in Iraq and Syria, including the People's Protection Units (YPG), the YPG's women's unit the YPJ, and Yezidi units around Sinjar in northern Iraq.

The YPG is the main component of the US-backed Syrian Democratic Forces (SDF), which has pushed back IS on multiple fronts and is on the verge of launching assault on the jihadist's self-declared capital Raqqa.

The SDF receives weapons, training and air support from the United States. About 1,000 US Special Forces are embedded with the SDF in northern Syria.

US support for the SDF has been a major sore spot in relations with NATO ally Turkey, which considers the SDF/YPG to be the same as the Kurdistan Workers' Party (PKK) - which Turkey, the United States and European Union consider to be a terrorist organization. ♦

# Rosneft Said to Prepay About \$1 Billion for Kurdistan Oil

by Stephen Bierman and Mohammed Sergie  
6 avril 2017 [//www.bloomberg.com](http://www.bloomberg.com)

## Russian company's trading arm buying Kurdish oil until 2019

### Deal with Kurdistan comes as Rosneft expands overseas business

Rosneft PJSC's commitment to pay in advance for crude oil from the Kurdish region of Iraq is about \$1 billion, according to two people with knowledge of the matter who asked not to be named as the supply deal is private.

The Russian state-run producer's trading arm will buy Kurdish oil from now until 2019, Rosneft said in February, without specifying how much crude it would take. At \$1 billion, Rosneft would account for about a third of the prepayment deals the Kurdish Regional Government negotiated with oil traders.

Rosneft's press service didn't comment on the payment size when contacted by phone. An adviser to the KRG's Natural Resources Minister Ashti Hawrami didn't immediately respond to a call and email seeking comment.

The KRG is selling oil in advance to help finance government spending, including the military campaign against Islamic State, during a period of relatively low oil prices. For Rosneft, the deal brings a guaranteed flow of crude into its expanding trading business and is another example of its expansion into the Middle East following deals in Libya and Egypt.

Under the deal with the KRG, Rosneft will receive its first 600,000-barrel cargo this week at Trieste, Italy, from where the crude will be transported by pipeline to its minority-owned refineries in Germany for processing, according to an email from Rosneft. Kurdish crude suits the company's refining needs in both Germany and India, said Rosneft, which could potentially source more oil from the region.

### Refinery Stakes



Rosneft owns 24 percent of MiRO and 25 percent of BayernOil following the restructuring of a joint venture with BP Plc. The company is also in the process of acquiring a 49 percent stake in the Vadinar refinery in India from Essar Oil.

Rosneft Chief Executive Officer Igor Sechin said in February that the company will be "developing new markets worldwide for Kurdish crude oil." Rosneft hasn't previously worked with the KRG, which in recent years has struggled to maintain payments to international producers shipping oil from the region.

Rosneft, Russia's biggest oil producer, has long participated in prepayment deals with trading houses for its own output. The company's 25-year deal to supply oil to China National Petroleum Corp. has also yielded billions of dollars of advance payments. ●

# Independence referendum may include Kirkuk, officials tell foreign missions

By Rudaw.net 9/4/2017

**ERBIL, Kurdistan Region** – Kurdistan Region called upon foreign diplomatic missions in Erbil on Sunday to support and monitor a long-anticipated referendum on independence that is due to be held in 2017, which may also include disputed areas such as Kirkuk, claimed both by Erbil and Baghdad,

Senior officials from the Kurdish government and two of the main ruling Kurdish parties held a meeting behind closed doors with the foreign missions in Erbil to “officially” inform them about the Kurdish intentions to hold referendum in the Iraqi Kurdistan on independence, Rozh Nuri Shawes, a senior official from the ruling Kurdistan Democratic Party (KDP) told reporters after the meeting.

Shawes emphasized that the referendum will be confined to the Iraqi Kurdistan territories, clearing the air that the Kurdish government does not interfere in the neighbouring countries which have a significant Kurdish population, namely Turkey, Iran, and Syria

There are some 30 foreign consulates in Erbil, including that of Turkey and Iran, two countries which have already expressed their objection to the Kurdish referendum.

The timing of the meeting coincided with the anniversary of the fall of the former Iraqi regime, toppled by the U.S.-led invasion in 2003.

The head of the Department of Foreign Relations, Falah Mustafa, who also attended today’s meeting, said that fourteen years on since the foundation of the new Iraq, “Iraqis have failed to share power, wealth” with the Kurdistan Region, and also failed to “build a federal, democratic and pluralistic Iraq.”

“Thus, Erbil and Baghdad need to engage in serious and meaningful dialogue on [the] nature and future relations based on [the] right to self-determination,” Mustafa added in a tweet on Sunday.

Deputy Prime Minister of Kurdistan Regional Government (KRG) Qubad Talabani, and President Masoud Barzani’s chief of staff Fouad Hussein, were as well among the Kurdish delegation in the meeting held in Erbil’s Saad

Abdullah conference hall.

Shawes confirmed that the referendum will ask the people of the Iraqi Kurdistan a yes-no question on independence. It is the only question we ask, he said.

The Kurdish delegation explained the referendum process to the foreign mission in clear terms, Shawes explained, while calling on them to support “the natural right” of the nation of Kurdistan to self-determination.

The KDP and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), the two main ruling parties in the Kurdistan Region, held a high-level meeting last Sunday presided over by President Masoud Barzani founding a committee to discuss the issue of Kurdish independence with other Kurdish parties, and the Iraqi federal government.

The joint KDP-PUK committee has so far visited several Kurdish parties to discuss the mechanism and timing of the referendum, planned to be held in 2017.

The committee also visited Baghdad to open discussions on subjects including with the Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi, and other main Iraqi parties.

The Kurdish delegates answered the questions raised by the foreign diplomats on the issue, Shawes said, importantly about the timing and the places where the referendum will be held.

On the issue of the disputed areas, territories claimed both by Erbil and Baghdad, Shawes revealed that if the people from these areas asked willingly to take part in the independence referendum, the Kurdish government can in no way stop in their way.

“With regard to the disputed areas...those places from our perspective are Kurdistanian places,” adding that had it not been for their Kurdistanian identity, the former Iraqi regime would not have committed forced migration, massacres and genocide to wipe out the Kurdish population, only to be replaced by Arab citizens brought from other areas.

“If they want to take part [in the referendum], we cannot stop them from doing so in any shape or form,” Shawes said making reference to the disputed areas, otherwise called Kurdistanian areas out-



*Sunday’s meeting between senior Kurdish officials and foreign mission in Erbil on the issue of holding independence referendum in Kurdistan region. Photo: official*

side the Kurdistan Region by the KRG, following a decree from President Barzani.

“We welcome that,” he noted, as he claimed that the Provincial Council of Kirkuk, one of the disputed areas, had already called on the KRG to be included in the independence referendum.

He said that the KRG waited for more than 10 years to implement article 140 of the Iraqi constitution that concerns the disputed areas without much success, adding that the Kurds will be naive to wait for any longer to be implemented.

“[independence] Referendum in itself is the implementation of this article,” he emphasized.

Article 140 was put into the Iraqi constitution after the removal of the Baath party in Iraq. It concerns areas claimed by both Erbil and Baghdad, such as Kirkuk and some areas in Nineveh.

The constitution requires that Iraqis displaced by “Arabization” be compensated and moved back to their original areas, a process that has been resisted by many Arabs who have lived in disputed areas for decades. Kurds see Article 140 as a way to remedy the injustices of “Arabization” policies and strengthen the Kurdistan Region.

Following the result of the long-expected referendum, for which Shawes said they have no doubt the people of Kurdistan will vote yes, the KRG will follow with other steps, including opening negotiations with Baghdad, while expressing the Kurdish willingness to maintain “strong” border cooperation, security and economic relations between the two sides.

Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi told Rudaw late in March that he is not with the referendum in Kurdistan Region, instead calling on the Kurds and Arabs to live in a united country where every citizen has the same rights enjoyed by other Iraqis.

Abadi also expressed his doubts that even if the Kurdish people voted in favour of leaving Iraq, an outcome the prime minister said is clearly expected, the question arises then whether the Kurdistan Region will be able to take steps in this direction.

Abadi told Rudaw in late March that Iran, Turkey, and Syria, each of whom have significant Kurdish populations in their countries, are opposed to Erbil in its quest for independence.

“It is not a secret,” Abadi told Rudaw in an interview with Rudaw when asked whether any of these countries has told him in private of their opposition to Kurdish independence. “The official stance of Turkey is that they are against the separation of the Kurdistan Region. The official stance from Iran is that they are against the separation of the Kurdistan Region. The former Syria was in the same way against the separation, Syria both as a government and regime. I imagine that generally the Arab situation does not want it, either.”

“You live in a region that might not be suitable for this separation,” Abadi warned. ■

# How Kurds Could Tilt Turkey's Referendum

As Turkey considers granting Recep Tayyip Erdogan sweeping new powers, the crucial swing voters may be the country's long-oppressed ethnic minority.

By Ayla Jean Yackley — April 13, 2017  
<http://foreignpolicy.com>

**I**STANBUL — Turkey's most outspoken opponent of a referendum that promises to transform this NATO ally is sitting out the campaign behind bars.

Selahattin Demirtas, an ethnic Kurd who had rallied a national coalition with his pledge to thwart President Recep Tayyip Erdogan's bid for vast new powers, has been largely silenced, arrested in November 2016 for suspected ties to militants. A dozen more lawmakers from his Peoples' Democratic Party (HDP) are also behind bars.

Demirtas's political career has fallen victim to the surging violence between Kurdish insurgents and the Turkish state. A peace process with the armed Kurdistan Workers' Party (PKK) that Demirtas helped broker has collapsed, cities across the mainly Kurdish southeast lie in ruins after a reignited insurgency, and Erdogan is poised to clinch the nationwide referendum on constitutional amendments that would transform Turkey from a parliamentary system into a presidential one — and could keep him in office past 2030.

If the "yes" vote wins out, Erdogan would no longer occupy a largely ceremonial role as president, but rather would run the military and the rest of the executive branch, exert greater control over judicial appointments, and, critics argue, effectively shape the legislature, because he would be able to resume his leadership of the ruling Justice and Development Party (AKP) and select its candidates for parliament.

The referendum campaign is tight, with recent opinion polls showing the "yes" campaign at 51 to 53 percent. A majority of Turkey's Kurds backed Demirtas's left-wing HDP in the June 2015 general election, and now their vote could prove decisive in the April 16 plebiscite.

**E**rdogan's message to Turkey's 58 million voters is a potent one: Only when he has complete control can he crush one of Europe's longest-running insurgencies, which has claimed more than 40,000 lives. The PKK, which took up arms in 1984, is classified as a terrorist organization by the United States and the European Union.

"The coming months, with God's permission, will be spring for Turkey and the Turkish people and a black winter for terrorists," Erdogan said in an April 3 speech in the nationalist stronghold of Trabzon. He has hinted that he may pursue the Kurdish rebels into Iraq and Syria, where PKK-linked militias are battling the

Islamic State with the U.S.-led coalition.

But Erdogan has tailored a different case for Kurdish voters. Under tight security in Diyarbakir, Demirtas's hometown and the largest city in the impoverished southeast, Erdogan on April 1 told supporters that a "yes" vote will deliver peace and prosperity.

"I am personally the guarantor of the rights you possess, your freedoms, the economic development you need," he said.

Erdogan has traditionally attracted support from about half of Kurds — conservatives grateful for the expansion of cultural rights during his rule and a peace process he launched with the PKK until it shattered in 2015.

**K**urds make up about a fifth of the voting public, or roughly 10 million voters. If traditional Erdogan supporters among them return to his fold, it is likely to push the "yes" vote above the simple majority he needs. On the

## But Erdogan has tailored a different case for Kurdish voters.

other hand, if the nearly 1 million Kurdish voters who abandoned the AKP for the HDP in the June 2015 election stick with the "no" camp, they could jeopardize Erdogan's campaign.

"Embracing the Kurds as equal citizens has been a key part of Erdogan's political legacy," wrote Ibrahim Kalin, Erdogan's press secretary, in the Daily Sabah newspaper on April 3, citing the loosening of restrictions on the Kurdish language and millions of dollars of investment in Kurdish towns and cities. "The polls suggest that Kurdish voters support the constitutional referendum in higher numbers than expected."

In a rare prison interview, where Demirtas submitted responses to written questions through lawyers, he told Foreign Policy that Erdogan will struggle to recapture Kurdish votes after the failure of peace negotiations and the ensuing crackdown. He predicted that a "significant proportion" of those Kurds who previously voted for the AKP would now vote "no."

"The hard-line policies of the AKP and the suspension of democracy, human rights and rule of law have been rebuffed by Kurds as they distance themselves from the AKP," he said.

Erdogan's battle to consolidate power comes after a botched military coup in July 2016 that sought to overthrow him and killed more than 240 people. A subsequent state of emergency



How Kurds Could Tilt Turkey's Referendum

has allowed him to rule by decree, and some 113,000 people have been purged from the civil and security services and nearly 50,000 people imprisoned. Though not implicated in the attempted putsch, Demirtas and the other lawmakers faced a flurry of criminal charges in its wake. (The HDP lawmakers' parliamentary immunity had been revoked by their fellow lawmakers in May, prior to the coup attempt, at Erdogan's urging.) Turkish authorities also jailed thousands of rank-and-file members of the HDP and an affiliated party and snatched control of 82 municipalities that their elected mayors ran.

**E**lection monitors from the Organization for Security and Cooperation in Europe reported "no" campaigners have faced a de facto media ban, police interventions, and scuffles at events. Emergency rule raised concerns "about whether appropriate conditions are in place to hold a referendum."

Other observers also warned that the playing field was tilted in favor of Erdogan's campaign.

"Everything is skewed in favor of the 'yes'

## Erdogan likens such criticism to an "open campaign" by the West for a "no" vote.

vote because of the silencing of the media, the removal of key political figures like Demirtas," said Emma Sinclair-Webb of Human Rights Watch.

"It is appalling that the population has to make this choice about the country's future under a state of emergency when many rights and freedoms are restricted. In this polarized atmosphere, there cannot be an open discussion."

Erdogan likens such criticism to an "open campaign" by the West for a "no" vote. This race has seen considerably less violence than recent general elections.

Demirtas, who turned 44 in prison this week, said he was "absolutely" certain his arrest was designed to cripple opposition to the constitutional changes. Instead of drumming up support for the "no" vote, Demirtas now spends his days writing or exercising in a small yard ▶▶

» adjacent to his cell in a prison situated near the Greek and Bulgarian borders in the former Ottoman capital of Edirne. He sees his wife, Basak, once a week and his daughters, aged 11 and 13, twice a month. The HDP's co-leader, Figen Yuksekdag, was detained with Demirtas, and in February a court convicted her of issuing "terrorist propaganda," stripping her of her seat in parliament.

"We have been held unlawfully for five months, and we still don't know when our prosecution will begin," Demirtas said. "We are confronted not with a judicial process but extra-judicial enforcement."

AKP officials deny this, accusing the HDP of serving as a PKK mouthpiece. The interior minister, who oversees the police force, said last month that Kurdish-run municipalities had funneled money to the PKK and recruited its foot soldiers.

Demirtas, a former rights campaigner, denies that he or his party is tied to the PKK and has long advocated for a negotiated settlement to the conflict. He ran against Erdogan for the presidency in 2014 in a quixotic bid meant to test the waters for his party to challenge the general election.

In the June 2015 general election, Demirtas's electoral coalition emerged as a force to be reckoned with. He galvanized voters with a pledge to block Erdogan's ambitions for greater power and with a progressive party platform that included equal rights for women and respect for

the environment, winning over liberal Turks once wary of his roots in a Kurdish nationalist movement. Pious Kurds who had previously backed Erdogan flocked to Demirtas, in part because he had come to play an important role in the government's two-and-a-half-year peace talks with Kurdish rebels. Demirtas ran on a mandate of seeking a political settlement that would be fair to both sides of the three-decade war. Together, these voters elected a record 80 HDP deputies to the 550-seat parliament, depriving the AKP of single-party rule for the first time.

But Demirtas's political rise was soon disrupted by renewed fighting between the Turkish government and the PKK, the deadliest in two decades. Some 2,000 people were killed and 500,000 displaced in 2015 and 2016, according to the United Nations. A PKK offshoot claimed responsibility for a series of bomb attacks that killed more than 100 people in western Turkish cities. Majority Kurdish towns in a half-dozen provinces were wrecked during security operations to root out PKK militants who used residential streets for trench warfare.

In areas like Sur, a historic neighborhood in the southeastern city of Diyarbakir, the militants made far-fetched declarations of autonomy. Sur's Roman-era walls and ancient churches and mosques, listed by UNESCO as a World Heritage site, suffered irreparable damage.

Demirtas condemned the violence but reserved most of his ire for Erdogan. Some analysts

see that decision as his undoing.

"Demirtas walked into the trap set for him by Erdogan and the PKK," said Levent Gultekin, a writer and former conservative. "He failed to use the mandate he was given by voters to stand up to the PKK. Faced with that challenge, the HDP choked."

For his part, Demirtas did not express regret for his party's response to the eruption of violence.

"Despite all that has happened, we are not asking for mercy or forgiveness from anyone, because we committed no crime. We are being held here because a crime is being committed against us," he said. "Sooner or later, those who stand for peace and democracy will win."

Unwilling or unable to help end the bloodshed, Demirtas bitterly disappointed both Turks and Kurds who were drawn to his conciliatory campaign promises, including farmer Mustafa Celik, 43.

In a remote village outside of Diyarbakir, Celik, an ethnic Kurd, named his eighth child Evet, which means "yes" in Turkish, when she was born in January.

"We sent the HDP to parliament to bring peace, but they stood with the PKK. Who elected them: the people or the PKK?" Celik said. "As a Kurd, I am sad Demirtas is in jail. But if Erdogan wins the referendum, peace will return." ♦



## Le gendre de Donald Trump rencontre le dirigeant kurde irakien à Erbil

Erbil (Irak), 4 avril 2017 (AFP)

JARED KUSHNER, gendre et collaborateur de Donald Trump, et un haut responsable militaire américain ont rencontré mardi à Erbil le dirigeant kurde Massoud Barzani, au deuxième jour de leur visite en Irak.

La visite de M. Kushner en Irak illustre la confiance qu'accorde le président américain à cet homme de 36 ans, devenu l'un des plus puissants de Washington alors qu'il n'avait pas d'expérience politique avant l'élection de son beau-père.

Il est l'époux d'Ivanka Trump, fille aînée et conseillère du président américain. Accompagné notamment du général Joseph Dunford, le plus haut gradé américain, Jared Kushner a rencontré dans la capitale de la région autonome du Kurdistan irakien plusieurs importants dirigeants locaux, dont le président Massoud Barzani, le Premier ministre Nechirvan Barzani et Masrour Barzani, fils du président et haut responsable de la sécurité dans la région autonome.

Les journalistes n'ont pas pu assister aux pourparlers.

Selon le compte Twitter de Masrour Barzani, la rencontre a été "productive". Elle a porté sur la lutte contre le groupe Etat islamique (EI) et sur "les plans pour le jour d'après", en référence à la possible chute de l'organisation jihadiste et la reprise de la région de Mossoul (nord).

Les forces irakiennes sont engagées depuis le 19 février dans une féroce bataille pour reprendre à l'EI la partie ouest de Mossoul, son dernier grand bas-



tion en Irak.

Elles sont soutenues par la coalition internationale antijihadistes menée par Washington, qui effectue des frappes contre le groupe ultraradical sunnite.

Les forces kurdes prennent également part à l'opération pour la reprise de Mossoul mais ne combattent pas dans la ville.

Après la libération de Mossoul et de la province de Ninive, Erbil entend incorporer à la région autonome du Kurdistan des territoires du nord de l'Irak que Bagdad entend remettre sous sa tutelle, ce qui laisse entrevoir de possibles contentieux territoriaux.

Lundi, MM. Dunford et Kushner avaient rencontré le Premier ministre irakien Haider al-Abadi et le ministre de la Défense Irfan al-Hayali à Bagdad pour évoquer la lutte contre l'EI. ●



## Turquie: 3 soldats morts dans une attaque dans le sud-est

Ankara, 4 avril 2017 (AFP)

TROIS SOLDATS TURCS ont été tués mardi et cinq autres blessés dans l'explosion d'une bombe artisanale déclenchée par des rebelles séparatistes kurdes dans le sud-est de la Turquie, a rapporté l'agence pro-gouvernementale Anadolu.

"Trois soldats sont morts et cinq autres ont été blessés dans l'explosion d'une bombe artisanale actionnée à distance par des membres du groupe séparatiste terroriste", une expression désignant le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a affirmé Anadolu, citant le gouvernorat de Sirnak où l'attaque a eu lieu.

Les soldats menaient une opération "antiterroriste" dans la région où règne une vive tension depuis la reprise des violences entre le PKK et Ankara après la rupture, à l'été 2015, d'un fragile cessez-le-feu visant à mettre fin à un conflit qui a fait plus de 40.000 morts depuis 1984.

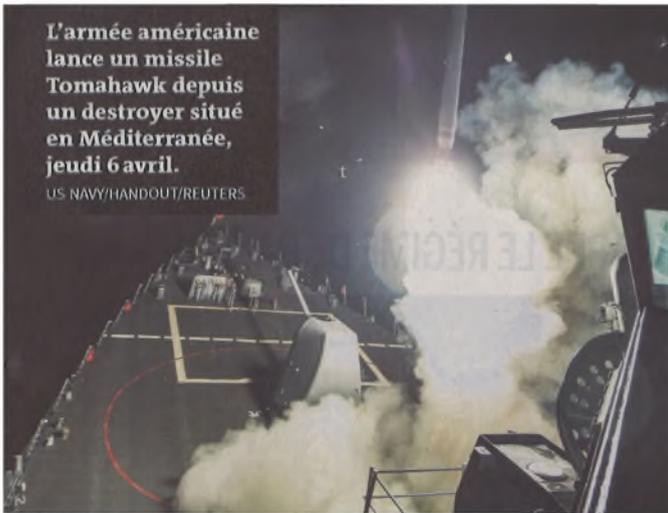
Les autorités locales ont par ailleurs affirmé avoir "neutralisé cinq terroristes" au cours de l'opération qui se poursuit dans la région. ●

# Trump frappe le régime syrien

Le bombardement américain marque un spectaculaire revirement du président des Etats-Unis, sans laisser présager d'une intervention prolongée

L'armée américaine lance un missile Tomahawk depuis un destroyer situé en Méditerranée, jeudi 6 avril.

US NAVY/HANDOUT/REUTERS



WASHINGTON - correspondant

**L**es Etats-Unis sont spectaculairement passés à l'attaque contre le régime de Bachar Al-Assad, jeudi 6 avril, en début de soirée (à 4 heures vendredi heure française), avec les frappes contre une base de l'armée syrienne située près de Homs. Le bombardement à l'arme chimique d'un village tenu par les rebelles syriens, Khan Cheikhoun, mardi, imputé au régime, a fait basculer la nouvelle administration américaine. « *Aucun enfant de Dieu ne devrait avoir à subir une telle horreur* », a déclaré Donald Trump, après les frappes, depuis sa résidence privée de Mar-a-Lago, en Floride. Selon les Etats-Unis, les avions impliqués dans l'attaque de mardi étaient partis de la base ciblée par cinquante-neuf missiles Tomahawk.

Alors que les discussions s'enlisaient aux Nations unies sur le contenu de résolutions concurrentes condamnant l'attaque, l'administration américaine n'avait cessé auparavant d'afficher sa détermination. « *Ce qu'Assad a fait est terrible. Ce qui s'est passé en Syrie est une honte pour l'humanité et il est au pouvoir,*

*donc je pense que quelque chose devrait se passer* », avait indiqué M. Trump à bord de l'Air Force One qui le conduisait à une rencontre avec son homologue chinois, Xi Jinping, en Floride.

Egalement présent en Floride, le secrétaire d'Etat, Rex Tillerson, avait promis en début d'après-midi « *une réponse appropriée à cette attaque aux armes chimiques qui viole toutes les résolutions précédentes des Nations unies [et] les normes internationales* ». M. Tillerson avait également demandé publiquement à la Russie, alliée militaire du régime syrien, de reconsidérer son soutien.

Ce revirement est intervenu alors que la nouvelle administration s'était pourtant publiquement résignée, le 30 mars, à la résiliation de Bachar Al-Assad. En visite en Turquie, M. Tillerson avait tout d'abord assuré que « *le sort du président Assad, à long terme, sera décidé par le peuple syrien* ». L'ambassadrice américaine aux Nations unies, Nikki Haley, avait été encore plus précise en assurant que Washington devait « *choisir ses batailles* ». « *Quand vous regardez la situation, il faut changer nos priorités, et notre priorité n'est plus de rester assis là,*

*à nous concentrer pour faire partir Assad* », avait-elle ajouté.

## « Dictateur »

Cette résignation remontait en fait beaucoup plus en amont. Pendant la campagne présidentielle, M. Trump avait copieusement critiqué la double opposition américaine, à la fois à l'organisation Etat islamique (EI) et au régime de Bachar Al-Assad, la jugeant improductive. Dans un entretien au *New York Times*, en juillet 2016, il avait qualifié le président syrien de « *sale type* » qui « *a fait des choses horribles* ». Mais il avait ajouté vouloir donner la priorité au combat contre les djihadistes. En février, le président syrien avait envoyé un message à son attention en défendant son décret anti-immigration, bloqué par la justice, qui pénalisait particulièrement les réfugiés et les migrants syriens.

Les images des victimes du bombardement du 4 avril ont apparemment tout remis en cause. Après un premier communiqué dénonçant tout autant l'attaque imputée et l'impuissance de l'administration précédente, M. Trump est revenu, à plusieurs reprises, sur son caractère « *horrible* », en mentionnant notamment le sort de nourrissons pris au piège, mercredi dans les jardins de la Maison Blanche, aux côtés du roi Abdallah II de Jordanie, puis jeudi au cours de la brève allocution prononcée après les frappes.

Dans cette allocution, M. Trump a semblé renouer avec le double front de son prédécesseur. Il a invité les « *nations civilisées* » à se joindre aux Etats-Unis à la fois pour mettre fin « *au massacre et au bain de sang en Syrie* » dans une allusion aux exactions du « *dictateur Assad* », et pour mettre fin au « *terrorisme de toutes sortes et de tous types* », sans mentionner explicitement, comme auparavant, l'islamisme radical. Le président a justifié cette intervention unilatérale, en dehors de tout cadre international, en assurant qu'« *il est dans l'intérêt vital de la sécurité nationale des Etats-Unis d'empêcher et de dissuader la dissémination et l'utilisation d'armes chimiques mortelles* », ajoutant que le régime syrien avait violé le droit international en y recourant.

Cette réaction américaine était pourtant d'autant moins prévisible que Donald Trump avait enjoint publiquement au président Barack Obama de ne pas intervenir en Syrie en 2013, après le recours imputé au régime à des armes chi-

## La décision de Donald Trump a été saluée par Hillary Clinton autant que par les « faucons » républicains

miques dans la banlieue de Damas, en août. Ces attaques avaient pourtant causé bien plus de morts que celle de mardi. M. Obama avait douté de l'effet de frappes, pour lesquelles avait plaidé au contraire avec force son secrétaire d'Etat, John Kerry, qui jugeait que la crédibilité américaine était en jeu.

La décision de M. Trump, qui avait assuré ne pas vouloir jouer le rôle de « *gendarme du monde* », a été saluée par Hillary Clinton, son ancienne adversaire démocrate à la présidentielle, comme par les « *faucons* » républicains, notamment les sénateurs Marco Rubio (Floride), Tom Cotton (Arkansas) et surtout John McCain, le président de la commission des forces armées du Sénat et critique parmi les plus incisifs de la nouvelle administration. Elle a été en revanche critiquée par le sénateur républicain Rand Paul (Kentucky), un libertarien hostile à toute forme d'interventionnisme qui a déploré le fait que le Congrès n'ait pas été consulté.

## Message

Les images tournées par l'armée américaine de missiles Tomahawk quittant les pontons de ses bateaux ont ramené les Etats-Unis vingt ans en arrière, lorsque le président Bill Clinton ordonnait des frappes similaires contre le régime de Saddam Hussein, en Irak. Ce rappel historique souligne d'ailleurs les limites des interventions de ce type.

Après l'annonce des frappes, M. Tillerson, qui doit se rendre le 12 avril pour la première fois à Moscou, a mis en cause la Russie, jugée incapable de faire respecter l'accord qu'elle avait obtenu pour mettre un terme à la crise de 2013. Moscou s'était fait fort de s'entendre avec Damas pour obtenir que le régime remette toutes ses armes non conventionnelles. M. Tillerson a laissé entendre que les frappes de jeudi ne marquaient pas le début d'une campagne plus vaste.

M. Trump a répété, pendant la campagne, qu'il n'avait pas de

goût pour les changements de régime. La riposte américaine au bombardement, circonscrite à une base aérienne, semble viser principalement à faire passer le message

que le président syrien n'aura pas les mains libres comme avec l'administration précédente, et que M. Trump est déterminé à faire respecter ses propres «lignes rou-

ges». Ce message sera également reçu à Pyongyang, l'autre adversaire des Etats-Unis qui multiplie les tirs balistiques pour tester Washington. Mais les tirs de jeudi

soulèvent une question pour l'instant sans réponse : que veut vraiment Donald Trump en Syrie? ■

GILLES PARIS

Le Journal du Dimanche

9 avril 2017

# Syrie : l'après-Daech a commencé à Manbij

//www.lejdd.fr / 9 avril 2017

**REPORTAGE** - Le JDD a pu entrer dans une ville du nord syrien. Débarrassée de l'État islamique, mais cernée par toutes les autres forces impliquées dans le conflit, elle expérimente un début de coexistence pacifique.

Les deux coups de feu ont retenti, rompant soudainement le silence de ce paysage bucolique. "Ça arrive tout le temps!, soupire le commandant Haithem, 22 ans dont sept passés sur les champs de bataille au sein des YPG (Unités de protection du peuple, proche du PKK). Dès que les snipers turcs voient du mouvement, ils tirent." Lentement, le jeune Kurde, cheveux gominés et lunettes à double foyer, se met à l'abri en évitant en chemin les dizaines de douilles de 14.5 mm qui jonchent le sol. "Nous évitons de répliquer pour que cela ne dégénère pas", précise celui qui obéit [[aujourd'hui]] au conseil militaire de Manbij. Du doigt il montre en contrebas dans la plaine le village où l'ennemi - les Turcs et leurs alliés de l'Armée syrienne libre (ASL) - occupe ses dernières positions à une distance d'à peine 3 km. "Nous, nos positions s'arrêtent ici, à al-Boghaz, explique-t-il en indiquant à 500 mètres les petites maisons de terre qui escaladent le flanc de la colline.

Al-Boghaz, région de Manbij, au nord de la Syrie. Un summum de complexité géopolitique et militaire. Tout ce que la Syrie compte de forces armées sur son sol, Daech mis à part, se côtoie sur quelques dizaines de kilomètres carrés : soldats syriens, américains, russes, turcs, milices de l'ASL, groupes composant l'alliance arabo-kurde des FDS (Forces démocratiques syriennes)... Un melting-pot d'intérêts contraires potentiellement explosifs. Les bombardements américains de vendredi ne l'ont rendu que plus dangereux. Pour comprendre cette situation, il faut revenir à l'été 2016, lorsque les FDS appuyées par la coalition internationale lançaient leur offensive sur Manbij, qui vit sous la férule de l'Etat islamique depuis deux ans. Après deux mois de combats très



Une bonne partie de la ville a été détruite par les combats l'été dernier. (Sebastian Backhaus pour le JDD)

meurtriers, les derniers djihadistes ont fini par quitter la ville le 12 août. Les FDS entrent alors dans Manbij et chacun espère la paix sans y croire vraiment. Quinze jours plus tard, la Turquie lance en Syrie son opération Bouclier de l'Euphrate. Son objectif : chasser Daech de ses frontières mais surtout limiter l'influence des Kurdes en Syrie.

**"L'armée de Bachar, on s'en fout! Elle peut rien nous faire"**

Fin février 2017, Ankara menace de marcher sur Manbij si les YPG ne s'en retirent pas. Des combats violents se déroulent en périphérie, notamment à al-Bhaghaz. Les FDS trouvent alors la parade : elles négocient avec les troupes américaines pour qu'elles s'interposent au nord de Manbij. A l'ouest, via une médiation avec les Russes, c'est le régime syrien qui contrôlera une zone tampon de quelques kilomètres. "Mais j'ai prévenu que tout cela n'était que de la politique et que ça ne changeait rien, explique Abou Hadel, qui codirige le conseil militaire de Manbij et qui a négocié avec les Russes. On déteste Bachar el-Assad et on le combattra." D'ailleurs, si officiellement les YPG se sont retirées de l'ouest au profit de la seule armée syrienne, à al-Boghaz par exemple les deux forces sont mélangées. "L'armée de Bachar, on s'en fout! Elle peut rien nous faire", assène, plus direct, l'un des soldats kurdes.

Le calme est donc plus que précaire.

"Nous bénéficions pour l'instant de la protection de la coalition, se méfie le Commandant Amjad, l'autre patron du conseil militaire. Mais on sait que cela peut ne pas durer. On s'y prépare." En attendant, la ville de Manbij, elle, est préservée. Certes, difficile d'y trouver une rue où les obus de mortier n'ont pas creusé de cratères, un immeuble dont le toit n'est pas effondré. Mais aux abords du souk, bruyant et grouillant, on se croirait au Caire. Des policiers en tenue tentent de réguler, non sans mal, le trafic. Des commerçants brillent dans la rue. "Même avant l'Etat islamique, ça n'était pas comme ça", s'étonne Azad, un commerçant de Kobané qui n'est pas revenu à Manbij depuis des mois. Dans le quartier du souk Maskouf (le marché couvert), Mahmoud Abou Ibrahim, vendeur d'électroménager de 42 ans, se frotte les mains. "Les affaires reprennent. Sous Daech, il fallait payer la zakât (l'aumône) sinon ils nous embarquaient la moitié du magasin. Avant eux, on avait l'ASL et c'était encore pire." Tout le monde profite de ce nouveau boom. Les produits sont 50% moins chers qu'à Alep. Chaque jour, des poids lourds transportant le pétrole en provenance de la région de Hassaké passent par Manbij avant d'obliquer vers Alep ou Damas. "Bien sûr on est en guerre avec le régime, mais la guerre et le business, ce sont deux choses différentes", justifie un commerçant.

**"Daech a dégoûté les gens de l'islam. On est désormais plus libres qu'avant"**

Comme promis, les YPG, bien que toujours présentes, ont laissé les clés de la ville à des personnalités de la société civile. Car la ville est majoritairement arabe et une présence kurde trop visible serait mal perçue. Un conseil civil a donc vu le jour. "C'est un parlement local qui compte 132 membres, explique son président, le cheikh Farouk al-Maachi. Toutes les minorités y sont représentées : kurdes, arméniennes, turkmènes et même tchétchènes." A côté, un conseil exécutif est chargé de valider les décisions de ce parlement et de les faire appliquer. Trente départements indépendants, présidés par un homme et une femme, s'occupent des questions de santé, d'éducation, d'électricité... Les tribunaux ont aussi repris du service, et le droit prononcé mélange, selon le cheikh, "des règles tribales, du droit français, italien ou allemand."

Manbij pourrait-elle ainsi devenir un modèle pour la Syrie post-Daech, une sorte de laboratoire démocratique? "Peut-être, répond Farouk al-Maachi. Mais avant, il faudra se débarrasser de ce régime qui tue ses citoyens." Pour l'instant, les autorités locales parent au plus pressé, notamment en prenant en charge les réfugiés qui affluent d'Alep ou des zones contrôlées par Daech. "Ils sont 340.000 maintenant et on s'en occupe seuls, la communauté internationale ne nous aide que très peu", regrette le cheikh.

Et puis, priorité est encore donnée à la sécurité. La ville est encore truffée de mines laissées par Daech. Le groupe djihadiste dispose aussi de cellules dormantes et a essayé de perpétrer des attentats. "Depuis août, on a arrêté près de 60 personnes qui lui étaient liées", explique Mahmoud Assmane, 50 ans, un civil devenu patron de la sécurité à Manbij. Il a désormais 700 agents sous sa coupe, payés 100 dollars par mois. Une misère. "Chaque jour, pourtant, il y a des dizaines de jeunes, garçons comme filles, qui veulent nous rejoindre", assure-t-il. Celui qui a vu décapitations et crucifixions "les vendredis à l'heure de la prière" quand l'Etat islamique régnait ici est certain qu'il n'y aura plus de retour en arrière, même si dans les rues beaucoup de femmes portent encore le voile intégral et d'hommes la barbe longue. "Daech a dégoûté les gens de l'islam. On est désormais plus libres qu'avant. En fait, on a jamais été aussi libres." ■

# La Turquie devient le troisième État islamique du Moyen-Orient

**M**aire d'Istanbul (1994), puis premier ministre (2002), aujourd'hui président (2014), voici plus de quinze ans que Recep Tayyip Erdogan domine littéralement la vie politique turque. Mais ni son immense fortune (disent ses adversaires) ni la vraie dévotion qu'il inspire au petit peuple ne lui suffisent plus. Dans quelques jours, à l'issue d'un référendum plébiscite qu'il ne peut plus perdre, ayant embastillé ses principaux opposants et totalement muselé la presse, Erdogan troquera les pouvoirs d'un président chrysanthème façon IV<sup>e</sup> République - que lui donnent les institutions actuelles - contre les pouvoirs absolus, façon Poutine, qu'il a lui-même définis dans sa réforme constitutionnelle.

Une réforme qu'il avait tenté en vain jusqu'ici d'obtenir du Parlement, mais que le référendum va rendre enfin possible, au lendemain de l'étrange coup d'État raté contre sa personne du 15 juillet 2016.

De ce plébiscite, Erdogan entend faire naître une nouvelle Turquie. Exit la Turquie kémaliste laïque, avide de modèle occidental et français. Vive le troisième grand État islamique du Moyen-Orient, à côté de la République islamique d'Iran et du royaume saoudien.

Une Turquie islamiste, nationaliste et néo-ottomane tout à la fois.

Pour Erdogan, l'heure de la revanche a sonné. Il est loin le temps où le disciple de l'islamo-nationaliste Necmettin Erbakan était condamné en 1998 à dix mois de prison pour avoir cité les vers du poète



## PIERRE LELLOUCHE

L'ancien ministre\* décrit le rêve islamiste, nationaliste et néo-ottoman de Recep Tayyip Erdogan.

nationaliste Ziya Gökalp: « *Les minarets seront nos baïonnettes, les coupôles nos casques, les mosquées seront nos casernes et les croyants nos soldats.* » Loin le temps aussi où la Turquie était défaite et dépecée par les Franco-Britanniques, il y a tout juste cent ans (accords Sykes-Picot). Aujourd'hui, la Turquie d'Erdogan, ayant réconcilié l'islam le plus traditionaliste avec la modernité et ses exigences économiques, entend servir de modèle pour 1,2 milliard de musulmans, installant ainsi la puissance turque en première ligne contre la Perse chiite et le royaume saoudien décadent ;

**■ Aujourd'hui, la Turquie d'Erdogan entend servir de modèle pour 1,2 milliard de musulmans, s'installant en première ligne contre la Perse chiite et le royaume saoudien décadent**

contre la Syrie alaouite alliée de l'Iran ; contre Israël, accusé d'occuper Jérusalem, la « prunelle des musulmans ». Contre, aussi, ses voisins européens désormais ouvertement méprisés, insultés, voire menacés ; contre enfin l'Amérique et la Russie. L'Amérique pour laquelle Erdogan ouvre ou ferme alternativement la base stratégique de l'Otan d'Incirlik ; la Russie dont Erdogan abat un avion de guerre avant de se rapprocher du Kremlin, tout a sa propre partition dans le volcan syro-irakien.

Obsédé par le problème kurde, Erdogan n'a pas hésité à livrer une véritable guerre au sud-est de la Turquie contre sa propre minorité kurde (20 % de la population). Pas plus qu'il n'a pas hésité à faire entrer ses armées dans le nord de la Syrie et de l'Irak, pour empêcher toute renaissance d'un État kurde - la promesse non tenue des Occidentaux il y a cent ans.

Longtemps Erdogan avait en partie voilé ses intentions islamistes autant que ses ambitions régionales au Moyen-Orient et en mer Noire, prétendant jouer la carte de l'intégration européenne, ardemment souhaitée par les milieux d'affaires et la bourgeoisie stambouliote. Habilement, Erdogan a su exploiter la négociation avec l'Europe entamée en 2004 afin de casser littéralement l'armée, dernier défenseur des valeurs kémalistes.

Le stratagème a parfaitement

fonctionné. C'est sous les applaudissements du Parlement européen et de la Commission qu'Erdogan est parvenu à mettre au pas l'armée

avant de réprimer durement tous ses opposants : 130 000 juges militaires, policiers, journalistes enseignants ont été limogés. 40 000 en prison. Dans un silence assourdissant, les Occidentaux ont laissé faire. Délibérément aveugles au fait que la Turquie était devenue une étrange zone de transit, laissant passer les djihadistes européens d'est en ouest et les vagues de migrants d'ouest en est. Aveugles aussi au jeu trouble mené par les services turcs en Syrie et en Irak, en soutien aux djihadistes et à Daech, dont pourtant les Turcs ont payé le prix sous la forme de nombreux attentats terroristes, à Istanbul et Ankara notamment.

Tétanisés par la crainte d'une nouvelle invasion de migrants, les Européens ont laissé M<sup>me</sup> Merkel signer en mars 2016 un chèque de 6 milliards d'euros, en plus de la promesse de lever les visas pour les citoyens turcs...

Voici donc les Européens à nouveau confrontés à la question turque. Celle qui les avait longtemps terrorisés, du XIV<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècles quand les Ottomans conquéraient les deux rives de la Méditerranée, les Balkans, allant jusqu'à assiéger Vienne. Celle qui devint ensuite, avec l'affaiblissement de l'Empire ottoman et la pression de la Russie vers la Méditerranée, la « question d'Orient » qui domina une bonne partie du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la Première Guerre mondiale, de la guerre de Crimée à la bataille des Dardanelles.

Or, ces jours-ci, l'Europe impotente n'a pas plus de politique à l'égard de la Russie qu'elle n'en a vis-à-vis de la Turquie. Sauf à protester quand les provocations vont trop loin (Erdogan n'hésitant pas à comparer les Pays-Bas et l'Allemagne aux nazis, après avoir interdit sur leur sol des meetings pour la campagne référendaire turque). Sauf à espérer sans le dire, qu'Erdogan, au lendemain de son plébiscite, mettra fin lui-même à la mascarade diplomatique de la fameuse adhésion à l'UE, en fait un projet mort-né depuis 1963.

Toute la question est de savoir si, tout à sa quête de gloire, Erdogan ne commettra pas chez lui (avec les Kurdes), ou en Orient, des erreurs fatales et si la dérive islamo-nationaliste ne menacera pas son développement économique (la Turquie dépend encore à plus de 55 % de son commerce avec l'UE). Dans l'intervalle, il est plus que temps qu'à Paris et à Berlin, l'on se préoccupe enfin de définir une politique à la fois courageuse, ferme mais ouverte à l'égard de ce grand pays, dont la vocation est d'être un pont entre l'Europe et l'Orient.

\*Député de Paris, ancien ministre des Affaires européennes, auteur d'Une guerre sans fin, aux Éditions du Cerf.



## Shia militias

## Who runs Iraq?

BAGHDAD

## America and Iran are jostling for influence in Mesopotamia

TO UNDERSTAND how mightily Iran once dominated Iraq, head to Ctesiphon, Persia's old capital, just south of Baghdad. A millennium and a half old, its ruined palace still features the world's largest unsupported brick arch. Until Arab armies seized it at the dawn of Islam, the city was twice the size of imperial Rome and the centre of a Sassanid empire that stretched from Egypt to the Hindu Kush.

Few Iraqis seem eager to remember that history today. The Persian ruins lie behind rusting barbed wire, as if ties with Iran, past and present, were an embarrassment. Officially, Iran has only 95 military advisers in the country, compared with America's force of some 5,800 soldiers, several vast military bases and control of the skies. (In reality, an adviser to the prime minister confides, Iran's forces outnumber America's at least five to one.)

Iran's hidden hand is everywhere. One UN official recounts how, after visiting a province near the Iranian border, she was surprised to be told that General Qassim Suleimani, the shadowy commander of the Quds Force, or foreign legion of Iran's Revolutionary Guard Corps, had been there at the same time. "The Americans are more powerful," says Hashim al-Hashemi, an Iraqi security analyst in Baghdad, "but the Iranians are more dangerous. They have penetrated every organ of state."

Their involvement in Iraq has been decades in the making. After Iran's Islamic revolution in 1979, its ayatollahs recruited

Shia exiles whom Saddam Hussein had expelled, and in the 1980s sent them into battle against Iraq. When America toppled Saddam Hussein in 2003, these Iran-leaning exiles headed back to Baghdad, filling the vacuum left by Saddam's Baath party, which the Americans had banned.

America's withdrawal in 2011 and Islamic State's routing of Iraq's army three years later, seizing more than a third of the country, provided more opportunities. As the Sunni jihadists surged south, Shia militias declared a *hashad*, or "popular mobilisation", drafting in tens of thousands of volunteers. With the help of arms from General Suleimani, they staved off the fall of Baghdad. Then, to "defend" the country, they seized effective control of much of what remained of it.

The acquisitions continue. In March Asaib Ahl al-Haq, one of the largest militias, moved into the riverside palace of Sajjida, Saddam Hussein's wife, in Adhamiya, a staunchly Sunni neighbourhood of Baghdad. Much of the rest of the capital is already divided up between 100 or so other militias. Unlike most Iraqi Shias, who profess allegiance to Grand Ayatollah Ali Sistani, in the city of Najaf, many of the militia leaders say they follow Ayatollah Ali Khamenei, Iran's Supreme Leader, instead. Their men are prone to patrolling Baghdad's streets as religious police, much like Iran's hated *basijis*. Their influence lay behind a nationwide alcohol ban last year. Several of the militias have political representatives in parliament, and for elections in 2018 may band together to form a decisive Iran-leaning bloc. Hadi al-Amari, the leader of Badr, the largest of the Shia armed groups (it claims 20,000 men), still gives orders in Persian, and is a friend of General Suleimani. He too follows Mr Khamenei, though he says that his men are free to choose.

## Iraqis first, then Shias?

The practical benefits of adherence to Iran are, however, being tempered with a degree of Iraqi (and Arab) nationalism. Iraq, so Mr Amari says, is too multi-religious to adopt Iran's system of Shia clerical rule. Other armed groups vow more emphatically to prevent Iran from launching a bid for control of Najaf when Mr Sistani dies. Having Americans around helps reduce dependence on their over-mighty neighbour. When America sent its forces back to Iraq to help with the fight against IS in 2014, most militias welcomed them.

For the moment, too, the *hashad* brigades have complied with orders to hang back in the operation to retake Mosul in favour of special forces trained by and operating with American, not Iranian, advisers. They let Haider al-Abadi, Iraq's prime minister and a man who leans much less towards Iran than his predecessor did, take the credit for battlefield gains. And in return for salaries and formal recognition of the *hashad* as part of the armed forces, their commanders say they will abide by government orders. They have taken down the billboards of Iran's ayatollahs which loomed over Baghdad's squares when popular mobilisation was launched.

As they have pushed north beyond Shia heartlands, they have grown more inclusive, incorporating tens of thousands of Sunnis, Christians and Yazidis into the *hashad*. They have stood by as Mr Abadi, with American cajoling, adopted a more Arab, less Shia-revivalist, foreign policy. Resisting Iranian pressure for visa-free access to Iraq in November, officials turned back Najaf-bound pilgrims without permits, and welcomed the first-ever Saudi plane bringing Saudi Shias to the city. In February the Saudi foreign minister visited Baghdad for the first time in 27 years, and an Iraqi delegation has gone to Riyadh to negotiate restoring cross-border trade.

Yet beyond the tactical alliance over Mosul, all sides are wondering how long the rapprochement will hold. Having rebuilt four big bases, America shows no sign of leaving Iraq; Mr Abadi's men speak of "a multi-year presence". On his return from a trip to Washington in March he unveiled plans for demobilising half the 100,000-plus *hashad*, and integrating what remains directly under army command. Concerned, Iran has sent a new ambassador to Baghdad, who happens to be a senior adviser to General Suleimani. Iranian propaganda videos are circulating, threatening renewed attacks on American bases. Some militias are again proclaiming anti-Americanism. "America's occupation is accepted by the government, not the people," says Qasim Musleh, who commands the Ali Akbar brigades based in the shrine city of Karbala. He sees Iran, not America, as Iraq's ultimate guarantor of stability. Iraq, like Syria, is a theatre where Mr Trump badly needs a clear policy. ■

# After purge aimed at dissenters, Turkey in chaos

ISTANBUL

Government has fired 130,000 people since coup attempt last year

BY PATRICK KINGSLEY

When Aynur Barkin became one of roughly 40,000 teachers purged from Turkey's education system after last year's attempted coup against President Recep Tayyip Erdogan, she was not immediately replaced. As a result, her second-grade students were forced to join the third grade, tripling their original class size.

"I could pay attention to each of them one by one," said Ms. Barkin, 37, who was fired in February from a school west of Istanbul. "But their new teacher can't do that."

That is one example of the administrative upheaval and chaos caused by the government's vast purge of Turkish institutions since the failed coup in July — the backdrop for a referendum on Sunday to expand the president's powers.

Mr. Erdogan's government has sought to root out any remaining dissent by targeting nearly every segment of society. It has also used the purge as cover for a crackdown on dissidents of all stripes, including leftists like Ms. Barkin.

The numbers are extraordinary. The government has fired or suspended about 130,000 people suspected of being dissidents from the public and private sectors. Most are accused of affiliations with the Gulen movement, the Islamic followers of Fethullah Gulen, the cleric accused of orchestrating the putsch.

More than 8,000 army officers, 8,000 police officers, 5,000 academics and 4,000 judges and prosecutors have been forced out, according to estimates.

The social cost has been significant. Watchdogs say that around 1,200 schools, 50 hospitals and 15 universities have been closed. Affected schoolchildren have usually been able to find places in local state schools — but their purged parents have mostly been frozen out of the job market.

Turkey has become "like an open-air prison," said Sezgin Yurdakul, 40, who was fired from the Istanbul ferry system because his daughter attended a Gulen-run school on a scholarship. Mr. Yurdakul's name is blacklisted on a national database, so no employer has yet dared to give him a new job. He, like thousands



OZAN KOSE/AGENCE FRANCE PRESSE — GETTY IMAGES

Critics say that to fill holes in the bureaucracy after the purge, President Recep Tayyip Erdogan has relied on right-wing and hard-left nationalists, novices and Islamists.

of other purged employees of the state, is now living off his savings.

The vacuum left by people like Mr. Yurdakul has prompted many Turks to question which individuals are permitted to fill the void — and which factions, if any, have benefited.

Mr. Erdogan's allies argue that a wide range of groups has filled the void. But some claim that the gaps have been largely plugged by members of other Islamic orders, or loyalists from the president's Justice and Development Party, known as the A.K.P.

"The A.K.P.'s own cadres are filling the void," said Kemal Kilicdaroglu, leader of the largest opposition party. "They want to establish a bureaucratic structure that accepts whatever the politicians say."

Mustafa Karadag, the head of the judges' union, says that gaps in the judiciary have often been filled by novices who can provide letters of accreditation from a legal guild with links to the A.K.P.

"This has allowed access to the judicial and prosecutorial professions to those who receive lower marks but who have a closer relationship to the government, or who are able to procure references from them," Mr. Karadag said.

The government denies this. Ibrahim Kalin, the president's official spokesman, said in a recent briefing with reporters that those let go had been "replaced by ordinary people" who had "all gone through very transparent, open examinations."

But even some of the president's critics say the situation is too chaotic, and the purges too widespread, for one faction alone to have benefited. To fill the holes in the bureaucracy and the political sphere, some say, Mr. Erdogan has had to rely on right-wing national-

ists, hard-left nationalists, novices and recalled retirees, as well as party loyalists and Islamists.

"The perception among Turks is that Erdogan rules everything, but that's not the case," said Orhan Gazi Ertekin, a judge who heads the Democratic Judicial Association, a liberal legal watchdog. "There are various groups, all different to each other, that previously plotted against each other, but are now in alliance" against the Gulenists.

The most striking example may be that of Dogu Perincek, the leader of the tiny arch-secularist Patriotic Party. He was jailed for plotting to overthrow Mr. Erdogan before his conviction was quashed in 2014.

Upon his release, Mr. Perincek pledged to "demolish" Mr. Erdogan's government, which he accuses of undermining Turkey's secular system. Yet, in a recent interview, Mr. Perincek offered qualified approval of some of Mr. Erdogan's recent policies.

"There's no reason for us to fight. We became side by side. They are now following our program," he said, referring

**"The perception among Turks is that Erdogan rules everything, but that's not the case. There are various groups, all different to each other."**

to Mr. Erdogan's government.

Mr. Erdogan also has the unlikely support of the Nationalist Movement Party, also known as the M.H.P., a far-right nationalist group whose votes helped him secure parliamentary backing for the referendum.

In return, senior officials with the nationalist group privately say, they expect cabinet seats after the referendum. If they get what they want, it would constitute an unlikely about-face for a party whose leader once called Mr. Erdogan a "political disaster."

In the military, the firings of thousands of officers have led to no obvious ideological victor. Mr. Erdogan raised eyebrows with the appointment last August of Adnan Tanriverdi, a former one-star general, as his new military adviser.

Mr. Tanriverdi was expelled from the army in 1996 because of concerns over his religiosity. He has since run a group for other soldiers fired for similar reasons in the late 1990s, known as the Association of Justice Defenders.

His appointment as Mr. Erdogan's adviser prompted claims that the president had enlisted Mr. Tanriverdi to help install loyalists in the army. But Mr. Tanriverdi's allies said that no other members of his association had been appointed to positions of significance.

Other observers have concluded that a mix of factions has benefited from the purge of the military. Anti-American ultranationalists — known as Eurasianists and sometimes associated with Mr. Perincek — have profited at the expense of pro-NATO officers, according to two military experts at Sabanci University in Istanbul.

"It seems for now that the Eurasianists will hold on to their influence and ranks, but for how long remains a question," the experts, Megan Giscion and Metin Gurcan, a former officer in the Turkish special forces, wrote in a briefing last year.

One former military prosecutor says such was the scale of undercover Gulenists' infiltration over the last two decades that they are still the largest faction in the armed forces.

"In the Turkish armed forces," said Ahmet Zeki Uçok, who once led investigations into Gulenists in the military, "if there is a group that currently is influential, it's still the Gulenists."



An opponent of the proposal to expand the president's power waving a flag at a rally in Istanbul.

In some parts of higher education, the vacuum has not been filled. At Ankara University, half of the 14 professors in the university's human rights law department have been let go, and it has had to scrap more than half its courses.

It will not admit new students during the next academic year. The professors have had to triple the number of students in their care, and they have no ability to supervise new arrivals.

"How can we write our dissertations?" asked Emine Ay, a master's student who has been left without a supervisor.

Her department head, Prof. Kerem Altıparmak, said: "If our professors are not reinstated, this program will end. These are the last students we will see in this program."

Some wonder if this, in fact, is the goal: to dismantle one of the country's liberal strongholds.

In the judiciary, the number purged is one-third of Turkey's 12,000 judges and prosecutors. "If you purge 30 to 40 percent of the judiciary, in a sense you purge it all," Judge Ertekin said. "There's no tradition left and no knowledge left."

Mr. Karadag, the head of the judges'

union, said the government was filling the vacancies with loyalists.

Some say the situation is dangerous for Mr. Erdogan because it leaves him vulnerable to groups beyond his control, just as his relationship with the Gulenist network once did.

"As long as he depends on these alliances," Judge Ertekin said, "a new betrayal may be on the horizon, too."

Mr. Erdogan's newfound allies in Parliament, the M.H.P., offer a glimpse of this vulnerability. While the party's leadership supports expanding the president's powers, several of its lawmakers do not. Many in the party's ultranationalist rank and file also have yet to be convinced.

In the case of Mr. Perincek, the leader of the arch-secularist party, his support for Mr. Erdogan goes only so far. While he applauds the president's recent pro-Russian, anti-Kurdish policies, he says the president has eroded the country's secular character.

Significantly, he also vehemently opposes the expansion of Mr. Erdogan's powers, and therefore opposes the referendum.

"Turkey," Mr. Perincek said, "is not going to carry Tayyip Erdogan on its shoulders."



APRIL 19, 2017

## US approves \$295.6M military equipment sale to Peshmerga

Baxtiyar Goran / 19 April 2017 (Kurdistan24.net)

**ERBIL, Kurdistan Region** – The US State Department on Wednesday approved the sale of military equipment to the Kurdistan Region's Peshmerga forces worth USD \$295.6 million.

A Pentagon agency announced the US State Department had agreed to a deal worth nearly \$300 million in artillery and infantry equipment for Peshmerga forces in the Region.

"The equipment requested by the Iraqi government would outfit two Peshmerga infantry brigades and two support artillery battalions," according to a statement by the Defense Security Cooperation Agency.

"These artillery battalions and infantry brigades will operate under the Kurdistan Regional Government (KRG) Ministry of Peshmerga with the concurrence of the central government," the report added.

"The State Department has made a determination approving a possible Foreign Military Sale to the Republic of Iraq for equipment for two Peshmerga infantry brigades and two support artillery battalions," the statement explained.

The equipment for the Peshmerga forces includes 4,400 M16A4 rifles, 46 M2 50 caliber machine guns, 186 M240B machine guns, 36 M1151 HMMWVs, 77 M1151 up-armored HMMWVs, and other military, medical, and logistic equipment and vehicles.

The military equipment sale also includes 36 refurbished M119A2 105mm howitzers, as well as spare parts, training, and associated equipment related to the mentioned vehicles and artillery systems.

"This proposed sale will contribute to the foreign policy and national security objectives of the United States," the statement concluded.

Since the emergence of the Islamic State (IS) in Iraq, the Kurdistan Region Peshmerga have been on the front lines defeating the insurgents.

The former US Secretary of Defense Ashton Carter previously mentioned the Kurdish forces were the most efficient troops battling IS. ●

# L'Union européenne en panne de stratégie face à Erdogan

— Les marges de manœuvre sont extrêmement limitées pour les responsables européens, qui regardent impuissants le président turc durcir son régime.

Il y a une expression, en rhétorique, pour désigner un désaccord persistant qui, face à l'impossible entente, se clôt brutalement sur une allusion au III<sup>e</sup> Reich : « *Reductio ad Hitlerum* ». Les relations entre l'Union européenne (UE) et la Turquie en sont là, à deux jours du référendum de Recep Tayyip Erdogan visant à renforcer ses pouvoirs. En évoquant à plusieurs reprises le comportement « nazi » des responsables européens, le président turc a abusé de ce procédé grossier visant à exclure l'adversaire du champ polémique, tout en prenant soin d'éviter le fond du problème.

« Il s'est bien gardé de tenir des propos aussi odieux envers les États-Unis, qui abritent pourtant son ennemi personnel Fethullah Gülen. Il attaque l'Union européenne parce qu'il la sait en position de faiblesse, sans stratégie véritable contre lui, et en pleine crise existentielle avec le Brexit et la montée des populismes », analyse Jean Marcou, expert de la Turquie à Sciences-Po Grenoble.

De fait, l'UE ne sait plus comment gérer sa relation avec Ankara, pourtant rendue obligatoire par l'imbrication des intérêts économiques, migratoires et militaires. Les responsables européens ont essayé maintes fois de remettre cet embarrassant partenaire – à la fois membre de l'Otan et du Conseil de l'Europe – dans le droit chemin. Le Parlement européen a, notamment, adopté le 24 novembre dernier une résolution appelant au gel temporaire du processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, en raison de la répression « disproportionnée » et des purges en cours dans ce pays depuis le coup d'État avorté de juillet 2016. Pour l'UE, il y a une « ligne rouge » à ne pas franchir : le rétablissement de la peine de mort, promis par Recep Tayyip Erdogan. Les négociations seraient alors définitivement interrompues.

« Le régime turc n'en a que faire,



Des bus de la campagne du « non » (hayir) installés à Ankara, à côté d'un panneau d'affichage vantant le « oui » (evet). Emin Sansar/Anadolu Agency

**Les Européens ont encore une carte économique à jouer pour faire rentrer Ankara dans le rang : 45 % des échanges commerciaux de la Turquie se font avec l'UE.**

puisque les négociations sont de fait gelées depuis 2010. L'Union européenne pourrait y mettre fin, mais la mesure n'aura d'autre portée que symbolique », souligne Samim Akgönül, spécialiste de la Turquie à l'université de Strasbourg. L'accord UE-Turquie signé en mars 2016 avait bien laissé miroiter au régime d'Ankara une possible libéralisation du régime des visas pour les ressortissants turcs se rendant dans l'UE. Cette dernière a été conditionnée à la maîtrise des flux migratoires, et à une batterie de 72 critères à remplir.

Sans la volonté ou la capacité d'atteindre ces objectifs, Ankara n'en espère plus rien. Cependant, l'accord tient toujours. Les autorités turques continuent à limiter les arrivées d'exilés en Grèce. « C'est un atout que Recep Tayyip Erdogan garde entre ses mains. Il agite la possibilité de relâcher les contrôles aux frontières pour faire

peur à l'Europe. Difficile de savoir s'il bluffe ou pas », explique Samim Akgönül. Le dimanche 9 avril, à l'occasion d'un discours de campagne prononcé à Izmir, il a brandi une curieuse menace. « L'Europe va payer pour ce qu'elle a fait. Si Dieu le veut, la question de l'Union européenne sera de nouveau sur la table après le 16 avril », a-t-il déclaré sans plus de précision.

Les Européens ont encore une carte économique à jouer pour faire rentrer Ankara dans le rang : 45 % des échanges commerciaux de la Turquie se font avec l'UE. « Il y a un vrai enjeu sur le devenir de l'Union douanière », admet Jean Marcou. Depuis l'entrée en vigueur de cet accord signé en 1996, les échanges ont été multipliés par quatre. L'an dernier, la Commission européenne avait proposé de le moderniser, avec à la clé une intensification des relations commerciales. Il s'agit là d'un puissant levier de négociation, mais dont l'effet pourrait être atténué par le Brexit, alors que les Britanniques envisagent leur propre accord de libre-échange avec Ankara.

Recep Tayyip Erdogan manque toutefois de soutiens extérieurs pour s'affranchir de la relation européenne. « Sa politique étrangère n'a pas permis de se rapprocher véritablement de la Russie, ni de ses autres voisins », explique Jean Marcou. Finalement, se tourner vers l'Occident sera peut-être sa seule option réelle.

Jean-Baptiste François

# La Turquie est à un tournant de son histoire

La romancière Oya Baydar dénonce le risque d'un régime despotique en cas de victoire du « oui » lors du référendum sur l'élargissement des pouvoirs du président du 16 avril

Par OYA BAYDAR

Il y a quinze ans, la Turquie était encore un pays qui galopait vers un avenir plein d'espoirs et de promesses. Les fondateurs de l'AKP, dans leur discours comme dans leur programme, promettaient un islam modéré, capable de réconcilier les valeurs démocratiques de l'Occident avec la religion musulmane. Erdogan, chef de l'AKP et premier ministre de l'époque, soutenait avec ferveur l'intégration de son pays dans l'Union européenne. Il critiquait l'autoritarisme du régime kémaliste, l'omniprésence de l'armée dans la politique, le manque de démocratie, la politique assimilationniste contre les Kurdes et les minorités non musulmanes.

Ces critiques formulées comme des promesses pour l'avenir du pays sont devenues aujourd'hui les fondements de la politique d'Erdogan, qui a délaissé le projet de réconcilier l'islam avec la démocratie, les droits de l'homme et la modernité. L'AKP est devenu un appareil dangereux dans les mains d'Erdogan, lequel est en train de créer un mode de gouvernement totalitaire fondé sur le culte de la personnalité, qui n'est d'ailleurs pas étranger à l'islam. Ce régime, qu'on peut définir comme un populisme islamo-nationaliste, repose sur la majorité sunnite turque, qui a porté le parti d'Erdogan au pouvoir et qui le soutient toujours.

Le tableau actuel de la Turquie, c'est la montée de l'autoritarisme fondé sur l'oppression, l'injustice et l'arbitraire. Depuis le coup d'Etat manqué du 15 juillet 2016 et l'instauration de l'état d'urgence, nous vivons sous une répression qui n'épargne personne et qui touche toutes les catégories sociales ; bref, toute l'opposition. Pas moins de 153 journalistes sont actuellement en prison. Presque la totalité des médias d'opposition est condamnée à se taire. Quelque 145 000 fonctionnaires ont déjà été radiés de la fonction publique, parmi lesquels 1430 académiciens, des milliers d'enseignants et de juristes ; 87 maires de villes et districts kurdes ont été jetés en prison. Plus de 50 000 personnes sont des détenus politiques, parmi lesquels les présidents et treize députés du HDP (Parti démocratique des peuples). Les va-

gues d'arrestation continuent inlassablement. Une dénonciation, même anonyme, suffit pour se retrouver en prison sans être jugé. Le printemps de l'AKP a pris fin. Nous entrons maintenant dans l'hiver de nos espoirs démocratiques, lesquels n'étaient peut-être que des illusions.

## UN CLIMAT NAUSÉABOND

Le coup d'Etat avorté du 15 juillet, attribué à la communauté güleniste (confrérie sunnite du nom de son fondateur, Fethullah Gülen, résidant aux Etats-Unis, longtemps alliée de l'AKP) – « une bénédiction de Dieu », comme l'a appelé M. Erdogan –, reste toujours coiffé d'un voile obscur et suspect. Mais cette affaire lui a ouvert le chemin des mesures répressives qui ciblent non seulement les putschistes et les membres de ce groupe, mais aussi toute l'opposition démocratique.

Bien que le coup du 15 juillet ait échoué, le putsch du 16 juillet d'Erdogan a, lui, malheureusement réussi. Depuis l'instauration de l'état d'urgence, nous vivons dans une atmosphère de peur, d'inquiétude et de délire, qui enveloppe non seulement la classe politique mais aussi toute la population. Les espoirs sont déçus. Le rêve d'un avenir meilleur a échoué – du moins pour le moment. Le peuple est divisé en camps ennemis. Le risque de confrontation et la haine entre plusieurs segments de la société – que les porte-parole de l'AKP et Erdogan personnellement attisent – menacent le pays.

Et voilà que, dans ce climat nauséabond, un texte proposant la révision de la Constitution est soumis à un référendum. Celui-ci a pour objectif de concentrer les pouvoirs dans les mains d'un seul homme : Erdogan sera ainsi en même temps chef du parti, chef du gouvernement et chef de l'Etat. Autrement dit, les conditions de l'état d'urgence, qui ont aboli les restes de notre démocratie boiteuse, seront constitutionnalisées et permanentes.

Mettant de côté la légitimité d'un tel référendum sous les conditions de l'état d'urgence, la campagne électorale n'est qu'une farce. Le président Erdogan, son premier ministre, les responsables de l'AKP et tous les médias qu'ils contrôlent font campagne pour le oui, tandis que le non est presque défendu et criminalisé. Les partis

et organisations kurdes, ainsi que le HDP, qui représente plus de 6 millions d'électeurs, n'ont pratiquement aucun moyen de faire entendre leurs voix. Il en va de même pour le principal parti d'opposition, le CHP (Parti républicain du peuple), et les autres organisations d'opposition, qui ont beaucoup de mal tant que le oui et le non sont à égalité. Il semble même qu'une tendance en faveur du non se dégage de jour en jour. Mais l'opinion publique est sûre qu'Erdogan fera son possible pour tourner les résultats en sa faveur, comme il l'a fait quelques mois après élections législatives du 7 juin 2015, à l'issue desquelles l'AKP avait perdu sa majorité absolue au Parlement et le HDP était rentré à la Grande Assemblée nationale avec 80 députés, dont la moitié étaient des femmes.

## CONSOLIDER L'OPPOSITION

Aujourd'hui, nous sommes à un tournant périlleux de notre histoire. L'engagement européen d'Erdogan a pris fin depuis qu'il s'est orienté vers d'autres horizons. La dernière crise avec les Etats européens n'était qu'un prétexte pour rompre avec l'UE, celle-ci étant une sorte de garante pour la défense des droits de l'homme et de la démocratie en Turquie. Je crains qu'un régime isolationniste, totalitaire et sunnite s'installe dans la durée en cas de victoire d'Erdogan au référendum du 16 avril ; un scrutin qui fera de lui un autocrate sans le moindre scrupule. Nous serons alors à la merci d'un gouvernement despotique arbitraire, qui se moque de la démocratie et entraînera le pays vers un avenir sombre.

Etant donné la situation critique dans la région – la guerre en Syrie, qui attise le feu d'une confrontation entre les Etats-Unis et la Russie –, le pouvoir absolu d'Erdogan peut être dangereux non seulement pour la Turquie, mais aussi pour l'ensemble de l'Europe. Que le peuple vote oui ou non, il faudra se mettre au travail dès le 17 avril au matin pour reprendre la marche vers la démocratie et essayer de consolider l'opposition antifasciste, assez forte mais divisée.

Depuis cent cinquante ans, y compris durant la période ottomane, la Turquie a toujours tourné son regard vers l'Occident. Du régime monarchique au régime républicain kémaliste, du parti unique au pluralisme politi-

que, avec des périodes de répression et de fascisme, nous avons accumulé beaucoup d'expériences de lutte pour la démocratie, la justice, les droits humains, les libertés d'opinion et d'expression.

Depuis des générations, le peuple et les forces démocratiques de la Turquie se sont habitués aux corvées de Sisy-

phe. On avait cru, il y a peu de temps encore, que cette longue marche difficile qui nous a coûté beaucoup de souffrances – et même des vies – arrivait enfin à son terme. Mais voilà qu'il faut recommencer de nouveau, en espérant que cette fois le rocher ne tombera pas du sommet et que Sisyphé sera aussi libéré. ■

¶

**Oya Baydar** est sociologue et romancière. Emprisonnée pendant le coup d'Etat de 1971 et exilée en Allemagne après celui de 1980, elle est une figure de la gauche turque

Le Monde SAMEDI 15 AVRIL 2017

RÉFÉRENDUM EN TURQUIE

# Can Dündar: « France, où est ta voix ? »

A trois jours du référendum, l'ancien éditorialiste du quotidien turc « Cumhuriyet » appelle la France à sortir de son silence face à l'autoritarisme du président Erdogan, et les Français à témoigner leur solidarité aux Turcs qui défendent la démocratie et les droits de l'homme

Par CAN DÜNDAR

**I**l y a peu, un collègue journaliste français m'a appelé pour me faire une des propositions les plus intéressantes de ces dernières années : « Continuons à enquêter ensemble sur l'information que vous avez publiée et qui vous a valu la prison. » J'ai été ému et je me suis senti fébrile au téléphone car, à cause de l'information que j'avais publiée il y a deux ans, tous les ennuis du monde s'étaient abattus sur moi. Le jour même de sa publication, notre site Internet a été censuré.

Tout de suite après, Erdogan a publiquement déclaré : « Je le lui ferai payer lourdement », et aussitôt une instruction judiciaire fut engagée contre moi. J'étais accusé d'être « un agent », d'aider une organisation terroriste, de trahir un secret d'Etat et même d'avoir tenté de renverser le gouvernement. Une peine de perpétuité était requise contre moi. J'ai été emprisonné trois mois et, lors de l'audience de jugement au tribunal, j'ai échappé de justesse aux balles d'un agresseur avant d'être finalement obligé de vivre en exil.

## TORNADÉS POPULISTES

L'information si cher payée révélait un délit international commis par le gouvernement turc. Elle concernait la livraison par le service de renseignement turc d'armes à des groupes islamistes radicaux en Syrie par des voies illégales. Nous avions publié les images de cette livraison. Le gouvernement n'avait pas pu démentir cette information, et avait déclaré qu'elle aurait

dû rester secrète. Au lieu de sanctionner les véritables coupables, c'est nous qui avons été inculpés.

Le coup de téléphone venu de Paris montrait la solidarité professionnelle qu'il nous était possible d'établir à l'échelle mondiale. Avec un groupe de journalistes français, nous allions ensemble continuer à enquêter sur les implications de cette information et dévoiler l'origine et la destination de ces armes. Nous allions partager les résultats de cette investigation avec les plus importants organes de presse du monde.

Nous allions également élargir cette collaboration à d'autres informations, elles aussi censurées. Ainsi les journalistes emprisonnés allaient réaliser qu'ils n'étaient pas seuls en même temps que les régimes qui les emprisonnaient allaient se rendre compte que, pour un journaliste jeté en prison, partout des centaines d'autres se dressaient pour défendre le droit à l'information, que toute tentative d'étouffer l'information entraînait, au contraire, sa plus large diffusion dans le monde entier. Contre la coopération des pouvoirs oppresseurs, la solidarité internationale des victimes de l'oppression... La résistance solidaire comme remède aux tornades populistes qui balayent notre monde...

Pourtant, ces dernières années, nous avons dû nous résoudre à constater le silence des gouvernements occidentaux et surtout celui de la France, et à en tirer les leçons, tandis que le gouvernement Erdogan piétinait la démocratie, la liberté de la presse, l'Etat de droit, la laïcité, l'égalité des femmes

et des hommes. Comme si la peur des réfugiés rendait muette l'Europe...

## POINT DE RUPTURE TOTALE

L'Occident, au nom de calculs à court terme, refusait de voir le piétinement de ses propres valeurs, opéré dans ses territoires les plus à l'est, et préférait ne pas entendre la voix de ceux qui défendaient ces valeurs communes. Erdogan s'est, en partie, trouvé renforcé par ce consentement voilé de l'Europe pour, finalement, porter la Turquie à un point de rupture totale quant aux liens qui la rattachent à l'Europe.

Désormais, pour nous tous, l'heure est à la nécessité de prendre une décision claire. Allons-nous assister en spectateurs à la transformation définitive en dictature religieuse du seul exemple de laïcité et de démocratie dans le monde musulman ou bien allons-nous soutenir tous ceux qui luttent pour la liberté en Turquie ?

Il y a des centaines de réponses à la question « que peut-on faire ? ». L'exemple que j'ai mentionné plus haut nous montre ce qu'ensemble les journalistes pourraient faire. Et les universitaires ? Erdogan a profité de la tentative de coup d'Etat de juillet 2016 et pris l'université pour frapper. La considérant comme un foyer d'idées oppositionnelles, il a révoqué plus de mille universitaires. Pourquoi les universités françaises ne leur ouvriraient-elles pas leurs portes ?

Les deux coprésidents du troisième plus important parti et dix de ses députés sont en prison. Pourquoi le Parlement français ne pourrait-il pas envoyer une délégation leur rendre visite en prison ? Pourquoi cette délégation ne pourrait-elle pas rencontrer leurs familles pour leur transmettre un message de solidarité ? Pourquoi les villes dont les députés sont les élus ne pourraient-elles pas être jumelées avec des villes françaises pour tisser ainsi un lien de solidarité entre les

peuples ?

Les artistes et créateurs de Turquie sont soumis à une lourde oppression. Leurs statues sont détruites, leurs théâtres agressés, leurs films censurés, n'y a-t-il rien que les artistes et créateurs français ne puissent faire pour leur manifester un soutien solidaire ? Les avocats, les juges, les procureurs sont en prison... Leurs collègues de France ne peuvent-ils venir suivre leurs procès et ainsi se solidariser avec eux ?

Les journalistes qui se dressent contre le cercueil en béton dans lequel Istanbul risque d'être enfermée, les organisations féministes qui luttent contre l'exclusion des femmes de la vie publique et sociale, les étudiants qui luttent contre l'exclusion des professeurs de leurs universités, les syndicalistes qui s'obstinent à manifester malgré toutes les interdictions, tous, ils ont besoin de soutien.

Le monde occidental, au lieu de croire que la Turquie se résume à Erdogan, devrait exprimer toute sa

solidarité avec l'opposition sociale qui, chaque jour, résiste courageusement. L'exemple de la Syrie nous le rappelle : dans ce monde globalisé, quand le feu prend quelque part, il peut rapidement se transformer en incendie généralisé.

En Turquie, la démocratie laïque s'oppose à l'islam politique et le peuple épris de liberté résiste au despotisme. Il est temps pour les peuples d'Europe de se réapproprier les valeurs qu'ils ont oubliées et de soutenir tous ceux qui se battent pour ces mêmes valeurs. La victoire sera notre victoire à tous et la défaite notre commune défaite... ■

Traduit du turc par  
Faruk Günaltay



Can Dündar est journaliste, ancien rédacteur en chef du quotidien turc « Cumhuriyet » (« La République »).

En novembre 2015, Can Dündar a été incarcéré en Turquie après avoir révélé la même année que les services secrets turcs effectuaient des livraisons

d'armes à des groupes djihadistes en Syrie. Lui et Erdem Gül, son chef de bureau à Ankara, sont accusés d'« espionnage » et de « divulgation de secrets d'Etat ».

Le 6 mai 2016, Can Dündar échappe à une tentative de meurtre devant le palais de justice d'Istanbul.

Condamné à cinq ans et dix mois de prison en première instance pour « violation de secret d'Etat », Can Dündar vit

aujourd'hui en exil à Berlin. Il a reçu le 8 novembre 2016, à l'hôtel de ville, la citoyenneté honoraire de la Ville de Paris

Le Monde  
18 AVRIL 2017

## Le président iranien, Hassan Rohani, fait campagne sur son bilan

A un mois de la présidentielle, le camp conservateur apparaît désuni face au chef de l'Etat

TÉHÉRAN - envoyé spécial

Hassan Rohani a une façon bonhomme, presque joviale, de faire comprendre que ce sera lui ou le chaos. Depuis qu'il a officiellement déposé sa candidature, vendredi 14 avril, à la présidentielle iranienne, M. Rohani poursuit son mandat, comme si rien n'indiquait qu'il pourrait n'être pas réélu, le 19 mai.

Dimanche, au lendemain de la clôture des candidatures, il inaugurerait cinq phases de développement du gigantesque champ gazier de Pars-Sud : un projet de très long terme sur la rive orientale du golfe Persique. Il a décliné son message martelé depuis quatre ans : l'accord international sur le nucléaire qu'il a obtenu en juillet 2015 n'est qu'un début, il lui reste à adresser une économie que ses adversaires conservateurs, si l'un d'entre eux était élu, renverraient aux oubliettes.

Lundi 10 avril déjà, M. Rohani avait placidement défendu un bilan économique problématique, qui sera tout l'enjeu de sa campagne. Le gouvernement de technocrates dont s'est entouré ce président gestionnaire a su juguler l'inflation, passée de 40 % à 8 % sous son premier mandat. Les exporta-

tions pétrolières ont repris : elles commencent à renflouer des caisses vides de l'Etat. Ce qui a permis la relance des importations de produits de consommation courante.

M. Rohani ne cesse d'aligner des chiffres : tant de citoyens désormais couverts par l'assurance-maladie, tant de lits d'hôpitaux ouverts, tant de villages raccordés à l'électricité... Il déroule, toujours souriant devant les caméras, le roman de la relance économique. Mais certains de ses adversaires conservateurs jugent ces chiffres truqués. Ils rappellent la hausse du chômage pour détruire la belle assurance de M. Rohani.

Les chômeurs sont plus nombreux depuis sa présidence : le taux est passé de 10,5 % à 12,4 % en quatre ans, selon des données officielles largement sous-évaluées. « Il n'y a peut-être pas encore de retombées concrètes, mais Rohani a éloigné le pays de la guerre », rappelle l'analyste réformateur Farsad Ghorbanpour.

A jouer ainsi sur la peur des électeurs, les partisans de M. Rohani pourraient être aidés par leurs adversaires. Le premier d'entre eux, Ebrahim Raisi, a déposé sa candidature vendredi, quelques heures après M. Rohani. « Les gens ont peur de lui. Cela devrait suffire à les faire voter », ajoute Hamidreza Ja-

laipour, sociologue réformateur. Novice en politique, M. Raisi a la charge du mausolée de l'imam Reza, à Machhad, et de la puissante fondation qui administre ses biens. Il a fait sa carrière aux plus hauts échelons du système judiciaire et a dirigé une cour spéciale en charge du clergé : avec lui, pour beaucoup, c'est l'« Etat profond » qui remonte.

### Tranquillité relative

Alors que l'ex-président Mahmoud Ahmadinejad fait campagne en cavalier seul, au grand dam de son camp, M. Raisi ne fait pas encore l'unanimité dans le camp conservateur. Les autres candidats du même camp pourraient se retirer à son profit, dont le maire de Téhéran, Mohammad Bagher Ghalibaf, ancien gardien de la révolution, la principale force armée du pays. « Si Raisi accepte ce mécanisme, ils rejoindront son gouvernement en cas de victoire. Sinon, il ira seul », estime Abdullah Ganji, patron du quotidien des gardiens, *Javan*.

Est-ce à cause du début de la campagne électorale ? La police des mœurs arrête et réprime avec une vigueur renouvelée depuis quelques semaines les femmes mal voilées dans les rues de la capitale. Des journalistes ont été in-

quiétés, des responsables de chaînes d'information sur la messagerie Telegram ont été arrêtés. M. Rohani a mandaté son ministre du renseignement pour éclaircir les charges qui pèsent contre eux.

Le gouvernement paraît avoir renoncé à plaider la cause de Mir Hossein Moussavi et Mehdi Karubi, les deux principales figures des manifestations qui avaient suivi, en 2009, la réélection contestée de Mahmoud Ahmadinejad à la présidence. Les deux hommes demeurent en résidence surveillée, malgré des démarches informelles entreprises récemment par le chef du Conseil suprême de la sécurité nationale, Ali Shamkhani, et le député conservateur Ali Motahari.

Pourtant, une tranquillité relative semble régner dans la capitale. Des activistes ont relancé sous le mandat de M. Rohani des formes discrètes de militantisme, tolérées par le pouvoir. « Les forces de sécurité sont toujours là, mais je ne me sens plus surveillé », résume M. Ghorbanpour. Ainsi, des féministes, qui militent désormais pour les droits de l'ensemble des habitants de Téhéran, s'activent en vue des municipales, qui auront lieu en même temps que la présidentielle. ■

LOUIS IMBERT

# Diyarbakir, terre de mission kurde de l'AKP

Le parti du président turc Erdogan tisse sa toile dans la ville ravagée par les combats de l'hiver 2016

## REPORTAGE

DIYARBAKIR (TURQUIE) -  
envoyé spécial

Dans les environs de la grande mosquée de Diyarbakir, le long de l'artère qui traverse le quartier historique de Sur, les murs ont été repeints d'un blanc immaculé. Dans les angles, le ciment est recouvert de minces plaques de pierre grise rappelant le basalte caractéristique des bâtiments anciens de la plus grande ville kurde de Turquie.

Plus loin, pourtant, dans la rue commerçante, des murs anti-explosion ferment les voies perpendiculaires qui mènent à l'est de Sur. Au détour d'une ruelle, seule une ouverture étroite permet d'apercevoir la zone interdite. Une vaste étendue jonchée de débris, où tiennent encore quelques parois à demi effondrées, témoigne de la guerre urbaine de l'hiver 2016 qui a opposé les milices du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et les forces de sécurité. Après avoir écrasé l'insurrection, les autorités ont rasé ces quartiers vidés de leur population.

Ce paysage de ruines soustrait au regard des passants s'étend derrière les façades ravalées de la rue commerçante ou une bannière ornée d'un portrait de Recep Tayyip Erdogan appelant à voter oui au référendum constitutionnel du dimanche 16 avril sur l'instauration d'un régime présidentiel. Face aux avatars légaux du mouvement kurde, l'AKP (le Parti de la justice et du développement, islamo-conservateur, au pouvoir) du président Erdogan a longtemps bénéficié de soutiens non négligeables à Diyarbakir, comme ailleurs dans le sud-est de la Turquie, au sein d'une population largement conservatrice dont une partie a pu être séduite par les premiers succès économiques du parti islamiste et par sa volonté initiale de négocier la fin du conflit kurde. Aujourd'hui, un an après l'écrasement du PKK et à la veille du référendum, les ambitions de l'AKP ne se limitent plus à la recherche de gains électoraux.

### Affairisme

Depuis la fin de l'été, la municipalité de Diyarbakir, dont le Parti démocratique des peuples (HDP), représentant la branche légale du

mouvement kurde, s'était emparé par les urnes, est passée sous le contrôle de représentants de l'Etat. Malgré des attentats ponctuels revendiqués par le PKK – dont le dernier a visé mardi les locaux de la police antiterroriste à Diyarbakir faisant trois morts, dont deux civils, selon le bilan officiel –, les forces de sécurité sont en position de force. Après sa victoire militaire et la marginalisation des adversaires politiques de l'AKP, l'Etat turc poursuit sa reconquête d'une ville où il peut compter sur des alliés locaux.

«Le mouvement kurde avait fait de Diyarbakir sa capitale. L'Etat veut en faire la vitrine dans le Sud-Est», résume Sahismail Bedirhanoglu. Selon cette personnalité

**« Les projets de reconstruction et les appels d'offres permettent à l'AKP de s'imposer »**

SAHISMAIL BEDIRHANUGLU  
un homme d'affaires

critique, à la fois du PKK et de l'AKP, à la tête d'une association régionale d'hommes d'affaires, un front nouveau a été ouvert à la charnière de la politique et de l'économie locale: «*Depuis la fin de la guerre des villes, les projets de reconstruction et les appels d'offres dans le secteur du bâtiment permettent à l'AKP de s'imposer à Diyarbakir. Quand le mouvement kurde contrôlait la municipalité, les contrats allaient aux entreprises qui le soutenaient. Un système en a remplacé un autre.*»

Si M. Bedirhanoglu a prévu de s'abstenir dimanche, d'autres hommes d'affaires de Diyarbakir envisagent avec enthousiasme une victoire du oui au référendum constitutionnel. C'est le cas d'Omer Arica, membre actif des milieux d'affaires proches de l'AKP: «*Si le oui l'emporte, l'Etat pourra mieux contrôler la région. Bien sûr, ceux qui en profiteront sont les hommes d'affaires proches de l'AKP.*» Les quartiers rasés après les combats leur offrent un

terrain d'action vierge et prometteur. Anciens foyers de recrutement de la guérilla kurde, autrefois contrôlés de fait par les structures issues du PKK, ils font l'objet d'un projet de réhabilitation censé mettre en valeur le patrimoine historique épargné par les destructions afin de développer le tourisme et le commerce de la ville. «*Les affrontements à Sur ont aussi créé des opportunités économiques*», souligne M. Arica. A Diyarbakir, l'urbanisme est parfois la continuation de la guerre par d'autres moyens.

### « Une nouvelle ère »

Entre affairisme et contrôle sécuritaire, le nouvel ordre urbain instauré par le pouvoir à Diyarbakir reflète aussi le discours du parti au pouvoir qui entend opposer aux revendications nationales kurdes et à l'idéologie séculière et progressiste du mouvement qui les porte, l'idée d'une identité musulmane partagée par une Turquie unie. En visite dans la ville le 1<sup>er</sup> avril pour défendre le oui, le président Erdogan a posé la première pierre de la future mosquée Merkez, censée pouvoir accueillir 20 000 fidèles en 2019. Ce projet pharaonique, dont le chef de l'Etat se félicite qu'il permettra de «*rendre l'appel à la prière permanent*», est porté par l'homme d'affaires de Diyarbakir et ancien député de l'AKP Ihsan Arslan.

«*Une nouvelle ère commence à Diyarbakir et dans le Sud-Est*», se réjouit Aydin Altaç, un notable de la ville lié à l'AKP et associé à la campagne du oui: «*L'identité islamique de la région est respectée à présent.*» La société civile est également devenue une terre de mission pour les organisations proches du pouvoir depuis que les structures affiliées au mouvement kurde ont été dissoutes.

Les Foyers purs, un groupe à forte coloration islamiste et nationaliste dévoué au président turc et très actif dans la réaction au coup d'Etat manqué de juillet 2016, ont ainsi ouvert une branche à Diyarbakir en décembre dernier. «*L'Etat reprend le contrôle dans le Sud-Est et nous sommes là pour le soutenir en construisant une nouvelle relation avec le peuple*», indique son responsable, Hamit Cansever.

A Diyarbakir, les Foyers purs collaborent avec le Mouvement des

## LE CONTEXTE

### RÉFÉRENDUM

Dimanche 16 avril, plus de 58 millions d'électeurs turcs sont appelés à se rendre aux urnes pour décider du sort de la réforme constitutionnelle appelée de ses vœux par le président Recep Tayyip Erdogan. Entérinant le passage de la Turquie à un régime présidentiel, le texte élargit les prérogatives d'un chef de l'Etat déjà vivement critiqué pour ses penchants autocratiques.

### SONDAGES

Publié jeudi 13 avril, un sondage donne le camp du oui très légèrement en tête. A trois jours du scrutin et alors que le vote des Turcs de l'étranger s'est achevé dimanche, l'institut Gezici crédite le oui de 51,3% des intentions de vote. Le oui recueillerait 51,5%, selon l'institut Konda.

### EXPULSION

Olivier Bertrand, journaliste pour le site français *Les Jours*, a été arrêté mercredi à l'aéroport d'Istanbul où il a été retenu par la police avant son expulsion vers la France, a indiqué jeudi 13 avril son employeur, qui «*proteste contre cette nouvelle entrave à la liberté de la presse*».

vertueux, une autre organisation liée à l'AKP, dont le responsable local se dit prêt «*à prendre les armes contre les terroristes aux côtés de la police et de l'armée pour défendre la Turquie et Recep Tayyip Erdogan*». Et, début avril, les Foyers ottomans, un groupe milicien accusé d'attaques violentes contre des représentants de l'opposition à l'AKP à Istanbul, ont ouvert un bureau local à Diyarbakir. Bien que l'influence de ces organisations soit encore marginale, leurs références martiales et leur proximité avec le pouvoir suscitent la crainte de ceux qui ne se reconnaissent pas dans le Diyarbakir reconquis par la Turquie d'Erdogan et reconstruit à son image. ■

ALLAN KAVAL

# Mgr Sako : « Il faudrait un "Vatican II" pour l'islam »

PROPOS RECUEILLIS PAR  
**JEAN-MARIE GUÉNOIS**  
jmguenois@lefigaro.fr

LE PATRIARCHE des chaldéens, Sa Béatitude Louis Raphaël Sako, était récemment de passage en France. Il rend compte de la situation toujours très tendue des chrétiens d'Irak où l'Église chaldéenne compte beaucoup de fidèles. Il évoque aussi l'enjeu du voyage du pape François en Égypte, à la fin du mois d'avril, en particulier vis-à-vis des musulmans.

**LE FIGARO.** - Que peut apporter la visite du pape François au Caire dans deux semaines ?

**Louis Raphaël SAKO.** - Cette visite est importante. Le pape François peut appuyer les nouvelles positions de l'université d'al-Azhar, mais l'Égypte n'est pas l'Irak. Il faudrait plutôt organiser une rencontre plus large avec des responsables sunnites et chiïtes. En effet, c'est à ce niveau mondial qu'un dialogue est nécessaire et fructueux.

En quoi l'évolution des positions de l'université d'al-Azhar, une référence intellectuelle dans le monde sunnite, sont-elles si importantes ? J'ai bien noté que, pour la première fois dans le communiqué final d'un grand colloque organisé par l'université al-Azhar, on parlait des chrétiens « et » des musulmans. Avant, il n'était question que de ces derniers. C'était un discours sectaire musulman. Les choses changent aujourd'hui. Une tendance se lève pour demander une évolution réaliste et pratique. On l'observe dans plusieurs pays musulmans, aussi chez les gens de la rue. Les musulmans eux-mêmes en ont assez de cette violence et de cette instabilité ! Ils sont fatigués de tout cela, au même titre que les chrétiens. Comme nous, ils aspirent au calme et à la paix. Les musulmans sont en train de réaliser qu'il faut changer, mais ils ne savent pas forcément dans quelles directions. C'est donc à nous de les aider. Il faudrait une sorte de « Vatican II », si je puis dire, pour l'islam. Il y a des signes encourageants en ce sens. Le monde change, donc l'islam changera, comme le christianisme l'a fait en réalisant son aggiornamento. Il faut chercher le message dans les textes sacrés.

Les deux derniers attentats contre des chrétiens en prière en Égypte semblent pourtant démontrer que les chrétiens sont voués à être les victimes d'une violence islamique sans pitié... C'est le piège dans lequel les commanditaires d'attentats veulent nous faire tomber. Mais ce n'est pas être naïf que

de se battre pour travailler à un changement culturel chez les musulmans. Le monde musulman doit en finir avec la mentalité qui consiste à penser que ceux qui ne sont pas des musulmans seraient des infidèles, et qu'il faut donc les attaquer et les punir. Ce n'est pas possible ! Il faut leur expliquer qu'une telle position représente aussi un danger pour eux quant à leur avenir.

**Pour être né dans le nord de l'Irak, le drame de la ville de Mossoul vous touche de près. Comment finir de libérer cette cité encore occupée par Daech ?**

J'y suis allé la semaine dernière pour porter une aide alimentaire à 4000 familles musulmanes de Mossoul réfugiées dans des camps. Nous montrons ainsi notre solidarité, y compris financière, pour aider les musulmans et leur dire que nous sommes très proches d'eux, afin de préparer l'avenir. On ne peut pas se contenter de regarder la scène en restant indifférent. La libération de la partie ouest de la ville qui abrite encore 400000 personnes est complexe, parce que ce sont de toutes petites ruelles. Quand j'étais enfant, nous nous amusions à sauter d'une terrasse à l'autre ! Le problème est que les djihadistes prennent là des familles en otage. Ils sont prêts à se suicider à n'importe quel prix. Les Américains voulaient ouvrir un couloir pour leur permettre de fuir, mais les autres composantes de la coalition ont préféré boucler cette zone. Mossoul est devenue une grande prison. Je ne suis pas pour tuer les gens. La vie est une chose sacrée. Le problème aujourd'hui est que, pour un tireur isolé sur une terrasse, on va détruire trois maisons dans la même zone et tuer des centaines de personnes...

**Les chrétiens sont-ils revenus à Mossoul ?**

Il y a un siècle-et demi, la moitié de la ville de Mossoul était chrétienne. Avant sa chute, en 2014, la cité comptait 30000 chrétiens. Ils sont tous partis, sauf quelques personnes handicapées sans possibilité de se déplacer. Aujourd'hui, cinq familles chrétiennes sont revenues dans la zone nord de la ville. Le problème, c'est la confiance. Il y a des musulmans qui aiment les chrétiens, mais je vous livre cet exemple personnel : la maison de ma famille à Mossoul a été pillée par les voisins, et trois familles y habitent !

**Qu'en est-il du retour des chrétiens dans des zones libérées du nord de l'Irak ?**

La majorité des chrétiens irakiens ont trouvé refuge au Kurdistan, à Erbil et Duhok, mais aussi à Bagdad et Kirkuk. Les chrétiens sont plus nombreux à Bagdad qu'au Kurdistan. Concernant les villes et villages libérés dans le Nord, les situations sont très diverses. Au début, les gens étaient enthousiastes pour le retour, maintenant moins, ils sont déçus. Certains prêtres et évêques n'encouragent pas ce retour. Quant aux chaldéens, 80 % ont la ferme intention de retrouver leur village ou ce qu'il en reste. Mais il faut procéder à des opérations de déminage, puis

reconstruire. Ce sera long. Le plus difficile encore, c'est le déminage politique. Exemple avec le sud de la plaine de Ninive et ses villages syriens-catholiques. Certains ont été libérés par des chiïtes, d'autre par des sunnites, d'autre encore par des Kurdes. Chacun, en vertu du sacrifice donné, veut rester ! C'est pourquoi je suis allé là-bas, après la libération. Pour dire, symboliquement, que les chrétiens appartenaient à cette terre.

**Vous avez toujours été contre les milices chrétiennes. Pourquoi vous opposez-vous aujourd'hui à la création d'une sorte de province autonome chrétienne en Irak ?**

Pour la question de la défense, j'ai toujours exigé que l'État en place - et non des militaires étrangers - nous protège en tant que citoyens, comme c'est son devoir. Sur la question politique, une entité chrétienne serait une impasse pour plusieurs raisons. Nous sommes tout d'abord une minorité une nouvelle fois affaiblie : de 1,5 million avant l'attaque américaine, nous voilà à moins de 500000. Il faut que les Irakiens partis en occident, et qui nous donnent des leçons, le réalisent. De plus, les chrétiens sont divisés entre eux. Il y a huit partis politiques en Irak, mais les chrétiens sont divisés en douze organisations politiques, qui ne survivent qu'en alliance avec ces partis, eux-mêmes tous très différents... Voilà la réalité ! En fait, il y a un avenir pour tout le monde dans le cadre de la création d'un État civil et moderne. Ce n'est pas une question de religion. Il faut séparer la religion et l'État. La Constitution doit prévoir les mêmes droits pour tous les Irakiens, en chassant les lois sectaires qui définissent les chrétiens comme des citoyens de seconde zone, ce qui est une discrimination. Plus que d'argent, les chrétiens d'Irak ont donc besoin d'encouragements et de prières pour travailler à ce statut de citoyen et les aider à rester sur place. ■



**Mgr Louis Raphaël Sako, patriarche de Babylone des Chaldéens.**

S.HAMED/AFP



# The slide into dictatorship

**Recep Tayyip Erdogan is carrying out the harshest crackdown in decades. The West must not abandon Turkey**

**T**URKEY matters not just for its size, but also as a bellwether of the political forces shaping the world. For centuries it was the seat of a great empire. Today, as a frontier state, it must cope with the violence spewing out of war-ravaged Syria; it is a

test case of whether democracy can be reconciled with political Islam; and it must navigate between Western liberalism and the authoritarian nationalism epitomised by Russia. In recent years under Recep Tayyip Erdogan, Turkey has gone backwards. This weekend it can begin to put that right.

On April 16th Turks will vote in a referendum over whether to abandon their parliamentary system for an executive presidency. A Yes is likely, but far from certain. There is nothing wrong with a strong president, but Turkey's new constitution goes too far. The country would end up with a 21st-century sultan minimally curbed by parliament (see pages 18-21). A Yes would condemn Turkey to the elected dictatorship of President Erdogan. A No might just let Turks constrain him.

## Authority figure

After Mr Erdogan came to power in 2003, he and his AK party did a lot that was good. Encouraged by the IMF, he tamed inflation and ushered in economic growth. Encouraged by the EU, he tackled the cabal of military officers and bureaucrats in the "deep state", strengthened civil liberties and talked peace with the Kurds. He also spoke up for working-class religious conservatives, who had been locked out of power for decades.

But today Turkey is beset by problems. In the shadow of the Syrian civil war, jihadists and Kurdish militants are waging campaigns against the state. Last summer the army attempted a coup—probably organised by supporters of an American-based cleric, Fethullah Gulen, who had penetrated the bureaucracy, judiciary and army in their tens of thousands. The economy, once a strength, is growing slowly, plagued by cronyism, poor management and a collapse in tourism.

Mr Erdogan argues that, to put this right, Turkey needs a new constitution that will generate political stability. He says that only a strong president can galvanise the state and see off its enemies. Naturally, he is talking about himself.

The new constitution embodies the "illiberal democracy" of nationalists such as Viktor Orban of Hungary and Vladimir Putin of Russia, to whom Mr Erdogan is increasingly compared. On this view, election winners take all, constraints are obstacles to strong government and the ruling party has a right to subvert institutions, such as the judiciary and the press.

Yet this kind of stability is hollow. The most successful democracies make a point of separating powers and slowing governments down. The guiding idea of the American constitution is to stop presidents from acting as if they were monarchs, by building in checks and balances. Even the British prime minister, untrammelled by a written constitution, has to submit herself to the courts, a merciless press and a weekly grilling in Parliament, broadcast live.

Turkey is especially ill-suited to winner-takes-all government. It is divided between secular, religious and nationalist citizens, as well as Turks, Kurds, Alevis and a few remaining Greeks, Armenians and Jews. If the religious-conservative near-majority try to shut out everyone else, just as they were once shut out, Turkey will never be stable.

But the most important argument against majoritarian politics is Mr Erdogan himself. Since the failed coup, he has been governing under a state of emergency that demonstrates how cruelly power can be abused.

The state is entitled to protect its citizens, especially in the face of political violence. But Mr Erdogan has gone far beyond what is reasonable. Roughly 50,000 people have been arrested; 100,000 more have been sacked. Only a fraction of them were involved in the coup. Anyone Mr Erdogan sees as a threat is vulnerable: ordinary folk who went to a Gulenist school or saved with a Gulenist bank; academics, journalists and politicians who betray any sympathy for the Kurdish cause; anybody, including children, who mocks the president on social media. Whatever the result on April 16th, Mr Erdogan will remain in charge, free to use—and abuse—his emergency powers.

During the campaign he accused the Germans and Dutch of "Nazi practices" for stopping his ministers from pitching for expatriate votes. EU voices want to suspend accession talks—which, in any case, are moribund. Before long, the talk may even turn to sanctions. Some in the West will point to Turkey's experience to claim that Islam and democracy cannot coexist. But to give up on that idea would be to give up on Turkey itself.

The fault is not so much with political Islam—many AK members and voters are uneasy with the new constitution. It is with Mr Erdogan and his inner circle. Although he is a religious man, he is better seen as an old-fashioned authoritarian than as a new-fangled Islamist. The distinction matters because AK, or an Islamist party like it, is bound to feature in Turkey's democracy. Mr Erdogan, however, will one day leave the stage, taking his authoritarian instincts with him.

## Hold him close

Hence the outside world should not give up on Turkey, but be patient. Partly, this is self-interest. As a NATO member and a regional power, Turkey is too important to cut adrift. It will play a vital part in any peace in Syria. Driving it into Russia's arms makes no sense. Turkey has also been a conduit for refugees into the EU as well as vital in controlling their inflow. The refugee situation is in flux: the EU will need to keep talking to Turkey about how to cope with the resulting instability.

Engagement is also in Turkey's interests. The EU is its biggest trading partner. Contact with it bolsters the Western-leaning Turks who are likely to be Mr Erdogan's most potent opposition. NATO membership can moderate the next generation of officers in its armed forces. Although Turkey will not join the EU for many years, if ever, a looser EU, with several classes of member or associate country, might one day find room for it.

Turkey will remain pivotal after April 16th. If Mr Erdogan loses, Turkey will be a difficult ally with a difficult future. But if he wins, he will be able to govern as an elected dictator. ■



# On the razor's edge

ISTANBUL

**Voters are split over giving new powers to Recep Tayyip Erdoğan. Be warned: he would use them without restraint**

IT IS hardly a fair contest. In the campaign for Turkey's constitutional referendum, due on April 16th, the Yes side has harnessed the power of the state to crush the Noes. Selahattin Demirtas, co-leader of a pro-Kurdish party, was poised to become one of the main No voices but has ended up behind bars on trumped-up terror charges. He faces 142 years in prison. A Kurdish-language song calling for No has been banned. A study of 168.5 hours of campaign coverage on 17 national television channels at the start of March showed that Yes supporters got 90% of the airtime. The route from Sabiha Gokcen airport, outside Istanbul, has more than a dozen building-sized banners with an image of the president, Recep Tayyip Erdoğan, or his prime minister extolling a Yes vote. Giant No banners are nowhere to be seen.

Stacked as it is, the ballot could not be more consequential. Voters must decide whether to abandon a parliamentary system in favour of an executive presidency that would give the head of state complete power over the budget and the executive, and huge sway over the judiciary. MPs would have minimal powers of scrutiny.

The result will help determine the fate of Mr Erdoğan, who has governed since

2003—first as a reforming prime minister, but lately as a strongman president who has come to treat all opposition as a form of treason. A No would be a grave blow for Mr Erdoğan. A Yes would root his power in the very foundations of the state.

The fate of Turkey is at stake, too. Ever since Mr Erdoğan took power, the country has been a test of what happens when democracy is put together with political Islam. Turkey was also an example of the benign influence of the European Union, which encouraged open markets and civil rights. Some years ago Mr Erdoğan began to reject all that for nationalism and autocracy. Lately he has courted Russia and the Gulf monarchies. He would use a Yes as a popular endorsement of that illiberal path.

Since Mr Erdoğan has all the advantages, anything but a resounding victory ought to count as a defeat. At least 40% of the country—religious and conservative—will support him come what may. He chose the timing of the vote in the wake of a failed coup last summer, when most of Turkey had united behind him. He has attacked the EU, Turkey's biggest market, in an attempt to stir up nationalist support. The authorities have nearly 50,000 people in detention, whom it calls coup-support-

ters and terrorists; it has sacked 100,000 more. Abetted by a captive, frightened judiciary, the police are rounding up anyone Mr Erdoğan designates as an enemy.

He has a healthy lead in the polls (see chart 1 on next page). Yet in the privacy of the polling booth, voters might deny Mr Erdoğan his victory. Outside the ferry terminal in Uskudar on the Asian shore of the Bosphorus, across the water from one of the sultans' palaces, the AK party, co-founded and led by Mr Erdoğan until he became president, has more workers handing out leaflets than there are punters willing to take them. The red and white tent of its nationalist allies blares out the peppery strains of Turkish bagpipes to Istanbulis who turn their shoulders and walk by. The country is uneasy, rocked by the failed coup and murderous bombing campaigns of jihadists and Kurdish separatists. Corruption, state interference and a collapse in tourism are weighing on the economy.

Early in Mr Erdoğan's rule, Turkey made great progress towards democracy. But Turks who can remember the detentions and torture after the military coup in 1980 say that today's are a throwback to those dark times. Workers inform on their colleagues, students on their professors, hus- ▶▶

▶ bands on their wives. Some within AK—including, it is said, dissident party leaders—think that, this time, Mr Erdogan has gone too far.

The district of Basaksehir, about 20km from the heart of Istanbul, helps explain the enduring popularity of Mr Erdogan and his party. A few decades ago such a place would have been a shanty town, put up by peasants who left the Anatolian countryside in their millions in search of work. Mr Erdogan and AK gave a voice to such “black” Turks, who suffered under the arrogant, secular “white” Turkish elite. Today, it is clean and well-appointed. Tidy apartment blocks tower alongside immaculate roads. Shops and cafés testify to a new affluence. To the visitor’s eye Basaksehir lacks character, perhaps, but to devout, working-class Turks it stands for dignity, self-respect and prosperity.

It is easy to forget how abysmal the economy was in 2003 when Mr Erdogan came to power. The crisis of 2000-01, the third in a decade, caused collapses in the currency and GDP and led to the intervention of the IMF. Under the stewardship of the fund and with encouragement from the EU, Mr Erdogan’s government brought down inflation, which had briefly exceeded 100% in the early 1990s, and rescued the banks. Foreign investment soared. The country became Europe’s workshop. Thanks to their newfound stability, Turkish entrepreneurs grew rich.

### Change the system

Mr Erdogan wants voters to believe that Sunday’s referendum is all about recovering this stability. Sitting in the AK office in Basaksehir, Mustafa Sentop, who helped draft the new constitution, argues that a man of Mr Erdogan’s calibre has accomplished things in power despite the system, not because of it. In its 94 years as a republic, Turkey has had 65 governments. Shadowy oligarchies have infiltrated the army and the bureaucracy in order to usurp elected politicians. There is a history of terrorism, plots and coups. “We will stop that,” Mr Sentop vows.

Formally, the new constitution abolishes the prime minister’s office and divides power between parliament, which legislates, and the president, who acts. In practice, it enthrones the president as a term-limited sultan and parliament as his court.

Mr Sentop points out that France and the United States have powerful presidents, too. But under the new constitution, unlike the Assemblée Nationale and Congress, the Turkish parliament will not control the details of spending or have a say over presidential appointments. Neither will it be able to subject the cabinet to questions, except in writing. Besides, in France and America the independence of the media and the courts is well-established. In Turkey Mr Erdogan has spent re-

cent years turning them into his fiefs.

The chances are that the president will dominate parliament politically, too. Because executive and legislative elections will coincide, unlike those in France and America, where they are not always aligned, the president and the parliamentary majority are likely to come from the same party. Turkey operates a list system, in which party leaders control who gets a seat. The new constitution allows Mr Erdogan to retain control of his party, giving him power to handpick parliamentary candidates. Those who challenge him would pay a high price.

The reform has met strong criticism abroad. The Venice Commission, a panel of constitutional experts who advise the Council of Europe, calls it “a dangerous step backwards”, saying that the new constitution “lacks the necessary checks and balances to safeguard against becoming an authoritarian” regime. Human Rights Watch, an NGO, says that it poses “a huge threat to human rights, the rule of law and the country’s democratic future”.

Within Turkey, however, voters’ perceptions are coloured by the terror attacks and the attempted coup. The outside world has failed to grasp just how besieged Turks feel. And that has strengthened Mr Erdogan.

First came the spiral of terror and retribution. Early on, Mr Erdogan had been ready to make peace with the Kurds. Perhaps because his people had also suffered under Turkey’s secular governments, or because he stood to win votes among conservative Kurds, he offered new rights and a promise to resolve a 30-year war between security forces and the PKK, a Kurdish militia. Later he saw them as potential allies over the constitution. With their support, he would win his executive presidency and they would gain autonomy in the south-east, where they are in the majority.

But peace talks with the PKK fell apart in 2015. Kurdish success fighting with the Americans against Islamic State (IS) in Syria raised their hopes of a homeland in Turkey. After Mr Demirtas told him in early 2015 that he would never get his new constitution, a furious Mr Erdogan disowned

the peace process. When the PKK blamed him for a deadly IS bombing against pro-Kurdish activists and killed two Turkish policemen, Mr Erdogan launched an offensive against its bases in northern Iraq, accompanied by mass arrests. A spiral of PKK bombings against Turkish security forces and ruthless army reprisals rocked the south-east. Under pressure in Syria, IS continued unleashing its own suicide-bombers against Turkey.

### Guns and steel

After the terrorism came the putsch. Most Turks thought they had consigned military coups to history. But on the night of July 15th last year rebel troops stationed tanks at Istanbul’s main airport, occupied Taksim Square and took up positions on the two bridges crossing the Bosphorus. They put their top commanders under arrest. In the capital, Ankara, their jets bombed the parliament building and the grounds of the presidential palace.

But within hours the coup collapsed. A squad attacked the hotel in Marmaris where Mr Erdogan had been on holiday—but he was already gone. In a remarkable display of people power, Turks poured onto the streets to defend civilian rule.

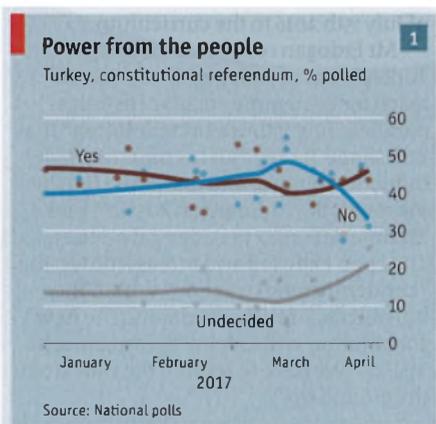
Mr Erdogan has seized on the violence to whip up a frenzy of paranoia and nationalism. He has memorialised the bungled coup, in which almost 250 people died, as Turkey’s second war of independence—setting himself up as the equal of the republic’s founder, Mustafa Kemal Atatürk (see box on next page).

Behind the crude myth-making lies the paranoia—which has at least one foot in reality. The police, judiciary, intelligence services and, it turned out, army had all been penetrated by unknown thousands of the followers of Fetullah Gulen, a cleric living in self-imposed exile in America.

The Gulenist movement is part self-help group, part secret society. Its 75-year-old head preaches a tolerant Sufi Islam. For many, affiliation was the route to a good education and upward mobility. In the old days, when to be devout was dangerous, it offered protection. But Gulenists continued to operate in the shadows through the 2000s, “like a Dan Brown novel”, says a journalist who, like most people in Turkey these days, will speak to the foreign press only on condition of anonymity, even though he is a supporter of AK.

The Gulenists were organised in secret stand-alone cells, as if they were revolutionaries. They helped each other gain influence by rigging state exams and fixing promotions. In the government’s telling, those who infiltrated the army lay low for years, pretending to be secular, by drinking alcohol and letting their wives uncover their hair.

If anyone should have grasped the threat, it was Mr Erdogan. When he first ▶▶



► came to power the Gulenists provided the brains, he and his party the votes. Together they took on Turkey's "deep state". He used Gulenist prosecutors and judges to purge the army of secular officers—sometimes on thin or forged evidence. He stood by as the Gulenists destroyed their enemies in show trials or through smear campaigns in their newspapers and television stations.

Inevitably Mr Erdogan and Mr Gulen turned on each other, using the methods that the deep state had once used against

them. The details are murky, but the first blow may have been a Gulenist attempt to arrest Mr Erdogan's intelligence chief in 2012. The two men became locked in a fight for survival after someone released taped conversations implicating Mr Erdogan and his family in corruption—which he strenuously denies. Having compiled a roster of suspected Gulenists in the army, Mr Erdogan was about to swoop. The plotters, joined by some secularists, struck first.

Faced with an enemy within and sepa-

ratists and terrorists without, Mr Erdogan had a duty to strike back, say AK politicians. "Nowhere in the world is supporting terrorism acceptable," says Ravza Kavacki Kan, an MP for Istanbul.

And so, in the name of democracy and the rule of law, Mr Erdogan unleashed a whirlwind. In the south-east, between July 2015 and the end of last year, several thousand people lost their lives—800 of them government forces. The fighting displaced hundreds of thousands. Entire districts were flattened by artillery and bulldozers because, the government says, they were booby-trapped. Politically, the crackdown paid off. Denied a majority in parliament in an election in June 2015, AK regained it five months later. The government has since expanded the crackdown, jailing thousands of Kurdish activists, including 13 MPs, and kicking out the mayors of over 80 towns, on the ground that they have ties to the PKK.

Since the coup the police have arrested or sacked 168 generals—about half the total, among them many close to NATO—some for being too slow to come out in support of Mr Erdogan. The judiciary has lost 4,000 members. About 6,300 academics are out of a job or in jail, several hundred for signing an open letter objecting to the counter-insurgency campaign in the south-east. Roughly 160 media outlets have closed, many of them backers of Mr Gulen. Within six months of the coup, police had detained some 4,000 social-media users. And so it goes on.

#### On the wrong side of the state

Many people caught up in the mania did not deserve it. Much of the time, Mr Erdogan has acted under sweeping emergency powers. These are so broadly drafted that almost anyone can be detained. The authorities are quick to see guilt by association. Critics say that gives a foretaste of what a Yes vote would enable Mr Erdogan to do as president.

Emine was a primary-school teacher who had savings with a Gulenist bank and belonged to a trade union with Gulenist connections. She was sacked by decree. Her neighbours are frightened of being seen with her. Her husband has been branded a traitor. Her children are being bullied and in therapy. She is taking antidepressants. For support she meets other women who found themselves on the wrong side of the line—a statistician who tweeted her doubts about the coup, someone who went to a Gulenist school. Emine believes she has no future. "We have no power or jobs," she says. "It is civil death."

AK loyalists talk of "crypto-Gulenists" and PKK terrorists hiding in plain sight. "There is no difference," Mr Erdogan said last year, "between a terrorist with a gun and a bomb in his hand and those who use their work and pen to support terror." MP, ►►

### Remembering the coup

## Brave "New Turkey"

ISTANBUL

### The legacy of a failed attempt to topple the government

**A**FTER months in hospital and several operations, Sabri Unal is beginning to regain the use of his right arm. On July 15th last year, alarmed by reports of an army coup, Mr Unal was injured in a forlorn attempt to block a pair of tanks roaring down an Istanbul avenue. When the first tank showed no signs of stopping, he dived between its tracks, avoiding death by a split second. When another approached moments later, he threw himself to the ground once again. That tank's tracks mangled his arm. Asked what inspired him to take to the streets that night Mr Unal, a web programmer, offers a straightforward answer. "As long as I can remember," he says, "I have been against coups everywhere."

The shock of the coup, the bloodiest in Turkey's history, and the courage of thousands of people like Mr Unal who risked their lives to oppose it, has been overshadowed in the world beyond Turkey's borders by the mass purges, detentions and reports of torture that followed it. In Turkey, it has been different. To legitimise President Recep Tayyip Erdogan's draconian policies and to boost his attempt to bolster his powers through a new constitution, the memory and trauma of the coup have been nourished, politicised and consecrated.

In Mr Erdogan's hands, the coup has turned into the cornerstone of what the president and his supporters refer to as the "New Turkey": a more religious, more anti-Western and less predictable incarnation of the republic founded by Kemal Ataturk over nine decades ago. Universities, parks, stadiums, swimming pools and other landmarks across the country, including the Bosphorus bridge where soldiers fired on unarmed protesters, have been renamed after the coup and its victims.

On the streets of most cities, billboards proclaiming that Turks will never succumb to putschists or terrorists min-



They stopped the tanks rolling

gle with banners calling for a Yes vote in the constitutional referendum. At the start of the school year, children across the country were made to watch a video that moved seamlessly between footage of the coup and images of Ottoman troops squaring off against Allied forces during the first world war. The education ministry has added a class on the events of July 15th 2016 to the curriculum.

Mr Erdogan compares the coup to Turkey's war of independence. His aides reach for even more creative historical parallels. July 15th was a "revolution" that will shape Turkey "just as much as 1789 influenced France and just as the Bolshevik revolution influenced Russia", says Mehmet Ucum, a presidential adviser. The coup exposed and brought down the "antidemocratic structure" within the bureaucracy, Mr Ucum claims. The new constitution will help fill the vacuum, he insists. "We have to rebuild the state from the ground up."



academic, author, journalist or the director of an NGO, "that person is a terrorist." It looks as if the state is acting against individuals, rather than their crimes. On March 30th 21 journalists suspected of being Gulenists were acquitted. After an outcry by AK supporters all the journalists were re-arrested before they could leave prison, 13 of them on new charges of "attempting to overthrow" the government. The judges who heard the case were dismissed.

**For emergency use**

Safak Pavey, an opposition MP, argues that Mr Erdogan has weaponised his emergency powers. "The law is only being used against us," she says, "not to provide justice for everyone. Foreign policy has been weaponised, too, perhaps because Mr Erdogan thinks the referendum result is in doubt. After Germany and the Netherlands refused to accept government ministers campaigning for a Yes among Turks in their countries, Mr Erdogan accused them of "Nazi practices". The Dutch, he said, had murdered Muslims in Srebrenica during the Balkan wars. No matter that they were in fact UN peacekeepers who killed nobody. Mr Erdogan is calculating that, when Europeans hit back, patriotic Turks will rally to the flag.

At the same time, Mr Erdogan is signalling that he is prepared to shift towards Russia. This may be a ploy to provoke the EU. But it also reflects how the army and the bureaucracy are increasingly in thrall to a "Eurasian" faction whose leaders spurn NATO and the West and look to a Turkish version of the nationalism that has served Vladimir Putin. Although Turkey shot down a Russian warplane on the Syrian border and Russia's ambassador to Turkey was assassinated last year, military and intelligence co-operation between the two countries has never been so close.

NATO is worried. So is the EU, which has struck a deal with Turkey over Syrian migrants and is mired in increasingly futile talks over Turkish membership. Under Mr Erdogan, an essential ally in a troubled region is drifting away.

Given Mr Erdogan's power today, what

difference would victory in the referendum make? Optimists outside Turkey hope that it would inspire him to be conciliatory in an attempt to unite the country. But he is by nature a bully in a culture that admires displays of strength. More probably he would use the chance to move against the next lot of enemies. That may include the secular opposition as well as some bigwigs in his own party.

Constitutionally, Mr Erdogan would be almost untouchable. As president, he would have two five-year terms (and, under some circumstances, a third). He and his allies in parliament would be able to appoint loyalists to the most senior judicial panels, immunising him and his family against prosecution should corruption allegations resurface. Some think he is grooming his son-in-law, the energy minister, as his heir.

And yet, Mr Erdogan would face obstacles. The talented administrators of his early years have gone, replaced by yes-men



A rare vote for No

and second-raters. Economic growth was 2.9% last year, half its rate in the early 2000s (see chart 2). GDP per head is stagnant. Without the anchors of the IMF and the EU, Turkey has gradually shifted away from the economic orthodoxy that worked so well in the past. Inflation is over 11%, the highest since 2008.

Rather than returning to economic reform, the government is pinning its hopes for reviving the economy on a sovereign-wealth fund financed by state shareholdings and with up to \$200bn to invest. But that is likely only to increase Mr Erdogan's control over the economy, hardly a promising sign—and not just because of incompetence. In recent years cronyism, always a problem, has become steadily worse.

If Mr Erdogan is vulnerable anywhere it is here. Unlike Russia, with its oil, Turkey needs foreign exchange and investment. Corruption and political repression will drive them away—even as they eat up resources. Eventually the pain will fall on the merchants and business people who are the backbone of AK support.

Already, there are signs that Mr Erdogan's popularity is waning. "Chief", a biopic eulogising his career, has proved a failure with critics and audiences. At a recent performance at 11am in the town of Izmit, the box office refused a cinema-goer a ticket: he would have been the only member of the audience.

And if Mr Erdogan loses? The consequences of No are harder to predict. A defeat of any kind would be a humiliation. But Turkey would still be under emergency rule, giving the president vast power.

A heavy defeat could embolden dissidents and reformists within AK to attempt to restrain Mr Erdogan. It would also encourage his opponents. After the repression, dissidents, the media and ordinary Turks would leap at the chance to speak out. "There is a wall of silence in this country," says Selma Atabey, a former nurse and trade-union member, sacked after the coup. "A No in the referendum would help break it down."

**Yes and No**

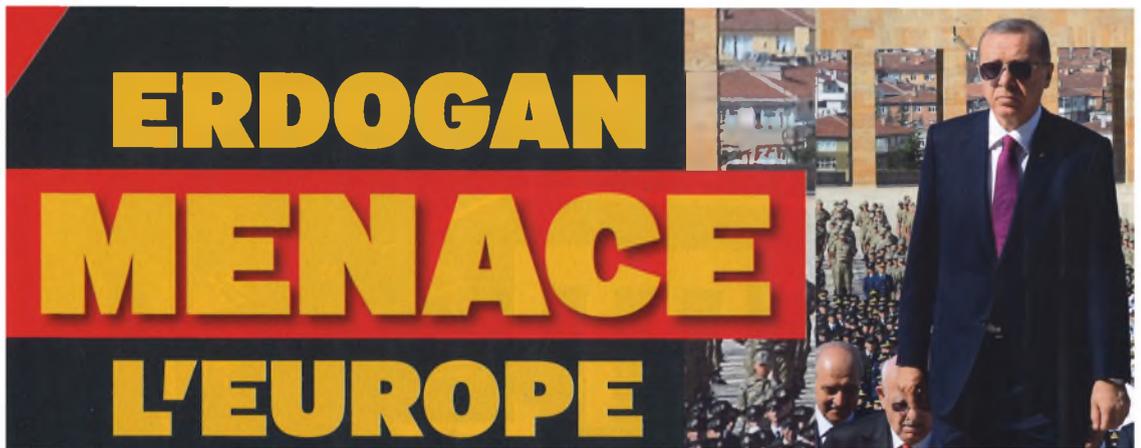
A narrow loss, however, might lead Mr Erdogan to take desperate measures. A master at manipulating conflict to his own advantage, he could engineer another clash with the Kurds. He could call an early election in the hope of winning a large majority. Some fear that his government could put forward another new constitution, with a few cosmetic amendments. This time, with a big enough majority, it would not need to go to a referendum.

Whatever the result on April 16th, Turkey has entered a dark period. A vote for Yes would saddle the country with an elected dictator. A No would not save Turkish democracy. But it would let it live to fight another day. ■



lexpress.fr • n° 3432 semaine du 12 au 18 avril 2017

LE CHOIX DE L'EXPRESS



**C**e chef d'Etat fait un rêve d'une incongruité totale : devenir l'Atatürk islamiste, alors que le fondateur de la Turquie moderne nourrissait les pires préventions à l'égard de l'islam. A 63 ans, Recep Tayyip Erdoğan se verrait bien poursuivre sa carrière sous les habits d'un autocrate. Il sait qu'il tient l'Europe par l'une de ses cordes les plus sensibles. Et il en abuse... Le 18 mars 2016, Ankara a conclu avec l'Union européenne un accord crucial qui prévoit des mesures énergiques pour « mettre fin à la migration irrégulière de la Turquie vers l'UE ». Cette entente s'est avérée efficace, au point que s'en passer d'un seul coup produirait une catastrophe migratoire : Erdoğan exploite

cette situation. Quatre mois plus tard, le 15 juillet 2016, après avoir échappé de peu à une tentative de coup d'Etat, le président turc lance une répression exemplaire que les indignations de l'Europe ne peuvent arrêter. Depuis, Erdoğan se fonde sur le complot permanent pour justifier l'organisation d'un référendum destiné à lui confier les pleins pouvoirs. Pour être sûr de remporter ce scrutin constitutionnel, qui se tiendra le 16 avril, il a décidé de défier directement l'UE, alors même que la Turquie est encore officiellement candidate à l'adhésion. Il a offensé Angela Merkel, invectivé plusieurs autres dirigeants ou nations, brandi toutes sortes d'avertissements, d'intimidations et de chantages : jusqu'où ira Erdoğan ? ■ C. M.

# LES EXALTÉS DU PAYS PROFOND

NON À L'EUROPE  
ET GLOIRE À ERDOGAN.  
TRABZON, L'ANCIENNE  
TRÉBIZONDE, VOUE  
AU PRÉSIDENT TURC,  
ENFANT DU PAYS,  
UN CULTE FERVENT.  
PLONGÉE CHEZ LES PURS  
ET DURS DE L'AKP,  
LE PARTI AU POUVOIR.

— de notre envoyé spécial, par Vincent Huguex —

**S**ur cette placette du vieux Trabzon, entre la mosquée Gülbahar Hatun et la statue en pied de Mustafa Kemal Atatürk, père fondateur de la Turquie moderne, le trio de retraités devise placidement, arrimé à son banc fétiche. Mais dès que l'étranger de passage, français de surcroît, évoque le réfé-

rendum constitutionnel du 16 avril, les voix enflent, couvrant bientôt le clapotis de la fontaine voisine. Un peu comme si, au seul énoncé de l'échéance, à la seule évocation du dessin de Recep Tayyip Erdoğan – confisquer tous les leviers du pouvoir par la grâce d'une loi fondamentale taillée sur mesure –, une digue cédait, libérant des flots amers et furieux.

Objecte-t-on que les références au nazisme dégainées par Ankara à l'encontre d'Angela Merkel attisent les feux de la discorde ? La riposte, empruntée mot pour mot à la propagande maison, claque : « Tant que vous le qualifierez de dictateur, nous vous traiterons de nazis. » « La Turquie accueille sur son sol 3 millions de réfugiés syriens et irakiens, glisse le moins emporté des trois, naguère salarié d'une usine allemande. Et vous, combien ? Quelques centaines. C'est donc ça, votre démocratie ? »

Le 3 avril, lorsque le chef de l'Etat, enfant du pays, fait escale dans l'ancienne Trébizonde le temps d'un mégameeting, il accoste en pays conquis. La cité portuaire, ville natale de Soliman le Magnifique, figure parmi les bastions du Parti de la justice et du développement (AKP), formation islamo-conservatrice à sa dévotion. Si, à l'échelon national, l'issue de l'empoignade entre le *evet* – oui – et le *hayir* – non – paraît incertaine, les oracles locaux prédisent, sur cette frange littorale de la mer Noire, le net succès, voire le triomphe du blanc-seing réclamé par celui qui vécut le plus clair de son enfance à Tepebasi, village perché sur les hauteurs de Rize, un peu plus à l'est.

Dotés de moyens enviables, les partisans du oui font feu de tout bois. Dans leur arsenal de campagne, d'immenses tentures à l'effigie du président, du chef du gouvernement et patron de l'AKP, Binali Yildirim, ou du

« Pourquoi cette hostilité de l'Europe envers lui ? », tonne le papy le plus véhément, avant de piocher dans une liasse de papiers un article consacré au chantier du troisième aéroport d'Istanbul. « En fait, vous craignez que Francfort perde à notre profit son statut de plate-forme n° 1 du transport aérien. » C'est parti, et tout y passe.

Morceaux choisis : « Erdoğan est un des nôtres, un fils du peuple. L'argent, il le garde en Turquie et ne le planque pas en Suisse. Lui, au moins, échappe à l'influence du lobby bancaire juif international. Au Canada, aux Etats-Unis, en France, les sionistes contrôlent tout. La moitié des Européens sont des fascistes. Et une obsession dicte cette entreprise de dénigrement : l'islamophobie. »



**« Erdoğan est un des nôtres. Lui échappe à l'influence du lobby juif international »**

ministre de l'Intérieur, Süleyman Soylu, natif du lieu, des brassées d'affiches, fanions et tracts exaltant la nation et l'Etat, et des grappes de ballons. Mais aussi une flottille de minibus sonorisés sillonnant quartiers urbains et bourgs ruraux.

« Qui paie ? Le pouvoir central, la municipalité et le secteur privé, avance Murat Taskin, conseiller à la chambre de commerce et chroniqueur politico-sportif. Pas de dépenses énormes pour autant : il suffit que la mairie, fief de l'AKP, mette à disposition son parc automobile et ses fonctionnaires. Quant aux businessmen, nul besoin de leur forcer la main : mieux vaut se placer du côté du manche. » Persuadé qu'une victoire du non plongerait la Turquie dans le chaos, Metin Kefelioglu, dirigeant d'une société de construction, épaulé les « erdoganistes » à sa manière. « En toute liberté, insiste cet ingénieur civil. Un peu comme le supporter d'un club de foot : soutien matériel et mobilisation de l'entourage. »

► Pôles ancestraux du négoce maritime, Trabzon a bénéficié des travaux d'infrastructures – réseau routier, logement, santé – engagés à marche forcée par l'équipe Erdogan, tout comme son arrière-pays, royaume de la noisette, de la cerise et du thé. « Mieux-être illusoire, nuance un économiste du cru. L'essor du pouvoir d'achat des ménages doit beaucoup au surendettement. Le taux de chômage réel avoisine les 20 %, soit 8 points de plus que le chiffre officiel. Et le gel des investissements, rançon des tensions politiques, tend à perdurer, tout comme l'atonie de l'activité touristique. » Si les estivants venus des monarchies du Golfe ou d'Iran goûtent la verdoyante fraîcheur des reliefs, au point d'y acquérir terrains et villas, les visiteurs occidentaux se font rares. « En fait, note Murat Taskin, nous perdons sur les deux tableaux : les Européens nous boude et les Arabes vont chercher ailleurs une atmosphère libérale plombée par l'emprise de l'AKP. »

Pour l'heure, l'appareil du parti quadrille méthodiquement le terrain. Vice-présidente de la section féminine locale, Memduha orchestre une intense campagne de porte-à-porte. « Les femmes, souligne cette chimiste de formation, exercent une réelle influence. Notamment dans les villages. Et, dans le secret de → l'isolement, elles font ce que bon leur semble. » En sa qualité de cadre aguerrri, cette passionaria maîtrise à la perfection l'argumentaire censé apaiser les inquiétudes qu'inspire la Constitution revue et corrigée.

Une dérive monarchique ? « Aucun risque. Le sortant aurait droit à



Panoplie Le 3 avril, à Trabzon, vente de bandeaux et d'écharpes à la gloire d'Erdogan avant le discours prononcé place Atatürk, au cœur de la ville.

deux mandats de cinq ans. S'il déçoit lors du premier, les électeurs l'écartent. » En revanche, point de langue de bois dès lors qu'il est question de l'orage grondant dans le ciel turco-européen. « Formidable pour nous ! s'exalte Memduha. Plus les Vingt-Huit dénoncent notre président, mieux se porte le oui. »

► Etudiant en histoire médiévale, Rahman, 21 ans, souscrit sans réserve à la doxa en vigueur. « Erdogan est pro-Turquie, pro-islam et anti-impérialiste, tranche ce jeune homme avant, croisé à la sortie de la mosquée Iskenderpasa. Le régime présidentiel fort, c'est ce qui convient le mieux à la nature de notre société. La France a adopté un système semi-présidentiel ; ton pays est-il pour autant une tyrannie ? Non. Et Hitler n'a-t-il pas accédé au pouvoir sous un régime parlementaire ? »

Soyons clairs. Pour un citoyen acquis à l'inflexion institutionnelle souhaitée par le « palais blanc », siège de la présidence, combien donneront leur aval non à un texte, que peu d'ailleurs ont lu, mais à un leader ? « Je voterais pour un animal de compagnie, pourvu qu'il soit investi par Erdogan », lance un des nos Trabzonlu – habitants de Trabzon – à la retraite. Un culte aveugle qui désole Sarkan, propriétaire à Rize d'un restaurant de poissons et d'un café-bar. « Il y a dans cette adhésion inconditionnelle du défi et du déni, râle cet épiqueur barbu. Une part d'irrationnel. Les disciples d'Erdogan le surprendraient au lit avec leur femme qu'ils refuseraient d'y croire. Parce qu'il détient, au-delà de son charisme et de ses talents d'orateur, un énorme atout : de l'enfance humble au sommet, via la mairie d'Istanbul, il a gravi tous les échelons. Et peut donc parler n'importe où, à n'importe qui, aussi à l'aise dans un café que dans un champ, un atelier ou un amphithéâtre. »

Dans les rangs, fournis, des nostalgiques d'une splendeur →

→ ottomane révolue, une telle aura aide à ratisser large. Planté sur le seuil de sa boutique de confection, Ali Kemal, moustache blanche et drue, casquette de feutre noir, exhibe volontiers sa carte du MHP, le Parti d'action nationaliste. Si la base de ce mouvement d'extrême droite déplore la dilution de son identité dans l'alliance scellée avec l'AKP, ce septuagénaire jovial n'en a cure. « J'ai eu voilà peu un pépin de santé, confie-t-il. Les soins et le traitement ne m'ont pas coûté une livre. Du temps de mon père, il fallait payer, et plutôt deux fois qu'une. Ça, c'est grâce à Erdogan. Ce monsieur remet la Turquie à sa vraie place. Si les Européens préfèrent les terroristes à notre loyauté, tant pis pour eux. » Allusion aux grèves suscitées par la répression de l'irréductible kurde comme par les purges massives déclenchées au lendemain du putsch avorté de juillet 2016.

► Sur un registre moins abrupt, un architecte avoue un même dépit sans retour : « Votre Europe montre son véritable visage, assène-t-il. Accalmie diplomatique ou pas, la rupture est consommée. Ras le bol de courber l'échine sous les diktats de Bruxelles. A quoi bon rejoindre une union qui ne veut pas de nous ? »

Atablés à cette terrasse ensoleillée du bord de mer, Selahattin et Sarkan se chamaillent en vieux amis.



**Combien donneront leur aval non à un texte, que peu ont lu, mais à un leader ?**

## L'enfance du chef

Les plantations de thiers montent en rangs sages à l'assaut de villages haut perchés, drapant d'un vert profond les escarpements des collines. Bienvenue à Tepebasi, le village où le jeune Recep Tayyip Erdogan, rejeton d'un capitaine de la marine civile, vécut jusqu'à l'âge de 6 ans. « La famille s'est alors installée à Istanbul, confie Ismet, le fils de son demi-frère Hasan, et Recep revenait chaque année pour la cueillette du thé et les vacances d'été. » Rien ne distingue la modeste maison, rehaussée depuis d'un étage de brique rouge et nue, de celles du voisinage. Un peu en contrebas, aux abords d'une ferme, surgissent de la terre grasse une dizaine de pierres tombales. Toutes portent le même nom : Erdogan. « On recense ici 200 foyers environ, tous plus ou moins apparentés, précise Ismet. Et je doute que le non recueille un seul suffrage le 16 avril. » Allah reconnaîtra les siens : l'imam de la mosquée du hameau voisin de Dumankaya n'est autre, jure un voisin, que le neveu du président.

L'un, ancien ambulancier, 60 ans dont trente de militantisme de gauche au compteur, votera *evet* ; l'autre, *hayir*. « Une certitude, lancent-ils en chœur : en cas d'agression extérieure, nous serons unis comme les doigts de la main. »

A propos de doigts, une chevalière dorée frappée du profil d'Atatürk étincelle à l'annulaire gauche de l'aîné. Quant à Sarkan, il lui suffit de rouler sa manche droite pour découvrir les deux tatouages de son avant-bras. L'un reproduit la signature du « père de tous les Turcs » ; l'autre, insolite, joint une moitié du visage de l'icône à un demi-blason de Fenerbahçe, club stambouliote fameux. Pour les deux complices, le message est limpide : pas question de liquider l'héritage kémaliste pour un oui ou pour un non. ■



# TURQUIE- EUROPE LE RISQUE DE RUPTURE

ERDOGAN NE CESSE D'INJECTIVER L'EUROPE, MAIS CE DISCOURS MONTRE LES FAILLES DU RÉGIME D'ANKARA. DOROTHÉE SCHMID, QUI DIRIGE LE PROGRAMME « TURQUIE CONTEMPORAINE » DE L'IFRI, ANALYSE LES RAISONS ET LES DANGERS DE L'ESCALADE.

par Dorothee Schmid

**D**epuis un mois, les relations entre la Turquie et ses partenaires européens sont extrêmement tendues. Les insultes et les menaces volent bas dans des contextes préélectorales marqués par la montée des extrêmes. Après l'interdiction de meetings politiques turcs en Allemagne, des ministres turcs ont été déclarés persona non grata aux Pays-Bas. Les usages diplomatiques sont écornés, des soupçons d'espionnage évoqués, la crise de confiance, jusqu'ici latente, est désormais totale, et entraîne le retour du débat sur la pertinence du processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne – ouvert à la fin de 2005 et qui piétine depuis presque aussi longtemps.

Après avoir cultivé pendant des années une ambiguïté qui se voulait constructive, les deux parties se rapprochent du point de rupture. Prenant exemple sur les europhobes de l'Ouest, le tout-puissant président turc, Recep Tayyip Erdoğan, songe à organiser un référendum pour mettre fin au projet de rejoindre l'UE, qu'il qualifie de « club chrétien ». Du côté des institutions de Bruxelles et de plusieurs capitales européennes, un seuil psychologique négatif est franchi depuis qu'Ankara bombarde Amster-



Dorothee Schmid « La Turquie n'a pas d'autre option viable que de s'entendre avec l'Union européenne. »

dam, Berlin, Vienne de discours dénonçant les « reliquats du nazisme et du fascisme ». Les termes sont repris, sans sourciller, par les officiels turcs à tous les niveaux de la hiérarchie, qui viennent ainsi compléter des accusations antérieures de racisme et d'islamophobie adressées à différents pays d'Europe.

On peut en partie interpréter cette rhétorique incendiaire comme une comédie de campagne. Les citoyens de Turquie se rendent aux urnes le 16 avril pour voter pour ou contre une loi constitutionnelle qui donnera les pleins pouvoirs à Erdoğan. La fièvre nationaliste qui s'est emparée de l'AKP, le parti islamiste en place depuis 2002, s'explique par la nécessité de resserrer les rangs et

de capter l'électorat de l'extrême droite – dont l'influence croissante n'est pas une exclusivité européenne. Les électeurs de la diaspora ont déjà commencé à voter et les tensions qui travaillent la société turque s'exportent sur le sol européen : les communautés originaires de Turquie, déjà

clivées entre gauche et droite, sécularistes et islamistes, Turcs et Kurdes, connaissent maintenant des heurts entre les partisans de Tayyip Erdoğan et ceux de Fethullah Gülen, imam charismatique exilé aux Etats-Unis, accusé d'avoir fomenté un coup d'Etat en juillet 2016. Des électeurs kurdes et des nationalistes turcs se sont battus à coups de couteau dans la file du vote au consulat de Bruxelles; des diplomates et des militaires turcs demandent chaque jour l'asile dans les pays européens où ils sont postés, y compris en Norvège; des manifestants du PKK, la guérilla séparatiste kurde qui figure sur la liste des organisations terroristes de l'UE, exhibent des portraits du leader emprisonné Abdullah Öcalan tout en appelant publiquement au meurtre du président turc.

Cette escalade de la violence est directement alimentée par l'évolution du régime politique turc. Ankara est entré, depuis l'année dernière, dans une spirale négative vertigineuse. L'exercice du pouvoir s'y résume à la gestion de l'interminable dialectique entre désordre et répression : face aux 300 morts du putsch militaire avorté, en juillet 2016, s'alignent des dizaines de milliers de fonctionnaires mis à pied, de citoyens lambda inquiétés pour de supposées sympathies avec le mouvement Gülen, officiellement désigné comme « terroriste », mais aussi avec le PKK ou Daech. Plus de

100 journalistes sont emprisonnés pour les mêmes raisons théoriques – et surtout pour délit d'opinion. La Turquie est divisée, instable.

■ Elle est aussi en guerre : en Syrie, où elle a mené, depuis août 2016, une laborieuse incursion qui a abouti à la prise de la ville d'Al-Bab à Daech. Les forces turques assurent aussi l'occupation d'une zone tampon empêchant l'unification de territoires kurdes à sa frontière. Sur le territoire de la République turque elle-même, où les forces de sécurité affrontent depuis 2015 le PKK dans un conflit peu documenté, qui a pourtant fait des centaines de victimes des deux côtés, causé d'énormes destructions et entraîné le déplacement de dizaines de milliers de personnes dans le Sud-Est (à majorité kurde). Or ce pays en flammes est un partenaire majeur de l'Occident. La Turquie est un émergent très prometteur du point de vue économique, un carrefour géographique massivement récipiendaire de financements européens. C'est le pilier de l'Otan au Moyen-Orient et notre indispensable associé pour y gérer la crise des réfugiés, dont l'ampleur a été largement sous-estimée. Déçue par les Etats-Unis, tentée de s'acoquiner avec la Russie de Poutine, la Turquie n'a en réalité pas d'autre option viable que de s'entendre avec l'UE. Le constat d'une Turquie forte face à une Europe faible est erroné. Il est urgent de retrouver une réflexion et une position commune pour contenir, une fois les différentes élections passées, la dérive politique et stratégique qui se dessine à Ankara. Un partenariat plus clair et plus exigeant rassurerait les Turcs et éviterait le déshonneur à l'Europe. ■



**Le président veut que les citoyens lui donnent les pleins pouvoirs le 16 avril**

# Erdogan en quête d'un sacre incertain

DELPHINE MINOUI  @DelphineMinoui  
CORRESPONDANTE A ISTANBUL

**TURQUIE** Des guirlandes d'evet («oui») et de posters géants d'Erdogan tapissent uniformément Kasimpasa. Pour les habitants de ce quartier populaire, où le président turc a passé son enfance, la nouvelle Constitution, destinée à renforcer ses pouvoirs, constitue «la» solution aux problèmes du pays. «On a besoin d'un président fort, prêt à déjouer les complots

étrangers, à tenir tête à l'Europe et à remettre de l'ordre dans le chaos turc», lance sans détour Ahmet, un épicier du coin, en reprenant à son compte les arguments de l'AKP, le parti du président islamo-conservateur, au pouvoir depuis quinze ans. Sur le mur d'entrée, au-dessus des simits (ces petits pains turcs au sésame) et des pots de cornichons, la télévision est branchée sur un discours du reis («chef»). D'une voix grave, le chef de l'État harangue la foule, récite un poème nationaliste, évoque un verset du Coran. La foule boit



ses paroles, applaudit, en redemande. «Quel orateur!» s'émeut un client, pressé de voter oui ce dimanche, lors de ce référendum aux allures de plébiscite pour ou contre Erdogan.

Pour la frangé plus modeste et traditionnelle du pays, peu sensible à la répression en cours, Erdogan reste un leader qui rassure. C'est aussi l'homme du boom économique et des réformes, qui les a émancipés de la domination d'une élite perçue comme trop laïque. «Grâce à lui, nous avons accès à l'électricité dans le village de mes parents. Et les femmes se sentent plus libres : elles peuvent étudier et porter le voile si elles le souhaitent. Il a redonné au pays son honneur et son identité musulmane», insiste Ramazan Kankurtay, originaire du sud-est du pays et directeur d'une usine de sacs en cuir.

## «Erdogan a redonné au pays son honneur et son identité musulmane»

RAMAZAN KANKURTAY, DIRECTEUR D'UNE USINE

Aux terrasses des cafés de Cihangir, l'image du reis est loin d'être aussi lisse. Dans ce quartier branché d'Istanbul, à quelques kilomètres de Kasimpasa, Erdogan est avant tout perçu comme le maître de la répression des manifestations de Gezi. C'est aussi ce leader trop ambivalent soudainement éclaboussé par un scandale de corruption : deux événements survenus en 2013 et qui ont entaché à jamais sa réputation. «Avant, on voulait y croire. On se disait : donnons-lui une chance. Voilà quelqu'un qui osait tenir tête à l'establishment militaire», souffle une militante de gauche, en distribuant des petits autocollants frappés du non. La jeune femme avoue même être descendue cet été dans la rue pour soutenir le chef de l'État après le putsch raté du 15 juillet dernier. Mais elle a vite déchanté : la purge antigülenistes (du nom du prédicateur en exil, Fethullah Gülen, instigateur présumé du coup d'État raté) s'est rapidement

## Une réforme qui enterre le régime parlementaire

Voici les grandes lignes de la révision constitutionnelle soumise au référendum.

- **Principal changement** : le chef de l'État devient chef de l'exécutif. Le premier ministre disparaît et le président décide seul de la nomination/révocation, du nombre et des attributions de ses ministres et vice-président(s), qui ne sont pas soumis à un vote de confiance au Parlement.

- Le président n'a plus à couper les liens avec son parti. Il peut même en être le chef. Si la réforme est adoptée, cette mesure s'appliquera immédiatement, contrairement à celles organisant la répartition des pouvoirs, qui n'entreraient en vigueur qu'après les prochaines élections, programmées en novembre 2019.

- Le président est élu pour cinq ans au suffrage universel. Les députés, dont le nombre passe de 550 à 600 et l'âge minimum de 25 à 18 ans, sont élus le même jour et pour la même durée que le président, ceci pour minimiser les risques de cohabitation. Le Parlement perd son pouvoir de «contrôler les ministres», notamment de faire tomber un ministre ou le gouvernement par une motion de censure.

- Le président, limité à deux mandats, peut dissoudre le Parlement et convoquer des élections anticipées, auquel cas son mandat est aussi remis en jeu. De même, le Parlement peut s'autodissoudre (à la majorité des trois cinquièmes) et convoquer de nouvelles élections législatives et présidentielle. Si le président accomplit son second mandat au moment où le Parlement prononce la dissolution, il peut se représenter. S'il l'emporte, il effectue donc un troisième mandat.

- Le président propose la loi de budget et émet des décrets «dans le domaine exécutif». En cas de conflit entre un décret et une loi, la loi est censée prévaloir, mais le président dispose d'un droit de veto des lois. Les décrets ne peuvent concerner les droits fondamentaux, sauf en période d'état d'urgence, que le chef de l'État peut décréter puis faire valider au Parlement dans un nombre plus large de situations que l'actuelle Constitution (la Turquie est sous état d'urgence depuis le 21 juillet 2016).

- Le président devient responsable pénalement. Mais la procédure est complexe : la majorité absolue du nombre total de députés doit en faire la proposition, puis les trois cinquièmes des députés doivent autoriser l'ouverture d'une enquête, puis les deux tiers des députés doivent autoriser le renvoi du président devant la Cour constitutionnelle, dont 12 membres sur 15 sont choisis par ses soins.

- Le Conseil des juges et des procureurs (HSK), qui nomme et révoque les magistrats, passe de 22 à 13 membres. La Cour de cassation, le Conseil d'État, l'Académie de justice et les juges et procureurs en exercice ne participent plus à leur sélection. Le ministre de la Justice et son secrétaire, choisis par le président, restent membres de droit. Sur les 11 membres restants, 4 sont nommés par le président et 7 par le Parlement. Lequel, en raison de la concomitance des élections, risque fort d'être dominé par le parti du président. Il s'agit de la seconde mesure qui entrera en vigueur immédiatement en cas de victoire au référendum. ■

ANNE ANDLAUER (A ISTANBUL)

transformée en chasse aux sorcières contre les journalistes et les opposants.

Depuis l'instauration de l'état d'urgence, Erdogan règne sans partage sur le pays : imposant ses choix, gouvernant par décret; désignant désormais lui-même les recteurs des universités. Une dérive autoritaire qui s'accompagne, selon ses détracteurs, d'une islamisation accélérée de la société. Fin février, le gouvernement a ainsi donné le coup d'envoi à la construction contestée d'une grande mosquée sur l'emblématique place Taksim, connue pour ses rassemblements de l'opposition. Il flotte, ces jours-ci, un air d'Erdogan sur ce rond-point dominé par un gigantesque portrait du candidat à la superprésidence. « En fait, il a déjà tous les pouvoirs », grogne la jeune activiste. « Oui, mais il n'a pas la légitimité rêvée pour pouvoir pleinement les exercer », explique un observateur. L'obtention du oui par consultation populaire permettra, selon lui, à Erdogan d'entériner de jure la situation actuelle : une obsession chez cet homme du peuple, passé de la mairie d'Istanbul à la présidence par la voie des urnes, et déterminé à détrôner l'image - encore omniprésente - d'Atatürk, le père fondateur de la République turque.

Reste que le processus électoral pour y parvenir fait grincer des dents. Privés de tribune, à cause d'un musellement renforcé de la presse, les partisans du non ont dû se contenter principalement des médias sociaux pour faire campagne. Certains de leurs meetings ont été annulés, d'autres perturbés par des casseurs. À cela s'ajoute une diabolisation permanente des opposants à l'hyperprésidence, régulièrement accusés de faire le jeu des « terroristes » et des « putschistes », y compris par le président en personne. Mais parviendra-t-il pour autant à son but ? Outre l'opposition de gauche, remontée contre Erdogan, le projet consti-

« Les sondages donnent le oui et le non au coude-à-coude, avec même quelques voix supplémentaires pour le non »

ILKE TOYGÜR, CHERCHEUSE

tutionnel fait l'objet de dissensions internes au MHP, l'extrême droite nationaliste, dont certains députés ont défendu le texte, mais également au sein

de la communauté kurde et dans les rangs de l'AKP. « Les sondages donnent le oui et le non au coude-à-coude, avec même quelques voix supplémentaires pour le non », remarque la chercheuse Ilke Toygür.

À l'approche de ce référendum à l'issue incertaine, les spécialistes se risquent à quelques pronostics. La victoire du oui, estiment certains, pourrait encourager le président, une fois ses pouvoirs renforcés, à assouplir son discours, notamment envers l'Europe, et certaines voix critiques, comme les professeurs et les écrivains. Les plus pessimistes, comme le juriste Ibrahim Kaboglu, craignent a contrario qu'il n'en profite pour mettre un coup d'accélérateur à son « projet » politique, teinté, selon lui, « d'islamisme et d'autoritarisme ». Et si le non gagnait ? « C'est peu probable », tranche Mustafa Sentop, le président de la commission constitutionnelle, convaincu que le pays a besoin d'un « homme fort », « capable d'en finir avec les différents politiques qui paralysent le pays ». Avant de prévenir : « Si c'était le cas, nous n'abandonnerons pas ces amendements. » L'histoire de la « nouvelle Turquie » d'Erdogan a encore de nombreuses pages à remplir. ■

LE FIGARO

samedi 15 - dimanche 16 avril 2017

## Lami Özgen : « Le pouvoir cherche à régner par la peur »

PROPOS RECUEILLIS  
PAR D. M. (A ISTANBUL)

LE FIGARO - : Depuis le coup d'État raté du 15 juillet, 103 000 fonctionnaires ont été licenciés ou suspendus.

Comment expliquer une telle purge ?

Lami ÖZGEN - : Ils sont accusés soit d'avoir soutenu Fethullah Gülen (accusé par le président Erdogan d'avoir fomenté le putsch) soit de soutien ou de lien avec une organisation terroriste. Mais, par les temps qui courent, l'interprétation du terme « terroriste » est largement subjective : de nombreux professeurs ont ainsi été suspendus parce qu'ils avaient simplement signé une pétition en faveur du retour à la paix dans le sud-est du pays (où la guerre entre les forces de l'ordre et la guérilla kurde du PKK a repris à l'été 2015, NDLR). Souvent, les licenciements se font sur la base d'accusation arbitraire ou de délation, y compris par leurs confrères. Imaginez un enseignant remercié du jour au lendemain, sans raison valable et sans recours pour pouvoir se défendre. C'est traumatisant.

Quelles sont, justement, les conséquences de ces révocations ?  
Outre les postes d'enseignants restés vacants et les élèves privés de cours, l'im-

pact est financièrement terrible sur les familles des fonctionnaires remerciés. Ceux qui sont suspendus continuent à gagner deux tiers de leur salaire et peuvent logiquement recevoir une compensation s'ils sont réintégré. Mais pour les personnes licenciées, c'est la précarité totale : ni revenu, ni aide sociale, ni pension. Bien souvent, le secteur privé refuse de les employer par peur de représailles. Ces gens-là se retrouvent socialement marginalisés et stigmatisés. C'est aussi le cas pour les employés municipaux ou les médecins des hôpitaux publics qui ont perdu leur emploi. À cela s'ajoute l'impossibilité de voyager à l'étranger : un grand nombre de passeports ont



Lami Özgen, coprésident de KESK (Confédération des syndicats de fonctionnaires). DR

été annulés. Plongés dans le désespoir, les victimes de cette répression en viennent parfois au suicide. Depuis la vague de sanctions postputsch, nous avons recensé 40 cas de fonctionnaires ayant mis fin à leurs jours.

Pourquoi les fonctionnaires se retrouvent-ils autant dans le collimateur des autorités ?

C'est un moyen de renforcer le contrôle sur les voix critiques. C'est aussi une forme d'intimidation : voilà ce qui va vous arriver si vous êtes contre le système. Nombre de fonctionnaires révoqués sont d'ailleurs membres de notre Confédération, connue pour ses chants laïques et son opposition au président Erdogan. Les autorités cherchent à tout prix à nous criminaliser, à convaincre l'opinion publique que nous sommes dangereux. D'où cette fâcheuse tendance à faire l'amalgame entre opposant et terroriste. En fait, le pouvoir cherche à régner par la peur.

Que pensez-vous de la réforme constitutionnelle sur l'augmentation des pouvoirs du président ?

Ce n'est pas une réforme. C'est un changement de régime ! L'objectif est de concentrer les pouvoirs entre les mains d'un seul homme. Si le oui l'emporte, je crains que les droits des fonctionnaires n'en pâtissent encore plus. Notre confédération soutient le non pour deux raisons : d'abord parce qu'elle s'oppose au texte, ensuite parce qu'elle dénonce le manque de transparence et d'équilibre lors de la campagne. Nos membres en ont d'ailleurs fait les frais. En province, des poursuites ont été lancées contre certains de nos membres parce qu'ils distribuaient des tracts. ■

# Erdogan, Turkey's savior or saboteur?

ANKARA, TURKEY

That is the question voters will decide during this weekend's referendum

BY PATRICK KINGSLEY

The political career of Yasar Yakis, a former foreign minister of Turkey, offers a telling look at the trajectory of the country's president, Recep Tayyip Erdogan.

Fifteen years ago, Mr. Yakis was a founding member of Mr. Erdogan's political group, the Justice and Development Party, or A.K.P. for short. Mr. Yakis was a career diplomat and stalwart of the secular Turkish bureaucracy, and his appointment as foreign minister in 2002 embodied the party's attempts to appeal beyond its conservative, Islamist base.

But less than four months later, Mr. Yakis lost his cabinet post. In the years since, he has been increasingly at odds with Mr. Erdogan, as the leader's policies grew increasingly authoritarian.

Mr. Erdogan, Mr. Yakis remarked, once compared democracy to a tram: You can leave it once you reach your stop. Today, Mr. Yakis said, Mr. Erdogan "is not any longer on the tram."

Such an argument carries particular resonance these days, as Turks prepare for a referendum on whether to expand the constitutional powers of the president. Turkey is a country in chaos, and the question voters will decide on Sunday is an important one: Is the proposed constitution a necessary means of quelling the country's many crises, as Mr. Erdogan's supporters say?

Or is the president, as his critics insist, using the turmoil to shroud a power grab that would sound the death knell for Turkish democracy?

No one questions that Turkey is grappling with a long string of troubles. To reassert control after a failed coup last year, Mr. Erdogan has purged about 130,000 people from their jobs and arrested approximately 45,000, creating an administrative vacuum in the process. Many of the purged are accused of association with the movement led by Fethullah Gulen, the reclusive Muslim cleric in self-imposed exile in Pennsylvania, who Mr. Erdogan says orchestrated the July 15 uprising. But some are dissidents from secular, leftist or Kurdish backgrounds. More than 120



A billboard in Malatya, Turkey, featuring the nation's president, Recep Tayyip Erdogan, for the Evet (Yes) campaign to expand the constitutional powers of his office; the post of prime minister would be scrapped.

of them are journalists, according to Amnesty International.

The economy is struggling. Nearly a quarter of young Turkish people are out of work — the highest percentage since the peak of the financial crisis in early 2009. And beyond Turkey's southern border, Mr. Erdogan has dwindling influence on shaping the outcome of the Syrian civil war, should it finally be settled.

His favored Syrian proxies have failed to oust Bashar al-Assad, the Syrian president, while Kurdish militias — which Mr. Erdogan sees as terrorists — have established autonomous statelets in two parts of northern Syria, with the implicit backing of the United States and Russia.

The Syrian war has spilled into Turkey, where more Syrian refugees — around three million — have sought shelter than in any other country.

Turkey has its own internal battles, too. The Islamic State and Kurdish nationalists are waging separate terrorist campaigns on Turkish soil. The crushing of a recent Kurdish uprising in southeast Turkey left the centers of several majority-Kurdish cities in worse condition than some Syrian ones and displaced up to half a million people.

Adding to this mess, Mr. Erdogan has a toxic relationship with Europe, accusing countries like the Netherlands and Germany of Nazism after they barred his surrogates from holding referendum rallies for expatriate Turks on their territory.

According to Mr. Yakis, the scale of the diplomatic fallout, which has proba-

bly ended any remaining hopes of Turkey's joining the European Union, has few parallels.

"I don't remember an era in the recent decades and scores of years in which Turkey was isolated to this extent," said Mr. Yakis, 78. "I don't remember periods where Turkish public opinion was as divided" within the country, he added.

To Mr. Erdogan, the answer to all these challenges is the expansion of his mandate. For now, he is by law, though not in practice, an impartial head of state who lacks full executive authority. The new system would allow him both to lead his own party and to formally hold full executive power — power that he has informally exercised since moving from prime minister to president in 2014, despite not having the constitutional right to wield such clout.

If enough Turks vote for the constitutional changes — and some polls suggest they might, after prolonged intimidation of the "no" vote — whoever wins presidential elections in 2019 will gain a powerful new office.

The post of prime minister will be scrapped, giving only the president the power to form a government, while reducing the ability of other institutions to scrutinize his decisions. The president would be limited to two five-year terms, with the option of running for a third term if Parliament truncated the second one by calling for early elections.

"The referendum reorganizes the fundamentals of the state," said Ertugrul Yalcinbayir, who served alongside Mr. Yakis as deputy prime minister in the A.K.P.'s first cabinet, and who is now

campaigning against expanding the president's powers.

Under the new system, the president would have the power to issue decrees, appoint a vast array of top officials and set the national budget, all with limited legal oversight. If Parliament rejects the president's budget, the previous year's program would continue with minor adjustments, unlike in the United States where lawmakers can ensure a government shutdown.

Under the proposed measure, the president would appoint 12 of the 15 judges on the constitutional court, the body with the ultimate authority to scrutinize the legality of his decrees. He would appoint six of the 13 members of the country's higher judicial authority, which oversees the appointment of Turkey's 14,000 judges and prosecutors. Three of the rest would be selected by Parliament, making it likely that he and his party would appoint most of the members of the two most important judicial bodies in the land.

"Checks and balances will be extraordinarily weak and difficult to apply," Mr. Yalcinbayir said. "We are not saying it

will necessarily be an authoritarian state. But this new package could lead the way to that, and we can't live with that fear."

One amendment would even allow the president to order disciplinary inquiries into any of Turkey's 3.5 million civil servants, said Metin Feyzioglu, the head of the Turkish Bar Association. This means that the local branch of the president's political party "in a particular town would have de facto power over the public servants in that town," Mr. Feyzioglu said. "It leads to a total party state."

Yet, Mr. Erdogan's supporters see things differently. They highlight how the new constitution would abolish army courts, further diminishing the influence of the military, which has ousted four elected governments in less than 60 years. The constitution would also give the opposition the power to override the president's decrees with its own legislation and to call for early presidential and parliamentary elections, as long as opposition parties managed to win a majority in Parliament.

But even if they cannot, the prospect

of an all-powerful Erdogan presidency is still palatable to many Turks.

"If it is going to give him more power," said Merve Kavakci, a political scientist who supports Mr. Erdogan, "and if it is what the Turkish people want, so be it."

Under Mr. Erdogan, Turkey's economy was, for a time, one of the world's fastest-growing. He upgraded infrastructure, built roads and bridges and improved health care and social services.

Whatever the result on Sunday, little may change immediately, Mr. Yakis reckons. Win, and Mr. Erdogan simply bestows constitutional legitimacy on the status quo. Lose, and he will continue as a de facto executive president.

In the longer term, however, a "yes" vote will accelerate Turkey's authoritarian descent, Mr. Yakis said. "There is a general rule in the social sciences: Power corrupts, and absolute power corrupts absolutely."

But such a power grab, he said, might ultimately be unsustainable. "The Turkish electorate," he said, "is capable of resisting or going against a strong leader when it is necessary."

## OPINION

International New York Times APRIL 15-16, 2017

# For Turkey, a vote of good governance

Gulnur Aybet

**ANKARA, TURKEY** Turkish voters go to the polls on Sunday in a referendum on a new constitution that would change the system of their country's government. The ruling Justice and Development Party, or A.K.P., introduced these amendments last December — with the support of the opposition Nationalist Movement Party — to fix flaws in the current system. Unfortunately, the government's proposals are being taken out of context. Opponents have cast the referendum as an attempt to grab power by President Recep Tayyip Erdogan rather than what it really is: an effort to improve governance.

The basis of Turkey's political system is a constitution that was written in

**Don't listen to the critics. Turks are voting for democratic reforms.**

1982 by the generals who had carried out a military coup two years earlier. That document was then amended 18 times under six successive governments. In 2007, a referendum was held on an amendment to introduce the direct election of the presidency. It passed with nearly 60 percent of the vote. But the system remains riddled with inconsistencies and inefficiencies.

The current constitution establishes

neither a parliamentary system nor a presidential one. In fact, it is a two-headed hybrid, with a directly elected parliament and a directly elected president. With both a president and a prime minister elected through popular vote, any major dispute on policy between the two leaders could cause deadlock and political crisis.

Turkey is not immune to such crises. The 1992 tensions between President Turgut Ozal and Prime Minister Suleyman Demirel had major costs to Turkey in its international affairs, and the 2001 conflict between President Ahmet Necdet Sezer and Prime Minister Bulent Ecevit helped trigger economic turmoil that took years to recover from. The 2007 referendum was a step toward a more effective executive branch, but it was only a partial step toward stability. By getting rid of the prime minister's office and placing power firmly within the presidency, these contradictions will be reconciled.

Perhaps, critics of the referendum argue, Turkey should revert to the purely parliamentary system. But it, too, was messy. In the Turkish Republic's 95 years of existence there have been 65 governments. (In a normal parliamentary democracy in which elections are held every four or five years, there would be about 20 governments over this period of time.) The old system led to a series of unstable coalitions that paved the way for military coups.

While it is true that since the A.K.P.

came to power in the early 2000s there has been much improved stability, this is an exception in Turkey's modern history — and may not always be the case. As recently as 2015 the A.K.P. was short 20 seats for a majority, resulting in a very unstable Parliament because of extreme disagreements between Turkey's major political parties.

Although the 2007 referendum introduced election of the president directly by the public, offering a stronger presidential body, the adoption of this change created a system in which two main bodies are elected directly by the public: the president and the prime minister. This has remained a risk as it creates a fragile executive structure that could create a total deadlock in governance.

Another myth is that the proposed constitution will give Mr. Erdogan total control over the judiciary. In fact, the new constitution would allow the president to appoint four members to the Supreme Council of Judges and Prosecutors, Turkey's highest legal body responsible for oversight of a judicial system. That's actually the same number the president appoints now. Although the number of members of the council has been reduced, this does not mean it will be a less accountable body. In fact, it will be more democratic, since the Parliament, rather than the unelected Court of Cassation, will appoint the remaining members.

The power and authority of the presi-

dent in appointing judges in fact does not change from today's system to the proposed system. This allegation is misleading. The total membership and composition of the constitutional court will not change. What the new constitution will do, however, is abolish two

**The biggest critique raised by those campaigning for a "no" vote on the constitution is that it will leave no checks and balances on Mr. Erdogan. This is simply wrong.**

military courts — holdovers from the military-authored constitution — thereby placing the judiciary completely under civilian control for the first time in Turkey's history.

The new constitution will also streamline the legislative process. It's true that the president will be able to

issue laws by decree, but this will be related only to specific areas concerning executive power, such as the regulation of the national security council and determining guidelines for senior management appointments. The Parliament will have the authority to declare a

decree null and void by issuing a law on the same subject and presidential decrees will be subject to supervision of Parliament and the Constitutional Court.

The biggest critique raised by those campaigning for a "no" vote on the constitution is that it will leave no checks and balances on Mr. Erdogan. This is simply wrong. The proposed constitution stipulates that the president — along with the vice president and cabinet ministers — can be subject to parliamentary investigation. If the investigation finds them guilty, they can be referred by Parliament to prosecution by the Supreme Court. In fact, this would be more oversight than the president is subjected to now. Turkey's current system includes no mechanism whatsoever to appeal or investigate presidential conduct.

Moreover, these reforms aren't the invention of President Erdogan. Previous presidents, including Turgut Ozal, Suleyman Demirel and Tansu Ciller, all called for similar reforms. But when the A.K.P. puts forth a workable set of reforms, former proponents of change in the center and far-right bloc, such as elements of the M.H.P. and the conservative Saadet Party, suddenly become

defenders of the clumsy old system.

Domestic critics aren't the only hypocrites. Western alarmists today are bashing Mr. Erdogan for his proposed constitutional referendum, claiming it will solidify his authority, even though they have a long history of supporting dictators in other countries. Somehow they find that when an elected leader like Mr. Erdogan seeks to fix his country's problems, he is suddenly a dictator trying to amass power.

At the end of the day, the people of Turkey will decide on the future of their country's political system on Sunday. No president is above the will of the people — Mr. Erdogan included. Professional spinmeisters and political profiteers can distort the proposed amendments, but no matter how far they pull the debate away from what is actually necessary for a functioning political system in Turkey, it is the will of the electorate that everyone must in the end accept.

*GULNUR AYBET is senior adviser to the president of the Republic of Turkey and a professor of international relations at Yildiz Technical University in Istanbul.*



April 11, 2017

## Top Kurdish leaders meet to assess independence referendum efforts

By Rudaw.net 11/4/2017

**ERBIL, Kurdistan Region** — Senior Kurdish officials from the leadership of the two main ruling parties are in a meeting to discuss the status of the Kurdish efforts to hold a referendum on Kurdish independence, attended by the Kurdistan Region's President Masoud Barzani and Prime Minister Nechirvan Barzani.

Hoshyar Zebari, a senior official from President Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP), told Rudaw on Monday that Tuesday's meeting is to "to assess the meetings, and recent communications that happened lately," making reference to a series of talks regarding a Kurdish referendum on independence.

The KDP and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) held a high-level meeting last week presided over by President Barzani founding a committee to discuss the issue of Kurdish independence with other Kurdish parties and the Iraqi federal government.

The PUK Deputy Secretary-



A high-level meeting between the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and Kurdistan Democratic Party (KDP), with President of the Kurdistan Region Masoud Barzani in attendance.

Photo: Rudaw video

General Kosrat Rasul, who is also Kurdistan's Vice-President, together with senior members of his party, welcomed the KDP delegation at its politburo office in Erbil.

Rasul told Rudaw before today's meeting that the two sides will discuss the current situation in the Kurdistan Region, including reactivating the Kurdish parliament that has not convened for about two

years.

Gorran refused to meet with the joint KDP-PUK committee stating last Tuesday that the Kurdistan parliament is the only legitimate entity that should decide on conducting a referendum on independence.

On October 2015, the speaker of the Kurdistan Region's parliament Yousif Muhammed, a Gorran member, was told to leave the capital of

Erbil and barred from returning to his post after disagreements between KDP and Gorran.

The KDP says that the referendum does not need an act from the now-paralyzed Kurdish parliament, a view not shared by the rival Gorran Movement.

The KDP-PUK joint committee met with almost all parties in Kurdistan except the Gorran Movement, and with some Turkish and Christian parties in the Kurdistan Region who showed their support for the independence referendum.

The Committee also met with leaders in Baghdad, including with Prime Minister Haider al-Abadi who had already said he is not in support of the referendum.

In diplomatic efforts, the Kurdistan committee hosted a high-level meeting with representatives of foreign missions in Erbil last week, including from Iran and Turkey who had already expressed their objections to the referendum.

Zebari told Rudaw Sunday night that holding referendum on independence is "not risk-free" and will test the water regarding reactions from other countries before the Kurdish leadership decides on declaring an independent Kurdistan, revealing that the issue has been discussed with all permanent members of the UN Security Council. ■

# Thierry Zarcone

## « En Turquie, les confréries soutiennent Erdogan »

Alors que les Turcs se prononcent dimanche 16 avril sur la réforme constitutionnelle, l'historien des religions rappelle l'influence des différents courants du soufisme sur le pouvoir politique

### ENTRETIEN

PROPOS RECUEILLIS  
PAR MARIE JÉGO

ISTANBUL - correspondante

**H**istorien, directeur de recherches au CNRS, Thierry Zarcone est un spécialiste de l'histoire intellectuelle et religieuse des mondes turc, centraasiatique et iranien. Il a vécu en Turquie et en Ouzbékistan. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont le dernier, *Le Croissant et le Compas, islam et franc-maçonnerie, de la fascination à la détestation*, a été publié en 2005 aux éditions Dervy.

**Qu'est-ce que le confrérisme en Turquie ? Quels sont ses liens avec le soufisme ?**

Les confréries (*tarikats*, de l'arabe « voie », « chemin »), apparues dans le monde arabe vers le XIII<sup>e</sup> siècle, sont une institutionnalisation de la mystique musulmane, le soufisme, qui existe depuis le VIII<sup>e</sup> siècle.

Le soufisme encourage une lecture approfondie du Coran et une démarche introspective sous la direction d'un maître spirituel (le cheikh), complétées de rituels d'initiation, de techniques méditatives et de danses extatiques. Mais en donnant une structure administrative à la pensée soufie, la confrérie réduit la spontanéité mystique.

Les confréries ont des différences notables. Les unes (Nakchibendiye) respectent aveuglément la lettre du Coran et la tradition religieuse et s'emploient à concilier l'action sociale et politique avec la voie as-

cétique. D'autres, moins rigides, comme les derviches tourneurs (Mevlevi) par exemple, accueillent la musique et la danse – proscrites par les premières – et prennent une certaine liberté avec le message coranique. Un troisième groupe (Bektachi, Mélami) confine à l'hétérodoxie, avec l'accueil de pratiques extérieures à l'islam – chamaniques, animiques ou chrétiennes – permettant, entre autres, aux hommes et aux femmes de prier ensemble en public.

Mustafa Kemal Atatürk [premier président de la République turc de 1923 à 1938], inquiet surtout par les confréries les plus traditionnelles qui représentaient, à l'époque ottomane, quasiment un Etat dans l'Etat, les avait interdites en 1925. Quelques-unes, en particulier les plus traditionnelles (Nakchibendiye), se sont reconstituées dans la clandestinité et sont réapparues dans les années 1950. Elles sont aujourd'hui officiellement tolérées.

**Les confréries sont-elles actives dans la vie politique ?**

Depuis leur sortie de l'ombre dans les années 1950, les confréries se sont investies, avec prudence, dans différents domaines. On a pu noter le retour de la danse des derviches tourneurs, sous une forme folklorisée. Quant à la confrérie Nakchibendiye, la plus puissante de toutes et la plus austère, elle se concentre sur l'islamisation et l'action sociale et politique. Elle est à la tête de réseaux de solidarité et d'entraide socioprofessionnelle qui regroupent des maisons d'édition, des librairies, des médias, des cliniques, crèches, écoles et des cours de soutien scolaire. Leurs membres investissent certains ministères, comme celui des affaires religieuses, ainsi que les facultés de théologie, et tis-



A Konya, la ville où a été fondée la confrérie soufie des Mevlevi, une troupe de derviches tourneurs exécute le sema,



NATHALIE RITZMANN

sent des réseaux d'action sociale et politique. La Nakchibendiye a des antennes et des membres en Europe et aux Etats-Unis. Longtemps menacée par les militaires pour ses actions antilaïques, cette confrérie a connu un essor notable avec l'arrivée au pouvoir, en 2002, du parti AKP (Parti de la justice et du développement) de Recep Tayyip Erdogan qui lui est très favorable. Son emprise sur la société a été multipliée.

**Ont-elles contribué à l'avènement de l'islam politique en Turquie ?**

L'une des principales figures charismatiques de la Nakchibendiye, le cheikh Zahid Kotku, se trouve à la tête d'une branche de cette confrérie appelée Iskender Pacha, du nom de la mosquée, à Istanbul, où elle tient ses réunions. Celui-ci incite plusieurs de ses disciples, dans les années 1970, à fonder un parti pour contrer le kémalisme et redonner sa place à la religion dans la Turquie contemporaine. Son élève, Necmettin Erbakan, ingénieur et universitaire, fonde alors, en 1971, la première grande formation religieuse, le Parti de l'ordre national, quatre fois interdit et reconstitué sous des noms nouveaux, dont il sera le leader historique jusqu'à sa mort en 2011.

Le cheikh Kotku est resté longtemps le conseiller occulte du parti. Après sa mort, en 1980, son gendre, Esat Cochhan, lui a succédé. Jusqu'à sa mort en 2000, c'est à ce dernier qu'Erdogan faisait allégeance. Le modèle structurel confrérique a inspiré l'organisation du parti : ordre hiérarchique, serment d'allégeance au leader et obéissance presque aveugle des encartés. En 2001, reconstitué sous le nom de Parti de la vertu, il se divise finalement entre, d'une part, le Parti du bonheur, toujours dirigé par Erbakan, et, de l'autre, l'AKP d'Erdogan, qui veut réformer l'islam politique. En 2015, une cinquantaine de députés AKP appartenaient toujours à la branche Iskender Pacha de la Nakchibendiye, dont l'ancien premier ministre de 2014 à 2016, Ahmet Davutoglu.

**Les confréries monnaient-elles leur soutien ? Y a-t-il une forme de clientélisme électoral ?**

Les confréries soufies sont souvent accusées de pratiquer le système du « vote de groupe » à la demande des cheikhs. Les trois principales branches de la Nakchibendiye, avec leurs centaines de milliers de fidèles,

ont un impact notable sur les élections. Le vote des confréries va habituellement vers les partis religieux, mais, parfois, en cas de dissension, ils vont vers le Parti d'action nationaliste (MHP), parce que celui-ci, depuis les années 1980, a réussi à concilier l'ancien nationalisme panturc et l'islam (ce qu'on a appelé la « synthèse turco-islamique »).

En 2011, l'AKP a perdu le soutien de l'ensemble de la Nakchibendiye à cause de sa politique religieuse modérée, et ses votes sont allés vers le MHP et le Parti du bonheur. Mais, lors de la présidentielle de 2014 et des législatives de 2015, les trois branches de la confrérie ont soutenu Erdogan, à l'issue de tractations et de promesses diverses, et face au risque de voir l'AKP perdre, ce qui aurait nui aux islamistes en général. Les confréries soutiennent aujourd'hui le oui au référendum sur la réforme constitutionnelle du 16 avril devant étendre les pouvoirs d'Erdogan.

### Le mouvement de Fethullah Gülen peut-il être considéré comme une confrérie ?

Ce courant, issu du mouvement des Nourdjous (partisans de la lumière), apparu à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, est devenu l'une des plus puissantes mouvances de l'islamisme turc contemporain. Son fondateur, Saïd Nursi (1878-1960), dénonçait le système archaïque des confréries qu'il estimait inadapté à la modernité et responsable du déclin de l'Empire ottoman et de l'islam. Mais Nursi, repris par Fethullah Gülen, ne critique pas la pensée soufie, qu'il considère comme autonome et non corrompue par le confrérisme. Les Nourdjous et le courant de Gülen, qui se présentent comme des « communautés » (*cemaat*), défendent le soufisme contre le confrérisme, ce qui les oppose depuis toujours aux Nakchibendis.

Gülen s'est séparé, en 1974, du mouvement nourdjou, car il voulait davantage d'action politique que ne le permettait le mouvement, adepte de la neutralité. Il voulait aussi mettre l'accent sur l'éducation en créant un réseau d'écoles nouvelles. Le conflit qui oppose l'islam politique et la communauté de Gülen est ancien. Erbakan et Gülen se dé-

testent, et les deux hommes divergent sur de nombreux dossiers : le voile, les écoles religieuses, l'armée, la politique à l'égard d'Israël, de l'Iran, etc. Si Gülen rejoint l'AKP en 2002, c'est, entre autres, parce que son vieil ennemi Erbakan en a été écarté, mais les sujets de divergence restent latents.

La rupture de la fin 2013, entre l'AKP d'Erdogan et la communauté de Gülen, était prévisible, car les gülenistes ont noyauté l'appareil d'Etat. Outre cette rivalité pour le pouvoir, il s'agit d'un affrontement entre deux charismes, deux hommes qui, chacun à sa manière, fascinent leurs troupes. Il y a là une guerre interne au sunnisme, sur la façon de marier celui-ci avec les impératifs d'un Etat moderne, démocratique. L'AKP poursuit les gülenistes à partir de 2014, et principalement depuis le coup d'Etat de juillet 2016 qui leur est imputé, ce qui n'est pas entièrement faux.

### L'organisation des Frères musulmans est-elle influente en Turquie ?

L'islam politique turc présente de nombreux points communs avec les Frères musulmans égyptiens, dont Erdogan avait salué la victoire électorale en 2012, au moment des printemps arabes. Il a ensuite condamné le coup d'Etat du général Al-Sissi, un an plus tard, qui a fait jeter le président, Mohamed Morsi, en prison et contraint un grand nombre de Frères à fuir l'Egypte pour la Turquie. Cette idéologie n'est pas sans influence en Turquie, où les principaux penseurs du mouvement (Hassan Al-Banna, Mohamed Qotb) ont été traduits depuis les années 1970.

On connaît aussi des théologiens proches de l'AKP qui louent l'idéologie des Frères, mais critiquent les confréries qui, à leurs yeux, divisent l'islam et imposent des maîtres spirituels entre les hommes et Dieu. Le geste des « quatre doigts levés » que les Frères musulmans ont exécuté sur la place Rabiya Al-Adawiya, au Caire, au moment du coup d'Etat de 2013, a été adopté par Erdogan pour marquer son opposition au putsch égyptien et son combat contre les ennemis qui ont frappé la Turquie en juillet 2016.

### La sécularisation imposée par Atatürk n'a-t-elle pas, au contraire, renforcé l'islam turc ?

La violence des réformes kémalistes entre 1925 et 1936, qui ont effacé l'empreinte de l'islam et de la civilisation ottomane sur la Turquie moderne, a suscité une réaction religieuse dès que le pays a adopté le multipartisme en 1946. Le projet d'Atatürk de réformer l'islam pour en faire une religion de la raison et des Lumières est un échec. Le pays a connu un tournant en 1980, lorsque les militaires ont imposé des cours de religion obligatoires dans les écoles de la République afin d'opposer une morale religieuse à l'athéisme marxiste. La « synthèse turco-islamique » s'est imposée comme l'idéologie officielle.

Depuis la victoire de l'AKP, la laïcité autoritaire de l'Etat turc n'est plus de mise : Erdogan veut une laïcité neutre, mais un individu libre de ne pas l'être et de donner une grande visibilité à sa pratique religieuse. Ces deux dernières années, des élus de l'AKP ont suggéré que la laïcité ne devrait plus avoir sa place dans la nouvelle Constitution. Difficile de savoir s'il s'agit d'une simple velléité ou d'un plan annoncé pour une sortie de la laïcité.

### La Turquie pourrait-elle devenir à terme une République islamique ?

Il est impensable que la Turquie puisse se donner un régime qui, sur le modèle de l'Iran ou du Soudan, impose la charia. Non seulement, les partisans d'un tel régime sont, semble-t-il, minoritaires parmi les électeurs de l'AKP, mais ce régime susciterait immédiatement contre lui une alliance sacrée des kémalistes, laïques et nationalistes, et des alévis. L'enjeu des années à venir, si l'AKP reste au pouvoir, est plutôt une éventuelle sortie de la laïcité qui pourrait faire de la Turquie, à l'instar de plusieurs pays européens, une démocratie qui reconnaîtrait un culte. Mais, là aussi, les oppositions seront vives. ■



## Militantes kurdes tuées à Paris: la porte s'ouvre à de nouvelles investigations

Paris, 28 avril 2017 (AFP)

LE PARQUET ANTITERRORISTE a ouvert une nouvelle enquête sur l'assassinat de trois militantes kurdes à Paris en 2013, une affaire où le seul suspect est mort en prison et où les services turcs ont été mis en cause, a appris l'AFP vendredi de sources proches du dossier et judiciaire.

Mort fin 2016 à 34 ans d'une tumeur au cerveau, le Turc Omer Güney n'a pu être jugé pour ces assassinats. Il devait comparaître devant la cour d'assises spéciale à Paris à partir du 23 janvier, accusé d'avoir tué le 9 janvier 2013 les militantes kurdes Sakine Cansiz, fondatrice du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), Fidan Dogan et Leyla Saylemez dans les locaux du Centre d'information du Kurdistan (CIK) à Paris.

En février, les familles des militantes ont déposé une nouvelle plainte avec constitution de partie civile contre les complices et co-auteurs de ces assassinats, en souhaitant de nouvelles investigations. Depuis cette plainte, susceptible de se heurter à l'extinction de l'action publique en raison de la mort de Güney, les avocats des familles ont fait parvenir au parquet antiterroriste des documents en langue turque, ont expliqué à l'AFP des sources proches du dossier.

L'enquête préliminaire a été ouverte pour permettre dans un premier temps la

traduction de ces documents, a indiqué une source proche du dossier. Elle a été ouverte mercredi et confiée à la Sous-direction antiterroriste (SDAT) de la police judiciaire pour les crimes d'assassinats en relation avec une entreprise terroriste et association de malfaiteurs terroristes criminelle, a précisé une source judiciaire.

"C'est un grand soulagement pour les familles. Ça veut dire que les investigations pourront se poursuivre", a réagi l'un des avocats des familles, Me Antoine Comte, contacté par l'AFP.

Si Omer Güney, qui clamait son innocence, était le seul accusé, les enquêteurs avaient pointé "l'implication" de membres des services secrets turcs, le MIT, dans ce triple assassinat, sans désigner de commanditaires.

Les investigations n'avaient pas permis d'établir si ces agents avaient agi "avec l'aval de leur hiérarchie" ou "à l'insu de leur service afin de le discréditer ou de nuire au processus de paix", entamé à l'époque entre Ankara et le PKK, avait indiqué une source proche du dossier.

Des médias turcs avaient notamment diffusé un document présenté comme un "ordre de mission" du MIT pour Omer Güney.

Le MIT avait officiellement démenti toute implication en janvier 2014. ●

# Iranian Militia Role in Syria, Iraq Prompts Alarm

Jamie Dettmer/ April 19, 2017  
<http://www.voanews.com>

Earlier in April he was spotted in the northern countryside of the central Syrian province of Hama, where the forces of President Bashar al-Assad have been battling a surprise rebel offensive and reportedly sustaining high casualties.

On Monday, according to local news reports, General Qassem Soleimani, commander of Iran's elite Quds Force, a special forces branch of the Iranian Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC), was in Kirkuk, 1,000 kilometers from Hama, trying to broker a deal between Shi'ite militias and the Kurds about eventual control of the disputed northern Iraqi city.

The London-based Al-Araby Al-Jadeed, a Qatari-owned pan-Arab news outlet, reported that Soleimani's visit to Iraq's Kurdish region lasted several days, and during that time the Quds Force commander stressed that Kirkuk should remain a city for all Iraqis and shouldn't be annexed by the Kurds. He said military clashes between Kurds and Shi'ites should be avoided.

As the wars have raged in Syria and Iraq, and as Iran has deepened its military involvement, Soleimani increasingly has taken on the role, according to some analysts, as Iran's viceroy in the Levant — a mixture of soldier and satrap.

## CREDITED AS STRATEGIST

Syrian rebel commanders credit the silver-haired 59-year-old with being the principal architect last year of Assad's military strategy to retake the rebel-controlled eastern half of the city of Aleppo, and of channeling rebel militias into the neighboring province of Idlib, shaping what military strategists term a "kill zone."

Analysts and Western intelligence agencies closely observe Soleimani's movements as they try to work out what Iran's longer-term goals are for Syria and Iraq. Will both be turned into what will be seen as provinces of Iran and platforms for Tehran's regional ambitions? Who will run Iraq and Syria once the Islamic State terror group is ousted from Mosul and Raqqa?

The three countries share deep religious and cultural ties, but the power of Iran now in Syria and Iraq comes with the presence of tens of thousands of Shi'ite militiamen linked to Tehran and trained and commanded by Quds Force generals and Soleimani, who reports, reputedly, directly to Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei.

It is thanks to Shi'ite militias and Iranian combat troops as much as to Russian airpower that battlefield fortunes have shifted in Syria to favor Assad, military observers say.

Since January 2013, more than 1,000 members of the Quds Force or other IRGC units have been killed fighting in Syria — most of them Pakistani Shi'ites recruited with the lure of Iranian citizenship and cash. Several IRGC generals have died in Syria, including Hassan



FILE - A Shi'ite fighter clashes with members of the Sunni-dominated Free Syrian Army rebel in the town of Hatita, in the countryside of Damascus, Syria, Nov. 22, 2013.

Shateri, a veteran of Iran's covert wars in the Middle East, whose 2013 funeral at Amir al-Momenin Mosque in Tehran was attended by Soleimani.

Some analysts estimate that about 10,000 Iranian combat troops are in Syria, as well as thousands of fighters from Lebanon's Tehran-affiliated Shi'ite militia, Hezbollah.

As the United States and Iran jostle for influence in the Levant, Iran's growing power in Syria and Iraq is causing unease in Western capitals.

"The extent of lasting Iranian influence seems to be of special concern," analyst Sam Heller noted in a recent roundtable discussion on Syria's future by scholars at the Century Foundation, a U.S.-based research organization.

## RESENTMENT IN SYRIA, IRAQ

There's alarm even among some government loyalists in Damascus and Baghdad who chafe at Iranian clout. In the summer of 2015 in Syria, there were reports of resentment among some of Assad's Syrian commanders at the influence of Quds Force generals.



FILE - Members of the mainly Shi'ite Hashid Shaabi militia hold a portrait of Quds Force Commander Qassem Suleimani during a demonstration to show support for Yemen's Shi'ite Houthis and in protest of an air campaign in Yemen by a Saudi-led coalition, in Baghdad, March 31, 2015.

In Iraq, Shi'ite militias not under control of Tehran but loyal to Iraq's Grand Ayatollah Ali Sistani have bristled at talk of Najaf, considered the third-holiest shrine by Shi'ite Muslims, eventually coming under Iranian sway. In the meantime, Tehran-loyal militias have branched out and extended their control of more Iraqi territory.

Last month, Asaib Ahl al-Haq, one of the largest militias professing allegiance to Khamenei, moved its headquarters into a palace built by Saddam Hussein in a Sunni-majority neighborhood of the Iraqi capital.

Otherwise, the Quds Force-linked Shi'ite militias have been careful to observe the overall direction of Iraq's prime minister, Haider al-Abadi, about the conduct of the battle against IS and have remained outside Mosul, allowing Iraq's regular security forces to battle inside the mainly Sunni city.

And they have avoided clashing with the 5,000 or so American troops now stationed in Iraq or the U.S.-backed Kurdish peshmerga forces. There were fears that following the U.S. cruise missile strike this month on a Syrian government airfield, Iran may have ordered Shi'ite militiamen in Iraq to retaliate.

In the longer term, though, it is unclear whether Tehran will accept a continued American military presence in Iraq — one the Iraqi prime minister said on a recent visit to Washington he would like to see.

## - WIDER SHI'ITE ROLE

In March, Hashim al-Musawi, spokesman for the Iran-controlled militia known as the Islamic Resistance Movement in Iraq (al-Nojaba), indicated at a news conference in Tehran that his and other Iranian-affiliated Iraqi Shi'ite militias wanted to take on a more expansive role in the region once the Sunni IS militants were defeated.

He mentioned taking military action against Turkish forces based near Mosul if they didn't withdraw, and forming a brigade on the Golan Heights, controlled by the Assad government, as a means to strike at Israel. IRGC units already are thought to be stationed on the Golan Heights.

At a joint news conference April 5 in Washington with Jordan's King Abdullah, President Donald Trump was asked what he thought about the Iran-loyal militias when it comes to Syria and their support in propping up Syria's Assad.

"Will you go after them?" he was asked. "You will see," he replied. "They will have a message. You will see what message that will be."

But according to Ranj Alaaldin, an analyst at the Brookings Doha Center and author of a forthcoming book on Shi'ite militias in Iraq and Syria, Iran and its proxies "dominate realities on the ground."

"Iranian influence cannot be eliminated," he argued, it can only be contained. ♦

# Independence referendum 'surely' to include Kirkuk, governor

By Rudaw.net 19/4/2017

**KIRKUK, Kurdistan Region** — Kirkuk will "surely" take part in the anticipated Kurdish independence referendum to be held in 2017, Kirkuk Governor Najmadin Karim told reporters, adding that the decision falls on the Kurdish referendum committee.

"A committee has been set up for referendum, the people [on the committee] will take the final decision," he told reporters on Wednesday morning. "When they take that decision, surely [a] referendum will take place in Kirkuk as well."

In their last high-level meeting earlier in the month, the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and the Kurdistan Democratic Party (KDP) announced they would form a seven-party committee to address the legal and technical requirements of a vote on Kurdistan independence.

The committee has not yet been set up yet due to major political differences, especially between the KDP and the Gorran (Change) movement.

The KDP is of the view that approval from the Kurdish parliament is not needed to call the referendum.



Kirkuk Governor Najmadin Karim speaks to reporters on Wednesday. Photo: Rudaw TV

The Kurdish parliament has not convened since October 2015 when the security forces in Erbil, largely under the control of the KDP, blocked the speaker, a Gorran party member, from returning to the capital where the parliament is located.

The KDP has faced another blow on Tuesday when the PUK declared that they hold the view that the referendum cannot be held without reactivating the Kurdish legislature and ending the political deadlock.

The PUK's declaration came in response to remarks made by KDP's

head of foreign relations, Hoshiyar Siwaily, in which he claimed on Tuesday that the majority of politburo members believe that reactivating the parliament is not needed.

Gorran, which is the second-biggest party in Kurdistan in terms of seats in the parliament, along with the Islamic Union, and the Islamic Group (Komal) — all members of the Kurdish coalition government — say they are in favor of the referendum, but it must have a mandate from the parliament.

On the issue of the disputed areas — territories claimed both by

Erbil and Baghdad — including Kirkuk, Rozh Shawes, a senior KDP leader, revealed earlier this month that if the people from these areas asked willingly to take part in the independence referendum, the Kurdish government can in no way stand in their way.

Shawes claimed that the Provincial Council of Kirkuk had already called on the KRG to be included in the independence referendum.

Shawes then said that the KRG waited for more than 10 years to implement Article 140 of the Iraqi constitution that concerns the disputed areas without much success, adding that the Kurds would be naive to wait any longer to be implemented.

"[An independence] referendum in itself is the implementation of this article," he emphasized.

The constitution requires that Iraqis displaced by "Arabization" be compensated and moved back to their original areas, a process that has been resisted by many Arabs who have lived in disputed areas for decades. Kurds see Article 140 as a way to remedy the injustices of "Arabization" policies and strengthen the Kurdistan Region. ■

## Tuz Khurmatu Arab Chieftain urges Peshmerga to stop "Hashd's Violence" He accuses the Shi'ite militias of killing civilians

by Loaa Adel Apr 17, 2017, <http://www.iraqinews.com>

**Tuz Khurmatu (BasNews)** The leader of the Arab tribes in the disputed Tuz Khurmatu (Kirkuk province) called on Kurdistan Region Peshmerga as well as coalition forces to confront the "violations" by the Shi'ite Hashd militias against the civilians in the town.

Militias from the Popular Mobilization

Forces or Hashd al-Shaabi have recommended their "violent actions such as killing and abducting the Arab civilians and storming their houses," Sheikh Sa'ir al-Bayati told BasNews on Monday.

He added that the militias abduct not only Arabs but also Sunni Turkmen and Kurds in Tuz Khurmatu and free them for a big ransom.

The Arab chieftain pointed the finger at the security agencies in the town, "especially



Members of al-Hashd al-Shaabi.

the police forces who act as bystanders to these behaviors by Hashd militias rather than confronting them."

Bayati urged the Peshmerga and coalition forces "to head to Tuz Khurmatu immediately, in order to protect the lives and wealth of the citizens," and hoped for the Shi'ite militias to be expelled from his town. ■

# Can Iran stop Iraqi Kurdistan independence?

Iraqi Kurdish political forces have recently increased their calls for a referendum on Kurdish independence, but Iran may try to prevent this from happening.



Author Hamdi Malik  
April 20, 2017  
www.al-monitor.com

As talk of an independence referendum for Iraq's Kurdistan Regional Government (KRG) grows, Iran's role is becoming more visible, especially that of Qasem Soleimani, the powerful commander of the Islamic Revolutionary Guard Corps' Quds Force. But it appears that this role is retreating in the face of Kurdish ambitions for more independence.

Kurdish media outlets reported April 10 that Soleimani had met senior leaders of the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) in Sulaimaniyah. Rudaw, a media organization aligned with the Kurdistan Democratic Party (KDP), reported April 11 that the goal of the visit was to prevent the KRG from holding an independence referendum.

But it appears that PUK officials were not the only parties to the meeting. Soleimani had discussed the poll with KRG President Massoud Barzani in Erbil. Soleimani is Iran's top official in Iraq, according to KRG Prime Minister Nechirvan Barzani. As such, he has had many relationships with Kurdish figures, especially in the PUK and the Kurdish Movement for Change (Gorran), since the 1990s.

Iraqi Kurdish political forces recently have increased their calls for a referendum on Kurdish independence. The leadership of the KDP has said such a poll will be held this year. The KDP and the PUK agreed to set up a joint panel April 2 to decide how the poll would be run and set a date for it.

Iran is against such a step and sees an independent KRG as a red line, something KDP Secretary-General Fadel Mirani dismissed on April 11, saying, "We don't need permission from anyone to hold a referendum." But it is impossible to ignore the clout of neighboring states opposed to Kurdish independence. Iran especially enjoys serious influence over the PUK and Gorran in Sulaimaniyah, which is close to the Iranian border.

Iran also has various means of affecting developments in Kurdistan. Economically, the Iranian border is a lifeline to the PUK and Gorran heartlands. The border is even more important in light of continuing intra-Kurdish disputes. Iran could economically strangle certain areas of the KRG. "Iran's strategy in Iraq is a policy of divide and rule," Joost Hiltermann, the program director for the Middle East and North Africa for the International Crisis Group, told Al-Monitor. "Kurdish society is very divided at the moment and Iran has a chance to exploit those divisions."

Iran would lose much of this leverage were Kurdish parties to put aside their differences, because there is major trading activity across the KRG's border with Turkey, which could serve the entire region from east to west. All this depends on the level of coordination between Iran and Turkey, which also opposes steps toward Kurdish independence in Iraq.



Kurdish parties raise the Kurdish flag at the Kirkuk Governorate Council in Kirkuk, Iraq, April 6, 2017. (photo by REUTERS/Ako Rasheed)

As the commander of an influential military force in the area, Soleimani plays a prominent role in Iran's security apparatus in the KRG. Iran has a major security presence throughout the region. There are also Iranian Kurdish opposition factions operating from Iraqi Kurdish territory that occasionally use it as a launchpad for attacks on Iranian soil. This has prompted Iran to beef up its presence in the KRG. David Pollock of the Washington Institute cited a Gorran movement official as saying that Iranian agents have 700 safe houses in Sulaimaniyah alone.

Hemn Seyedi, a former leading official in the Kurdistan Democratic Party-Iran, which is a splinter of the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI), told Al-Monitor, "In the last two decades, Iran has carried out dozens of security operations on Iraqi Kurdish soil. It has assassinated dozens of Kurdish opposition activists and bombed KDPI bases during incursions on KRG territory."

In December, six members of the KDPI died in an explosion in a base in the KRG town of Koya. The party leadership accused Iran of carrying out the attack. Nechirvan Barzani did not rule out the possibility that Iran was behind it.

Soleimani may also use Iran's considerable diplomatic, economic and security apparatuses to prevent the region becoming independent. Kurdish studies specialist Kamran Matin of the University of Sussex told Al-Monitor that if there really was a referendum and Kurdish leaders took steps toward independence, it is possible that Soleimani would provoke the central government in Baghdad and Shiite militias against the KRG. "Iran could also take the presence of opposition Kurdish-Iranian forces in the region as a pretext for military intervention there," he said. "On the other hand, Iran could enter into an alliance with Turkey to put pressure on the region. Finally, the Iranian Revolutionary Guard could use extremist Sunni Kurdish groups against the regional government, as it did early 2000s, when it supported the Ansar al-Islam group in order to win political concessions from the region."

But Hiltermann said it is unlikely Iran would take such measures in the near future. "I don't think Iran is very worried, given that it is only a referendum and it will not receive much international support at this stage," he said.

Despite Iran's leverage in the region and Soleimani's moves to prevent the region from gaining more independence, the region has won major privileges in recent years thanks to support from the United States. ♦

*Hamdi Malik is a doctoral student in sociology at Keele University, United Kingdom, and a researcher at the Center for Middle Eastern Studies in London. He has published a*

# Des «brigades internationales» contre Daech chez les Kurdes de Syrie

Par Pierre Magnan 17/04/2017  
geopolis.francetvinfo.fr

On est loin des dizaines de milliers de combattants des Brigades internationales de la Guerre d'Espagne, mais l'Allemagne a indiqué le 10 avril 2017 que plus de 200 volontaires sont partis d'Allemagne depuis 2013 pour combattre aux côtés des milices kurdes en Syrie et en Irak. Le chiffre n'est pas négligeable surtout que des combattants d'autres pays sont aussi partis combattre Daech en Syrie.

Sur ces 204 combattants partis d'Allemagne, 69 sont de nationalité allemande, indique une note du ministère en réponse à une question parlementaire sur ce sujet délicat, notamment pour les relations germano-turques. L'Allemagne compte une importante immigration venue de Turquie.

Berlin, tout en dissuadant de rejoindre une zone en guerre, n'empêche pas ces volontaires de quitter le territoire pour se rendre en Syrie et estime par ailleurs que leur retour en Allemagne ne pose aucune menace sécuritaire, «contrairement à ceux qui reviennent des zones sous contrôle des islamistes en Syrie/Irak».

L'Allemagne estime que trois combattants partis d'Allemagne sont morts au combat, dont un aurait été tué par un bombardement turc.

## DES COMBATTANTS VENUS D'EUROPE ET D'AMÉRIQUE

Combien sont ces «brigadistes» venus soutenir les Kurdes en lutte contre Daech? Pas nombreux. Quelques centaines au maximum. Ces volontaires qui combattent dans les rangs des FDS, les Forces Démocratiques Syriennes, composées essentiellement de Kurdes (YPG, considéré souvent comme proche du PKK opérant en Turquie), mais aussi d'Arabes opposés à Daech et de chrétiens syriaques, ne viennent pas que d'Allemagne.

De nombreux témoignages font état de volontaires venus d'autres pays d'Europe, dont la France, mais aussi d'Amérique.

En témoigne un long reportage du magazine Rolling Stone, en février, dans lequel le journaliste Seth Harp relate l'histoire de volontaires occidentaux, notamment américains, venus rejoindre le groupe YPG, la milice kurde, pour combattre les djihadistes sur le terrain, en Syrie. Un film pourrait être tiré de ce reportage The Anarchists vs ISIS.

L'image des FDS n'a rien à voir avec celle de Daech. Les militants kurdes qui forment l'ossature de ce mouvement sont proches des thèses révolutionnaires marxistes traditionnelles pour la construction d'une société laïque et égalitaire. La mythologie chère aux



Syrie: des Français de la "Brigade Henri Krasucki" se battent aux côtés des Kurdes soutiennent les salariés d'Air France

révolutionnaires du monde entier fonctionne à plein. Rien à voir donc avec le combat totalitaire et religieux de Daech, comme le montre ce témoignage d'un combattant français des YPG qui explique la raison pour laquelle il a décidé de rejoindre la bataille contre Daech.

Le journaliste Seth Harp évoque le coté idéaliste et militant des combattants en parlant d'«un groupe d'environ 75 gauchistes, anarchistes et communistes d'Europe et d'Amérique, dont Brace Belden, luttant pour défendre une enclave socialiste à peu près de la taille du Massachusetts».

Un engagement pas simple car comme le montre le reporter dans son article, il n'est pas simple d'entrer dans cette région tenue par les Kurdes, appelée Rojava, soutenue militairement par la coalition dirigée par les Américains. Une région encerclée de toute part et que même les Kurdes irakiens verrouillent «sous pression de la Turquie».

Autour de ces combats et de ces volontaires, se construit une imagerie révolutionnaire plus ou moins fantasmée, comme le montre la constitution d'une brigade qui porterait le nom de l'ancien dirigeant de la CGT Henri Krasucki, qui fut aussi (et surtout) un combattant FTP-MOI pendant la Seconde guerre mondiale. «Les combattants figurant sur la photo sont "cinq camarades Cégétistes" qui se sont joints à la première "brigade syndicaliste" arrivée sur place. Cette dernière est constituée de cheminots britanniques de la RMT (National Union of Rail, Maritime and Transport Workers) qui ont donné à leur bataillon le nom de Bob Crow, figure de ce syndicat» précisait Libération en évoquant le message un brin surréaliste écrit sur le mur en soutien aux syndicalistes... d'Air France.

## LOIN DE LA GUERRE D'ESPAGNE

Le journaliste de Rolling Stones raconte

comment «en octobre 2014, une cohorte de communistes italiens ont rencontré des officiels de Kobané en exil avec l'idée de faire du bénévolat médical». Cet engouement pour la cause kurde avait été mis en valeur par une BD italienne qui a connu un énorme succès, Kobane Calling.

«C'était la première équipe internationaliste», a déclaré Franceschi, un militant italien, me montrant une photo de lui-même à Kobané aux côtés d'un anarchiste espagnol, d'un Kurde britannique et de Keith Broomfield, le premier Américain qui est mort dans les rangs des YPG», ajoute Seth Harp.

Les YPG ont d'ailleurs dressé une sorte de monument aux morts virtuel pour ses combattants étrangers, en affichant une page internet qui leur est dédiée.

Hommage à l'Américain Michael Israël mort au Kurdistan syrien en 2017 (en anglais)

Au cours de la guerre civile espagnole, quelque 60.000 étrangers se sont battus pour la République, rappelle désabusé le militant italien Franceschi, alors qu'au Rojava «les volontaires occidentaux sont une plaisanterie quand tu sais que Daech compte des dizaines de milliers de combattants venus du Moyen-Orient et des milliers d'Europe. Alors, qu'est-ce que cela dit de nous?»

Mais les forces kurdes peuvent pour l'instant compter sur des forces internationales bien plus efficaces que les volontaires étrangers. Elles sont en effet soutenues par les avions de la coalition et des forces spéciales, américaines notamment, lourdement armées. De quoi leur permettre d'avancer sur Raqqa. ●

# Des entrepreneurs tarnais piliers de la reconstruction du Kurdistan

## Le Tarn, passerelle franco-kurde

Moré, Rigalu, Lushtech, CGX Aéro... les entreprises tarnaises intéressées par le Kurdistan sont de plus en plus nombreuses. Basée à Albi, l'association franco-kurde Midi-Pyrénées leur ouvre des portes, pour mieux s'occuper des réfugiés



Moré, Touja, Piliardière, Phodé... Zoubeyr Mahy a présenté les entrepreneurs de la région au ministre de l'agriculture et au vice-ministre de la construction, au Kurdistan. / Photo DDM

Les yeux sont cernés mais la moustache remonte légèrement sur les joues, signe que Zoubeyr Mahy est content, « très content même », sourit le président de l'association franco-kurde de Midi-Pyrénées. Il n'a pas beaucoup dormi au cours des dernières 48 heures. Mais, de retour du Kurdistan, au lendemain de sa première nuit à Albi, il énumère avec une certaine satisfaction les contacts pris par les chefs d'entreprises amenés sur sa terre natale. « En ce qui concerne le chantier de l'aéroport d'Erbil, CGX Aéro a bien avancé. Efficience s'occupe de la signalétique des pistes et parking avec SA Touja. Et Boubé-Dupont de l'au-

dit sur l'eau potable et les eaux usées. Sur le marché de la construction, Rigalu va équiper deux maisons témoins en volets roulants électriques. Et pour ce qui est de l'agroalimentaire, Phodé, France Aliplus, Nutri Services et Lushtech sont déjà bien positionnées. Mais j'ai encore des deman-

des, notamment pour un gros abattoir, pour trois grosses fermes qui vont accueillir 10 000 vaches, pour une usine de transformation du lait, et pour une usine de traitement des peaux de bêtes. J'espère trouver de nouvelles entreprises dans le Tarn ou la région pour apporter leur savoir-faire là-bas et faire de l'accompagnement sur la formation des personnels. »

### Un second souffle

Eric Poisson, le directeur commercial de CGX, dont le siège est à Castres, ne regrette pas d'avoir sauté le pas, en tout cas. « On a été très bien conseillé sur place. Nous sommes déjà dans 70 aéroports dans le monde; celui d'Erbil est un gros marché. Et on espère d'autres contrats derrière. C'est une région dynamique, en pleine reconstruction, donc il y a de quoi faire. Mais surtout, le Kurdistan est un endroit sûr. A aucun moment on ne s'est senti en danger là-bas. » Cet enthousiasme fait plaisir à Zoubeyr qui s'occupe de la mise en relation avec le monde économique kurde à titre bénévole. Mais bien souvent, derrière, les entreprises de Midi-Pyrénées

et d'ailleurs deviennent membres de l'association et participent aux opérations humanitaires au profit des réfugiés. C'est en effet l'autre combat de Zoubeyr, l'ancien opposant à Saddam Hussein, qui a vécu trois ans dans un camp, lui aussi, avant de se voir accorder l'asile politique en France en 1991 puis la nationalité française en 2005. Après avoir amené des chauffages au fioul et des chaussures aux réfugiés irakiens et syriens, le président de l'association franco-kurde veut cette fois allier humanitaire et développement économique en offrant des poules et des brebis aux déplacés de l'intérieur qui reviendront dans leur village après la défaite des jihadistes de Daesh, que les peshmergas kurdes ont déjà repoussés au-delà des frontières du Kurdistan. Aider les déplacés sur place, c'est également l'objectif du Dr Malaquin, pneumologue à Albi, qui était lui aussi du voyage. Permettre aux Kurdes qui ont tant souffert de trouver un second souffle, voilà le rêve de Zoubeyr.

**B. D.**

Contacts: [alokmp@outlook.com](mailto:alokmp@outlook.com) et 06 68 22 56 58



A g., Alain Regola (Moré) et Zoubeyr Mahy (président de l'association franco-kurde).

# For Syria, justice out of reach

ISTANBUL

As atrocities mount, there is no clear path to holding trials

BY ANNE BARNARD, BEN HUBBARD AND IAN FISHER

The evidence is staggering.

Three tons of captured Syrian government documents, providing a chilling and extensive catalog of the state's war crimes, are held by a single organization in Europe. A Syrian police photographer fled with pictures of more than 6,000 dead at the hands of the state, many of them tortured. The smartphone alone has broken war's barriers: Records of crimes are now so graphic, so immediate, so overwhelming.

Yet six years since the war began, this mountain of documentation — more perhaps than in any conflict before it — has brought little justice. The people behind the violence remain free, and there is no clear path to bring the bulk of the evidence before any court, anywhere.

More than 400,000 people have been killed in the Syrian war. Half the country's population has been displaced.

Syrian human rights groups list more than 100,000 people as missing, either detained or killed. Tens of thousands languish in government custody, where torture, deprivation, filth and overcrowding are so severe that a United Nations commission said they amounted to "extermination," a crime against humanity.



Local residents gathered in 2013 by a canal in Aleppo, Syria, that was lined with bodies of people believed to have been shot by supporters of the Syrian government.

But so far, there is only one war-crimes case pending against Syrian officials: filed in Spain, over a man who died in government custody.

No cases have gone to the International Criminal Court. Syria never joined it, so the court's chief prosecutor cannot start an investigation on her own. The United Nations Security Council could refer a case to the court, but Russia has repeatedly used its veto power to shield Syria from international condemnation. And even if the Council were to take action, President Bashar al-Assad and his top officials are battered down in the Syrian capital, Damascus, making their arrests difficult, to say the least.

Earlier this month, the outside world was jolted by a chemical attack in Syria that killed more than 80 people. The United States government attributed the attack to Mr. Assad's forces based on flight data and other information. In response, President Trump let loose 59 Tomahawk missiles and called Mr. Assad an "animal."

As Mr. Assad has consolidated his control of Syria's major cities, some countries that have long opposed him have signaled a new willingness to accept his rule as the fastest way to end the war, encourage refugees to go home and accelerate the fight against the jihadists. As bad as Mr. Assad may be, some argue, Syria would be worse without him.

Mr. Assad's opponents counter that keeping a head of state with so much blood on his hands perpetuates the war. The chemical attack, they say, was just his most recent atrocity, after years of torture, enforced disappearances, siege warfare and indiscriminate bombing of civilian neighborhoods and hospitals. The violence will continue as long as Mr. Assad and his security apparatus remain, his enemies say.

"This is not some abstract human rights issue," said Laila Alodaat, a Syrian human rights lawyer at the Women's International League for Peace and Freedom. "This lies at the core of this conflict and of any possible solution or reconciliation. Hundreds of thousands of victims and their families need justice, remedy and assurance that the future will be free from such violations."

Syria's war has seen atrocities by all sides. Rebels have shelled civilian neighborhoods, and the jihadists of Al Qaeda and the Islamic State have de-



MANU BRABO/ASSOCIATED PRESS

A man with his son who was killed by the Syrian Army in Aleppo in 2013. No war crimes cases involving Syrian officials have gone to the International Criminal Court.

ployed suicide bombers, tortured enemies and executed prisoners, often on video.

But the largest number of violations by far has been by the Syrian government and its allies, investigators say, because they wield the apparatus of the state, including a formal military with an air force, extensive security services and networks of prisons.

The Syrian government portrays the conflict as an international conspiracy to destroy the country and equates all opposition with foreign-backed terrorism. It denies that its forces have used chemical weapons or committed atrocities.

In an interview last year, Mr. Assad said in response to a question from The New York Times that all prisoners are dealt with according to the law and dismissed the accounts of thousands of families who say their loved ones have disappeared without a trace.

"These are allegations," Mr. Assad said. "What are the facts?"

#### 6 YEARS OF IMPUNITY

The Syrian uprising began with detention and torture in March 2011: A dozen boys were held by the Syrian authorities after one of their friends wrote on a wall, "It's your turn, Doctor," suggesting that Mr. Assad, a former ophthalmologist, would be the next Arab leader to fall. They were arrested, beaten, tortured and forced to sign confessions, one told The Times.

As demonstrations spread, so did arrests. Syria already had a well-documented network of prisons where torture and forced confessions were common. But it expanded to what a United Nations Commission of Inquiry and human rights groups have described as an industrial scale, holding tens of thousands at any one time. Thousands have been executed in just one facility, Saydnaya prison, near Damascus, Amnesty International found.

The United Nations commission, in a report last year, quoted a defector from an intelligence agency as saying officers had orders to arrest male demonstrators between the ages of 16 and 40; another defector described his training in techniques that detainees have described, like beatings with cables, hanging by the wrists and electrocution.

Dozens of people over the years have told The Times in detail about their arrests and detentions and the disappearances of their relatives into the maw of the security system, from early 2011 to this month.

The arrests cut across political and socioeconomic lines. Yahya and Ma'an Sharbaji, two brothers, were arrested with a friend, Ghiath Matar, in September 2011, after leading protests in Daraya, a Damascus suburb. They had been part of a Muslim student group arrested years before for activities like holding discussions on liberalizing Islam and working for peaceful change. Mr. Matar's body was returned to his family with signs of torture; the Shar-



SYRIAN ARAB NEWS AGENCY, VIA REUTERS

President Bashar al-Assad visited the Syrian Parliament in the capital, Damascus, last year. He says all prisoners are dealt with by the government according to the law.

baji brothers have not been seen since, according to the family.

In September 2012, Abdelaziz al-Khair, a leftist dissident, disappeared with his stepson Maher Tahan while leaving the Damascus airport, having flown in from abroad for an opposition conference.

His wife, Fadwa Mahmoud, has teamed up with Mr. Sharbaji's sister Bayan, and other women with missing family members, to fight for the rights of the detained and disappeared.

About 100,000 Syrians are still detained or missing, Ms. Mahmoud said in an interview, which affects perhaps a million family members. When men disappear, women, in a society with laws that privilege male authority, are left in limbo.

"They cannot grieve, they cannot remarry, they cannot sell property," she said. "The family has lost their breadwinner."

It is rare to meet a Syrian refugee family that does not have a detained or disappeared member, and rarer still to find a former detainee who has not been tortured, said Sareta Ashraph, until recently the chief analyst for the United Nations commission.

K.K., a lawyer, was arrested in 2014, two years after he participated in a demonstration — with government permission — in Aleppo. He had also represented detainees, acidly commenting one too many times on a court system that finished trials in minutes and gave lawyers no access to their clients or the supposed evidence against them.

He described his eight-month ordeal in hours of interviews: daily beatings, a cell so packed that there was no room to lie down. He spent three months, he said, with personal space smaller than the size of a manhole.

In one of his first interrogations, he said, he was forced to count the blows, reaching 80 before he passed out.

Doused with cold water, he awoke to be hung for hours by his wrists, bound behind his back with handcuffs. Later, he saw a young detainee get doused

with kerosene and set on fire. It took the detainee 20 days to die, untreated, of infection.

The torture went on until K.K. signed a confession of financing "terrorist" demonstrations — entirely fiction, he said, dictated by his captors.

Now K.K. works with other Syrian lawyers and former detainees to compile lists of victims, hoping their records will someday make a difference.

Other alleged war crimes take place in full view.

By 2013, bombings of rebel-held neighborhoods by artillery and warplanes had become routine. Hundreds of videos showed mutilated civilians, including women and children, pulled from rubble.

Hundreds of thousands of Syrians have lived under government siege, according to the United Nations, which has been repeatedly denied permission to deliver food and medical supplies. The chemical attacks of 2013, which killed more than 1,400 people in several Damascus suburbs, struck besieged areas like the town of Moadhamiyeh, making treating victims more difficult.

There have been dozens of cases of starvation, many of them children and ill and elderly people.

The conflict has also seen what a recent paper by The Lancet and the American University of Beirut called "the weaponization of health care" — citing the arrest of doctors and systematic attacks on medical facilities. Nearly 800 medical personnel have been killed, more than 90 percent by the government, according to studies by Physicians for Human Rights.

In the days before the chemical attack this month, the main hospital in the area was hit by an airstrike. And a hospital several miles south was hit by another chemical attack — one of what medical groups working in opposition areas say have been dozens since Syria's government promised to give up its chemical weapons in 2014.

Since this month's chemical attack, residents have reported several attacks with incendiary weapons in the neigh-

boring provinces of Idlib and Hama, uploading videos that show blinding fires typical of weapons like thermite and white phosphorus. They cause severe burns, similar to napalm, and their use is prohibited in civilian areas.

Many who have suffered lost hope of redress long ago.

A Syrian man who did four stints of detention and torture for taking humanitarian aid to wounded protesters and rebels recounted his experiences, and expressed despair that anything would come of it.

"Countries don't need this evidence — they already know what's happening," said the man, Abu Ali al-Hamwi, using his nom de guerre because his mother is in government-controlled Syria.

"We are just pawns on a chessboard. I have women friends who were detained, raped, got pregnant, were tortured with acid."

He shrugged.

"There is no justice," he said. "And because there is no justice, there is no hope."

#### LIMITED STEPS TOWARD JUSTICE

As the war has dragged on, groups of activists, lawyers and others in Syria and beyond are documenting atrocities in hopes of one day bringing perpetrators to account.

Some take video of the aftermath of attacks and compile lists of the dead. Others are experienced war-crimes prosecutors who have begun building cases against Mr. Assad and other government officials.

The most systematic effort is by the Commission for International Justice and Accountability, a nonprofit group that has spent years taking captured government documents out of Syria.

The group, funded by Western governments, now has more than 750,000 Syrian government documents that contain hundreds of thousands of names, including those of top players in Syria's security apparatus, according to William H. Wiley, the group's executive director.

So far, the group has prepared eight detailed case briefs against ranking Syrian security and intelligence officials, Mr. Wiley said. Seven of them directly implicate Mr. Assad.

"Obviously, President Assad figures prominently in certain of the case files," Mr. Wiley said via Skype from his office in a European city that his organization keeps secret for fear of being targeted by the Syrian government. "Pretty much the entire military and intelligence security infrastructure of the regime is now featured in one or more of the prosecution briefs."

Strengthening these efforts are more than 50,000 images smuggled out of Syria in 2013 by a police photographer code-named Caesar, which show the dead and tortured bodies of thousands of detainees inside the facilities of government security branches.

The photos have been verified by American officials in the Federal Bureau of Investigation and determined to



Destroyed apartment buildings in Homs, Syria, in 2014. Tens of thousands languish in Syrian government custody, where the conditions have been called a crime against humanity.

contain images of 6,700 individuals, according to Stephen J. Rapp, who served as ambassador at large for war crimes during the Obama administration.

More than 700 of the people in the photos have been identified by name, opening other avenues for potential prosecution. Indeed, one of those photos led to the most concrete legal action yet against Syrian officials.

In 2014, Amal Hag Hamdo Anfalis, a Spanish-Syrian hairdresser, received a text message from her niece containing a photo of a body that had been posted on Facebook. She immediately recognized her brother, a truck driver who had disappeared at a Syrian government checkpoint a year earlier.

"As soon as I saw it, I completely collapsed, and my children were wondering why I was crying," Ms. Hamdo said by phone from Madrid. "My children recognized him right away. They looked at the photo and said, 'That's our uncle.'"

The image was from the Caesar archive, parts of which activists had been posting online to identify victims.

Last month, a Spanish judge agreed to open an investigation into alleged state terrorism, accusing nine Syrian security and intelligence officials of using government institutions to commit mass crimes against civilians.

The defendants include Vice President Farouk al-Sharaa; Ali Mamlouk, head of the National Security Bureau; Gen. Jamil Hassan, head of air force intelligence; and senior officers at the prison where Ms. Hamdo believes her brother was detained and killed.

"To me, success in this case will be to keep it alive, to make these people's lives as complicated and miserable as possible," said Almudena Bernabeu, co-founder of Guernica 37 International Justice Chambers, which filed the case.

Other groups are preparing cases or pushing for investigations by domestic courts in France, Britain, Germany and elsewhere.

But even those working for war-crimes prosecutions face substantial

barriers during a conflict.

The road to the International Criminal Court appears blocked, and European courts have trouble getting access to the accused. So the best-case scenario is often an international warrant that could lead to the suspects' arrests should they set foot in a country willing to cooperate.

Kevin Jon Heller, a law professor at SOAS at the University of London, said the evidence collected for Syria could be nearly as strong as that used in the Nuremberg trials after World War II.

"The problem as I see it is not so much what mechanism one can use to bring accountability, but how you actually get your hands on the people you want to prosecute," he said.

The limited prospects for prosecution have led some to pursue other kinds of justice.

"I don't think criminal prosecution alone is going to solve what has happened in my country," said Mohammad Al Abdallah, a two-time political prisoner who directs the Syria Justice and Accountability Center in Washington. "Institutional reform is more important than prosecution because it is what will have the longer-term impact on the country."

Alex Whiting, a Harvard law professor, said accountability is a matter of politics, and so far Syria has not been high in the world's priorities. But he has been surprised, tenuously, since the latest chemical attack.

"Suddenly there is a turn in the world against Assad, which could lead to him being pushed from power, opening a space for accountability in the future," he said. "I'm not going to say it's likely, but it certainly seems more possible."

*Anne Barnard reported from Istanbul; Beirut, Lebanon; Damascus, Syria; Geneva; and Düsseldorf, Germany; Ben Hubbard from Beirut; and Ian Fisher from Jerusalem. Reporting was contributed by Hwaida Saad from Beirut, Karam Shoumali from Istanbul, and So-mini Sengupta from New York.*

www.medyaturk.info /  
17 avril 2017

# La Turquie approuve la réforme constitutionnelle

Les citoyens turcs se sont prononcés en faveur du changement de la constitution soutenu par le parti au pouvoir l'AKP ainsi que 3 partis d'oppositions qui sont le MHP, le BBP et le parti kurde Huda-par.

Le Président du Haut Conseil Electoral turc (YSK), Sadi Guven, a annoncé que selon les résultats partiels non officiels, le OUI l'a emporté lors du référendum constitutionnel du 16 avril en Turquie.

Sadi Guven a tenu une conférence de presse, dimanche soir, afin d'apporter des précisions concernant le dépouillage et pour répondre aux allégations des défenseurs du NON.

Il est d'abord revenu sur les accusations du Président du Parti Républicain du Peuple (CHP) selon lesquelles le YSK aurait agi de manière contraire à la loi en décidant de valider certains bulletins litigieux.

« Les enveloppes imprimées par le YSK contiennent des filigranes bien précis qui ne sont pas copiables. Les enveloppes qui ne portaient pas le saut du YSK ont été validées du moment qu'elle possédait ce filigrane », a-t-il expliqué.

Par ailleurs, il a ajouté que certains bureaux de vote comprenaient des cachets utilisés par les électeurs pour voter, sur lesquels il était écrit OUI au lieu de CHOIX.

« Nous avons estimé que tamponner OUI sur la partie du bulletin de vote souhaitée respecte bien la volonté de l'électeur », a-t-il dit.

Il a encore précisé que ce même genre de décisions ont déjà été prises dans le passé lors de plusieurs autres scrutins électoraux.

Quant aux résultats du scrutin, Sadi Guven a indiqué que les résultats partiels non officiels donnent le OUI vainqueur.

« A 23h00 (local), le nombre de bulletins comptabilisés dans les urnes dépouillées était de 56 147 506. Cela signifie que le nombre de bulletins non dépouillés est de 594 076. Les bulletins OUI sont au nombre de 24 763 516. Les bulletins NON sont au nombre de 23 511 155. Ainsi, la différence constatée donne le OUI vainqueur », a-t-il annoncé.

La participation a également été très fort se situant à 85.5%!

Le Président du YSK a ajouté que compte tenu des nombreux recours qui devraient être posés, les résultats définitifs officiels ne seraient pas connus avant une douzaine de jours. ♦

## Turquie: Référendum 2017

OUI



%50

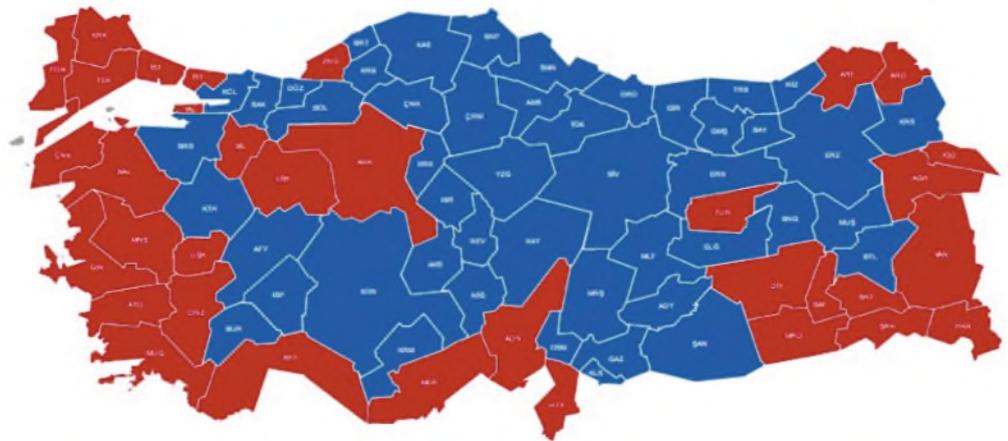
NON

**%51,4**

24.966.843  
Voies

**%48,6**

23.636.067  
Voies

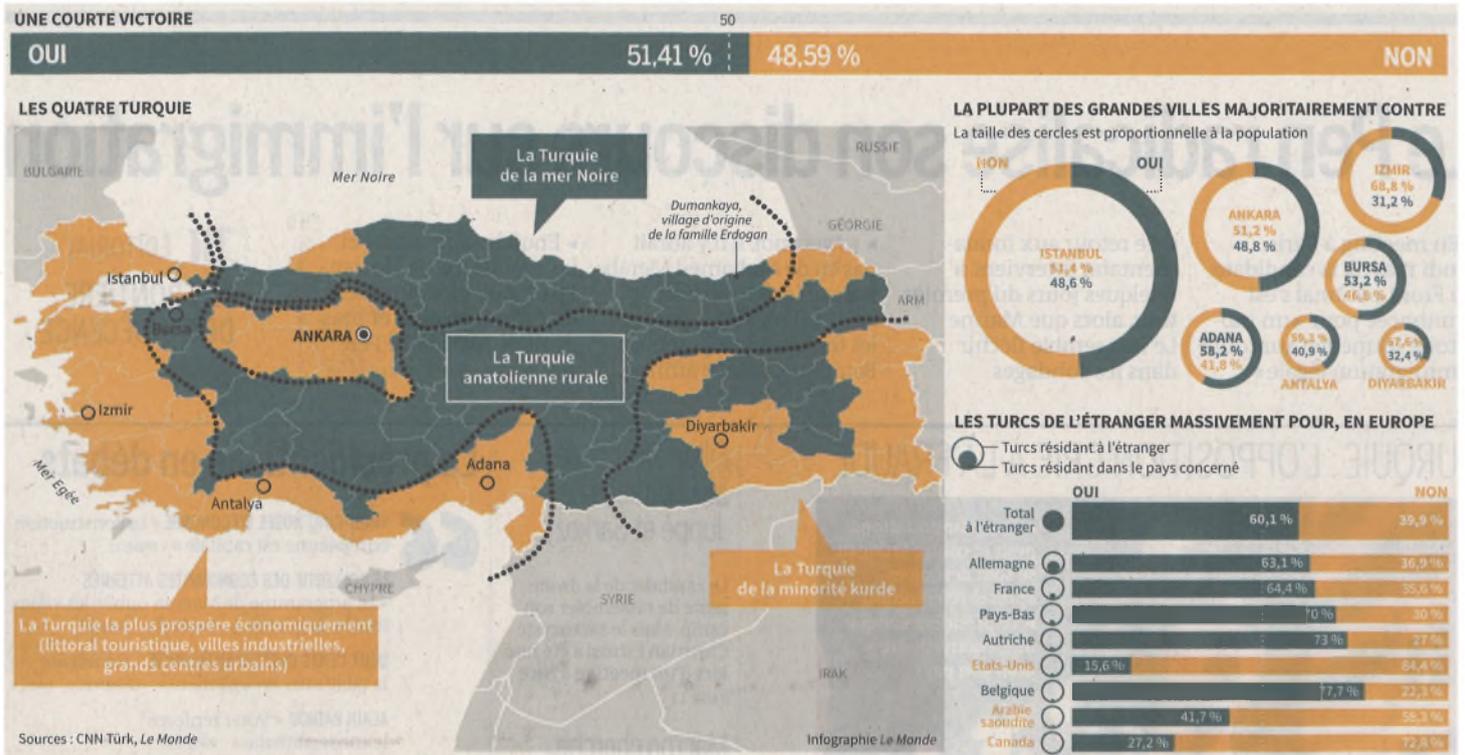


■ oui ■ non

## Turquie: Résultat du référendum par ville

Ville	Oui	Non	Ville	Oui	Non	Ville	Oui	Non
Istanbul	% 48,6	% 51,4	Diyarbakir	% 32,4	% 67,6	Kütahya	% 70,3	% 29,7
Ankara	% 48,8	% 51,2	Düzce	% 70,6	% 29,4	Malatya	% 69,6	% 30,4
İzmir	% 31,2	% 68,8	Edirne	% 29,5	% 70,5	Manisa	% 45,7	% 54,3
Adana	% 41,8	% 58,2	Elazığ	% 71,8	% 28,2	Mardin	% 41	% 59
Adıyaman	% 69,8	% 30,2	Erzincan	% 60,5	% 39,5	Mersin	% 36	% 64
Afyonkarahisar	% 64,6	% 35,4	Erzurum	% 74,5	% 25,5	Muğla	% 30,7	% 69,3
Ağrı	% 43,1	% 56,9	Eskişehir	% 42,4	% 57,6	Muş	% 60,8	% 39,2
Alanya	% 75,5	% 24,5	Gaziantep	% 62,5	% 37,5	Neveşehir	% 65,6	% 34,4
Antalya	% 56,3	% 43,7	Giresun	% 61,7	% 38,3	Niğde	% 59,8	% 40,2
Ankara	% 48,8	% 51,2	Gümüşhane	% 75,2	% 24,8	Ordu	% 61,9	% 38,1
Antalya	% 40,9	% 59,1	Hakkâri	% 32,4	% 67,6	Osmaniye	% 57,8	% 42,2
Artvin	% 44,3	% 55,7	Hatay	% 46,6	% 53,4	Rize	% 75,6	% 24,4
Artvin	% 46,9	% 53,1	Iğdır	% 34,8	% 65,2	Sakarya	% 68,1	% 31,9
Aydın	% 35,7	% 64,3	Isparta	% 56	% 44	Samsun	% 63,6	% 36,4
Balıkesir	% 45,5	% 54,5	İstanbul	% 48,6	% 51,4	Silivri	% 47,8	% 52,2
Balıkesir	% 56	% 44	İzmir	% 31,2	% 68,8	Sinop	% 57,7	% 42,3
Batman	% 36,3	% 63,7	Kahramanmaraş	% 74	% 26	Sivas	% 71,3	% 28,7
Bayburt	% 81,7	% 18,3	Karabük	% 60,7	% 39,3	Şanlıurfa	% 70,8	% 29,2
Bilecik	% 48,9	% 51,1	Karaman	% 63,8	% 36,2	Şırnak	% 26,3	% 73,7
Bingöl	% 72,6	% 27,4	Kars	% 51	% 49	Tekirdağ	% 38,9	% 61,1
Bitlis	% 59,4	% 40,6	Kastamonu	% 64,8	% 35,2	Tokat	% 63,2	% 36,8
Bolu	% 62,3	% 37,7	Kayseri	% 67,8	% 32,2	Tiğrizon	% 66,5	% 33,5
Burdur	% 51,7	% 48,3	Kütahya	% 62,4	% 37,6	Tunceli	% 19,6	% 80,4
Bursa	% 53,2	% 46,8	Kurşatlı	% 28,7	% 71,3	Uşak	% 47	% 53
Çanakkale	% 39,5	% 60,5	Kuşhisar	% 63,3	% 36,7	Van	% 42,7	% 57,3
Çankırı	% 73,5	% 26,5	Kilis	% 64,1	% 35,9	Yalova	% 49,7	% 50,3
Çorum	% 64,5	% 35,5	Kocaeli	% 56,7	% 43,3	Yozgat	% 74,3	% 25,7
Denizli	% 44,5	% 55,5	Konya	% 72,9	% 27,1	Zonguldak	% 49,3	% 50,7

# Résultat du référendum sur la réforme constitutionnelle en Turquie



## Le président turc évoque une « nouvelle ère »

**ADOPTÉE** avec 51,4 % des voix, dimanche 16 avril, la réforme constitutionnelle voulue par le président Recep Tayyip Erdogan ouvre, selon lui, « une nouvelle ère » dans l'histoire de la Turquie. Elle a commencé, lundi, avec l'annonce de la reconduction pour trois mois de l'état d'urgence en vigueur depuis le putsch raté de juillet 2016. Et le président a d'abord visité, lundi matin à Istanbul, les tombeaux et les mausolées de cinq dirigeants qui ont marqué l'histoire du pays : l'ancien président Turgut Özal, le chef islamiste Necmettin Erbakan, l'ancien premier ministre Adnan Menderes, le sultan Sélim 1<sup>er</sup> et Mehmet le Conquérant, le tombeur de Constantinople.

Devenu le dirigeant le plus puissant de la Turquie moderne, M. Erdogan ne va pas pouvoir endosser tout de suite ses nouveaux habits. La réforme ne devrait pas être mise en œuvre avant novembre 2019, quand des élections législatives et une élection présidentielle seront convoquées. Mais selon les politologues, le président

pourrait être tenté de précipiter la manœuvre. D'ici à la fin avril, M. Erdogan va reprendre la direction de son Parti de la justice et du développement (AKP, islam-conservateur), dont il avait démissionné au profit du premier ministre après son élection en tant que président, en août 2014. Selon l'ancienne Constitution – issue du coup d'Etat militaire de 1980 –, la fonction présidentielle était largement honorifique. Le président devait rester au-dessus des partis, ce qui n'est plus le cas.

### Reprise en main du pouvoir judiciaire

Voué à devenir une simple chambre d'enregistrement, le Parlement va devoir s'adapter au nouveau système en modifiant son règlement intérieur et son mode de fonctionnement. La reprise en main du pouvoir judiciaire n'attendra pas. Dans un mois, le Haut Conseil de la magistrature (HSYK), responsable des nominations, promotions, évictions des juges et des procureurs, sera reconfiguré. Composé de

treize membres, il sera présidé par le ministre de la justice, Bekir Bozdog, qui aura tout le loisir de revoir sa composition. Les tribunaux militaires sont supprimés, les juges qui y siégeaient seront affectés vers des tribunaux civils.

L'indépendance des magistrats en Turquie a déjà bien été entamée avec l'éviction de plus de 4 000 magistrats soupçonnés d'appartenir à la mouvance du prédicateur Fethullah Gülen, accusé par Ankara d'avoir fomenté le putsch manqué. Des centaines de juges et de procureurs sont actuellement en prison. En tout, 47 000 personnes (magistrats, militaires, policiers, hommes d'affaires) ont été incarcérées à la suite du coup d'Etat, faisant monter la population carcérale de 127 %. Malgré « la nouvelle ère », les purges vont continuer. « C'est l'affaire de plusieurs années », avait indiqué le vice-premier ministre turc, Numan Kurtulmus avant le scrutin du 16 avril. ■

MARIE JÉGO  
(ISTANBUL, CORRESPONDANTE)

# Barzani Holds on to Kurdistan Independence Referendum

Dalshad Abdullah April 21, 2017  
<http://english.aawsat.com>

**Irbil – President** of the Iraqi Kurdistan Region Masoud Barzani announced on Thursday that Kurdish political powers are working on reaching an agreement to organize the area's independence referendum.

He said during a joint press conference with German Foreign Minister Sigmar Gabriel in Irbil that the region will go ahead and hold the independence vote despite the objections of Baghdad and regional powers.

"Those who criticize the referendum do not understand the situation very well. The vote is aimed at delivering the voice of the Kurdish people to the world," he continued.

"We will negotiate with all sides, especially Baghdad," he stressed.

"This does not mean that we will take the road of violence. We choose peace and negotiations. The result of the referendum will fall in favor of the Kurdish people and region in general," declared Barzani.

For his part, Gabriel refused to discuss the referendum and the future of ties between the Kurdish region and Baghdad, saying it is an internal affair between the two sides.



*Iraqi Kurdistan Region President Masoud Barzani meets German Foreign Minister Sigmar Gabriel in Irbil. (AFP)*

"They will later decide what they want. We support all steps that will contribute to stability in the region," he stated.

The minister highlighted the importance of the Iraqi Kurdistan Region in regards to its rich natural and human resources, saying that Germany and Europe "need to focus on Kurdistan and Iraq and contribute to the region's social development."

He also relayed Iraqi Prime Minister Haidar al-Abadi's "understanding" of the Kurdish demand for independence. ♦

# Syrian official says Kurds 'oppose' federalism

Wladimir van Wilgenburg / April 23, 2017  
<http://aranews.net>

The Syrian Ambassador to Russia Riyad Haddad said on Friday that the Kurds in Syria are against any form of autonomy.

"The Kurds are an integral part of the Syrian people, they have the same rights and obligations as the rest of the Syrian people," Haddad said, speaking at the Russian Federation Council.

"I would like to stress that many Kurds are actually strongly opposing any form of division, either a federation, or cantons, or other forms. That is why, we keep on saying that Syria is capable and ready to settle the crisis alone, without interference from the outside," he was quoted by Sputnik as saying.

On March 17, 2016, the Syrian Kurds announced the creation of the federal region of Rojava in northern Syria. The move was rejected by both the Syrian government and the opposition.

According to observers, one of the few things that the government and opposition in Syria agree on is denying the Kurds their rights.

Syrian President Bashar al-Assad in October denied that the majority of the Kurds want federalism. His remarks came in response to a question posed by the Russian newspaper Komsomolskaya Pravda.

"About the Kurdish question, I was in Qamishli and they want a federation. [The Kurds] said their ideal model of a state is like Russia. Russia has many nationalities and they constitute the Russian Federation. Why can't Syria be a federation?" Pravda reporter Daria Aslamova asked Assad.



*Syrian Kurds wave the Kurdish flag as they rally against the Syrian regime and to mark Newroz spring festivities in the northern city of Qamishli. File photo: AFP*

Assad responded by saying: "We can talk about the part of the Kurds that need this, only part of them. The majority of them, no, they don't ask for [federalism]." He then went on to enumerate his reasons for rejecting the NSR (Northern Syria-Rojava) administration and any comparable federalist project.

"[First, we'd have] to have a referendum by the Syrian people to say yes or no," Assad began. "Second, some people, they talk about Kurdish federalism in the north [but] most of the Kurds don't ask for this."

"[Third,] Even if you want it, the majority in that area are Arabs. So how can you have Kurdish federalism while you have a majority of Arabs?" Assad concluded.

Bader Mustafa, a member of the Kurdish Youth Movement (TCK), told ARA News that Assad is trying to send a message to the Kurds and asserting his own dominion over Syria. "It is the same delusion he has been living for, for years. It is not Assad's decision anymore."

"Assad is [telling] the Kurds that his regime can prevent what the Kurds want, which is a federal system and an end to the dictatorship of the Arab majority," Mustafa said.

"I think it is not the right of any majority to decide for the minority. We as Kurds are not a minority voluntarily, but due to the Sykes-Picot agreement, which prevented us from having one Kurdish state," Mustafa said. "It is obvious that the Kurds do not want a centralized state in Syria."

Zara Salih, a member of the Kurdish Yekiti Party in Syria, agreed. "What Assad is saying isn't anything new, he is still denying the Kurdish issue and rejects the federal system the Kurdish people ask for."

"Assad keeps sending messages to the Kurds, especially to the Democratic Union Party, saying that what they're doing against ISIS is their duty and there are no privileges for them," Salih told ARA News.

Although both the Syrian government and the Syrian opposition reject the creation of a federal region, the main Kurdish parties cannot work together. Both the Democratic Union Party (PYD) and the Kurdish National Council (KNC) ask for federalism, but both fail to work together since the Duhok agreement from October 2014 to jointly govern northern Syria was failed to be implemented. The KNC, backed by the the Kurdistan Regional Government in northern Iraq (KRG), refuses to recognize the local self-administrations set up by the PYD-led parties, and call for a return to the earlier agreements between PYD and the KNC. ●

# Erdogan revendique une courte victoire

Les Turcs ont accordé dimanche à leur chef de l'État le régime présidentiel dont il rêvait depuis des années.



Des partisans du oui, dimanche, dans les rues d'Istanbul.

LEFTERIS PITARAKIS / AP

ANNE ANDLAUER  
ISTANBUL

**TURQUIE** Selon des résultats non définitifs, 51,4% des Turcs ont approuvé dimanche la réforme transformant leur pays en République présidentielle, après neuf décennies de régime parlementaire. Le chef de l'État, Recep Tayyip Erdogan, a revendiqué sa victoire, qu'il a qualifiée de «*moment historique*», appelant «*les autres pays à respecter la décision du peuple turc*» et s'engageant à lancer «*immédiatement*» les travaux sur le rétablissement de la peine de mort - une promesse de campagne. Devant des milliers de partisans réunis à Ankara, le Premier ministre et chef du parti au pouvoir (Parti de la justice et du développement, AKP), Binali Yıldırım, a quant à lui salué «*la plus belle réponse*» aux commanditaires de la tentative de putsch de juillet 2016, aux séparatistes kurdes et aux «*forces étrangères hostiles à la Turquie*». Plus de 86% des électeurs ont participé au scrutin.

Cette victoire étriquée, le pouvoir turc la doit à ses bastions conservateurs d'Anatolie centrale et de la mer Noire, tandis que le non l'emporte dans les plus grandes villes du pays: Istanbul, Ankara et Izmir. Avant de proclamer les résultats officiels, le Haut conseil électoral (YSK) devra toutefois examiner des centaines d'irrégularités présumées, signalées par l'opposition. Il devra surtout justifier sa décision de dernière minute d'accepter comme valides de nombreux bulletins normalement considérés comme irréguliers - car exempts de sceau officiel. L'opposition devrait utiliser cette procédure discutable pour remettre en cause le

résultat. «*Le référendum a montré qu'au moins 50% de la société disait non*» à cette réforme, a dénoncé le leader de l'opposition, Kemal Kılıçdaroğlu. «*Nous respectons le verdict du peuple mais le YSK a jeté une ombre sur le résultat*», a poursuivi le chef du Parti républicain du peuple (CHP). La deuxième formation d'opposition, le Parti démocratique des peuples (HDP, pro-kurde), a fait savoir qu'il allait contester les votes provenant de «*deux tiers*» des urnes, dénonçant des «*manipulations*».

## Blanc-seing

L'opposition refuse donc de s'avouer vaincue. Et pour cause: pendant toute la campagne, le non a nargué le oui dans les intentions de vote. Ignorés par les grands médias (y compris les chaînes publiques), privés des ressources de l'État, assimilés aux terroristes, séparatistes et putschistes, invisibles sous les kilomètres de banderoles du oui qui ceinturaient l'espace public, les partisans du non - soit tous les partis politiques à l'exception de l'AKP et de son

allié ultranationaliste MHP - ont cru à la victoire. Il a fallu attendre les dernières semaines pour que la machine du pouvoir achève vraisemblablement de vaincre les indécis - ou de les effrayer.

«*Si le non l'emporte, nous entrerons dans une période de chaos ou d'instabilité*», avait prévenu le ministre du Commerce, Bülent Tüfenkci, tandis que le Premier ministre, Binali Yıldırım, promettait d'en finir avec le terrorisme en cas de victoire du oui. Des peurs et des promesses agitées pendant la campagne par le chef de l'État qui, dix jours avant le vote, appelait même les électeurs tentés par un refus à «*ne pas*

mettre en danger leur vie après la mort». «*On se demande ce que le résultat aurait pu être si les conditions de campagne avaient été équitables*», écrivait l'éditorialiste Murat Yetkin dans le quotidien *Hürriyet* à la veille du référendum.

Certes, Recep Tayyip Erdogan est très loin des 60% qu'il avait appelés de ses vœux pour «*couronner*» le nouveau régime. Mais peu lui importe, finalement, que près de 49% des Turcs aient rejeté sa réforme. «*La nation a parlé*», va-t-il répéter, comme après chaque scrutin. Le chef de l'État ne manquera pas de lire dans le verdict des urnes non seulement la validation de ses ambitions personnelles, mais aussi un blanc-seing pour sa politique répressive de l'après-tentative de putsch, lui qui n'a cessé de présenter le vote de dimanche comme une «*réponse au 15 juillet*», date du coup d'État manqué de l'été 2016.

## «*Devoir religieux*»

Son allié, le leader du MHP (Parti d'action nationaliste), Devlet Bahçeli, a lui aussi salué dans la soirée de dimanche une «*victoire très importante, incontestable*». La formation ultranationaliste avait coécrit le projet, provoquant des centaines de défections parmi ses cadres, l'expulsion de quatre députés, et une profonde division au sein de son électorat.

La Turquie, plus polarisée que jamais, ne sort pas non plus indemne de ces deux mois de campagne. «*Des choses ont été dites qui ne l'avaient jamais été et ont aggravé la dimension Kulturkampf au sein de la société*», estime le politologue Ahmet Insel. Comme lorsque le président a accusé ses opposants d'être du côté des terroristes. Ou lorsqu'un éditorialiste influent et proche d'Erdogan, Hayrettin Karaman, a écrit que le oui était un «*devoir religieux*» et que les musulmans devraient désormais traiter les électeurs du non comme les juifs et chrétiens auxquels on accorde le droit de vivre. Ailleurs, un imam leur a promis l'enfer. A Istanbul, un employé municipal a assimilé sur Facebook - avant d'être mis à pied - les femmes et les filles des partisans du non à des «*butins de guerre*». Pour Ahmet Insel, qui tient une chronique dans le quotidien d'opposition laïque *Cumhuriyet*, «*on a vu pour la première fois un discours musulman dominant, autoritaire, sûr de lui et agressif. Cela va probablement aggraver la peur mutuelle des deux côtés.*»

Quant à la réforme en elle-même, elle n'entrera pas en vigueur avant les prochaines élections législatives et présidentielles, censées se tenir le même jour de novembre 2019. D'ici là, Recep Tayyip Erdogan - qui a semblé écarter dimanche la perspective d'élections anticipées - continuera d'user de tous les pouvoirs dont il dispose déjà. A deux nouvelles exceptions près: le pré-

sident pourra reprendre immédiatement sa carte de l'AKP, qu'il avait dû quitter en août 2014 au nom de l'im-

partialité de sa fonction. Quant au Conseil des juges et procureurs (HSK), qui nomme et révoque les magistrats, il

sera remodelé sous 30 jours par le chef de l'Etat, qui achèvera ainsi d'asseoir son autorité sur l'appareil judiciaire. ■

LE FIGARO

lundi 17 avril 2017

## Entre l'Europe et Ankara, une nouvelle étape commence

NICOLAS BAROTTE nbarotte@lefigaro.fr  
CORRESPONDANT À BERLIN

LA VEILLE DU VOTE, samedi, Recep Tayyip Erdogan avait prévenu : « Notre peuple va donner une leçon aux Européens qui ont voulu nous intimider durant les deux derniers mois par toutes sortes de méthodes hors la loi. » Le chef de l'État turc, qui a annoncé dimanche la victoire du oui au référendum constitutionnel, s'était même fait plus précis dans ses remontrances : « Nous allons donner une réponse à l'Allemagne, à l'Autriche, à la Belgique, à la Suisse et à la Suède. » La première de cette liste non exhaustive était la principale visée. C'est en Allemagne, où vit la plus importante communauté turque d'Europe, que le référendum du président a suscité le plus de remous : critiques contre la dérive autoritaire d'Ankara, annulations de meetings pro-Erdogan, menaces, injures. Recep Tayyip Erdogan avait notamment accusé la chancelière Angela Merkel de « pratiques nazies ».

La courte victoire de Recep Tayyip Erdogan a laissé les Européens circonspects. Quoi qu'il en soit, la perspective d'une dérive autoritaire du président turc, dont les pouvoirs seront renforcés, préoccupe les capitales européennes. Dimanche soir, dans un court communiqué, le ministre des Affaires étrangères allemand Sigmar Gabriel a conseillé de « garder la tête froide » : « Il est bon que la campagne

menée de manière si acharnée soit terminée, y compris en Allemagne », a-t-il ajouté. Les Turcs résidents en Allemagne ont voté à 63,2% pour la réforme constitutionnelle. Mais personne ne croit que la fièvre va retomber.

Les relations entre la Turquie et l'Europe vont entrer dans une ère nouvelle. Durant la campagne, Recep Tayyip Erdogan s'était lancé dans une surenchère verbale contre l'Union européenne pour mobiliser ses partisans. Elle laissera des traces de part et d'autre. « L'Europe va payer pour ce qu'elle a fait », avait-il déclaré il y a



« L'Europe va payer pour ce qu'elle a fait »

RECEP TAYYIP ERDOGAN

peu dans un discours mêlant religion et nationalisme. « Si Dieu le veut, la question de l'Union européenne sera de nouveau sur la table après le 16 avril », avait-il ajouté en référence aux négociations d'adhésion qui se trouvent actuellement au point mort. Mais il n'a pas précisé le sens de sa pensée.

L'enjeu n'est pas que moral. Membre de l'Otan, la Turquie joue un rôle déterminant dans plusieurs dossiers clés de la guerre en Syrie à la crise des réfugiés en passant par les négociations de paix sur l'île de Chypre. La

question migratoire est devenue l'enjeu d'un bras de fer entre le continent et la péninsule. En mars 2016, la Turquie et l'Union européenne ont conclu un accord pour tarir le flot de réfugiés qui déferlait vers le continent. Depuis, Recep Tayyip Erdogan menace régulièrement de rompre son engagement à contenir les migrants dans son pays.

À Berlin, Angela Merkel ne se laisse pas impressionner par ces coups de menton : la Turquie n'aurait aucun intérêt à renoncer aux milliards d'aide qu'elle obtient en échange, croit-elle. La Turquie n'a rien à gagner si « les bandes de passeurs et les criminels reprennent le contrôle » de ses côtes, a aussi estimé le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker. Mais les diatribes du président Erdogan comme les soupçons d'espionnage turc sur le sol allemand ont placé Angela Merkel et les Européens sous pression. La chancelière a été obligée de hausser le ton, alors que son opinion publique se raidit.

Les Européens sont divisés face au problème turc. Le référendum s'est trouvé au centre des élections aux Pays-Bas en mars. Certains pays, comme l'Autriche, réclament purement et simplement une rupture avec Ankara. Angela Merkel est plus réservée. Elle ne veut pas perdre le contact avec la Turquie « qui survivra à Erdogan », comme l'a rappelé Wolfgang Schäuble. La France, paralysée par l'élection présidentielle, a quant à elle évité le sujet. ■

Le Canard enchaîné

– mercredi 5 avril 2017

## Rideau noir sur un crime d'Etat

UN document extraordinaire a atterri sur le bureau des juges chargés d'enquêter sur l'assassinat de trois militantes kurdes du PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, en janvier 2013 à Paris. Les avocats des familles, Benoît Dietsch et Jean-Louis Malterre, récla-

maient, depuis l'arrestation du meurtrier, Omer Güney, les renseignements récoltés sur lui par les services français. Il aura fallu deux ans pour que le secret-défense qui couvrait ce document soit levé et qu'il soit communiqué à la justice. Enregistré au dossier sous la cote « D 2835 », il compte sept pages, qui seraient certainement passionnantes... s'il en subsistait autre chose que quelques lignes de la première page : nom, adresse, date de naissance de Güney, et rien d'autre. Tout le reste est entièrement recouvert de noir. Et, comme Güney, qui

était malade, est mort en décembre 2016 – en prison mais sans procès –, on ne risque pas d'en savoir plus.

Sauvegarder les relations diplomatiques franco-turques est sans doute plus important que faire la lumière sur trois assassinats commis en France.

Les familles, elles, attendent toujours une réponse ou un signe du fonds de garantie censé indemniser les victimes de terrorisme. Mais rien ne vient. Silence total. Il serait dommage de peiner le gouvernement Erdogan...

D. S.

# Erdogan prépare un durcissement du pouvoir turc

Après sa victoire, le chef de l'État compte profiter du nouveau régime présidentiel, quoi qu'en pensent l'opposition et l'UE.

ANNE ANDLAUER  
ISTANBUL

**TURQUIE** Dimanche soir, après l'annonce d'une victoire étonnante (51,4 %) et déjà contestée au référendum sur le régime présidentiel, les Turcs ont entendu deux Recep Tayyip Erdogan. Le premier, chef d'État, s'est exprimé devant la presse dans sa résidence stambouliote. Un discours calibré, modéré, saluant « une victoire pour toute la Turquie », exhortant à « mettre de côté les disputes » de la campagne, remerciant « tous » les électeurs, les appelant à mener ensemble le passage d'un régime à l'autre. Quelques minutes plus tard, au balcon de sa résidence face à des milliers de partisans, Erdogan était redevenu l'animal politique qui se nourrit des foules et des confrontations. L'adresse était improvisée, combative. « Certains voudraient minimiser notre résultat. Qu'ils ne se fatiguent pas ! », a-t-il

lancé à ses adversaires, outrés que le Haut Conseil électoral ait choisi, en cours de scrutin, d'accepter les bulletins exempts de tout sceau officiel. « Ceux qui ont agité le bâton contre la nation ont eu leur réponse dans les urnes (...) Maintenant nous allons passer à la vitesse supérieure », a an-

« Le point commun des régimes autoritaires, c'est qu'ils ne se satisfont pas d'une victoire à 51 %. Ils en veulent toujours plus »

ALI ÇARKOĞLU, PROFESSEUR DE SCIENCES POLITIQUES À L'UNIVERSITÉ KOÇ

noncé le dirigeant turc, avant de promettre le retour de la peine de mort, par référendum s'il le faut.

Quel Recep Tayyip Erdogan fallait-il écouter dimanche pour se figurer la Tur-

quie de l'après-16 avril, les divisions de sa société, la transformation politique d'un régime déjà répressif, ses relations avec le monde et son histoire d'amour-haine avec l'Union européenne ? « Le tribun du balcon », semble penser Ali Çarkoğlu, professeur de sciences politiques à l'université Koç. « Le point commun des régimes autoritaires, c'est qu'ils ne se satisfont pas d'une victoire à 51 %. Ils en veulent toujours plus, observe le chercheur. Vis-à-vis de l'opposition, je ne m'attends pas à un adoucissement du président. Au contraire, Erdogan va continuer d'imposer son agenda et d'être très offensif. »

Il n'a pas besoin, pour cela, que la réforme entre en vigueur immédiatement – ce n'est d'ailleurs pas prévu avant les élections de novembre 2019. Il dispose de pouvoirs déjà conséquents, d'un chef de gouvernement docile qui le laisse présider le Conseil des ministres, d'une majorité dévouée et d'un état d'urgence (prolongé lundi de trois mois) qui lui permet d'émettre des décrets sur tout et presque n'importe quoi – des listes de fonctionnaires limogés (plus de 100 000 personnes depuis le coup d'État manqué de l'été 2016) aux compétences des esthéticiennes en matière de photo-épilation (décret signé le 29 mars).

Le changement d'attitude pourrait plutôt venir des adversaires du président, notamment du Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate). La consultation de dimanche était sa 12<sup>e</sup> tentative en quinze ans de défaites face à Recep Tayyip Erdogan. Jusqu'alors, les opposants du président avaient reconnu leurs échecs, remettant à plus tard, à d'autres stratégies ou à d'autres alliances, une hypothétique victoire. Pour la première fois, lundi, le CHP a réclamé l'annulation du référendum et a promis de porter l'affaire devant la Cour constitutionnelle. « Le Haut Conseil électoral n'a pas pu assurer la sécurité du vote », a dénoncé Bülent Tezcan, vice-président du CHP, soutenu en ce sens par les observateurs de l'OSCE, qui ont déploré lundi un scrutin « en deçà des standards du Conseil de l'Europe ». Au terme d'une campagne tendue et largement inéquitable, qui laisse la Turquie gravement divisée, la fronde de l'opposition donne le signal d'une contestation plus dure du régime à venir.

« Le Haut Conseil électoral n'a pas pu assurer la sécurité du vote »

BÜLENT TEZCAN, VICE-PRÉSIDENT DU CHP

Un nouveau régime dont le premier symbole, et non des moindres, pourrait être le retour de la peine capitale, treize ans après son abolition. Le chef de l'État s'y est engagé, promettant la mort



Le président Recep Tayyip Erdogan, hier, à Istanbul, au lendemain de sa victoire au référendum, devant la tombe de Yavuz Sultan Selim (1512-1520), un monarque connu pour ses campagnes militaires et sa répression sanglante des alévis. YASIN BULBUL/AFP

aux putschistes. Le Parti d'action nationaliste (MHP), sans lequel Tayyip Erdogan n'aurait pas pu organiser son référendum présidentiel, sera ravi d'y contribuer, lui qui réclame l'exécution du chef emprisonné des séparatistes kurdes, Abdullah Öcalan. Qu'importe que la Constitution et les textes internationaux

proclament le principe de non-rétroactivité des normes. Le président ne s'embarrasse pas de ces détails, et évoque déjà un référendum. « Si Erdogan renonce, ce sera uniquement parce que des proches ou des bureaucrates lui auront fait comprendre que le retour des exécutions irait à l'encontre des intérêts de la Turquie », es-

time le chercheur Ali Çarkoglu. En l'occurrence, une telle décision enterrerait les négociations d'adhésion à l'UE, au sujet desquelles Recep Tayyip Erdogan promet déjà d'organiser une troisième consultation populaire. ■

LE FIGARO

mardi 18 avril 2017

## Les Européens divisés face au durcissement d'Ankara

ISABELLE ORY @isabelleory

FAUT-IL « prendre note » ou « prendre acte » de la victoire du oui au référendum turc ? Dans les communiqués officiels européens, ces expressions prudentes ont fait florès. Bruxelles choisit de « prendre note » avant de mettre en garde. « Les amendements constitutionnels, et surtout leur mise en œuvre, seront examinés à la lumière des obligations de la Turquie, pays candidat à l'Union européenne et membre du Conseil de l'Europe », écrit le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker.

Après avoir pris « acte », Paris et Berlin soulignent que le résultat serré signale une société turque « divisée ». L'Élysée réclame donc un dialogue « libre et sincère avec toutes les composantes de la vie politique et sociale », la chancelière allemande appelle à un « dialogue respectueux ». Tous les dirigeants rappellent les doutes émis par les observateurs de l'OSCE et du Conseil de l'Europe sur la régularité du scrutin.

Si la retenue et l'attentisme semblent de mise du côté des chancelleries, la parole se libère plus franchement dans les groupes politiques. « C'est une rupture historique. La question de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne n'est plus sur la table », affirme l'Allemand Manfred Weber, le puissant patron des conservateurs au Parlement européen. « Les négociations d'adhésion devraient être suspendues dès que la Turquie aura décidé de mettre en œuvre les amendements constitutionnels », renchérit l'Italien Gianni Pittella, chef des sociaux-démocrates.

### Les expatriés mobilisés

Les Européens sont bien conscients qu'ils vont devoir revoir leur relation avec leur voisin. « Avec les purges qui ont suivi le coup d'État, et maintenant le référendum, il n'y a plus de partage de valeurs, l'idée d'accession est morte », analyse Marc Pierini, ancien ambassadeur européen à Ankara. Selon ce spécialiste, les Vingt-Huit doivent désormais trouver un équilibre entre leurs intérêts

stratégiques ou économiques et la « toxicité » d'une relation avec Recep Tayyip Erdogan dans une année marquée par les échéances électorales.

L'Europe reste divisée entre ceux, comme le Royaume-Uni, qui mettent en avant la coopération en Syrie dans la lutte contre Daech et les partisans d'une ligne plus dure, comme Chypre, la Grèce ou encore l'Autriche. « Il serait difficilement compréhensible que l'UE ne durcisse pas le ton, plaide un diplomate, mais sans avoir l'air d'initier la rupture. » Berlin réclame des discussions politiques avec Ankara « le plus vite possible ». Bien sûr, les Européens gardent en tête les insultes d'Erdogan pendant la campagne, tout comme la manière dont il a mobilisé la communauté turque expatriée : en Allemagne, elle a voté à 73 % pour le oui ; en France, à près de 65 %. Mais ils savent aussi que la Turquie tient toujours les engagements pris dans le cadre du pacte migratoire il y a un an : elle ne laisse plus passer de réfugiés vers la Grèce.

Malgré tout, rares sont ceux qui croient à un apaisement après le vote de dimanche. Les annonces provocantes de l'homme fort d'Ankara semblent leur donner raison. Lundi soir, il a appelé à une nouvelle consultation populaire pour décider ou non de poursuivre les négociations d'adhésion à l'UE. Dimanche, il avait évoqué un référendum sur la peine capitale. Or, il sait que c'est la ligne rouge. « L'organisation d'un référendum sur la peine de mort constituerait une rupture avec les valeurs et les engagements pris dans le cadre du Conseil de l'Europe », avertit François Hollande. « Erdogan est loin des 60 % de voix qu'il espérait. Logiquement, ce devrait plaider pour qu'il se calme, mais il ne fonctionne pas comme nous », soupire un diplomate.

À partir de lundi prochain, le Conseil de l'Europe devrait faire entendre sa voix. La Turquie est à l'ordre du jour de sa session parlementaire. Les ministres des Affaires étrangères des Vingt-Huit se pencheront, eux, sur cet épineux dossier dans dix jours. ■

AFP

## Nantes: incendie au centre culturel kurde, piste criminelle privilégiée

Nantes, 10 avril 2017 (AFP)

UN INCENDIE a ravagé partiellement au cours du week-end un centre culturel kurde qui abrite près de Nantes le siège régional du Conseil démocratique kurde en France (CDK-F), la piste d'un incendie volontaire étant privilégiée, a-t-on appris lundi de source proche de l'enquête.

Le sinistre s'est déclaré dans la nuit de samedi à dimanche dans le bâtiment, à Saint-Herblain. Il n'y avait personne au moment des faits.

"Nous avons reçu un message dans la nuit pour nous dire que les pompiers étaient intervenus pour éteindre un incendie", a relaté auprès de l'AFP Sinan Zer, le porte-parole du Conseil démocratique kurde en France pour la région Ouest.

"Quand nous sommes arrivés, les pompiers nous ont dit que la chaîne et le cadenas sur la porte avaient été sectionnés", a ajouté M. Zer. "Selon les premiers éléments de l'enquête de l'expert, l'incendie ne serait pas accidentel", a-t-il dit.

L'hypothèse d'une acte volontaire est privilégiée, selon une source proche de l'enquête.

Le feu a détruit tous les dossiers du CDKF, a rapporté M. Zer. "Nous n'avons pas reçu de menaces, mais cet incendie s'est produit dans une ambiance par-

ticulière" liée au référendum organisé en Turquie sur l'extension des pouvoirs du président Recep Tayyip Erdogan, a-t-il souligné.

"Nous combattons ce référendum, a précisé M. Zer selon lequel l'installation d'une tente pour le +non+ par le CDKF a été refusée par la préfecture de Loire-Atlantique. "Elle a invoqué la question de la sécurité", a-t-il précisé.

"On sent une ambiance lourde", a-t-il commenté, faisant allusion à des "associations proches du président" turc.

La communauté kurde compte entre 1.500 à 2.000 personnes dans la région de Nantes, selon M. Zer.

Le Conseil Démocratique Kurde en France (CDK-F) est une structure regroupée et fédère près de 25 associations. ●



COLOGNE, GERMANY

Berlin officials accuse imams sent by Ankara of working for Erdogan

BY ALISON SMALE

The impressive Islamic complex here, Germany's largest, boasts towering minarets and a soaring prayer hall. But what Turkish officials here seem most proud of are the hundreds of windows, which allow outsiders and Muslim worshippers to glimpse each other's worlds. The idea, they say, is transparency.

Yet it is what lies beneath the surface these days that concerns both Germans and Turks. Turkey voted on Sunday to vastly expand the powers of its already authoritarian president, Recep Tayyip Erdogan, whose reach into Germany — both open and concealed — has become an increasing point of friction.

Since Turks arrived for work in the 1960s, Germany has maintained the largest Turkish diaspora in Europe, now some three million people. For many years, Germany was happy to let the Turkish state provide and pay for prayer leaders and other provisions for its emigrants. This now includes overseeing more than 900 Muslim associations and training and appointing many of Germany's imams. The large mosque complex here is a part of that network.

But Turkey's resulting grip in Germany is coming back to haunt both sides. German intelligence agencies and politicians now charge that Mr. Erdogan used the decades-old arrangement to hunt down and punish opponents leading up to the referendum. Roughly half of the Turks who live in Germany hold Turkish citizenship and are eligible to vote.

The Germans have accused some imams sent by Turkey of spying on Turks living in Germany and of denouncing individuals and institutions critical of the president — right down to kindergartens. Such spying, the Germans said, has allowed the Turkish government to track down, detain and harass their targets' families and associates back home in Turkey as part of a sweeping purge of Erdogan opponents.

In Germany, the spying accusations surfaced in February. Afterward, Turkey's state religious authority, Diyanet, said it had quietly withdrawn an unspecified number of imams "in order not to damage 40 years of relations."

Nonetheless, the matter is roiling relations across the board. Turkish-Germans who have lived here for decades said they had trouble recalling a tenser time between Turkey and Europe.

Germany's foreign minister, Sigmar Gabriel, recently held urgent meetings with Turkish community leaders, worrying aloud that 20 to 30 years of "surcharged charges of Nazism at leaders in Germany and the Netherlands after

# In Germany, fears over Turkey's reach



The Cologne Central Mosque, above, is part of a support system for the three million Turks in Germany. Below, Turkish citizens in Berlin waited to vote in Turkey's referendum.

those countries, sometimes citing sudden security concerns, banned rallies by Turkish ministers ahead of Sunday's vote.

German leaders have denounced a retreat of democracy in Turkey, citing especially the detention — so far, without charges — of the German-Turkish journalist Deniz Yücel.

As it has for years with members or supporters of the outlawed P.K.K. movement for Kurdish independence, Turkey has handed German officials dossiers with the names of more than 300 people in Germany whom Ankara sees as working against Mr. Erdogan's Turkey.

Allegedly, many of those who were named support the movement of Fethullah Gulen, a former Erdogan ally now accused of orchestrating last summer's failed coup in Turkey. Mr. Gulen lives in Pennsylvania.

The dossiers included material obtained by illegal Turkish espionage on German soil, German officials said.

"It is certainly one of the most difficult phases in Turkish-German relations," said Michelle Müntefering, who heads the Turkey committee in the German Parliament and was named in one of the dossiers.

"The Turkish government is increasingly following a course that leaves little room for discussion," Ms. Müntefering said, referring to Turkey's growing litany of complaints — from last year's vote in Germany's Parliament recognizing the Armenian genocide to a crude satire of Mr. Erdogan by the German comedian Jan Böhmermann.

The rise of a populist right wing in Germany does not help, she noted. "Integration requires moderation, not populist, illusory solutions," she said.

But it is Germany's largest Muslim

association, known as the Ditib, and its close association with Diyanet that is being singled out for special concern.

"Ditib must become independent of Turkey and its religious authority," Ms. Müntefering said. And its imams, who also have a social function, should learn German and train at least in part in Germany, she added.

The chairman of Ditib, Nevzat Yasar Asikoglu, is counselor for religious and social affairs at the Turkish Embassy in Berlin. He was also directly appointed by Diyanet. Below him is a hierarchy of attaches who visit and advise Turkish-Muslim communities across Germany.

One way of avoiding the suspicion, said Zekeriya Altug, a Ditib spokesman, is to be more open and active. "We must make ourselves much more visible in this society," he said in an interview at the Cologne mosque.

Others urge training of imams in Germany, "so that dispatching imams becomes superfluous," said Hacı Halil Uslucan, professor at the University of Duisburg-Essen and head of its respected Turkey institute.

But few universities in Germany offer Islamic studies. To a large extent, the root of the problem is a failure to acknowledge that the Turkish "guest workers" and their families who came here in the 1960s would stay. The result was delayed integration and an obstructed path to German citizenship.

The ostracism Turks feel in Germany (whose bureaucracy can easily baffle and alienate even natives) has helped fuel support for Mr. Erdogan. In past elections, Mr. Erdogan's A.K.P. party, which has governed Turkey since 2002, has prevailed among Turks in Germany.

# What's next for Turkey?

## Gonul Tol

President Recep Tayyip Erdogan of Turkey thought that Sunday's referendum on a set of amendments to the country's constitution would allow him to solidify his grip on power, uncontested.

It's not proving as easy as he and his supporters might have hoped.

Despite an uneven playing field, the "yes" campaign in support of the constitutional amendments failed to win with the wide margin that the president expected, and that he believed would legitimize his rule.

Mr. Erdogan's side won with a slim 51 percent. Drastic regime change — like moving from a parliamentary system to a presidential one, with no checks and balances — should normally require a clear national consensus. The 49 percent "no" vote to the proposed constitutional amendments, especially when there is major concern over foul play, denies that consensus.

Sunday's vote also proves that despite years of Mr. Erdogan's authoritarian tactics, Turkish democracy still has a pulse. In fact, given the circumstances, the outcome of the referendum is a major victory for the opposition. Voters went to the polls under a state of emergency; the main opposition party was not allowed to mobilize its supporters; the most charismatic opposition leader is behind bars; and Mr. Erdogan has branded opponents of the presidential system as terrorists.

The "yes" campaign received overwhelmingly more airtime, thanks to the government's tight grip on the news media. The ruling party in many places took down posters and billboards advocating a "no" vote.

Independent election observers were not allowed to monitor the polls, and observers from opposition parties had their applications to observe polling procedures rejected by the election board. The same board made a last-minute decision on Sunday to make it harder to file allegations of ballot-box stuffing. The Parliamentary

Assembly of the Council of Europe said on Monday that "late changes in counting procedures removed an important safeguard."

Despite all of this — just the latest acceleration in Turkey's rapid descent into authoritarianism over the last few years — voters proved that they still believed in the democratic process enough to go to the polls.

That could change, though. Many Turks fear that Sunday's vote was the last chance for their country's democracy. The constitutional amendments have now passed, and Turkey officially has a presidential system with no checks and balances. Mr. Erdogan can rule until 2029 and has the authority to pick judges and ministers; directly appoint the heads of the military and intelligence agencies, university rectors and senior bureaucrats; and issue laws by decree with very little oversight.

How Mr. Erdogan will use his new powers will determine the fate of Turkish democracy.

**President Erdogan barely won in this week's referendum. Turkish democracy still has a pulse. He should take a lesson from that.**

Will he listen to his polarized nation and try to heal the country by moving to the center? Or will he double down and continue his populist drive toward anti-Western nationalism? The razor-thin majority Mr. Erdogan captured calls for

a reversal in his strategy ahead of presidential elections in 2019.

First, Mr. Erdogan might have to strike a deal with the Kurds, whom he has been demonizing since 2015. After his party lost its parliamentary majority that June, he sidelined the legitimate Kurdish political movement by jailing its leaders and pursued a heavy-handed military response to attacks by the Kurdistan Workers Party, better known as the P.K.K. That helped him win the support of hard-line Turkish nationalist voters who have a strong antipathy to the Kurds.

But Mr. Erdogan's nationalist allies seem to have disappointed him on Sunday, as large numbers of them across the country voted against the constitutional amendments. He did, however, get more support than expected from Kurdish voters, among whom many conservatives believe Mr. Erdogan is the only politician who can broker a peace deal.

If the freshly empowered president decides to return the favor in order to keep some of this Kurdish support, negotiations with the Kurds might resume before 2019.

Peace with the Kurds would not only bring votes — it would also stabilize Turkey's shaky economy, and in the process rehabilitate Mr. Erdogan's popularity.

After several years of strong growth, chronic political risk and uncertainty have hampered Turkey's development in recent years as foreign investors and domestic consumers both lost confidence in the country. Turkey's tourism industry has been hit hard by the wave of terrorist attacks. Mr. Erdogan has plenty of incentive to want to fix this situation.

Sunday's referendum also proved that Mr. Erdogan lost support in almost all major urban centers, including Istanbul, where he has never lost an election since he ran for mayor in 1994.

Mr. Erdogan and his Justice and Development Party, or A.K.P., need a new strategy to lure back the urban, educated people who used to support them but now feel alienated by the president's authoritarian policies.

This will not be easy. Throughout his career, Mr. Erdogan has thrived on polarization. After his party lost its parliamentary majority in June 2015, he managed to once again consolidate power by injecting fear, demonizing the Kurds and lashing out at the West.

The failed coup attempt last summer helped him purge his opponents from state institutions as he projected himself and the presidential system as the only alternative to further chaos.

He seems to have succeeded in this objective. But Sunday's vote also proves that he has lost ground. To be able to run a deeply divided country and ensure a comfortable win in 2019, he has to move to the center, set a less polarizing tone and heal the wounds the other 50 percent of the country has been suffering under his 15-year rule. Otherwise, more instability and chaos await.

GONUL TOL is the director of the Middle East Institute's Center for Turkish Studies.



# Claims of fraud haunt results of Turkish referendum

ISTANBUL

BY PATRICK KINGSLEY

A village leader shoves four voting slips into a ballot box. An unknown arm marks three slips with a “yes” vote. An unknown hand adds five more. An election official validates a pile of voting slips — hours after they were meant to be validated.

These are four of the scenes captured in unverified videos that have helped stoke accusations of voting fraud in polling stations across Turkey during Sunday’s referendum to expand the powers of President Recep Tayyip Erdoğan.

Mr. Erdoğan’s “yes” campaign has claimed victory by a small margin — 51.4 percent to 48.6 — in a vote that further insulates the president from scrutiny and tightens his grip on one of the most influential countries in the region.

But while Mr. Erdoğan has turned his claimed victory into a political reality, the legitimacy of his win is still in question. Opposition parties say the vote was rigged. The main opposition party formally asked Turkey’s electoral commission Tuesday afternoon to reassess the contents of multiple ballot boxes and — in a separate appeal — to annul the entire poll result. And two major international observation missions have a list of concerns over irregularities during the campaign and on the day of the vote.

One observer group said that 2.5 million votes — roughly twice the margin of victory — are under question. “It seems credible that 2.5 million were manipulated, but we are not 100 percent sure,” Andrej Hunko, a German lawmaker who observed the election on behalf of the Council of Europe, said by telephone.

Other concerns raised by the opposition and by election observers include:

- Suspicious of ballot-box stuffing in “almost all” of Turkey’s 165,000 ballot boxes, according to the Republican People’s Party, or C.H.P., the main opposition party.
- A decision by the electoral commission, made during the vote itself, to significantly increase the burden needed to prove allegations of ballot-box stuffing.
- The barring of over 170 members of the opposition from participating in election observation.
- The temporary detainment of some international election observers, prevent-



ALKIS KONSTANTINIDIS/REUTERS

Voters in line in Istanbul last Sunday. One international observer group said that 2.5 million votes — roughly twice the margin of victory — are under question.

ing them from fully observing election counts.

- Minimal “no” votes in an opposition stronghold in southern Turkey.
- At least one allegation of “no” votes being removed from ballot boxes and deposited in a building site in the same area of southern Turkey.
- The unfairness of the campaign itself, which observers from the Organization for Security and Cooperation in Europe described as taking place on “an uneven playing field.”

Turkey’s electoral commission has delayed announcing an official result, and it said it would assess allegations of fraud.

Appeals concerning individual ballot boxes are first assessed at a local level, then at a regional level and finally by a national board. The C.H.P.’s appeal to annul the entire process will be assessed directly by the national board. Both processes, according to the commission head, are likely to be completed with 12 days.

But there are few precedents for the annulment of electoral results in Turkey, a trend most analysts do not expect to be suddenly bucked this week.

Sunday’s result seemed particularly unlikely to be overturned after the electoral commission chief defended the legitimacy of the referendum in a speech.

In the process, the commission has opened itself up to allegations of bias. “You are not a referee, you are taking sides,” Osman Baydemir, a lawmaker

and spokesman for the third-largest party in Parliament, the Peoples’ Democratic Party, or H.D.P., said in a speech.

The opposition is particularly concerned about the commission’s decision, after voting began on Sunday, to allow unvalidated ballots to be counted unless it could be proven that they were inserted into the ballot box specifically to tamper with the results.

Turkish electoral law stipulates that ballots should be stamped by election officials and then placed in a stamped envelope before the envelope is placed in a ballot box. Unstamped papers, or papers within unstamped envelopes, are invalid by law.

On Sunday, the commission decided otherwise, saying that similar rulings had been made in multiple elections in the past.

But some legal experts said the decision had no precedent, and in fact contradicts a ruling made by the same commission in 2014. The O.S.C.E. also said the decision “undermined an important safeguard and contradicted the law that explicitly states that such ballots should be considered invalid.”

Kerem Gulay, an expert on Turkish electoral law at the University of Amsterdam law school, said, “Changing the rules of the game after the voting started and half an hour before voting in the eastern provinces stopped — I haven’t heard of anything like that in recent electoral history worldwide.” •

TURQUIE

# “ Avec Erdogan, aucune accalmie à l’horizon ”

Hamit Bozarslan, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), et spécialiste du Moyen-Orient, explore les zones d'ombre de la victoire du président turc.

Propos recueillis par Vincent Hugué

**U**n succès étonnant. Le 16 avril, la Turquie a donc approuvé du bout des lèvres, du bout des doigts, la réforme constitutionnelle dictée par le chef de l'Etat, Recep Tayyip Erdogan, désormais doté de pouvoirs quasiment illimités. A la clef, dès 2019, plus de Premier ministre, un Parlement anémié, la haute main sur la magistrature et la perspective pour le « sultan » islamo-conservateur de trôner en son immense palais aux cent pièces une décennie de plus... Mais que peut faire l'hyperprésident d'un « *evet* » – « oui » – si malingre (51,4 %) ? Voici le tribun néo-ottoman aux manettes d'une nation profondément divisée, voire coupée en deux. Le verdict des urnes, contesté par l'opposition, suscite au moins autant de questions qu'il apporte de réponses.

S. KIRSZENBAUM POUR L'EXPRESS



**L'Express** S'agit-il pour Erdogan d'une victoire à la Pyrrhus ?

**H. B.** Oui, et pour plusieurs raisons. D'abord, parce qu'il a recouru à des fraudes massives. Ensuite, parce qu'il a perdu

Istanbul et Ankara, bastions de l'AKP depuis 1994. De même, Erdogan échoue dans le Kurdistan turc, où il



Trompe-l'œil « Pour le président Erdogan, une victoire à la Pyrrhus. »

n'obtient pas, hormis dans quelques rares enclaves, l'aval espéré quant à sa politique répressive. Enfin, si la défaveur des zones côtières, qu'il s'agisse de la Méditerranée ou de la mer Egée, n'est pas nouvelle, elle s'inscrit dorénavant dans la durée.

**L'Express** Vous estimez donc que les « manipulations » dénoncées par les opposants du CHP, parti social-démocrate, ont altéré le résultat.

**H. B.** Sans aucun doute. A l'évidence,

les véritables chiffres donnent une légère avance au « non ». Le Haut Conseil électoral n'occulte même pas le fait que de nombreux bulletins de vote non tamponnés, plus de 2 millions selon l'opposition, ont été comptabilisés, au mépris de la règle en vigueur.

**L'Express** La fracture villes-campagnes, la césure entre la classe moyenne urbaine, acquise grosso modo au « non », et la Turquie profonde, →

→ adepte du « oui », compliquent-elles la tâche du chef de l'Etat ?

**H. B.** Pas vraiment, puisque ce phénomène procède d'une stratégie assumée depuis longtemps. Adepte de la supériorité turco-sunnite, Erdogan conserve des fiefs solides en Anatolie centrale et sur la mer Noire. Reste qu'une telle polarisation revêt une dimension inquiétante car elle est vécue de façon déchirante dans les six plus grandes villes du pays.



**Surenchère** « A l'évidence, les véritables chiffres donnent une légère avance au "non". »

**L'Express** L'alliance entre l'AKP, la formation présidentielle, et le Parti d'action nationaliste (MHP, extrême droite), sort-elle de ce scrutin confortée ou affaiblie ?

**H. B.** Bizarrement, les deux. Comme l'atteste l'intégration des Loups gris [mouvance ultraradicalisée incriminée dans divers meurtres politiques] au sein de l'appareil sécuritaire, la paramilitarisation de l'Etat se poursuivra. Et Recep Tayyip Erdogan continuera de donner des gages à Devlet Bahçeli, le leader du MHP. Mais la direction de ce parti ne contrôle plus sa base électorale, hostile à 80 % à la réforme constitutionnelle. Une scission n'est d'ailleurs pas à exclure.

**L'Express** Que vous inspire l'hypothèse, émise dès dimanche soir par Erdogan, d'une nouvelle consultation populaire, portant cette fois sur le rétablissement de la peine de mort ?

**H. B.** Le système ne peut perdurer que par la radicalisation, par le combat perpétuel contre l'ennemi intérieur ou extérieur. Tout indique que le pouvoir va tenter de déclencher des législatives anticipées en vue d'obtenir la majorité qualifiée que requièrent des modifications ultérieures de la loi fondamentale. Sans doute compte-t-il emprunter cette voie pour restaurer la peine capitale.

**L'Express** Certains experts estiment que, fort du blanc-seing référendaire, le président amorcera une désescalade, tant envers l'Union européenne (UE), premier partenaire commercial de la Turquie, que vis-à-vis de l'irrédundance kurde. Que pensez-vous d'un tel scénario ?

**H. B.** Je l'exclus totalement. Erdogan peut très bien tempérer sa rhétorique durant les deux prochains mois. Reste qu'il ne dispose plus que d'un mode de gouvernement et d'un instrument de mobilisation de son électorat : la crise. Crise en interne, crise avec l'UE, les Etats-Unis, la Russie, l'Iran. En clair, aucune accalmie à l'horizon.

**L'Express** Recep Tayyip Erdogan apparaît-il comme l'héritier ou le liquidateur du kémalisme, la doctrine laïque du père de la Turquie moderne ?

**H. B.** Erdogan juge nécessaire une forme de restauration afin de sortir de l'aliénation due, selon lui, à deux siècles d'occidentalisation. Dans son esprit, trois échéances cruciales attendent la Turquie : 2023, année du centenaire de la République d'Atatürk ; 2053, 600<sup>e</sup> anniversaire de la conquête de Constantinople par le sultan Mehmet II ; et 2071, pour le millénaire de l'arrivée des Turcs en Anatolie. D'où le rapport complexe qu'Erdogan, persuadé d'être investi d'une mission historique,

entretient avec le kémalisme. Il veut en être à la fois le continuateur et l'antithèse.

**L'Express** Quel sera l'impact de cette victoire a minima sur la posture géopolitique d'Ankara, tant envers la Syrie et l'Irak que vis-à-vis de l'Occident et de l'Alliance atlantique ?

**H. B.** Difficile à prédire. Du côté syrien, rien ne changera. S'agissant de l'Otan, la tension reste palpable. Tout comme avec Washington, d'autant que Donald Trump n'a semble-t-il

pas l'intention de bouger, ni sur l'enjeu kurde, ni sur Fethullah Gülen [le prédicateur exilé en Pennsylvanie, inspirateur supposé du putsch avorté de juillet 2016, dont Ankara réclame l'extradition]. Même statu quo avec l'UE : Erdogan s'en tiendra à sa tactique de chantage, sur le front des migrants comme sur celui de l'économie. Il pourrait ainsi, rançon des accords de la campagne référendaire, évincer les entreprises allemandes, néerlandaises ou danoises des appels d'offres publics.

**L'Express** A l'orée des « printemps arabes », la Turquie passait chez nombre d'insurgés tunisiens, égyptiens ou syriens pour un modèle. Que reste-t-il de cette aura ?

**H. B.** A peu près rien. Le pays rêvait alors d'un statut de superpuissance régionale, se voyait en *primus inter pares* de l'espace moyen-oriental, tout en anticipant une normalisation de ses rapports avec le monde arabe. Songez qu'en 2010, Erdogan a reçu le prix Kadhafi pour les droits de l'homme... Or, en Tunisie, en Egypte, en Libye, rien ne s'est passé comme escompté. Ne restait alors que la Syrie où, au grand dépit d'Ankara, le régime de Bachar el-Assad tient. Au fond, le naufrage de cette illusion de puissance aura considérablement terni l'image de la Turquie. ■

# « La majorité des Syriens soutient Assad »

Ali Shamkhani, secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale iranien, met en garde Washington

## ENTRETIEN

TÉHÉRAN - envoyé spécial

**L**e général Ali Shamkhani, secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale iranien, est un personnage-clé de la politique étrangère de son pays. Dans un entretien au *Monde*, donné à Téhéran, il revient sur le récent bombardement américain contre le régime de Bachar Al-Assad en Syrie, et sur l'engagement de long terme de son pays aux côtés de Damas.

**Après les frappes menées par les Etats-Unis en Syrie, le 6 avril, craignez-vous un engagement américain plus actif au Moyen-Orient ?**

Le président américain, Donald Trump, a été élu en critiquant les guerres que les Etats-Unis ont menées en Afghanistan et en Irak, ainsi que leur coût pour son pays. Aujourd'hui, les alliés des Etats-Unis dans la région veulent qu'ils continuent de s'y embourber. Reste à voir si les Américains répéteront leurs erreurs passées. Cela dit, en Syrie, les Américains et leurs alliés mènent des ingérences depuis six ans : il n'y a rien de nouveau. Ces frappes, cette implication directe de Washington, ne changeront pas la situation.

**Ce bombardement a été mené en réaction à l'attaque chimique contre un village tenu par les rebelles, Khan Cheikhoun, imputée par les Etats-Unis au régime syrien, votre allié. Quelle est votre position sur les attaques chimiques ?**

J'ai moi-même été témoin, au front, d'attaques chimiques menées contre les troupes iraniennes



Le général Ali Shamkhani, à Téhéran, le 11 janvier 2016. VAHID SALEMI/AP

durant la guerre Iran-Irak [1980-1988]. Des pays européens ont fourni ces armes à l'Irak et n'ont par ailleurs jamais reconnu leur responsabilité. L'Iran considère leur production, leur détention et leur usage, quelle que soit la quantité, par n'importe quel acteur, comme un péché impardonnable.

Nous estimons cependant très improbable que le gouvernement de Damas ait mené une telle attaque à Khan Cheikhoun. Nous demandons une enquête indépendante. Et nous condamnons les frappes américaines menées sous ce prétexte : les Etats-Unis ne peuvent pas être à la fois juge et partie.

**L'usage d'armes chimiques par Damas a été documenté à de multiples reprises. Evoquez-vous le sujet avec votre allié ?**

Les deux camps ont été accusés d'avoir utilisé des armes chimi-

ques dans cette guerre. Mais le gouvernement syrien a dû désarmer son arsenal en 2013 et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques a confirmé ce fait.

**Les relations entre les Etats-Unis et la Russie, votre alliée en Syrie, sont au plus bas. Est-ce dans votre intérêt ?**

Notre relation avec les Russes est indépendante des liens qui existent ou pas entre eux et les Américains. Nous partageons une frontière avec la Russie en mer Caspienne. Nous avions des relations avant la révolution [de 1979], nous collaborons aujourd'hui dans le domaine nucléaire, dans le tourisme, et cette collaboration s'intensifiera tant que les mouvements terroristes inspirés par certains pays de la région existeront.

**La Russie paraît moins attachée que vous au maintien de Bachar Al-Assad au pouvoir. Craignez-vous que Moscou impose une solution politique qui ne convienne pas à l'Iran ?**

Le pouvoir de Bachar Al-Assad ne dépend pas d'une intervention étrangère. La majorité du peuple syrien le soutient, elle décidera seule de son avenir. Les rumeurs que vous évoquez sont propagées par les Occidentaux et par des libéraux dans notre pays. Mais nous n'avons pas cette crainte, et

Bachar Al-Assad non plus.

**L'Iran parraine les négociations d'Astana, au Kazakhstan, avec la Russie et la Turquie. Mais vous paraissez plus soucieux de tenir militairement le terrain que de la diplomatie...**

A Genève, nous encourageons le gouvernement syrien et l'opposition à négocier sous l'égide des Nations unies. A Astana, il s'agit de garantir un cessez-le-feu solide, première étape pour la mise en œuvre d'un processus politique. En Syrie, il n'y a pas de solution militaire.

**Bachar Al-Assad affirme cependant vouloir reconquérir l'ensemble de son territoire...**

Il veut combattre le terrorisme. Daech comme Al-Qaida et ses alliés contrôlent une part du territoire. Il est inacceptable qu'un seul village syrien demeure entre leurs mains. Les groupes terroristes sont venus négocier à Astana lorsqu'ils ont perdu Alep [en décembre 2016] : sans pouvoir sur le terrain, les négociations sont impossibles.

**Vous considérez donc toujours comme « terroriste » l'opposition armée qui négocie à Astana ?**

Il y a un avant et un après la libération d'Alep. Ils ont reculé lorsqu'ils ont été convaincus de leur défaite. S'ils cessent le combat, si les livraisons d'armes qu'ils reçoivent de l'étranger cessent, s'ils rompent leurs liens avec Al-Qaida et expriment leurs demandes dans un cadre politique, alors nous ne les considérerons plus comme terroristes. Pour les Etats-Unis et les Européens, c'est pareil : il y a deux ans, ils posaient comme condition première aux négociations que Bachar Al-Assad se retire du pouvoir. C'était une erreur stratégique et ils y ont renoncé.

**L'Iran a négocié avec le Qatar l'évacuation de quatre villages chiites et sunnites assiégés respectivement par les rebelles et le régime. Certains craignent un partage du territoire syrien sur des bases sectaires...**

Cela fait des années que nous cherchions à sauver les populations assiégées. Ces évacuations se

## La candidature d'Ahmadinejad à la présidentielle iranienne rejetée

Le Conseil des gardiens de la révolution iranienne a validé la candidature du président sortant, Hassan Rohani, à la présidentielle du 19 mai, ainsi que celle du conservateur Ebrahim Raisi, mais a rejeté celle de l'ancien dirigeant Mahmoud Ahmadinejad, ont annoncé, jeudi 20 avril, les médias officiels. Ebrahim Raisi, vu comme le favori de l'ayatollah Ali Khamenei, devrait être le principal adversaire de M. Rohani. Le président, qui avait triomphé avec une large majorité dès le premier tour en 2013, devrait cette fois-ci voir sa gestion de l'économie durement critiquée. Quatre autres candidats ont été qualifiés, dont le vice-président, Eshaq Jahangiri, et le maire de Téhéran, Mohammad Baqer Qalibaf.

déroulent d'ailleurs mal, avec une attaque terroriste qui a tué plus de cent vingt personnes le 15 avril. Ce n'est pas une partition, ce n'est qu'une solution temporaire et je ne crois pas qu'elle puisse s'appliquer dans d'autres zones.

**Une partie du gouvernement iranien a bien accueilli l'élection de Donald Trump. Elle estimait pouvoir passer des**

**« deals » avec cet homme d'affaires. Est-ce toujours le cas ?**

Au Moyen-Orient, nous n'avons aucun besoin ni aucun désir de négocier avec les Etats-Unis. Mais nous ne voulons pas de tensions qui nuiraient à la stabilité régionale.

**Le gouvernement américain a signalé qu'il ne reviendrait pas sur l'accord sur le nucléaire ira-**

**nien de juillet 2015. Craignez-vous cependant qu'il adopte de nouvelles sanctions ?**

Suivant la volonté du Guide suprême, Ali Khamenei, l'Iran développe une « économie de résistance » en puisant dans ses ressources nationales. Nous sommes bien conscients que les Etats-Unis nous mènent une guerre économique, mais ils font face à une situation nouvelle. Les

gouvernements européens ne sont plus enclins à les suivre. Nous les encourageons à soutenir leurs entreprises pour qu'elles investissent en Iran. Nous avons des ressources naturelles, du gaz, qui permettraient à l'Europe de diversifier son approvisionnement énergétique. ●

PROPOS RECUEILLIS PAR  
LOUIS IMBERT

Le Monde  
22 AVRIL 2017

## Les Etats-Unis affichent leur défiance envers l'Iran

Donald Trump a de nouveau critiqué, jeudi 20 avril, l'accord nucléaire avec Téhéran conclu par son prédécesseur, Barack Obama

NEW YORK (NATIONS UNIES),  
WASHINGTON - correspondants

Le président américain, Donald Trump, a changé de position sur bien des sujets de politique internationale, mais il continue de garder le même ton de défiance dès qu'il s'agit de l'Iran. Il en a apporté une nouvelle fois la preuve jeudi 20 avril, au cours de la conférence de presse organisée à l'issue de la visite à la Maison Blanche du président du conseil des ministres italien, Paolo Gentiloni.

Interrogé au sujet du respect par l'Iran de l'accord conclu en juillet 2015 qui a mis un terme à son programme nucléaire controversé et entraîné la levée de sanctions internationales, M. Trump a

estimé que Téhéran « n'[était] pas à la hauteur de l'esprit de cet accord ». Il a une nouvelle fois répété, comme pendant la campagne, que ce « terrible » texte « n'aurait pas dû être signé » par son prédécesseur, Barack Obama. L'accord avait été conclu avec les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies et l'Allemagne.

Un peu plus tôt, l'ambassadrice américaine auprès des Nations unies, Nikki Haley, a utilisé le débat mensuel du Conseil de sécurité, habituellement réservé à la question israélo-palestinienne et jugé « biaisé » contre Israël par Washington, pour exprimer des critiques envers Téhéran.

« **Activités destructrices** »  
M<sup>me</sup> Haley s'est concentrée non

pas sur l'accord de 2015, mais sur les activités jugées déstabilisatrices pour les alliés des Etats-Unis prêtes à Téhéran. Mettant en garde contre une « menace grandissante », elle a assuré que les « activités incroyablement destructrices » de l'Iran et de ses affiliés du Hezbollah au Moyen-Orient devaient être « une priorité pour le Conseil dans la région ». Et de citer leur soutien aux forces du président syrien, « qui tuent des milliers de civils et plongent dans la misère des millions de réfugiés », l'aide apportée aux rebelles houthis au Yémen, ou encore la formation de milices chiites en Irak. Nikki Haley a assuré que l'Iran était « le principal coupable » des conflits au Moyen-Orient, et que Washington s'engagerait à ce que Téhéran « res-

pecte les résolutions et les sanctions » des Nations unies.

Le regain d'attention sur l'Iran est parti de déclarations de l'administration américaine mardi, alors que le secrétaire à la défense, James Mattis, se rendait en Arabie saoudite, son grand rival. La Maison Blanche a reconnu ce jour-là que Téhéran respectait les engagements contenus dans le texte de 2015, qui ne concerne que ses activités nucléaires. Mais ce constat n'a pas empêché le département d'Etat d'annoncer une réévaluation des conséquences de l'allègement des sanctions. Dans une lettre adressée au Congrès, qui avait tenté en vain de bloquer l'accord en septembre 2015, le secrétaire d'Etat, Rex Tillerson, a indiqué que, selon lui, « l'Iran demeure l'un des principaux pays qui parraine le terrorisme ». Mercredi, M. Tillerson s'est attaqué au contenu du texte en lui-même, en estimant qu'il « [échouait] à remplir l'objectif d'un Iran dénucléarisé ». ●

MARIE BOURREAU  
ET GILLES PARIS



## Syrie: des forces kurdes et arabes progressent contre l'EI dans Tabqa

Beyrouth, 30 avril 2017 (AFP)

**DES COMBATTANTS KURDES et arabes syriens soutenus par les Etats-Unis progressent face aux jihadistes du groupe Etat islamique (EI) dans la ville de Tabqa (nord), a indiqué dimanche l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).**

La prise de Tabqa par les Forces démocratiques syriennes (FDS) est un objectif majeur sur la route de Raqa, le bastion des jihadistes en Syrie contre lequel elles ont lancé en novembre une vaste offensive.

Selon l'OSDH, les FDS contrôlent désormais 40% de Tabqa, dont plus de la moitié de la vieille ville, une semaine après leur entrée dans cette localité située à environ 55 kilomètres à l'ouest de Raqa.

D'après le directeur de l'Observatoire Rami Abdel Rahmane, les combats se

poursuivaient dimanche matin.

Le groupe jihadiste oppose une résistance farouche aux FDS, notamment par le biais de drones armés, une tactique que les jihadistes utilisent également contre les forces irakiennes qui tentent de les chasser de Mossoul, la grande ville du nord de l'Irak.

Selon l'OSDH, l'EI a également recours aux attaques suicide et aux véhicules piégés pour ralentir la progression de ses adversaires à Tabqa.

Cette ville comptait environ 240.000 avant le début en 2011 de la guerre en Syrie mais plus de 80.000 ont depuis pris la fuite.

La cité, qui a servi de base de commandement à l'EI et accueillait la principale prison du groupe jihadiste, est située près d'un important barrage du même nom, toujours sous contrôle des jihadistes.

L'assaut des FDS sur la région de Tabqa a été lancée fin mars avec le soutien de frappes de la coalition internationale antijihadistes et de conseillers militaires américains.

Depuis novembre, la vaste offensive des FDS pour reprendre Raqa ("Colère de l'Euphrate") leur a permis de s'emparer de larges portions de territoire autour de la capitale de facto de l'EI en Syrie. ●

# « Oui ou non, ça ne faisait aucune différence »



## REPORTAGE

DIYARBAKIR (TURQUIE) -  
envoyé spécial

**A** la périphérie d'un quartier déshérité de Diyarbakir, la grande ville du Sud-Est kurde de la Turquie, passe un long mur gris surmonté de rouleaux de fil de fer barbelé. On franchit l'enceinte par un large portail gardé par des soldats en armes et une statue de Mustafa Kemal Atatürk, le bras levé en direction du ciel. De part et d'autre de l'effigie du fondateur de la Turquie moderne, deux avions de chasse hors d'usage. Leurs carcasses disposées symétriquement sur des socles pointent en biais vers les nuées, figurant un décollage permanent. Cette composition signale aux passants l'entrée de la base du huitième commandement de combat aérien des forces armées turques.

A l'intérieur de l'enceinte s'étendent les pistes d'où partent les appareils destinés à bombarder les refuges de la guérilla du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), en guerre contre l'Etat turc depuis 1984. A l'extérieur, sur les pelouses étroites qui longent la clôture, Zeki, 60 ans passés, vient faire paître sa vache. Le résultat du référendum constitutionnel du 16 avril remporté par le camp du oui, emmené par le président Recep Tayyip Erdogan, lui importe peu. « Oui ou non, ça ne faisait aucune différence et je ne sais même pas sur quoi on devait voter. L'Etat ne nous apporte rien, le parti [kurde]

ne nous apporte rien. On est pauvres, on restera pauvres. »

### Une routine non brisée

Pourtant, comme une majorité des habitants de la région, Zeki a voté non, suivant la position du Parti démocratique des peuples (HDP), qui représente les intérêts du mouvement kurde. « J'ai voté comme le parti!, s'exclame-t-il. Parce qu'on est kurdes, et ils sont kurdes. L'Etat nous oppresse, je suis avec le parti malgré tout. Même si ça ne change rien, c'est comme ça! »

Dans le sud-est de la Turquie, le référendum n'a nullement brisé la routine qui s'est installée depuis 2015 : un quotidien fait de poursuites judiciaires, de pression sécuritaire, d'attentats contre les forces armées et d'opérations militaires menées dans les zones montagneuses de la région où la guérilla du PKK est encore présente. Si le mouvement kurde peut compter sur la loyauté d'une partie de sa base, notamment au sein des couches les plus populaires, son influence au lendemain du scrutin est sans rapport avec la position dominante dont il jouissait encore dans la région il y a deux ans.

L'écrasement des insurrections urbaines dans lesquelles sa branche armée s'était lancée à l'été 2015, la mise sous tutelle par Ankara de 80 des 102 municipalités du sud-est de la Turquie que ses représentants avaient remportées par les urnes, l'état d'urgence, les purges lancées contre ses partisans dans la fonction publique, les vagues d'arrestations massives visant ses responsables et ses mili-

tants ont considérablement réduit sa capacité d'action. Si la libération, vendredi 21 avril, de Meral Danis Bestas, une des onze parlementaires du HDP emprisonnés, pourrait être interprétée comme un signe d'assouplissement, le gouvernement conserve toutes les cartes en main.

Dans ces conditions, les implications du changement constitutionnel, sans passer au second plan, se coulent dans une situation déjà critique, et les partisans du mouvement kurde ne reconnaissent pas la légitimité de la

la mesure des irrégularités commises dans le Sud-Est.

« On ne sait pas ce qui s'est passé dans les campagnes », admet Birsen Kaya-Akat, maire de Baglar, dans son vaste bureau aux meubles clairs. Seule municipalité de l'agglomération de Diyarbakir encore aux mains du mouvement kurde, ce district populaire comprend également une partie des zones rurales environnantes. « Au cours des dernières élections, nous avions des observateurs dans chaque village. Aujourd'hui, on ne contrôle plus le terrain. A cause des arrestations, les gens ont peur, beaucoup ne veulent plus avoir affaire à nous », regrette-t-elle, tandis qu'au-dessus de la mairie passent, dans un fracas couvrant sa voix, les avions de chasse qui décollent de la base aérienne toute proche.



### « Scrutin truqué »

Pour beaucoup, cependant, établir systématiquement des faits ne peut pas être une priorité. Il est déjà trop tard. « La justice est aux mains du gouvernement, ils font ce qu'ils veulent, pour nous c'est évident que ce scrutin était truqué, et quelles que soient les preuves, il ne se passera rien », estime Gülan. Ancienne employée des services sociaux de la municipalité de Diyarbakir, elle a perdu son emploi, une fois la mairie passée sous tutelle d'un représentant de l'Etat, du fait de sa proximité avec le mouvement kurde.

Avec d'autres sympathisants aussi démis de leurs fonctions, elle a fondé un café associatif dont le nom français est écrit à la kurde, le « Liberté », situé dans une ruelle d'Ofis, le quartier commerçant de la ville. « Nous n'attendons plus rien de ces institutions, le mouvement kurde va se reconstruire en dehors », espère-t-elle, assise dans la salle enfumée décorée dans un style kitsch, tandis que les blindés de la police patrouillent dans les rues avoisinantes. Sur une étagère, une édition turque récente du premier roman d'Albert Camus, *La Mort heureuse*. ■

ALLAN KAVAL

courte victoire remportée par le oui dimanche. De fait, après que la campagne du non dans les régions kurdes a été considérablement entravée par les autorités qui ont pu s'appuyer sur les dispositions de l'état d'urgence pour empêcher les réunions publiques et le travail de porte-à-porte des militants du mouvement kurde, le scrutin ne s'y est pas déroulé dans des conditions normales.

La présence d'hommes armés dans les établissements scolaires hébergeant les bureaux de vote et les pressions qu'elle implique, de même que l'interdiction faite au public d'assister au dépouillement et la mise en garde à vue, dans les jours précédant le référendum, de partisans du mouvement kurde ayant fait office d'assesseurs lors des dernières élections sont avérées. Mardi, le HDP a soumis à la Haute Commission électorale une demande d'annulation du référendum, publiant le jour même un rapport déclinant plusieurs accusations de fraude à travers le pays. Insuffisamment circonstanciées, les allégations mises en avant par le parti prokurde ne permettent cependant pas de prendre

# German Turks and autocrats

**Jochen Bittner**

Contributing Writer

**HAMBURG, GERMANY** Imagine a German politician accusing another country's government of using "Nazi methods," while demanding the reintroduction of capital punishment and the incarceration of both the opposition and journalists. Hilarious and untenable? Not in the eyes of many Turks who live here in Germany.

There are about 1.5 million Turks living in Germany who can vote in Turkish elections. Of those who participated in last weekend's constitutional referendum, about 63 percent approved of granting immense unilateral powers to President Recep Tayyip Erdogan — who has attacked journalists and compared the German government to Nazis. These changes, which narrowly passed, make him a modern-day sultan.

With this result, Germany's Turkish electorate proved to be a more reliable force of support than the one at home; in Turkey itself, only 51.4 percent voted in favor of Mr. Erdogan's constitutional reform.

What's wrong with you, my fellow countrymen and countrywomen?

The answers are all the more urgent, because as much as Germany has struggled to integrate generations of Turks, it suddenly has yet another problem on its hands: the one million immigrants who have come here since 2015.

I'm not confident that Germany will find the solution. Ruprecht Polenz, a longtime member of Parliament from Chancellor Angela Merkel's ruling Christian Democratic Union, immediately warned against reading the vote figures as a sign of the failed integration of Turks here.

Overall, there are 3.5 million Turks in Germany, with less than half of them able to participate in Turkish elections. And since only half of those eligible cast ballots, in essence, only 13 percent of the 3.5 million German Turks were "for Erdogan."

Mr. Polenz's analysis is flawed, both in terms of statistical laws and of social analysis. But it resonates with a society that has long shied away from asking hard questions about integration — which is itself one reason for

the shocking result of last weekend's vote.

Yes, Turkish migrants and their offspring have been discriminated against since they were brought to Germany to work in its factories during the "Wirtschaftswunder," or "economic miracle" era of 1961 to 1973. The first big mistake back then was to regard those who came as "Gastarbeiter," or guest laborers, which often lead to the naïve question: "And when are you going home again?" When they didn't, Germans shrugged and turned their backs. This was the second big mistake.

Germany's political right regarded them as too marginal and culturally foreign to make any political efforts to improve their lot. And the political left greeted foreignness as a value in itself, enriching Germany's menus and diluting its Nazi DNA.

**Support for Recep Tayyip Erdogan's constitutional referendum reveals a group's alienation and lack of understanding of history.**

with the fear of being suspected of racism, boiled down to one effect: apathetic negligence.

I remember Sadek, an elementary school classmate in the 1980s. For every homework assignment that was wrong or incomplete, we had to draw a chalk stroke on a board next to our names, to be wiped out only once the homework was completed to the teacher's satisfaction.

For Sadek, who hadn't learned German at home, the strokes grew longer and longer, leaving no chance for him to ever get rid of the shame. I encountered Sadek again some 20 years later, when he brushed my wheel rims in the carwash. Clearly, his Germany was a very uneven playing field compared with mine.

Yet all these failures don't explain why third-generation German Turks feel loyalty and even enthusiasm for an anti-democratic hothead like Mr. Erdogan. A considerable part of their alien-

ation is self-made. When I once asked young German Turks in Essen, the city where most Turkish voters (76 percent) voted for Mr. Erdogan's autocracy, why they hadn't opted for a German passport, they replied that "they" — the Germans — "regard us as Turks anyway."

I understand that everyone, especially young people, looks for an emotional home and that many Turks don't feel it in German society. But the status of victim can be a dangerously comfortable one, especially when an "honor culture" like Turkey's encourages you to be easily offended. Too many German Turks, compared with immigrants from Italy, Greece and the former Yugoslavia, have preferred to take this easy path, blaming others for their failures instead of making the effort of self-criticism.

This leads to ghettoizing, both mentally and physically. In Essen I met women who had been living in Germany for 30 years and still didn't speak a word of German (sometimes because their husbands wouldn't let them). The same was true for an imam who was sent there by the Turkish government. The actions and influence of the Turkish religious authority in Germany, known as DİTİB, should have been monitored and restricted long ago.

There is another, awkward reason for the Erdogan frenzy of many German Turks: a low regard for their own people. In Hamburg, a Turkish-born, highly educated businessman who aligns with the German Social Democrats and who is well connected in Ankara told me why he was keen to vote yes in the referendum: He believed that Mr. Erdogan truly wanted to modernize Turkey and to ultimately make it a democracy.

In order to achieve this, though, he needed increased powers. Why? Because, the man replied, the Turkish people weren't ready for democracy.

That answer, more than anything, represents the failure of Germany to imprint its culture on its Turkish immigrants. After all, if they have learned nothing else, German Turks should know that their adopted country once rejected democracy in favor of an autocrat promising big things — and with disastrous results.

**JOCHEN BITTNER** is a political editor for the weekly newspaper *Die Zeit*.

The Trump administration shows an ominous tendency to demonize Iran and misrepresent the threat it presents.

## ASKING FOR TROUBLE ON IRAN

As with other foreign policy issues, the Trump administration's approach to Iran has been full of mixed messages. Yet amid the confusion, there has been an ominous tendency to demonize Iran and misrepresent the threat it presents. This could lead to an unnecessary and risky confrontation.

The administration's various and conflicting responses to the 2015 Iran nuclear deal are a case in point. The deal, one of the Obama administration's major triumphs, requires Iran to curb its nuclear activities in return for a lifting of economic sanctions. During the campaign, President Trump called it "one of the worst deals I've ever seen" and promised to tear it up or renegotiate it if he won the election. Last week, however, a letter from Secretary of State Rex Tillerson to the House speaker, Paul Ryan, signaled Mr. Trump's intention to stick to the deal.

The letter certified that Iran was complying with the agreement, negotiated by five world powers in addition to the United States and Iran. The International Atomic Energy Agency, which monitors the agreement with on-site inspectors and advanced technology, reached the same conclusion in its most recent report.

However, in the letter, Mr. Tillerson also stressed that "Iran remains a leading state sponsor of terror" and said the administration was reviewing whether suspending sanctions continues to advance American interests. Further jumbling the administration's views, Mr. Tillerson told reporters on Wednesday that the deal "fails to achieve the objective of a non-nuclear Iran" and "only delays their goal of becoming a nuclear state." On Thursday, Mr. Trump accused Iran of not fulfilling "the spirit" of the deal. Yet on Friday, Defense Secretary Jim Mattis insisted during a visit to Israel that the deal "still stands" and that Iran "appears to be living up to their part."

Such sequential confusions are nothing new for Mr. Trump's headspinning positions on important national security issues. Among those heads spinning are those belonging to Prime Minister Benjamin Netanyahu of Israel and Republicans and Democrats who opposed the deal and thought they had a firm friend in Mr. Trump.

One possible reason Mr. Trump has muted his criticism is that the deal has clearly curtailed Iran's nucle-

ar program. It sharply limits the amount of uranium Iran is permitted to enrich and imposes checks that will allow the international community to know if there is cheating. Further, if America reneges on the deal, it will rightly bear the blame for its collapse and other world powers will be furious.

What may concern Mr. Trump when he says that Iran is not fulfilling the "spirit" of the deal is Tehran's destabilizing role in the Mideast. The agreement was intended to resolve the most dangerous threat — preventing Iran from getting a bomb. But it did not and probably could not contain Iran's meddling in Syria, Lebanon and Yemen, its support for extremists and its capacity to fan regional tensions.

These are legitimate concerns. But Iran is not the only nation roiling the region. And unlike his predecessor, Mr. Obama, who argued that Iran, a Shiite Muslim country, and the Sunni Arab states led by Saudi Arabia must find a way to co-exist, Mr. Trump seems to embrace the Saudi view that Iran should be portrayed in the harshest terms possible. For instance, the United States ambassador to the United Nations, Nikki Haley, pushed the Security Council on Thursday to focus on the "illegal and dangerous behavior" by the "chief culprit" of regional turmoil, Iran, and its ally Hezbollah.

For his part, Mr. Tillerson, in talking to reporters, compared Iran to North Korea, which unlike Iran has produced nuclear weapons, and said that its "provocative actions threaten the United States, the region and the world" and that the administration "has no intention of passing the buck to a future administration."

Where exactly is Mr. Trump going with this? His comments echo statements used by past presidents when they tried to build a case for military action, as, for instance, against Iraq. This is not the time for such action. Mr. Trump would better serve himself and global stability by developing a strategy that seeks to counter Iran's destabilizing behavior, but also seeks cooperation where possible.

For that, the administration will have to regularly converse with the Iranian government, something that appears not to have happened, even to try to win the release of the businessman Siamak Namazi, and his father, Baquer Namazi, two Iranian-Americans who were sentenced to 10 years in prison by Iran on trumped-up spying charges. To get them out, reduce regional tensions and keep the nuclear deal on track, working with the Iranians is a much more logical choice than bullying them.

# Kirkouk, les incertitudes de l'après-Daech

Riche en pétrole, toujours disputée entre les Kurdes et le gouvernement central, la cité du nord de l'Irak suscite les convoitises. Et la menace djihadiste persistante alimente les tensions entre communautés.

François d'Alaçon, le 25/04/2017  
<http://www.la-croix.com/>

Le drapeau kurde flotte aux côtés du drapeau irakien sur la citadelle de Kirkouk. À la veille de Nowruz, la fête du Nouvel An kurde qui coïncide avec le début du printemps, le gouverneur Najmaldin Karim a fait hisser l'emblème rouge, blanc, vert sur les remparts au-dessus de la rivière Khasa. Ce neurochirurgien kurde, natif de Kirkouk et émigré au Maryland (États-Unis) pendant trente-quatre ans, élu gouverneur en mars 2011, prend date en jouant sur les symboles. Son initiative, aussitôt dénoncée par Bagdad, Ankara et Téhéran, n'est qu'un prélude dans la bataille qui s'annonce sur l'avenir de la cité.

## KIRKOUK, LA « JÉRUSALEM KURDE »

Quatorze ans après la chute du régime de Saddam Hussein, rien n'est réglé sur le sort de la « Jérusalem kurde ». Ni le statut du gouvernorat au sein de l'Irak, ni le partage de son pétrole. Les nationalistes kurdes rêvent de la rattacher au Kurdistan. Depuis le retrait de l'armée irakienne, sous la menace djihadiste, en juin 2014, les Kurdes contrôlent la ville et les zones majoritairement kurdes du nord et de l'est de la province. Dans le sud, ils doivent compter avec les milices chiites installées dans plusieurs villages repris à Daech. Plus de 700 000 déplacés, en majorité arabes sunnites, venus des provinces de Diyala, Ninive, Salahaddin et Anbar, ont trouvé refuge dans le gouvernorat.

En octobre 2016, Kirkouk a repoussé une attaque surprise de Daech. « Nous pensions être à l'abri, loin de Mossoul, mais nous nous sommes réveillés, à l'aube, au son des explosions et des cris d'"Allah Akbar" (Dieu est le plus grand) lancés depuis les haut-parleurs de mosquées », raconte Fahmil, assis dans son studio de photographie, dans le centre-ville. « Les djihadistes sont restés six heures dans le bâtiment. »

Au-dessus de la boutique, l'hôtel Jihad porte encore les traces de l'attaque, murs criblés d'impacts de balles. Les combattants de Daech s'étaient retranchés dans ce lieu stratégique, à proximité de la direction de la police et d'un centre de détention des forces de sécurité kurde. Des habitants de toutes les communautés ont pris les armes pour aider les forces de sécurité à chasser les djihadistes infiltrés dans la nuit du 20 au 21 octobre 2016. Bilan : plus d'une centaine de victimes parmi les civils et les forces de sécu-



Un soldat peshmerga en faction sur les hauteurs de Kirkouk, face aux puits de pétrole. / Virginie Nguyen Hoang/hanslucas.

rité, sans compter d'importants dégâts matériels.

## MÉFIANCE ENTRE COMMUNAUTÉS

Keffieh enroulé autour de la tête et pantalon bouffant, le chef tribal kurde Osman Zangana vante la résilience de la ville, unie dans toutes ses composantes contre la menace djihadiste. D'autres, comme le journaliste Hazhr Baban s'inquiètent de la méfiance qui s'installe dans les relations entre communautés. Dès le lendemain, dans le quartier du 1er-Juin, les peshmergas et les Asayish (services de sécurité kurdes) ont chassé des centaines de familles arabes sunnites, des résidents de longue date ou déplacés, et détruit leurs maisons au bulldozer. « Les Arabes sont stigmatisés à cause d'une minorité extrémiste en leursein. Cette punition collective n'arrangera rien », analyse ce Kurde marié à une Turkmène.

Aux yeux des Kurdes, Hawidja, l'enclave djihadiste à une soixantaine de kilomètres au sud-ouest, fait figure d'épouvantail. Une partie des combattants impliqués dans l'opération seraient venus de ce bastion arabe sunnite, ancien fief du régime baasiste et tête de pont de sa politique d'arabisation. « Après Mossoul, la question de la libération de Hawidja se posera et les problèmes se déplaceront à Kirkouk », souligne Jamal Ali Akha, chef de la tribu Daoud.

Qui sera à la manœuvre ? L'armée irakienne, surexposée par ses multiples engagements ? Les milices chiites de la « mobilisation populaire » (PMF), expertes en nettoyage ethnique des zones sunnites reconquises ? Les peshmergas soucieux d'assurer la suprématie démographique kurde en éloignant les Arabes sunnites ? Les tribus sunnites ? « Rien n'est clair,

répond Jamal Ali Akha. Aucun accord n'a été conclu parce que les politiciens n'ont aucune volonté de compromis. Des conflits peuvent éclater entre forces kurdes et chiites. Au sein des tribus, ceux qui ont soutenu Daech seront pris pour cibles. Tout ça peut déboucher sur une confrontation. Si le gouvernement central et les dirigeants kurdes n'arrivent pas à s'entendre, la population de Kirkouk sera en danger. »

## LA BATAILLE D'HAWIDJA

En échange du soutien kurde dans l'offensive contre Mossoul, le gouvernement central irakien a laissé les forces kurdes occuper une grande partie de la plaine de Ninive et de la province de Kirkouk. La bataille de Hawidja pourrait faire voler en éclats cette alliance informelle et faire resurgir le contentieux sur les « territoires disputés ». « Sous prétexte de libérer la localité, le gouvernement central voudrait déployer trois brigades de l'armée autour de la ville de Kirkouk », avance Rokan Jaff, directeur du bureau de la chaîne d'information kurde NRT. « Les partis kurdes sont divisés sur tout sauf sur un point : ils n'accepteront jamais le retour de l'armée irakienne. »

Une fois de plus, Kirkouk, ancien carrefour des mondes turc, arabe et perse, risque de replonger dans la guerre communautaire. « Sans un règlement politique en Irak, les tensions continueront », admet le général Sarhad Qader, chef de la police de Kirkouk, assis en grand uniforme dans son bureau tapissé de médailles, au milieu de son quartier général. Depuis sa nomination, en 2003, cet ancien peshmerga a échappé à plusieurs tentatives d'assassinat. « Le gouvernement irakien ne doit pas reporter la bataille de Hawidja, insiste-t-il. Un consensus doit être trouvé sur les modalités. La libération de Hawidja garantira une amélioration de la sécurité à Kirkouk. »

## DES PIONS DANS UN JEU D'ÉCHEC

Comment vivre normalement dans cette poudrière ? Au café culturel, sur une des grandes artères de la ville, les photos des années 1950 accrochées sur les murs témoignent d'un passé révolu quand la rivière Khasa coulait, large et bleue, sous un pont flambant neuf. Quatre-vingt-dix ans après la découverte du pétrole, Kirkouk campe sur une manne qui ne lui profite pas. En été, lorsque les températures atteignent 50 degrés, le pic de consommation pour alimenter ventilateurs et systèmes de climatisation aggrave les pénuries d'électricité.

« Nation of shit ! », peste Murad Khalid, 27 ans, fondateur de Dark Phantom, un groupe de rock heavy metal qui prépare un nouvel album sur le thème « Religion et corruption ». « Nous ne sommes que des pions dans un jeu d'échecs », affirme le musicien rebelle, entre deux cafés à la cardamome. « Les élites politiques de la ville instrumentalisent les différences communautaires dans la lutte pour le pouvoir et l'influence. Avec leurs querelles incessantes, attisées par les interférences des pays de la région, ces dirigeants sont en décalage avec la réalité vécue par la population : l'insécurité liée à la criminalité, à la corruption et aux inégalités. Il y a beaucoup de mécontentement et d'insatisfaction. »

« Ceux qui nous gouvernent n'écoutent pas la voix du peuple. Nous avons besoin d'une grande révolution. »

#### LA MANNE DU PÉTROLE

Kirkouk, plus de 1,6 million d'habitants, est une ville majoritairement kurde, avec d'importantes minorités arabe et turkmène, – elles-mêmes divisées entre sunnites et chiites –, et quelques milliers de chrétiens. Le gouvernorat relève officiellement de l'autorité de l'État central, mais les factions kurdes sont seules aux commandes depuis le retrait des forces irakiennes en juin 2014.

Kirkouk fait partie des « territoires disputés » entre le gouvernement régional du Kurdistan basé à Erbil et le gouvernement central de Bagdad. L'article 140 de la Constitution de 2005, jamais appliqué, prévoit un mécanisme en trois phases pour statuer sur le sort de la ville : le

retour des personnes déplacées par l'ancien régime, le recensement de la population et un référendum. Un des principaux enjeux du désaccord concerne les champs de pétrole revendiqués par les deux camps, estimés à 15 milliards de barils, soit 40 % de l'ensemble des réserves de brut de l'Irak. ■



26 avril 2017

## La Turquie bombarde des positions kurdes en Irak et en Syrie

**Plus de 20 combattants kurdes ont péri mardi dans des bombardements menés par la Turquie dans sa lutte contre l'organisation État islamique. Washington s'est dit préoccupé par ces frappes conduites sans coordination avec la coalition.**

Par FRANCE 24 Avec AFP 26/04/2017  
[www.france24.com](http://www.france24.com)

C'est l'une des plus attaques les plus meurtrières menées par la Turquie en Syrie et en Irak. Ankara a mené mardi 25 avril des bombardements qui ont tué plus de vingt combattants de forces kurdes impliquées dans la lutte antijihadistes et soutenues par les États-Unis.

"Nous sommes dans un combat sans merci contre le PKK", a commenté mardi le Premier ministre turc Binali Yildirim, à Ankara, qui considère les YPG comme un allié du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), parti séparatiste turc qualifié de terroriste en Turquie, et le gouvernement "prendra des mesures pour éliminer cette menace, qu'elle vienne d'un pays A ou B", a-t-il insisté.

#### INQUIÉTUDES DE WASHINGTON

Les États-Unis, alliés de la Turquie, se sont dit "profondément préoccupés" par ces bombardements qui ont été menés "sans coordination adéquate avec les États-Unis ou la coalition mise en place pour défaire le groupe État islamique" (EI), selon le département d'État.

Cette frappe turque est intervenue au lendemain de l'entrée des Forces démocratiques



Un combattants des YPG, les forces syriennes kurdes, après le raid turc

syriennes (FDS), une alliance arabo-kurde composée en grande partie de membres des YPG, dans la ville de Tabqa, un verrou sur le chemin vers Raqa, capitale de facto de l'EI en Syrie.

Selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH), 18 personnes ont péri dans les frappes turques près de la ville d'Al-Malikiyah, proche de la frontière turque. "Quinze combattants des YPG et trois membres d'un centre de médias ont été tués". Redur Khalil, le porte-parole des YPG, a de son côté fait état de 20 membres des YPG tués et de 18 blessés, dont trois dans un état critique, en plus de deux civils également blessés. Les raids nocturnes ont visé "une base qui abrite un centre de communication pour les médias et des installations militaires", selon les YPG.

#### "FAIRE CESSER LES VIOLATIONS TURQUES"

Le journaliste de l'AFP sur place a vu des bâtiments effondrés et des secouristes fouillant les décombres. Un officier arborant un drapeau américain sur son uniforme a été vu, marchant au côté de combattants kurdes sur le lieu de l'attaque.

Dans leur offensive lancée en novembre pour reprendre Raqa, les FDS sont soutenus dans

les airs par la coalition internationale dirigée par les États-Unis et au sol par des conseillers militaires américains. "Il est impensable que nous combattions sur un front aussi important que Raqa et qu'au même moment, les avions turcs nous attaquent", a déclaré à l'AFP un commandant de la milice kurde des YPG.

"Nous demandons à la coalition d'intervenir pour faire cesser les violations turques et l'appui indirect de ce pays à Daech [acronyme arabe de l'EI]", a-t-il ajouté, joint par téléphone. Pour sa part, Redur Khalil a affirmé que la coalition devait "assumer ses devoirs de protéger cette zone, car nous sommes partenaires dans la lutte contre l'EI". La Turquie considère les YPG comme un allié du PKK, sa bête noire. Elle affirme vouloir travailler avec ses alliés, mais sans les YPG, à la reconquête de Raqa.

#### BAVURE ?

En Irak voisin, l'armée de l'air turque a ciblé des positions tenues par le PKK et ses alliés locaux, mais au moins six membres des forces de sécurité kurdes irakiennes – rivales du PKK – ont été tués, dans ce qui semble être un accident.

La frappe turque est "inacceptable", ont jugé les peshmergas, et le gouvernement irakien a dénoncé une "violation du droit international et de la souveraineté irakienne". Elle a eu lieu dans la région de Sinjar (nord-ouest) où la minorité kurdophone yazidie avait été persécutée en 2014 par l'EI. L'ONG Fraternité en Irak a jugé ces frappes "extrêmement préoccupantes", car menées à proximité de camps de déplacés yazidis, une "population particulièrement vulnérable".

L'armée turque a annoncé que les raids en Syrie et en Irak visaient à "détruire des repaires de terroristes". Elle a affirmé avoir détruit des abris et des stocks de munitions. Selon elle, 40 membres du PKK en Irak et 30 autres en Syrie ont été "neutralisés". ■

# Turkish Strikes Target Kurdish Allies of U.S. in Iraq and Syria

By MICHAEL R. GORDON and  
KAMIL KAKOL / APRIL 25, 2017  
<https://www.nytimes.com>

ERBIL, Iraq — Turkish warplanes bombed Kurdish fighters in Iraq and Syria on Tuesday in an unusually intense operation that presented a new complication for the United States' military campaign against the Islamic State.

The Turkish military's targets included the Y.P.G., a Kurdish militia that has played an important role in the American-backed operations in Syria against the Islamic State, also known as ISIS or ISIL.

Adding to the tensions in the region, Kurdish officials said one Turkish airstrike had mistakenly struck Kurdish pesh merga troops on Mount Sinjar in northwestern Iraq, killing at least five and wounding more, some critically.

The pesh merga in Iraq's autonomous region carried out the opening attacks in the offensive to retake Mosul from the Islamic State, and they have been an American ally in operations against the militants.

American officials said Turkey had informed the United States less than an hour in advance that it intended to carry out the bombing raids in the crowded airspace over northern Syria and Iraq. American officials said that they had asked Turkey not to proceed without proper coordination, but that the request was ignored.

Mark Toner, a State Department spokesman, said the United States was "deeply concerned" about the Turkish airstrikes, which were "not approved" by the United States-led coalition that is fighting the Islamic State.

"It was a surprise," Masrour Barzani, a top Kurdish security official in the Iraqi autonomous region, said of the Turkish attack on Mount Sinjar. "This was the first time they have been bombing there. They had been mostly bombing border areas."

"We asked for some clarification but have not received any answers yet," he said in an interview. "I hope on the Turkish side it was a mistake."

Iraq's Foreign Ministry denounced the attacks in the Sinjar area as a violation of the country's sovereignty.

The Turkish strikes pointed to continuing and deep tensions between the United States and Turkey over how to carry out the campaign against the Islamic State.

The United States and Turkey have been sharply at odds over the Y.P.G. militia. American military officials regard the group as an essential partner in the operation to isolate and retake Raqqa, Syria, the Islamic State's self-proclaimed capital, and they want to arm its fighters for that mission.

Lt. Gen. Stephen J. Townsend, who commands the American-led task force that is



Kurds waved flags as a medical helicopter from the United States-led coalition flew over the site of Turkish airstrikes in Syria. Credit Delil Souleiman/Agence France-Presse — Getty Images

fighting the Islamic State in Iraq and Syria, told reporters during a February trip to Syria that Turkey had no reason to fear the Y.P.G. or the umbrella group it is a crucial part of, the Syrian Democratic Forces.

"The Turkish government is not really crazy that we are operating with the Syrian Democratic Forces, mostly because of their Kurdish and Y.P.G. components," General Townsend said. But the Kurdish fighters "tell us they are not a threat to Turkey, and I believe that," he added.

The Turkish government, however, insists that the Y.P.G. is closely linked to the Kurdistan Workers' Party, a separatist group known as the P.K.K. That group is listed by Turkey, the United States and Europe as a terrorist organization.

American officials had hoped that Turkey would soften its stance after President Recep Tayyip Erdogan won a referendum this month that greatly increased his executive powers, a victory that brought a congratulatory phone call from President Trump. But any hope that Mr. Erdogan's position might reflect posturing before the vote appeared to vanish with the airstrikes.

The Turkish military said in a statement that it had struck "terror nests" in northeast Syria and northwest Iraq that Kurdish separatists were using to send weapons and plan attacks inside Turkey. "The designated targets were hit," said the statement, which asserted that the bombing raids were "based on international law."

The division between Turkey and the United States was only highlighted when the Kurdish news media posted photographs of a United States military officer, in the company of Y.P.G. leaders, visiting the site in Syria that was bombed. Mr. Erdogan is scheduled to

meet with Mr. Trump in Washington next month.

A statement issued by Ridor Kahlil, a spokesman for the Y.P.G., said 20 fighters were killed in the Turkish airstrikes. The Syrian Observatory for Human Rights, a monitoring group, said the targets included a radio station east of Hasaka owned by the Y.P.G.

The Turkish airstrikes on Mount Sinjar began around 2 a.m. and lasted about an hour, Capt. Falah Abu Zeid, an officer with the Iraqi Kurdish pesh merga, said in a telephone interview. The bombing, he added, struck four Y.P.G. and P.K.K. headquarters in the area.

"If there were any fighters in those headquarters, it would have been impossible for them to survive because of the force of the shelling," he said.

But one of the missiles, he added, struck communications towers near a pesh merga headquarters, killing and wounding pesh merga fighters.

The Kurdish autonomous government in Iraq has long had an acrimonious relationship with the Y.P.G. and P.K.K., which, like Turkey, it regards as one and the same. The pesh merga offensive to retake Sinjar from the Islamic State in 2015 was delayed by tensions between the pesh merga and the P.K.K., who competed to take the lead in the battle. And it was noteworthy that Mr. Barzani, the Kurdish security official, did not call on Turkey to cease its airstrikes in Iraq but instead pointed the finger of blame at the P.K.K.

"The P.K.K. is the reason for all of these problems," he said. "They are the reason the Turks are bombing. It is not a matter of whether we like it or not. The P.K.K. is dragging the Turks in." ■

# Kurds call on US to set up no-fly zone after Turkish attacks

Expect US-Turkey tensions to rise after the Turkish air force attacked Kurdish militants in Iraq's Sinjar region and northeastern Syria just as the US-led coalition presses its offensive against IS in Raqqa.



Amberin Zaman  
April 25, 2017  
www.al-monitor.com

Tensions between Turkey and the United States are poised to escalate after the Turkish air force carried out a series of pre-dawn strikes against Kurdish militants in Iraq's Sinjar region and northeastern Syria, killing foes and friends alike, with potentially disruptive effects on the war against the Islamic State.

Five peshmerga fighters attached to the Kurdistan Regional Government (KRG), Turkey's closest regional ally, perished in the airstrikes on Mount Sinjar. At least 20 fighters from the Syrian Kurdish People's Protection Units (YPG), the US-led coalition's top ally in the fight against the jihadis in Syria, were killed when Turkish jets hit their headquarters in Mount Qarachok near the town of al-Malikiyah, known as Derik in Kurdish. A building housing a local radio station was also destroyed in the attack.

The strikes come at an especially critical moment, as the US-led coalition presses its offensive against IS in Raqqa.

Officials from the US-led coalition familiar with the details of the strikes said Turkish officials had informed the United States of its plans before they were executed. The officials told Al-Monitor on strict condition that they not be identified that Turkey had sought to coordinate the strikes with the Qatar-based Combined Air Operations Center (CAOC), which controls and commands the air campaigns in Syria and Iraq, among others, with US allies. According to one of the officials, "CAOC turned them down." Turkey went ahead with the strikes anyway.

A Central Command spokesman responding to Al-Monitor's queries via email said, "The Coalition is aware of the Turkish airstrikes in northern Iraq and Syria. As we've said in the past, all of Iraq's neighbors need to respect Iraqi sovereignty and territorial integrity. We encourage all forces to remain focused on the greatest threat to regional and worldwide peace and security and concentrate their efforts on [IS] and not toward objectives that may cause the Coalition to divert energy and resources away from the defeat of [IS] in Iraq and Syria."

A Syrian Kurdish official told Al-Monitor on condition of anonymity an unspecified number of US special forces had been "uncomfortably close" to Qarachok when the Turkish jets struck.

A coalition official corroborated this version but declined to elaborate. This suggests that Turkey may have not properly implemented de-confliction measures agreed with the coalition designed to allow allied forces ample time to move out of harm's way. The peshmerga casualties in Sinjar also point to flawed intelligence on the Turkish side.

A commander with the YPG-led Syrian Defense Forces blamed US President Donald Trump for the Turkish attacks. "If Trump had not telephoned [Turkish President Recep Tayyip] Erdogan and congratulated him and then invited him to Washington, Turkey would have never felt emboldened to behave in a manner that hurts us and hurts the US fight against [IS]," the SDF commander said in an interview via WhatsApp.

The commander was referring to the April 17 phone call Trump made to Turkey's president to congratulate him a day after he narrowly won a referendum giving him unprecedented powers that his critics say amount to one-man rule.

Many administration officials including Secretary of State Rex Tillerson,



A U.S. military commander (R) walks with a commander (C) from the Kurdish People's Protection Units (YPG) as they inspect the damage at YPG headquarters after it was hit by Turkish airstrikes in Mount Karachok near Malikiya, Syria.  
REUTERS/ Rodi Said

who was in the room with Trump during the exchange, are said to have been opposed to giving the Turkish leader carte blanche, especially since international monitors said it was riddled with irregularities. The consensus among administration officials was that Erdogan's burning desire for a US stamp of approval legitimizing this contested outcome could have been leveraged for pledges of greater cooperation, notably in Syria. The opportunity was squandered and Erdogan is due to be received by Trump in Washington on May 16.

After today's strikes the mood is even darker and there is strong pressure on the White House from the administration and Syrian Kurdish officials for a public denunciation of Turkey's actions. "The United States must take a clear stand against Turkish aggression," said Ilham Ahmed, the co-chair of the Democratic Syrian Council. "We are fighting against [IS] with the United States and Turkey is hitting us from behind, giving [IS] more oxygen," she fumed in a telephone interview with Al-Monitor. "We demand that the United States establish a no-fly zone to protect us against further aggression."

In a show of solidarity, US forces based in northern Syria inspected the fallout in Qarachok. But it will not be enough to appease Kurdish worries over further Turkish attacks.

The Turkish General Staff justified its actions in a statement today, saying they were intended to prevent members of the Kurdistan Workers Party (PKK) from funneling "terrorists, arms, ammunition and explosives to Turkey." The PKK has been waging a bloody insurgency for Kurdish self-rule inside Turkey since 1984 and is closely linked with the YPG, which reveres imprisoned PKK founder Abdullah Ocalan as its leader as well. Turkey sees no difference between the two groups, labeling both terrorists and demanding that the United States ditch its alliance with the YPG.

The United States has tried to maintain a precarious juggling act of humoring Turkey, a critical NATO ally and home to the Incirlik Air Base vital to US operations throughout the region, while maintaining its military partnership with the Syrian Kurds.

Washington justifies its position on the grounds that although the PKK is on its list of terrorist organizations, the YPG is not. The United States is thus able to continue to arm and train YPG fighters while providing Turkey with real-time intelligence on the PKK. Turkey says it's had enough of US duplicity as it sees it and has been threatening to take matters into its own hands.

Nicholas A Heras, a senior fellow at the Center for a New American Security, described Turkish thinking to Al-Monitor: "The Turkish military, like the Americans, has decided that it will aggressively target what it views to be the lines of supply and reinforcement for the PKK between eastern Turkey, Syria and Iraq. Derik in Syria has been long viewed by the Turkish military as a key refuge city for the PKK network, and Sinjar and its surrounding area a forward operating base for the PKK to target the Turkish forces deployed or soon to be deployed in northwest Iraq around Mosul."

Heras added, "The Turkish military is sending the message that its war

against the PKK does not stop at Turkey's borders, and that there will be no refuge for the PKK anywhere."

Turkey is also worried about Iran's growing influence in Iraq and Syria and insists that the PKK and Shiite militias are acting in concert to cement this. These concerns are shared by the KRG and particularly by Massoud Barzani, the president of the Iraqi Kurdistan Region and leader of the Kurdistan Democratic Party, and were reflected in the KRG's statement on the airstrikes. It called the airstrikes "painful and unacceptable" but much of its ire was focused on the PKK, calling the attacks a result of its presence in Sinjar. "The PKK has been problematic for the people of the Kurdistan Region and, despite broad calls to withdraw, refuses to leave Sinjar," the statement read. The PKK and its Yazidi affiliates have controlled parts of Sinjar ever since the PKK and YPG fighters intervened to rescue thousands of Yazidis facing imminent slaughter by IS in August 2014.

Barzani enjoys unusually warm ties with Erdogan and is said to have urged his supporters in Turkey to vote in favor of the referendum.

Turkey's strongman gave the KRG's moves toward independence one of its biggest boosts when he allowed the Iraqi Kurds to export their oil independently of Baghdad via a pipeline running to export terminals on Turkey's Mediterranean coast.

The move further soured relations between Turkey and the central government in Baghdad. These dipped to an all-time low when Turkey moved hundreds of its special forces to a base near the town of Bashiqa northwest of Mosul in December 2015.

Turkey insists that its men are there to train Sunni Arab fighters taking part in the battle for Mosul and to defend Sunni Turkmens in the IS-held

town of Tal Afar from possible retaliatory attacks by Shiite militias. But the main reason for their presence, Turkish officials acknowledge, is to scuttle Iran and the PKK's alleged plans to establish a corridor running from the PKK's bases straddling the Iran-Iraq border via Sinjar and all the way onto Syria's Mediterranean coast.

None of this washes with Iraq's embattled Prime Minister Haider al-Abadi, who is being accused of weakness in the face of Iraq's erstwhile Ottoman potentates.

Abbas Kadhim, a senior policy fellow at the School of Advanced International Studies at Johns Hopkins University, told Al-Monitor, "Turkish-Iraq relations have witnessed great tension since the IS capture of Mosul. The Turkish troops in Bashiqa, the IS fighters' passage through Turkey, Turkey's hosting of several anti-Iraqi government events and the continued hostile statements by Turkish officials toward Iraq have pushed the bilateral relations to high levels of tension."

In the wake of today's strikes, "Abadi will be in a very hard position and will have to show that he cannot tolerate this continued Turkish hostility," Kadhim noted. "He tried several times to reconcile with Turkey, but every new hostility opens old and new cases and makes his task harder." ♦

*Amberin Zaman is a journalist who has covered Turkey, the Kurds and Armenia for The Washington Post, The Daily Telegraph, The Los Angeles Times and the Voice of America. She served as The Economist's Turkey correspondent between 1999 and 2016.*



April 26, 2017

## McGurk, US have 'deep concerns' with Turkey killing 5 Peshmerga in Shingal

By Rudaw.net 26/4/2017

ERBIL, Kurdistan Region — The United States is "deeply concerned" about yesterday's airstrikes by the Turkish military that killed five of its partner force Kurdish Peshmerga soldiers in the Shingal region, adding that "it's vital that Turkey and all partners" coordinate efforts to defeat ISIS.

"And we've expressed those concerns to the Government of Turkey directly," said Mark Toner, the US State Department deputy spokesman. "These airstrikes were not approved by the Coalition and led to the unfortunate loss of life of our partner forces in the fight against ISIS that includes members of the Kurdish Peshmerga."

Brett McGurk, the US special presidential envoy for the coalition, reiterated the position of the State Department.

"[The] US expresses deep concerns; strikes not coordinated with, nor approved by, coalition; led to unfortunate loss of life," he wrote in a tweet on Wednesday afternoon.

In ordering the strikes, the US has stated Turkey acted unilaterally outside its scope as a member of the US-led international coalition to defeat ISIS.

Toner, referring to coalition activity in the "complex battle space" in



northern Iraq and Syria, said "it's vital that Turkey and all partners in the effort to defeat ISIS coordinate their actions as closely as possible..."

Turkey has said it will continue its operations in Shingal.

"Our operations in Shingal and northern Syria will continue," Turkish President Recep Tayyip said in an interview with Reuters on Tuesday night.

Erdogan said he regretted the death of several members of the Kurdish Peshmerga forces, also deployed in Shingal during the Turkish operation and made clear that Turkey's action was "absolutely not an operation against the Peshmerga."

Turkey's bombings, which also killed one Kurdistan Workers' Party (PKK)-affiliated fighter in Shingal, threaten the safety of coalition per-

sonnel, according to the State Department.

The United States has at least 5,000 military personnel in Iraq various advise and assist roles, in addition to other countries' forces, who have been training Iraqi and Kurdish Peshmerga forces.

"We work together to maintain pressure to destroy ISIS on the battlefield in order to ensure that we meet that goal but also that we ensure the safety of all coalition personnel who are operating in that ... theater," Toner said.

Iraqi Prime Minister Haider al-Abadi said on Tuesday evening that "Turkey shouldn't violate the Iraqi sovereignty."

"I would also note that the concerns," Toner added, "or rather note the concerns expressed by the Government of Iraq and reaffirm our view that military action in Iraq

should respect Iraqi sovereignty.

All major political parties in the Kurdistan Region condemned the strikes that killed five Peshmerga and left nine wounded.

A Shingal Protection Units (YBS) commander, Mazloum Shingali, confirmed the death of a fighter in the airstrikes.

Turkey has been conducting airstrikes against PKK bases along in border areas of Iraq and Syria.

The Turkish military said "40 terrorists were killed in northern Iraq and 30 terrorists were killed in northeastern Syria in an airstrike," the Turkish Hurriyet Daily News wrote.

According to Hurriyet, the Turkish General Staff said the targets were hit to prevent the group from sending "terrorists," arms, ammunition, and explosives to Turkey.

The mayor of Shingal called on Turkey and the PKK not to transfer their decade-long rivalries to Shingal.

"We call on Turkey and the PKK not to bring in their conflicts to Shingal. Shingal itself is already in wreckage. It needs the language of dialogue of reconstruction," Mahma Khalil said. ■

# Syrie: 28 morts dans les frappes turques contre les forces kurdes

Par Gihad DARWISH avec Maya GEBEILY à Beyrouth / AFP / 26 avril 2017  
www.francesoir.fr

Des accrochages transfrontaliers ont éclaté mercredi entre soldats turcs et combattants kurdes de Syrie, où la tension est montée d'un cran au lendemain de raids aériens meurtriers menés par la Turquie, les Kurdes appelant à une zone d'exclusion aérienne.

Les affrontements ont éclaté à la frontière nord-est de la Syrie "après que les Unités de protection du peuple kurde (YPG) ont ouvert le feu sur un véhicule blindé de l'armée turque qui avait franchi la frontière entre la Turquie et la Syrie", a affirmé l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Les forces turques ont tiré à l'artillerie sur les positions des YPG à l'ouest de la localité syrienne de Darbasiyah tandis que les combattants kurdes ont lancé des roquettes sur les avant-postes de l'armée turque, a précisé le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane sans faire état de victimes dans l'immédiat.

Le porte-parole des YPG, Redur Xelil, a indiqué à l'AFP que la Turquie avait ciblé plusieurs secteurs autour de Darbasiyah "avec de l'artillerie lourde et des tirs au mortier". Il a ajouté que "les bombardements menés par l'armée turque étaient à présent sporadiques" et fait état d'"échanges de feu avec des avant-postes frontaliers".

Les YPG sont la principale composante des Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance de combattants kurdes et arabes luttant contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI) en Syrie et soutenus par les Etats-Unis.

## - "ZONE D'EXCLUSION AÉRIENNE" -

Les violences transfrontalières surviennent au lendemain de raids aériens turcs contre un QG des YPG ayant fait 28 morts, essentiellement des membres des YPG, et 19 blessés, selon l'Observatoire.

Il s'agit des plus meurtrières menées en Syrie par la Turquie, qui qualifie les YPG de groupe "terroriste" en raison de leurs liens avec le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatistes kurdes turcs). Ankara a également ciblé mardi en Irak des positions tenues par le PKK et ses alliés locaux.



Le 25 avril, l'aviation turque avait bombardé des positions des forces kurdes (YPG/YPJ) dans le nord-est de la Syrie, dans la région de Malikiya. Rodi Said/Reuters

Les YPG ont mis en garde mercredi contre une "agression élargie" et appelé à l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne dans le nord de la Syrie.

"C'est seulement quand le nord de la Syrie sera décrété zone d'exclusion aérienne que les YPG pourront défendre le pays sans entraves. La Turquie doit respecter la zone d'exclusion aérienne", a écrit le groupe sur Twitter.

Les YPG ont posté une série de tweets avec le hashtag #NoFlyZone4Rojava (zone d'exclusion aérienne pour Rojava), utilisant le nom kurde donné au territoire à majorité kurde dans le nord de la Syrie.

Et à Qamichli, ville du nord-est de la Syrie à majorité kurde, des centaines de personnes ont manifesté pour protester contre les frappes turques.

"Rojava demande une zone d'exclusion aérienne contre l'agression turque", pouvait-on lire sur des pancartes brandies par des femmes avançant sur une route poussiéreuse.

"Ce message ne s'adresse pas uniquement à la Turquie, mais aux Etats-Unis et au monde: il faut faire face à l'agression turque par une prise de position forte", a affirmé à l'AFP un manifestant, Mohammad Mahmoud.

## - INQUIÉTUDE DE WASHINGTON ET MOSCOU -

Le département d'Etat américain s'était dit mardi "profondément préoccupé" par ces frappes menées "sans coordination appropriée avec les

Etats-Unis ou la coalition" internationale qui combat l'EI en Syrie et en Irak.

Cette coalition menée par les Etats-Unis a elle reproché mercredi à la Turquie de ne pas l'avoir avertie suffisamment à l'avance. "La notification est intervenue moins d'une heure avant les frappes, ce n'est pas suffisant", a déclaré le porte-parole de la coalition, le colonel américain John Dorrian.

"C'était une notification, certainement pas une coordination, comme on est en droit de l'attendre de la part d'un partenaire et d'un allié dans la lutte contre l'EI", a-t-il ajouté.

Les forces américaines opéraient à moins de 10 kilomètres du lieu des frappes turques dans le nord de l'Irak où un "nombre important" de combattants peshmergas ont également été tués, a précisé le militaire.

A Moscou, le ministère russe des Affaires étrangères a jugé mercredi "inacceptables" les frappes turques, affirmant qu'elles "suscitent la plus grande inquiétude à Moscou".

Les frappes turques ont visé "les forces kurdes qui en réalité s'opposent aux groupes terroristes sur le terrain et en premier lieu à l'EI", a ajouté le ministère dans un communiqué, appelant "toutes les parties à la retenue".

Le régime syrien a condamné une "agression flagrante" menée par le "régime du (président turc Recep Tayyip) Erdogan". ■



## Syrie: les forces kurdes pour une zone d'exclusion aérienne dans le Nord

Beyrouth, 26 avr 2017 (AFP)

**LES FORCES KURDES** de Syrie ont appelé mercredi à l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne dans le nord du pays, en réponse aux raids aériens meurtriers menés la veille par la Turquie.

"C'est seulement quand le nord de la Syrie sera décrété zone d'exclusion aérienne que les YPG pourront défendre le pays sans entraves. La Turquie doit respecter la zone d'exclusion aérienne", ont écrit les Unités de protection du peuple kurde (YPG) sur leur compte Twitter.

Ils ont posté une série de tweets avec le hashtag #NoFlyZone4Rojava (zone d'exclusion aérienne pour Rojava), utilisant le nom kurde donné au territoire à majorité kurde dans le nord de la Syrie.

Cet appel intervient au lendemain de raids aériens turcs contre un QG des YPG qui ont fait 28 morts, essentiellement des membres des YPG, et 19 blessés, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

Des centaines de personnes ont manifesté mercredi dans la ville à majorité kurde de Qamichli (nord-est) pour protester contre les frappes turques.

"Rojava demande une zone d'exclusion aérienne contre l'agression turque", pouvait-on lire sur des pancartes brandies par des femmes avançant sur une route poussiéreuse

"Ce message ne s'adresse pas uniquement à la Turquie, mais aux Etats-Unis et au monde: il faut faire face à l'agression turque par une prise de position forte", a affirmé à l'AFP un manifestant, Mohammad Mahmoud. ●

# Le sacre raté d'Erdogan

Plus personne n'est dupe de la fraude massive organisée lors du référendum turc par le gouvernement en place. Y compris le très prudent Conseil de l'Europe, qui a décidé le 25 avril de placer la Turquie «sous surveillance».

Par KENDAL NEZAN,

Président de l'Institut kurde de Paris

28 avril 2017 www.libération.fr

Le Haut conseil électoral turc vient d'entériner les résultats du référendum du 16 avril sur les amendements constitutionnels accordant des pouvoirs sans partage au président Erdogan. Ces résultats, donnant une majorité étriquée de 51,4% au camp du «oui», ont été contestés par tous les partis de l'opposition ainsi que par ce qui, après l'interdiction de 1 500 associations, reste encore des organisations de la société civile comme l'Union des barreaux de Turquie.

Ils dénoncent de nombreuses irrégularités dont le bourrage massif des urnes, l'invalidation de près d'un million de bulletins en grande majorité en faveur du «non» et la prise en compte de plus de deux millions de bulletins frauduleux, non estampillés, en faveur du «oui». En dépit du bon sens et surtout en violation des articles 77, 98 et 101 du code électoral statuant explicitement que des bulletins et enveloppes ne portant pas le tampon du bureau de vote où ils ont été utilisés doivent être considérés comme nuls, le Haut comité électoral (HCE), à la demande du représentant du parti gouvernemental AKP, a décidé une heure avant la clôture des bureaux de vote, de comptabiliser ces bulletins douteux et de les «régulariser» en les tamponnant a posteriori.

## MANIPULATIONS

Selon le député allemand Andrej Hunko, qui observait pour le compte du Conseil de l'Europe ce scrutin, cité par le New York Times du 21 avril «il semble crédible que 2,5 millions de votes ont été manipulés», soit en gros le double de la marge annoncée de la victoire du «oui».

La fraude a surtout été massive et systématique au Kurdistan, soumis à un régime d'occupation militaire. Le parti démocratique des peuples (HDP), pro-kurde, majoritaire dans la région, a été décapité quelques mois avant ce scrutin décisif: 13 de ses députés, dont son charismatique président Selahattin Demirtas, ont été jetés en prison. 84 maires élus, dont la maire de la capitale kurde Diyarbakir, Madame Gultan Kisanak, ont été destitués, placés en détention préventive et remplacés par des fonctionnaires nommés par Ankara. Plus de 3 000 autres élus et responsables de ce parti ont également été embastillés afin de les empêcher de faire campagne pour le «non». Le pouvoir turc a ainsi pu manipuler à sa guise les listes électorales et «réorganiser» les bureaux de vote.



Une photo publiée par le bureau de presse présidentiel turc le 17 avril 2017 montre le président turc Recep Tayyip Erdogan saluant ses supporters lors de sa visite à la mosquée Eyup Sultan à Istanbul le lendemain de sa victoire lors d'un référendum national. AFP

Dans les fiefs de HDP, des bureaux de vote des faubourgs populaires ont été déplacés la veille du scrutin vers des quartiers «sécurisés» habités par la police pour décourager les électeurs. Dans les zones rurales, les bureaux des villages votant généralement contre l'AKP ont été mutés vers des villages tenus par des milices pro-gouvernementales.

A la suite de ces basses manœuvres, dans 2 645 bureaux de vote on a dénombré plus de votants que d'électeurs inscrits. Dans 960 bureaux le «oui» l'a emporté avec 100% des voix! On a bien sûr voté également à la place des quelque 500 000 Kurdes déplacés lors de la campagne de destruction des villes kurdes menée en 2015-2016 par l'armée turque. Dans son recours devant le HCE le parti républicain du peuple (CHP), principale formation de l'opposition turque, mentionne «plus de 10 000 procès-verbaux falsifiés où les votes "oui" et "non" ont été inversés».

## 2 511 MINUTES DE PAROLES CONTRE 0

Les missions d'observateurs de l'OSCE et du Conseil de l'Europe ont, dans un premier temps, souligné le caractère «inéquitable» de cette consultation qui n'a pas respecté les normes démocratiques européennes. C'est un doux euphémisme. Un décompte des temps de parole sur la chaîne de télévision publique TRT indique que du 1er au 31 mars le président turc, son Premier ministre et ses partisans du «oui» ont bénéficié de 2 511 minutes de temps de parole sur les écrans, le CHP, partisan du «non», d'une centaine de minutes et le HDP, le deuxième parti de l'opposition parlementaire, de 0 minute.

Les chaînes privées, contrôlées par le pouvoir, ont adopté la même approche. D'autant

qu'un décret-loi d'Erdogan a opportunément abrogé l'obligation légale faite aux chaînes de télévision publiques et privées d'accorder un temps de parole équitable aux partis représentés au Parlement durant une campagne électorale.

Le CHP n'a pu tenir aucun meeting électoral dans les provinces kurdes «en raison de l'état d'urgence», mais le président turc et ses partisans y ont organisé nombre de rassemblements sous haute protection policière retransmis par les télévisions. Ainsi à Diyarbakir, le pouvoir a mobilisé plus de 7 000 policiers, des chars et des hélicoptères pour un meeting de M. Erdogan rassemblant devant la préfecture une petite foule d'à peine 2 000 personnes.

Dans ce contexte où tous les moyens de l'Etat ont été mobilisés à son profit, le Président turc espérait être plébiscité. Sa coalition avec le parti d'Action nationaliste (MHP) d'extrême droite devait, sur le papier, lui assurer une majorité d'au moins 62, score combiné de ces deux partis aux élections du 1er novembre 2015.

Or, partout en Turquie et en particulier dans les grandes villes, cette coalition enregistre des pertes de 15 à 20%. Sauf au Kurdistan où miraculeusement M. Erdogan, en dépit de sa politique de guerre et de violences, affiche des gains de près de 20%, un score qui donne la mesure de la fraude massive et qui a permis d'arranger en extrême la victoire coûte que coûte du «oui».

## «SOUS SURVEILLANCE»

Le Haut conseil électoral dont 8 des 11 membres ont été nommés en 2016, après les grandes purges dans la magistrature turque, a donc convenu de cautionner la fraude la plus massive de l'histoire de la boîteuse démocratie turque depuis 1946. Sans doute ses membres craignaient-ils d'être à leur tour taxés de gulénistes et de traîtres et poursuivis en cas de désobéissance aux desiderata de l'irascible Erdogan. Mais ni en Turquie ni à l'étranger nul n'est dupe.

Même le très prudent Conseil de l'Europe a fini par réagir en décidant le 25 avril à une large majorité de placer la Turquie «sous surveillance». Le Président turc rêvait d'un sacre électoral légitimant sa stature de sultan élu. Sa marche qui se voulait triomphale s'est transformée en une pitoyable et déshonorante farce. Les électeurs kurdes et turcs, dans leur majorité, ont dit non à cette fuite en avant vers la dictature et vers l'abîme. ♦

Opinion

# We're America's best friend in Syria. Turkey bombed us anyway.



By Ilham Ahmed  
 April 28, 2017  
*Ilham Ahmed is a co-president of the Democratic Council of Syria.*

www.washingtonpost.com

On Tuesday, Turkey bombed the headquarters of Kurdish fighters in northern Syria, killing 20 of our soldiers. Immediately after the strike, the leaders of our forces — known as the People's Protection Groups, or YPG — rushed from their operations center near Raqqa, where they've been working with the U.S. military to push the Islamic State out of its Syrian stronghold, to view the site of the attack. The American colonel and other officers who accompanied the YPG leaders were met by tens of thousands of protesters, including the mothers of soldiers who have died fighting the Islamic State. They asked the Americans a simple question: "How is it possible that our soldiers are fighting with you against ISIS while your ally Turkey is attacking us here?"

This is not the first time that Turkey has attacked us. Turkish planes and artillery have been bombing northern Syria for more than a year, and Turkish forces invaded the country last year. In each case, the Turks have acted under false pretenses. They claim to have invaded Syria to fight terrorism, and yet the groups they support on the ground (Ahrar Al Sham and Nour Eddin Al Zanki) share the same jihadist ideology that the United States has been fighting since 9/11.

The Turks said they bombed our headquarters because they claimed our territory is being used to launch attacks against Turkey, but those accusations are unfounded. Let me be as clear as can be: We have never used northern Syria to launch any attack against Turkey. If Turkish President Recep Tayyip Erdogan doesn't trust us when we say this, fine. But why can't he trust the U.S. personnel in our area who assure him of the same?

Erdogan justifies these illegal attacks with the same baseless claim: that the YPG is the same as the Kurdistan Workers' Party (PKK), which is currently fighting the government inside Turkey. This claim is based on the fact that we share a founder and many intellectual values with the PKK — but this is equally true of the Peoples' Democratic Party (HDP), a legal political party in Turkey with 58 members in the Turkish parliament. They are no more PKK than we are, and any attempt to

Fighters from the Kurdish People's Protection Units (YPG) visit the site of Turkish airstrikes near the northeastern Syrian Kurdish town of Derik on Tuesday. (Delil Souleiman/Agence France-Presse via Getty Images)



equate us with the PKK is disingenuous.

Erdogan knows this. He knows that our political and military leadership is completely separate from that of the PKK. He knows that any attempt to combine YPG with PKK would run contrary to our core value of decentralization of power. He knows we are not using northern Syria to launch attacks on Turkey. He knows all this. He just doesn't care.

Erdogan is trying to force the United States to choose between us and Turkey. We don't think such a choice is necessary, but it is worth considering what that choice entails. We, the Democratic Council of Syria, are an alliance of progressive, democratic parties that govern the Northern Syria Federation. Though we are besieged from all sides (by the Islamic State, the Assad regime and Erdogan's Turkey), our region is more stable than any other part of the country. So much so, in fact, that in addition to our population of 3 million, we have taken in an additional 500,000 refugees (Christians, Sunnis, Shiites, Armenians and Yazidis) from across Syria.

Sadly, there is a stark contrast between our democratic, egalitarian and progressive society and that of our neighbor, where Erdogan is consolidating power and turning Turkey into a totalitarian state. This is further shown by his recent "victory" in this month's constitutional referendum, which he conducted after arresting a vast number of lawmakers, political leaders, journalists, union members and military leaders who do not agree with the Turkish president's political narrative.

Ironically, in pushing the United States to choose between us and him, Erdogan is only bringing further attention to the fact that Turkey is not a true ally of the United States. Consider this: While we are fighting for our people's right to freedom from tyranny, Erdogan is tyrannically denying freedom to

his own people. While we are fighting and dying side by side with the U.S. military in the campaign against the Islamic State, Erdogan is turning a blind eye to terrorism and supporting groups that overtly espouse jihadist ideals.

If Erdogan were a true U.S. ally, then instead of dropping bombs on the headquarters of the YPG, which currently hosts more than 1,000 U.S. military personnel, Turkey would seek to destroy al-Qaeda, which has set up bases in Idlib, right along the Turkish border. Al-Qaeda in Idlib is among the largest affiliates in the organization's history. (That's according to U.S. officials, by the way.) Yet Turkey does nothing.

While Turkey turns a blind eye to terrorism, the Syrian Democratic Forces (SDF), in which the YPG plays a big role, is only 10 miles away from Raqqa, the so-called capital of the Islamic State's self-proclaimed caliphate. The SDF also controls 70 percent of another strategic city called Tabqqa and is in full control of its air base that was taken from the Islamic State by the SDF. In the past month alone, the SDF captured dozens of villages around Raqqa from the Islamic State, and we will not stop until the last supporter of the caliphate has been vanquished.

To be clear, we do not want to escalate the conflict with Turkey. Yes, we believe that Erdogan, who is turning a blind eye to terrorism as he aspires to build his totalitarian state, is on the wrong side of history. As he looks outward in his aggression, we look inward, in a spirit of optimism and progress, toward a better Syria.

We do not believe that the United States needs to choose between us and Turkey. With each passing day, however, it becomes clearer who the United States' true ally in this conflict is. ♦

# The Turkish attack on the Kurdish Forces' position kills 28 fighters at least including commander and workers of the media center



April 26, 2017 <http://www.syriahr.com>

The Syrian Observatory for Human Rights learned that it rose to 28 at least, the number of fighters of YPG who were killed in the Turkish airstrikes which targeted

Qarrah Jokh area at the Syrian – Iraqi border in the far countryside of Qameshly.

The reliable sources confirmed to the Syrian Observatory for Human Rights that among the 28 casualties there are a female commander of YPG, in addition to workers of Kurdish Forces' media center, all of them were killed in the strikes that took place dawn of today Tuesday 25th of April 2017, which targeted a media center of the Kurdish Forces and a the broadcast station of a local radio station in hill in Qarrah Jokh area at the Syrian – Iraqi border in the far countryside of Qameshly, in conjunction with another bomb-

ing by a squadron of warplanes for the area of Sinjar (Shinkal) on the opposite side of the Iraqi border, where in addition to the media center; these airstrikes targeted leadership centers of the Kurdish forces in the area, where the intense bombing destroyed headquarters, media center and an archive center in addition to other sections of the bombed area.

The Syrian Observatory for Human Rights also learned that there are about 20 injured persons and some of them are still in critical condition, which may raise the death toll.●



April 30, 2017

## Russia shows more support for Syrian Kurds after Turkish airstrikes

Wladimir van Wilgenburg / April 30, 2017  
<http://aranews.net>

A Russian government spokesperson praised the Kurdish forces in their fight against ISIS. Meanwhile, the co-Chair of the Syrian Kurdish Democratic Union Party (PYD), Salih Muslim, and PYD Europe representative Abdulsalam Mustafa met with Deputy Minister of Foreign Affairs Gennady Gatilov in Geneva on Thursday.

The two sides discussed the recent developments in northern Syria, including the Turkish air strikes against the People's Protection Forces (YPG).

Russian officials have condemned the Turkish air strikes against the Kurds in Syria and Iraq that took place last week.

"On April 25, it was reported that Turkish jets carried out a series of strikes on the positions of Kurdish self-defence detachments near Mount Karachok in northeastern Syria and near Mount Sinjar in northern Iraq," Russian Foreign Ministry Spokesperson Maria Zakharov said on Thursday.

"I would like to remind you that Kurdish detachments are the most effective fighting force in the war against ISIS terrorists in northeastern Syria. We were greatly disturbed by reports of Ankara's operations," she said.

"There is reason to believe that if it was not for the hasty US attack on Syria's Shayrat Airbase, which was outside the bounds of international law, Turkey would not have carried out the recent strikes. It is necessary to put an end to arbitrariness on Syrian soil," the Russian official said.

"The targets that the Turkish Air Force hit in Syria included media facilities: a local TV and radio broadcasting station. Reports say some of your colleagues from the media centre of Kurdish self-defence forces were killed, among others. I would like to see the reaction of the relevant organisations and the journalistic community," Zakharov said.

Turkey's airstrikes overnight to April 25 on areas of Iraq and Syria along the border trigger most



Members of the Kurdish People's Protection Units (YPG) inspect the damage at their headquarters after it was hit by Turkish airstrikes in Mount Karachok near Malikiya, Syria April 25, 2017

serious concerns in Moscow, the Russian Foreign Ministry said on Wednesday.

"As the Turkish side declares, the strikes targeted positions of armed units of the Kurdistan Workers' Party (PKK) and the Syrian Democratic Forces linked to Democratic Union Party," the ministry said.

"Such moves trigger most serious concern in Moscow. We are talking about actions by Turkish military against Kurdish forces that really stand against terrorist groups, first of all Islamic State, on the ground," the Russian foreign ministry said.

"In conditions when completion of a war against terrorism in Iraq and Syria is still a long way off, such actions definitely discourage consolidation of anti-terrorist efforts, escalating the already tense situation."

"The fact that Turkish airstrikes were conducted on the territory of sovereign states in bypass of their legitimate governments cannot but cause concern. We consider these actions inadmissible, running counter to the founding principles of interstate relations," the ministry said.

"In this situation we urge all parties to restraint. It is necessary to demonstrate due political foresight and focus attention on a most important

for today task – countering international terrorism represented by Islamic State, (Jabhat al) Nusra and other affiliated groups," it added.

Timur Akhmetov, a Russian analyst on the Middle East, told ARA News: "Russia's main concern in regard to the recent airstrikes is that Turkey is demonstrating willingness to act in Syria and Iraq outside the established framework of controlled competition."

"The fact that airstrikes were carried out without close coordination with the US command may suggest that Turkey wanted to use an element of unpredictability as a bargaining tool," Akhmetov said.

"Currently Russia's best interest is to keep the conflict within the established rules. Every party to the conflict has an acknowledged right to uphold its national security. But any serious military action should not be sudden for other major parties, because a rise of unpredictability may trigger escalation among the warring parties and undermine negotiation process," Akhmetov told ARA News.

"On the other hand, Russia may seek to score political points among the Syrian Kurds by criticizing Turkish airstrikes," he concluded. ●

# Turkish warplanes bomb Kurdistan border areas for third day

By Rudaw 23/4/2017

**E**RBIL, Kurdistan Region — Turkish fighter jets have continued to bomb areas inside the Kurdistan Region for the third consecutive day, targeting several villages in Sangasar and Warte districts, about 130 kilometers east of Erbil.

Warte Mayor Muslih Zrar told Rudaw that Turkish fighter jets intensively bombed Bokriskiyan village on Sunday, adding that fortunately it did not result in the loss of lives or material.

A Rudaw reporter from the area

said that the at least one of the attacks was about 300 meters from residential areas, causing panic.

He said that the fighter jets also attacked the two villages of Kurtak and Gali Badraniyan in the Sangasar district.

The two districts are close to areas in Qandil Mountains under the control of the Kurdistan Workers' Party (PKK), which has been engaged in a three-decade-long war against the Turkish state.

The Turkish air force also attacked several areas on Saturday and Friday in the Amedi area, near the Turkish border.

Around 2 p.m. on Saturday, Turkish warplanes bombed the villages of Delashe and Kaniye in Amedi in Duhok province.

Rudaw's correspondent reported that initially the airstrikes targeted a vehicle of PKK fighters, and later an empty civilian car. The warplanes were spotted flying very low.

No casualties were reported due to the airstrike.

Turkish fighter jets also on Friday bombed the Amedi area, injuring a 35-year-old woman in the aerial attacks.

The injured woman's husband claimed that the Turkish army knows

the locations of the PKK positions, but still targeted areas where civilians were.

He said the PKK should leave the area in order to end the bombings and allow villagers to return to their homes.

The PKK has some 5,000 guerrilla fighters stationed mostly in the remote bordering areas of the Kurdistan Region.

Violent clashes resumed when peace talks collapsed between the PKK and the Turkish government in June 2015 with the army attacking guerrilla positions inside cities in southeastern Turkey.

Casualty figures released by the Turkish army and the PKK widely differ. They both appear to increase those killed within the opposing force and minimize the losses suffered on their own sides. ■

AFP

## Syrie: accrochages entre combattants kurdes et soldats turcs à la frontière, 3 combattants kurdes tués

Istanbul, 27 avril 2017 (AFP)

Trois membres de milices kurdes de Syrie soutenues par Washington ont été tués jeudi par des militaires turcs au cours d'un nouvel accrochage transfrontalier, le deuxième en deux jours, a rapporté l'agence de presse Dogan.

Des soldats turcs en poste à Akçakale, dans la province de Sanliurfa, frontalière de la Syrie, ont essuyé des tirs de mortier, puis des rafales de fusils d'assaut provenant de zones contrôlées par les milices YPG, a affirmé Dogan.

Les forces turques ont alors riposté et un bref affrontement s'est engagé, au cours duquel trois membres des YPG ont été tués, d'après Dogan.

Les YPG (Unités de protection du peuple kurde) sont la principale composante des Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance de combattants kurdes et arabes luttant contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI) en Syrie et soutenus par les Etats-Unis.

Mais Ankara considère ce groupe comme l'extension en Syrie du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), une organisation séparatiste qui livre une sanglante lutte armée contre Ankara depuis 1984, et est classée "terroriste" par la

Turquie et ses alliés occidentaux.

Mercredi, déjà, un accrochage avait éclaté entre des soldats turcs et des membres des YPG à un point de la frontière syrienne situé plus à l'ouest.

L'aviation turque avait bombardé la veille un QG des YPG en Syrie, tuant 28 personnes, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme.

Les Etats-Unis ont critiqué ces frappes, reprochant à la Turquie un manque de "coordination appropriée" avec Washington et les autres membres de la coalition internationale antijihadiste, dont fait partie Ankara.

Et la Russie a jugé "inacceptables" ces frappes turques, affirmant qu'elles "suscitent la plus grande inquiétude à Moscou".

La Turquie a lancé fin août une offensive terrestre dans le nord de la Syrie pour repousser vers le sud les jihadistes de l'EI, mais aussi les YPG.

Ankara voit comme une menace stratégique de premier plan l'établissement d'une zone autonome kurde au sud de sa frontière, et son opération en Syrie vise notamment à empêcher la jonction des différents cantons contrôlés par les milices kurdes. ●

AFP

## Erdogan "triste" de voir le drapeau américain avec des milices kurdes en Syrie

Istanbul, 30 avril 2017 (AFP)

**LE PRÉSIDENT TURC** Recep Tayyip Erdogan s'est dit "attristé" dimanche de voir des véhicules militaires américains patrouillant près de la frontière turco-syrienne avec des combattants des milices kurdes des YPG, organisation qu'Ankara qualifie de "terroriste".

Les Unités de protection du peuple kurde (YPG) sont la principale composante des Forces démocratiques syriennes (FDS), une alliance de combattants kurdes et arabes luttant contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI) en Syrie et soutenus par les Etats-Unis.

Mais la Turquie les considère comme la branche syrienne des séparatistes kurdes de Turquie du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Le PKK, qui livre une sanglante lutte armée contre Ankara depuis 1984, et est classée "terroriste" par la Turquie et ses alliés occidentaux.

La Turquie a mené des frappes cette semaine contre un QG des YPG dans le nord-est de la Syrie, faisant 28 morts. Des accrochages entre miliciens kurdes et l'armée turque ont également eu lieu le long de la frontière.



Les Etats-Unis ont, de leur côté, envoyé des véhicules militaires munis de drapeaux américains du côté syrien de la frontière pour effectuer des patrouilles avec des membres des YPG et prévenir tout nouvel accrochage. "Malheureusement, la présence d'un drapeau américain aux côtés du (symbole) d'une organisation terroriste nommée YPG dans un convoi nous a fortement attristés", a déclaré M. Erdogan à des journalistes avant de s'envoler pour l'Inde.

La différence d'approche au sujet des YPG a jeté un froid sur les relations turco-américaines et le chef de l'Etat turc, qui rencontrera Donald Trump

aux Etats-Unis en mai, compte faire changer son homologue américain d'avis.

"Nous en parlerons lorsque nous rencontrerons le président le 16 mai", a ajouté M. Erdogan, tout en regrettant que la coopération entre les forces américaines et les YPG, entamée sous Barack Obama, se poursuive.

"Cela doit immédiatement s'arrêter", a-t-il asséné. "Faute de quoi, cela continuera d'être un tracas pour la région et pour nous". ●



RUSSIA TODAY

30 April 2017

## US troops deployed at Syrian border to prevent clashes between Turkish & Kurdish forces

30 Apr, 2017 www.rt.com

The US has deployed troops to Syria's northeast border with Turkey in an attempt to prevent an escalation of fighting between the Turkish forces and Kurdish militia units that followed Turkish airstrikes hitting two Kurdish-held areas in Syria and Iraq.

"Coalition forces are conducting joint patrols along the northeastern Syria-Turkey border to assess reports from both the [Kurdish] SDF and Turkey regarding skirmishes and cross-border fires between their respective security forces," an official from the Combined Joint Task Force - Operation Inherent Resolve (CJTF-OIR) Public Affairs Office told RT via email, confirming the deployment.

"The patrols' purpose is to discourage escalation and violence between two of our most trusted partners in the fight to defeat ISIS [Islamic State terrorist group (IS, former ISIS/ISIL)] and reinforce the Coalition's commitment to both Turkey and the SDF," the CJTF-OIR statement added.

The Coalition also called on both Turks and Kurds to "remain focused on the fight to defeat ISIS, which is the greatest threat to regional and worldwide peace and security."

The joint patrols were also indirectly confirmed by the Pentagon. "We have US forces that are there throughout the entirety of northern Syria that operate with our Syrian Democratic Force partners," Navy Capt. Jeff Davis, a Pentagon spokesman, told journalists on Friday, as reported by AP.

"The border is among the areas where they operate," Davis also said, adding that the US wants Kurdish militia, including the Kurdish-dominated alliance of the Syrian Democratic Forces (SDF), to focus on the liberation of the eastern Syrian city of Raqqa, Islamic State's self-proclaimed capital in Syria, and "not to be drawn into conflicts elsewhere."

A senior Kurdish official, Ilham Ahmad, also told AP that the US forces began patrolling the border region Thursday in addition to their reconnaissance flights in the area. He said that the current US deployment was temporary but did not rule out a possibility of it becoming permanent.

The escalation of tensions in the border region was caused by a series of the Turkish airstrikes carried out on April 25 that hit Iraq's Sinjar region and northeastern Syria. Turkey claimed it targeted "terror hubs" infiltrated by members of the Kurdistan Workers Party (PKK), which Turkey considers to be a terrorist group.

The strikes claimed the lives of a number of the Kurdish People's Protection Units (YPG) militia fighters and civilians in Syria and resulted in casualties among forces under the Kurdish Regional Government in Iraq.

Between 20 and 30 US-backed Kurdish fighters were killed in those incidents, according to various estimates. Turkey said 70 PKK militants were killed in the strikes, as reported by Reuters. Both Syrian YPG and Iraqi Peshmerga Kurdish militias condemned the attack.

The United States has urged all sides to show restraint and focus their efforts on fighting the Islamic State (IS, formerly ISIS/ISIL) terrorist group. US State Department spokesman Mark Toner also said Washington had



Syrian Kurdish fighters from the People's Protection Units (YPG) head a convoy of U.S military vehicles in the Kurdish town of Darbasiya in Syrian Kurdistan next to the Turkish border, April 28, 2017. Photo: Reuters

expressed "deep concern" over the Turkish airstrikes.

In the meantime, Turkish President Recep Tayyip Erdogan has remained steadfast as he said that Turkey's operations would continue "until the last terrorist is eliminated."

Kurdish forces appeared to be dissatisfied with the American reaction to the incident, as YPG spokeswoman Nesrin Abdullah criticized the US and warned that the Kurdish militia could withdraw their forces from Raqqa if this incident is not addressed.

"Our people are expecting a response from us on why the coalition is not showing Turkey a concrete reaction. If the coalition does not show a concrete reaction, then we will withdraw our forces from Raqqa," she told a local Kurdish media.

Since April 25, the YPG and the Turkish forces have traded artillery fire along the Syrian border with Turkey. Clashes between the Turkish military and the Kurdish militia were also reported Wednesday.

The US is sending its troops to the contact line between Turkish forces and Kurdish units in Syria. In March, some 200 US marines backed with howitzers and Stryker armored vehicles were reportedly deployed to the Syrian town of Manbij liberated from Islamic States by the SDF. The move came following Turkey's threats to retake the city from the SDF as the Turkish government said it would not allow the town to remain under Kurdish control. ♦

## ANKARA TENTE DE REPRENDRE LA MAIN AU PROCHE-ORIENT

# La fin du « modèle turc »

Entre deux polémiques avec les dirigeants européens, le président turc Recep Tayyip Erdoğan, qui cherche à renforcer son pouvoir sur le plan intérieur, se rapproche de l'Arabie saoudite et de la Russie. Ce recentrage témoigne de la situation délicate de la Turquie dans son environnement régional. Le temps où elle apparaissait comme l'un des grands bénéficiaires des « printemps arabes » semble révolu.

PAR JEAN MARCOU \*

DEPUIS 2014, la Turquie présidée par M. Recep Tayyip Erdoğan tente de réajuster sa politique étrangère à l'aune de l'évolution du conflit syrien, mais aussi de sa situation intérieure. À l'époque des « printemps arabes », en 2011, l'expérience inédite du Parti de la justice et du développement (AKP), une formation islamoconservatrice au pouvoir depuis 2002, faisait figure d'exemple démocratique pour la région. La diplomatie de bon voisinage mise en œuvre par le ministre des affaires étrangères Ahmet Davutoğlu et le dynamisme d'une économie émergente contribuaient à donner une image positive de ce pays au Proche-Orient. Las ! Le positionnement ambigu d'Ankara à l'égard des mouvements djihadistes dans la crise syrienne, sa proximité avec les gouvernements islamistes nés des transitions politiques en cours — mais contestés — en Égypte et en Tunisie et, pour finir, la répression violente, au printemps 2013, des manifestations populaires nées de l'opposition à la destruction du parc de Gezi à Istanbul ont terni son étoile. À partir de 2015, la Turquie s'est retrouvée confrontée à l'intervention directe de la Russie dans le conflit syrien, alors même que les forces du Parti de l'union démocratique (PYD), une formation kurde syrienne affiliée au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), prenaient, avec le soutien des Occidentaux, la place avantageuse d'adversaires par

excellence de l'Organisation de l'État islamique (OEI). La multiplication des attentats — djihadistes et kurdes — sur son territoire apparaît comme le prix de ses engagements téméraires à sa frontière méridionale et de la négation des aspirations de sa population kurde.

Tous ces facteurs poussent Ankara à revoir son positionnement diplomatique et géostratégique. Et ce dans un contexte de transformation intérieure qui voit M. Erdoğan tenter d'affirmer ses prérogatives et son pouvoir présidentiels (*lire l'article ci-contre*). Qualifiée par le premier ministre, M. Binali Yıldırım, de « politique du "plus d'amis que d'ennemis" (1) », la nouvelle diplomatie turque se veut pragmatique. Elle demeure pourtant sujette à des incertitudes, au moment où l'arrivée au pouvoir de M. Donald Trump aux États-Unis risque d'ébranler un peu plus les équilibres fragiles de la région.

### 1. RAPPROCHEMENT AVEC LES SAUDIENS

Ce changement de pied diplomatique implique un rapprochement avec l'Arabie saoudite et une prise de distance avec l'Iran. L'un de ses premiers signes nets est apparu en janvier 2015, quand M. Erdoğan a interrompu une tournée africaine pour assister aux funérailles du roi Abdallah à Riyad, non sans avoir proclamé un jour de deuil national. Cette inflexion, mal accueillie dans son pays, notamment par l'opposition laïque et par le Parti démocratique des peuples (HDP) (2), ne s'est pas démentie par la suite. Au printemps 2015, le président turc a apporté un soutien appuyé à l'intervention militaire saoudienne au Yémen, en accusant l'Iran de vouloir « dominer » le Proche-Orient (3). Et en janvier 2016, au retour d'un déplacement dans le royaume

wahhabite, il a refusé de condamner l'exécution de l'ayatollah et dissident chiite Nimr Baqr Al-Nimr par les autorités saoudiennes, exécution qui a provoqué la rupture des relations diplomatiques entre Riyad et Téhéran.

Cette convergence turco-saoudienne surprend dans la mesure où le gouvernement turc n'adhérait pas, jusqu'alors, à la logique de confrontation entre chiites et sunnites. En mars 2011, il critiquait la répression du soulèvement à Bahreïn (mené par des chiites, mais pas uniquement) par les troupes du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Peu après, lors d'un déplacement en Irak, M. Erdoğan faisait sensation en priant à Najaf dans le mausolée d'Ali — gendre du Prophète et figure vénérée du chiisme — et en mettant en garde le monde musulman contre les divisions sectaires.

Ce repositionnement par rapport à une rivalité saoudo-iranienne ascendante n'est pas guidé que par des préoccupations confessionnelles. Il vise aussi à favoriser le retour d'Ankara dans la crise syrienne. Car c'est surtout du soutien à apporter à une partie des forces rebelles syriennes que discutent les dirigeants turcs et saoudiens lorsqu'ils se rencontrent. Cela au moment même où les premiers tentent de convaincre les Américains de soutenir davantage l'Armée syrienne libre (ASL), qui combat le régime de M. Bachar Al-Assad depuis juillet 2011 et qui tente de se distinguer des forces djihadistes takfiristes (4).

Pour être pleinement crédible dans ce recentrage, le gouvernement turc doit en outre se débarrasser de l'image peu flatteuse d'allié de l'OEI qu'il traîne depuis le siège de la ville syrienne de Kobané par les djihadistes, en septembre 2014. Durant cette bataille, tandis que les troupes kurdes des Unités de protection du peuple (YPG, la branche armée du PYD) et du PKK défendaient la cité avec l'appui de l'aviation occidentale, l'armée turque ne laissa passer qu'un petit convoi de peshmergas venus en renfort d'Irak. Néanmoins, après l'attentat (attribué à l'OEI) dans la ville frontalière de Suruç, le 20 juillet 2015, la Turquie autorisait l'usage de la base d'In-cirlik par la coalition internationale dans

JEAN MARCOU

Professeur à Sciences Po Grenoble, responsable du master Méditerranée - Moyen-Orient, chercheur associé à l'Institut français d'études anatoliennes (IFEA) d'Istanbul.

sa guerre contre les troupes du « califat ». Ce repositionnement marquait le point de départ d'un processus qui devait permettre à l'armée turque de s'affirmer comme l'ennemie la plus déterminée de l'organisation.

## 2. HANTISE DES SUCCÈS KURDES

Au départ, ce recentrage a peiné à convaincre, car les forces turques frappaient bien plus souvent les troupes du PKK dans le nord de l'Irak, ou du PYD en Syrie (à partir de l'automne), que celles de l'OEI. Toutefois, la Turquie est devenue à la fin de 2015, et surtout en 2016, l'une des premières cibles de l'organisation. Cela l'a conduite à réagir sur le plan intérieur, avec le démantèlement massif des cellules djihadistes par la police, mais aussi à l'extérieur. Plusieurs mois de tirs sporadiques de roquettes Katioucha par l'artillerie de l'OEI sur la province frontalière turque de Kilis ont donné à Ankara, au début de mai 2016, le prétexte d'une première incursion de ses blindés en territoire syrien.

L'affaire a pris une tout autre dimension lorsque, le 24 août 2016, l'armée turque, pour appuyer les rebelles arabes syriens qu'elle entraînait depuis l'année précédente, a franchi à nouveau la frontière à l'occasion de l'opération « Bouclier de l'Euphrate » et pris la ville de Jarablous, sur la rive ouest du fleuve. Cette fois, la guerre était déclarée à l'OEI. Mais la posture antidjihadiste d'Ankara peinait encore à convaincre, car l'objectif de cette incursion était aussi d'empêcher une jonction entre les forces kurdes présentes respectivement dans la ville de Manbij (à l'est) et dans l'enclave d'Afrin (à l'ouest).

Alliée depuis 2007 au gouvernement régional du Kurdistan (GRK) irakien, la Turquie avait accueilli avec inquiétude l'apparition d'une zone kurde similaire dans le nord de la Syrie (le Rojava), dans la mesure où celle-ci est sous la coupe du PYD, proche du PKK. Pourtant, l'idée d'établir avec le Rojava des relations comparables à celles existant avec le GRK fut à l'ordre du jour en 2013, au moment où, sur le plan intérieur, le gouvernement négociait un accord de paix avec le PKK. Par deux fois durant l'été 2013, M. Saleh Muslim, le dirigeant du PYD, s'est rendu de manière officieuse en Turquie, et il a même évoqué l'ouverture d'une représentation de son organisation à Ankara. La stratégie de l'AKP visait alors à inclure les Kurdes de l'intérieur dans le système politique national et à mener une politique de bon voisinage avec ceux de l'extérieur, en Irak et même en Syrie. L'évolution de la situation politique intérieure a remis en question ce projet et poussé le pouvoir à modifier son approche de la question kurde.

Au printemps 2013, le processus de paix avec le PKK avait été relégué au second plan de l'actualité politique par le mouve-

ment protestataire de Gezi. Il s'était ensuite enlisé, victime, notamment, d'un calendrier électoral chargé en 2014 (élections locales et présidentielle) et en 2015 (législatives). En Irak et en Syrie, l'offensive de l'OEI a rebattu les cartes et révéla l'ambiguïté du positionnement turc. Dans le contexte de la préparation des législatives, une nouvelle occasion de rapprochement avec le PYD a été manquée en février 2015. La sécurisation par les troupes kurdes syriennes de l'évacuation par l'armée turque, alors cernée par l'OEI, de son enclave de Suleiman Chah aurait pu permettre de renouer le dialogue. Mais, dans le même temps, M. Erdoğan bloquait la tentative de relance du processus de paix avec le PKK amorcée par son premier ministre, M. Davutoğlu. Le succès électoral du HDP en juin 2015, qui lui avait assuré une confortable représentation parlementaire et avait empêché l'AKP de retrouver sa majorité absolue, a achevé de convaincre le président turc d'adopter une stratégie d'endiguement de la poussée kurde. Bien que le HDP soit parvenu à maintenir sa présence au Parlement lors des élections anticipées de novembre 2015, il a fait l'objet d'une marginalisation et d'une répression systématiques.

Dans le contexte des purges qui ont suivi le coup d'État manqué du 15 juillet 2016, un très grand nombre des élus de ce parti progressiste, notamment ses coprésidents, M. Selahattin Demirtaş et M<sup>me</sup> Figen Yüksekdağ, se sont retrouvés derrière les verrous et risquent la prison à vie pour « complicité avec une organisation terroriste ».

## 3. CONVERGENCES AVEC LA RUSSIE

En septembre 2015, l'appui massif de l'aviation russe aux forces du régime syrien et de l'Iran, à la manœuvre sur son flanc sud, a affolé Ankara au moment où ses alliés occidentaux, pour certains d'entre eux durement frappés (comme la France), évoquaient un rapprochement avec Moscou pour lutter contre le terrorisme djihadiste (5). Le 24 novembre 2015, la destruction d'un avion Su-24 russe par des F-16 turcs et le soutien qu'Ankara a finalement reçu de Washington sont venus rompre cet isolement croissant. L'escarmouche a inauguré six mois de brouille avec la Russie. Sans doute la gravité des conséquences économiques de ce différend explique-t-elle le souci de normaliser rapidement les relations.

Mais l'apaisement entre les deux voisins a aussi été favorisé par la détérioration des relations avec l'administration de M. Barack Obama. Les Turcs reprochaient aux Américains d'avoir rayé le PYD de la liste des organisations terroristes et d'avoir fait des Kurdes des « partenaires responsables ». Dès la fin de juin 2016, M. Vladimir Poutine s'est engouffré dans la brèche en

acceptant les « regrets » de la Turquie. Quinze jours plus tard, lors de la tentative de coup d'État, il a été le premier à apporter son soutien à son homologue turc.

Par contraste, l'allié américain, qui avait réagi avec retard et qui refusait d'extrader M. Fethullah Gülen, désigné par M. Erdoğan comme le cerveau présumé du putsch, apparaissait de plus en plus suspect. « Nous remercions les autorités russes, et particulièrement le président Poutine. La Russie nous a apporté un soutien inconditionnel, contrairement à d'autres pays », déclarait M. Mevlüt Çavuşoğlu, le ministre des affaires étrangères (6).

En août 2016, M. Erdoğan se rendait à Moscou pour sceller la réconciliation. Le rapprochement a culminé en janvier 2017, lorsque les Russes et les Turcs, après être parvenus à imposer un cessez-le-feu à Alep, ont organisé avec l'Iran une conférence à Astana, au Kazakhstan. Le règlement de la crise syrienne, placé ainsi sous l'égide d'un consortium eurasiatique, a paru échapper pour un temps aux Occidentaux.

Cette relation russo-turque restaurée est pourtant loin d'être fiable. Le processus d'Astana n'a permis de surmonter ni la rivalité turco-iranienne ni le différend russo-turc à propos de la crise syrienne. Il est rapidement apparu que, si Moscou s'attachait d'emblée à trouver une solution au conflit, Ankara entendait s'en tenir, dans un premier temps, à faire respecter la cessation des hostilités entre les protagonistes. Par ailleurs, bien que la Russie ait donné son aval à l'opération « Bouclier de l'Euphrate », toute sa stratégie consistait désormais à bloquer la poursuite de l'intervention turque vers le sud et la ville de Rakka, « capitale » proclamée de l'OEI, en écartant par là le risque d'un affrontement turco-kurde (7).

Entre-temps, le gouvernement turc n'a cessé d'affirmer sa sympathie pour le changement survenu outre-Atlantique. Les premiers contacts avec M. Trump n'ont pourtant pas débouché sur des résultats tangibles en ce qui concerne l'extradition de M. Gülen ou la rupture des relations américaines avec le PYD. En vue d'une offensive contre Rakka, Ankara a essayé de persuader Washington de lâcher les Kurdes syriens pour leur préférer les rebelles qu'il soutient. Or il semble bien que l'épisode de la prise laborieuse de la ville d'Al-Bab (8) par ces derniers n'ait pas convaincu l'administration américaine de l'efficacité de cette option, de surcroît compromise au sud par la jonction entre les troupes de Damas et celles du PYD, favorisée par Moscou.

Quoi qu'il en soit, les États-Unis restent attachés au rôle que les Forces démocra-

tiques syriennes (une alliance du PYD avec d'autres forces rebelles syriennes «laïques») pourraient jouer lors de l'offensive finale contre l'OEI (9). Dans cette perspective, il est probable que, comme leurs prédécesseurs, les nouveaux dirigeants américains s'emploieront à concilier les ambitions parfois antagonistes de leurs alliés (Kurdes, Turcs et ASL), tout en évitant leur confrontation avec les forces du régime syrien soutenues par la Russie.

Pour sa part, au moment où l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) semble appelée à survivre au changement politique à Washington et où le processus d'Astana a montré ses limites, la Turquie pourra difficilement continuer à valoriser sa relation avec son voisin russe pour faire pression sur son allié américain, comme elle a pu le faire à la fin du mandat de M. Obama. Une convergence russo-américaine en Syrie risquerait même de conforter l'autonomie des Kurdes du PYD. Loin d'être un atout, cette relation conjointe avec Moscou et Washington pourrait devenir un fardeau pour Ankara (10). Cela en attendant de savoir si la brouille récente entre la Turquie et certains de ses partenaires européens, dont l'Allemagne, aura des répercussions sur le long terme.

JEAN MARCOU.

(1) Cf. Sami Kohen, «Daha çok dost, daha az düşman» nasıl olacak? » (« Comment comprendre "Plus d'amis, moins d'ennemis" ? »), *Milliyet*, Istanbul, 27 mai 2016.

(2) Lire Selahattin Demirtaş, « L'homme qui se prend pour un sultan », *Le Monde diplomatique*, juillet 2016.

(3) Lire Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, « Ankara et Téhéran, alliés ou concurrents ? », *Le Monde diplomatique*, janvier 2017.

(4) Lire Bachir El-Khoury, « Qui sont les rebelles syriens ? », *Le Monde diplomatique*, décembre 2016.

(5) Lire Jacques Lévesque, « Quitte ou double de la Russie à Alep », *Le Monde diplomatique*, novembre 2016.

(6) Interview accordée à la chaîne de télévision Haberturk, 25 juillet 2016.

(7) Cf. Murat Yetkin, « Kurdish autonomy in Syria via Russian hands ? », *Hürriyet Daily News*, Istanbul, 4 mars 2017.

(8) Cf. Cengiz Çandar, « What's really happening in Syria's Al-Bab ? », *Al-Monitor*, Washington, DC, 21 février 2017.

(9) Amberin Zaman, « Turkey, Kurds project confidence as Pentagon plans next Syria moves », *Al-Monitor*, 23 février 2017.

(10) Cf. Cengiz Çandar, « Erdoğan caught between Trump, Putin in Syria war », *Al-Monitor*, 13 février 2017.

# La quête obsessionnelle d'un pouvoir fort

ÉLABORÉE à la suite du coup d'État militaire de 1980, la Constitution de 1982 a toujours été contestée en Turquie, l'armée s'y étant octroyé le rôle de véritable régulateur du système. Mais cette remise en question, qu'illustrent les nombreuses révisions ou les projets de nouvelle Constitution, a changé de nature depuis la montée en puissance du parti islam-conservateur de M. Recep Tayyip Erdoğan, le Parti de la justice et du développement (AKP).

Au début des années 2000, dans la perspective de l'ouverture des négociations d'adhésion avec l'Union européenne, la loi fondamentale turque fut réformée afin de répondre aux normes européennes en matière de respect des libertés fondamentales. Il fallait aussi réduire l'emprise que l'armée exerçait sur la vie politique, notamment par l'intermédiaire du Conseil de sécurité nationale, dont la composition et le rôle furent remaniés lors de la révision d'octobre 2001. Arrivé au pouvoir en 2002, l'AKP a poursuivi sur cette lancée, en facilitant l'application de la convention européenne des droits de l'homme par la justice turque et en consacrant l'égalité hommes-femmes ainsi que l'abolition de la peine de mort par une autre révision constitutionnelle, adoptée en 2004. Ces mesures progressistes se sont accompagnées de réformes du droit civil et pénal, ainsi que d'une démilitarisation de la procédure judiciaire (limitation des pouvoirs de la justice militaire et soumission des militaires, le cas échéant, au droit commun). Bien qu'issu de la mouvance islamiste, ce gouvernement a donc surpris en libéralisant le système politique turc.

En 2007, l'establishment kémaliste (armée, hautes cours de justice, hiérarchie universitaire...) ayant empêché l'élection par le Parlement de M. Erdoğan à la présidence de la République, l'AKP a fait adopter par référendum une révision constitutionnelle qui réduisait le mandat présidentiel de sept à cinq ans et instaurait l'élection présidentielle au suffrage universel. Cette réforme ne pouvait toutefois entrer en application immédiatement, le

président nouvellement élu, M. Abdullah Gül, devant achever son septennat. Ainsi, de 2007 à 2014, la Turquie est demeurée un régime parlementaire classique, M. Gül se cantonnant à un rôle d'arbitre et M. Erdoğan continuant à gouverner le pays en sa qualité de premier ministre.

UN NOUVEAU référendum constitutionnel a réformé le pouvoir judiciaire en 2010, en révisant notamment la composition de la Cour constitutionnelle et du Haut Conseil des juges et des procureurs. Puis, en 2011, l'AKP remportait une troisième victoire aux élections législatives, tandis que la liberté de la presse et l'indépendance de la justice subissaient des atteintes de plus en plus fréquentes, notamment des poursuites à l'encontre de journalistes et la suspension de titres. Dans ce contexte, l'AKP projette d'élaborer une nouvelle Constitution en invoquant les origines putschistes du texte fondamental. Mais rapidement le gouvernement se met à plaider pour un régime présidentiel. Plus que la concrétisation d'une ancienne revendication de l'AKP, ce projet traduit la préoccupation de M. Erdoğan d'assurer son propre avenir politique. Après trois législatures (échéance maximale qu'a initialement fixée l'AKP, dans ses statuts, à ses députés et à ses ministres), une telle réforme doit lui permettre non seulement de se maintenir au pouvoir, mais aussi d'accroître son emprise sur le système.

Bien que le Parlement ait enterré ce projet constitutionnel, l'élection de M. Erdoğan au suffrage universel, en 2014, change la donne et instaure un régime semi-présidentiel de facto. Loin de se contenter d'inaugurer les chrysanthèmes comme ses prédécesseurs, le nouveau chef de l'État ravive des pouvoirs tombés en désuétude, telle la présidence du conseil des ministres, et supervise la politique de son premier ministre Ahmet Davutoğlu. La présidentialisation du régime demeure son objectif. Il espère que les élections législatives de juin 2015 vont lui donner la majorité renforcée (avec les deux tiers des sièges), et la possibilité de réviser la

Constitution sans avoir à passer par un référendum.

L'AKP arrive en tête, mais n'obtient ni la majorité qualifiée ni même la majorité absolue qui lui permettait de gouverner seul depuis 2002. En mettant un terme au processus de paix, le parti au pouvoir a vu une partie de son électorat kurde l'abandonner, alors qu'en entamant ce processus il avait mécontenté, à l'opposé, les franges les plus nationalistes de son électorat.

Comme le projet de régime présidentiel paraît avoir aussi pesé négativement sur ce résultat, M. Davutoğlu le met en sourdine et gagne finalement des élections anticipées, en novembre 2015, mais toujours sans obtenir de majorité renforcée. La Turquie n'en redevient pas pour autant un régime parlementaire traditionnel, car M. Erdoğan se remet rapidement à dominer le système. La suprématie présidentielle s'accompagne de règlements de comptes internes, tel le conflit avec le mouvement religieux Gülen, et d'une profonde restructuration du parti au pouvoir. M. Erdoğan favorise habilement l'avènement d'une nouvelle génération de cadres au sein de l'AKP. En mai 2016, M. Davutoğlu doit céder sa place à M. Binali Yıldırım, un fidèle du président, nommé entre autres pour réussir une réforme présidentielle que son prédécesseur n'a jamais franchement soutenue.

**L**E COUP D'ÉTAT manqué du 15 juillet 2016 accroît les tensions sécuritaires et contribue à légitimer le projet d'une présidence forte. Dans ce climat, le parti au pouvoir parvient à convaincre le Parti d'action nationaliste (MHP) de soutenir un projet de révision constitutionnelle minimale. En décembre 2016, le Parlement adopte un amendement à la Constitution de dix-huit articles qui supprime le poste de premier ministre et renforce la position du président. Celui-ci disposerait de pouvoirs importants en situation de crise, nommerait hauts fonctionnaires, ministres et vice-président, et pourrait aisément dissoudre le Parlement. Ce projet, qui sera soumis à référendum le 16 avril, inquiète d'autant plus les partis d'opposition, la presse non gouvernementale et les associations de défense des droits humains qu'il procède aussi à une nouvelle réforme du pouvoir judiciaire (en remaniant encore la composition de la Cour constitutionnelle et du Haut

Conseil des juges et des procureurs).

La campagne référendaire se déroule dans un contexte tendu. La situation des médias s'est considérablement détériorée. A la fin de 2016, les organisations humanitaires estimaient à plus de quatre-vingts le nombre de journalistes incarcérés en Turquie, soit le tiers des membres de la profession actuellement en prison dans le monde (1). Depuis le putsch manqué de 2016, une épuration sans précédent a touché les administrations, en particulier l'éducation, la justice, la police et la diplomatie. Longtemps État dans l'État, l'armée est désormais sous la coupe étroite du régime. On peut donc craindre que les contre-pouvoirs qui demeurent se révèlent impuissants à équilibrer le système, et cela même si une victoire électorale de M. Erdoğan ne semble pas garantir à quelques semaines du référendum.

Même le pluralisme politique est désormais menacé. Le MHP, qui a déjà collaboré avec l'AKP dans le passé, notamment lorsque ce dernier a levé l'interdiction du voile dans les universités, n'est plus vraiment dans l'opposition. Son hostilité initiale à la présidentialisation a cédé la place à un soutien déterminant, car le gouvernement de l'AKP a permis à son président, M. Devlet Bahçeli, de venir à bout d'une fronde intestine qui menaçait son autorité. La base de ce parti d'extrême droite et une partie de son électorat contestent néanmoins cette nouvelle orientation.

À l'autre bout de l'échiquier politique, le Parti démocratique des peuples (HDP), progressiste et favorable à la cause kurde, subit une répression permanente. Une partie de ses dirigeants et de ses élus font l'objet de poursuites judiciaires ou se retrouvent en prison. Quant aux kémalistes du Parti républicain du peuple (CHP), ils sont diabolisés et ont du mal à se faire entendre hors de leur sphère d'influence.

**S**ILS ACTEURS non étatiques (syndicats, organisations non gouvernementales, presse) restent actifs, ils demeurent bridés par des mesures répressives prises dans le cadre de l'état d'urgence. Les barreaux d'avocats, les universitaires et les organisations de femmes sont des valeurs sûres de la contestation, ces dernières ayant récemment obligé le gouvernement à retirer un projet de loi favorisant les

## Une lente escalade

- 7 juin 2015.** Le Parti de la justice et du développement (AKP) remporte les élections législatives avec 40,66% des voix.
- 20 juillet 2015.** Explosion d'une bombe à Suruç (33 morts). Il s'agit du premier attentat de l'Organisation de l'État islamique (OEI) en Turquie.
- Juillet 2015.** La Turquie autorise pour la première fois les États-Unis à utiliser leur base aérienne d'Incirlik pour bombarder les positions de l'OEI.
- 17 septembre 2015.** Un procureur requiert une peine de trente-quatre ans d'emprisonnement à l'encontre de M. Fethullah Gülen, accusé de complot contre le gouvernement.
- 10 octobre 2015.** Attentat terroriste lors d'une manifestation pour la paix organisée par le Parti démocratique des peuples (HDP) à Ankara (102 morts).
- 1<sup>er</sup> novembre 2015.** L'AKP remporte les élections législatives anticipées (49,50 %).
- 24 novembre 2015.** Destruction d'un avion russe par des F-16 turcs.
- 15 juillet 2016.** Tentative de coup d'État militaire (290 morts et 1 440 blessés).
- 4 août 2016.** Mandat d'arrêt contre M. Gülen, accusé d'avoir organisé le putsch du mois de juillet.
- 24 août 2016.** La Turquie lance l'opération « Bouclier de l'Euphrate » contre l'OEI et les Forces démocratiques syriennes (FDS).
- 31 octobre 2016.** Arrestation de plusieurs journalistes du quotidien d'opposition *Cumhuriyet*.
- 20 décembre 2016.** La Turquie, la Russie et l'Iran proclament un « cessez-le-feu élargi » en Syrie.
- 21 janvier 2017.** Le Parlement approuve le projet de nouvelle Constitution, qui renforce les pouvoirs présidentiels.
- Février 2017.** Ouverture de plusieurs procès pour juger les militaires et policiers ayant participé à la tentative de putsch de juillet 2016.

mariages forcés. Des médias d'opposition demeurent, principalement issus du groupe Doğan, mais leurs journalistes n'échappent pas à l'autocensure et aux fréquentes intimidations. Le régime présidentiel voulu par M. Erdoğan est donc surtout un régime autoritaire dont les prémices effacent déjà les années d'ouverture de l'AKP au pouvoir.

J. M.

(1) Comité de protection des journalistes, 1<sup>er</sup> décembre 2016. Sur 259 journalistes emprisonnés dans le monde, 81 le sont en Turquie, <https://cpj.org>